



*Date de dépôt : 18 octobre 2022*

## **Rapport**

**de la commission judiciaire et de la police chargée d'étudier le projet de loi de M<sup>mes</sup> et MM. Jean Batou, Pierre Bayenet, Jocelyne Haller, François Baertschi, Daniel Sormanni, Thomas Bläsi, Patrick Lussi, Marc Falquet, François Lefort, André Pfeffer, Paloma Tschudi, Marjorie de Chastonay, Pierre Vanek, Jean Rossiaud modifiant la loi sur la police (LPol) (F 1 05) (*Améliorons le fonctionnement de la police genevoise ; pour une police au service de la population*)**

*Rapport de majorité de Xhevrie Osmani (page 9)*

*Rapport de minorité de Pierre Conne (page 328)*

## **Projet de loi (12521-A)**

**modifiant la loi sur la police (LPol) (F 1 05)** *(Améliorons le fonctionnement de la police genevoise ; pour une police au service de la population)*

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
décrète ce qui suit :

### **Art. 1      Modifications**

La loi sur la police, du 9 septembre 2014, est modifiée comme suit :

#### **Art. 1, al. 3 (nouveau, l'al. 3 ancien devenant l'al. 4)**

<sup>3</sup> L'action policière comprend l'activité de police administrative et de sécurité, ainsi que l'activité de police judiciaire, au sens de l'article 15 du code de procédure pénale suisse, du 5 octobre 2007 (ci-après : code de procédure pénale ; CPP), d'autre part.

#### **Art. 3      Priorité du service à la population (nouvelle teneur)**

La police est en tout temps organisée et le personnel de police attribué de façon à assurer de façon prioritaire une présence effective et une action au service de la population.

#### **Art. 4      Organisation et hiérarchie (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> La hiérarchie policière est pyramidale.

<sup>2</sup> La police est dirigée par une commandante ou un commandant de la police, nommé par le Conseil d'Etat.

#### **Art. 5      Equipement (nouvelle teneur)**

Les policières et policiers et, cas échéant, les agentes et agents de sécurité publique sont équipés et, cas échéant, armés, aux frais de l'Etat.

#### **Art. 6      Composition de la police (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> La police, dirigée par un commandant ou une commandante, est formée des deux corps suivants :

- a) la gendarmerie ; et
- b) la police judiciaire.



<sup>2</sup> Les services d'appuis facilitent l'action de la police et sont composés de :

- a) la direction de la stratégie ;
- b) la direction des ressources humaines ;
- c) la direction du support et de la logistique ;
- d) la direction des finances.

<sup>3</sup> Les commissaires de police forment un service transversal.

<sup>4</sup> L'état-major appuie la commandante ou le commandant dans la conduite de l'action de la police.

## **Art. 7 Commandement (nouvelle teneur)**

La commandante ou le commandant dispose d'un état-major composé des chefs ou des cheffes de la gendarmerie et de la police judiciaire, ainsi que d'un représentant ou d'une représentante des services d'appui.

## **Art. 8 Tâches communes (nouvelle teneur)**

Toutes les policières et tous les policiers :

- a) agissent de leur propre initiative ou sur réquisition du Ministère public (art. 2, al. 2) ;
- b) interviennent en cas de flagrant délit ;
- c) assurent le traitement judiciaire des infractions.

## **Art. 9 Policières et policiers (nouvelle teneur)**

Est policière ou policier au sens de la présente loi le détenteur d'un brevet fédéral de policier, habilité à assumer l'entier des prérogatives définies à l'article 1, alinéa 3 de la présente loi.

## **Art. 10 Gendarmerie (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> La gendarmerie assure auprès de la population une présence effective et préventive, notamment dans les domaines de la circulation, du secours d'urgence et de la proximité.

<sup>2</sup> Elle assure en outre la sécurité des personnes, des biens et des lieux en lien avec les activités diplomatiques, consulaires et plus généralement internationales de Genève, ainsi que celle du site aéroportuaire.

<sup>3</sup> Les postes de police concrétisent l'ancrage territorial de la gendarmerie.

<sup>4</sup> Les gendarmes accomplissent en principe leurs missions en uniforme.

**Art. 11      Police judiciaire (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> La police judiciaire élucide notamment les crimes et délits qui, en raison de leur gravité, de leur récurrence ou de leur complexité, nécessitent un travail d'enquête approfondi.

<sup>2</sup> A cet effet, la police judiciaire recourt notamment à la recherche et à l'analyse du renseignement opérationnel.

<sup>3</sup> Les inspectrices et inspecteurs de la police judiciaire accomplissent leurs missions en tenue civile.

**Art. 12      Commissaires de police (nouvelle teneur)**

Les commissaires de police sont notamment chargés de la réponse d'urgence et de la prise de décisions en matière d'événements concernant la police, ainsi qu'en matière de procédure pénale et administrative. Ils exécutent des tâches de police judiciaire.

**Art. 13 à 15 (abrogés)****Art. 19, al. 1 et 2 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> La police comprend trois catégories de personnel :

- a) les gendarmes ;
- b) les inspectrices et inspecteurs de la police judiciaire ;
- c) le personnel non policier, y compris les agentes et agents de sécurité publique.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat fixe, en fonction des bassins de population concernés, les effectifs policiers nécessaires pour que la police accomplisse ses missions telles qu'elles résultent de la présente loi.

**Art. 20      Dialogue social (nouvelle teneur de la note) et al. 3 (nouveau)**

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat et les organisations représentatives des membres du personnel de la police se rencontrent au minimum chaque trimestre lors de séances paritaires.

**Art. 22 (abrogé)****Art. 24, al. 1 (nouvelle teneur) et al. 8 (nouveau)**

<sup>1</sup> Le personnel de la police est tenu au devoir de réserve.

<sup>8</sup> Sous réserve de l'alinéa 7 et de l'article 62, alinéa 3, lettre e, le Conseil d'Etat et son administration n'ont aucun accès aux données et au contenu des dossiers en lien avec l'activité de police judiciaire.

**Art. 31, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> Une école de formation cantonale est organisée dans le canton de Genève, par la police, pour les candidats, d'une part, aux fonctions de gendarme et, d'autre part, à la fonction d'inspectrice ou d'inspecteur de la police judiciaire. Un tronc commun de formation peut être prévu.

**Art. 34 Affectation du personnel (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> L'état-major décide de l'affectation initiale des membres du personnel selon les aptitudes de ceux-ci et les besoins de la police. Il tient également compte, dans la mesure du possible, des souhaits des personnes concernées.

<sup>2</sup> L'affectation dans un autre corps au sens de l'article 6, alinéa 1 de la présente loi ne peut se faire que sur demande ou avec l'accord des personnes concernées.

**Art. 37, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> La cheffe ou le chef du corps concerné prononce le blâme ; la commandante ou le commandant inflige les services hors tour.

**Art. 38, al. 2 (nouvelle teneur)**

<sup>2</sup> Lors de l'enquête, la personne concernée doit être entendue par la commandante ou le commandant, ou par sa cheffe ou son chef de corps. Elle est invitée à se déterminer sur les faits qui lui sont reprochés et peut se faire assister par la personne de son choix.

**Art. 62, al. 2, let. e (nouvelle)**

- e) d'examiner les dénonciations, rapports et constats en matière d'usage de la force par la police et le personnel pénitentiaire ; il donne, s'il le juge utile, son avis à l'autorité compétente. Il en va de même en cas d'allégations de mauvais traitements.

**Art. 2 Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

## Table des matières du rapport de majorité

Chapitre I	Introduction .....	9
Chapitre II	Contexte.....	10
	Sondage du personnel de police (2017).....	10
	Étude sociologique (2018).....	11
	Audit de la Cour des comptes (2019) .....	11
	Bilan de mise en œuvre de la loi sur la police (2021).....	12
Chapitre III	Présentation du projet de loi .....	13
	<i>Première présentation du projet de loi par M. Jean Batou, premier signataire (séance du 19 septembre 2019).....</i>	<i>13</i>
	Questions des député-e-s .....	15
	<i>Deuxième présentation du projet de loi par M. Pierre Bayenet, deuxième signataire (séance du 24 juin 2021).....</i>	<i>17</i>
	Questions et remarques du DSES et des député-e-s .....	21
Chapitre IV	Réflexions et propositions du département de la sécurité, de l'emploi et de la santé (DSES) .....	22
	Point de situation du département (séance du 3 octobre 2019) .....	22
	Etat des travaux de la commission sur les objets "police" (séance du 10 octobre 2019).....	26
	Point de situation du DSES (séance du 18 juin 2020) .....	26
	Questions des député-e-s .....	29
	Point de situation (séance du 12 novembre 2020) .....	33
Chapitre V	Bilan de la loi sur la police .....	33
	Présentation du bilan de la loi sur la police (séance du 17 décembre 2020) .....	33
	Organisation des travaux (séance du 14.01.2021) .....	46
	Communication des données par le DSES suite aux questions des commissaires (séance du 21 janvier 2021) .....	52
	Présentation du bilan de la LPol (séance du 11 mars 2021) .....	54
	Questions des député-e-s .....	62

Chapitre VI	Entrée en matière.....	70
	Discussion et vote d'entrée en matière (séance du 10 juin 2021).....	70
	Point de situation (séance du 4 novembre 2021) .....	70
Chapitre VII	Auditions et traitement du projet de loi.....	76
	Audition de l'UPCP et du SPJ (séance du 3 février 2022) .....	79
	La formation au sein de la police (séance du 28 avril 2022) .....	96
	Discussion sur la présentation du DSPS concernant la formation des policiers CGF 2020 et le projet d'école romande multi-sites (séance du 5 mai 2022).....	109
	Audition de l'Union des fonctionnaires de la police genevoise (UFGP) (séance du 9 juin 2022).....	111
	Audition de l'Union du personnel des agents de renvois (UPAR) (séance du 9 juin 2022) .....	116
	Discussion interne .....	121
	Retour sur les auditions de l'UFGP et de l'UPAR, présentation d'amendements par M. Sébastien Desfayes (séance du 16 juin 2022) ...	121
	Présentation des amendements par M. Sébastien Desfayes.....	125
	Questions des député-e-s .....	127
	Présentation d'amendements par le DSPS (séance du 30 juin 2022) .....	129
	Audition de la Commission du personnel de la police (séance du 25 août 2022).....	155
	Audition du Syndicat des polices municipales genevoises (SPMG) (séance du 15 septembre 2022) .....	168
	Questions des député-e-s .....	169
	Audition de l'UPCP et du SPJ (séance du 15 septembre 2022) .....	170
	Questions des député-e-s .....	178
	Audition de M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat, DSPS, M <sup>me</sup> Monica Bonfanti, commandante de la police, M. Luc Broch, chef des opérations, M. Alexandre Vautravers, chargé de missions au DSPS.....	185
	Deuxième et troisième débat (séance du 29 septembre 2022).....	185
	Questions des député-e-s .....	189

---

Discussion interne .....	195
2 <sup>e</sup> débat .....	198
3 <sup>e</sup> débat .....	217
Chapitre VIII      Conclusion.....	220

## RAPPORT DE LA MAJORITÉ

### Rapport de Xhevrie Osmani

#### Chapitre I Introduction

L'actuelle loi sur la police (LPol ; RSG F 1 05) a été adoptée par le Grand Conseil en date du 9 septembre 2014. Un référendum a été lancé à l'encontre de cette loi et a abouti. Le 8 mars 2015, en votation populaire, la loi a été acceptée par le peuple à une très courte majorité (54 voix d'écart après recomptage des bulletins). Elle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2016, abrogeant l'ancienne loi sur la police datant de 1957.

La loi de 2016 a rapidement fait l'objet d'un certain nombre de critiques émanant du personnel de la police et de députés du Grand Conseil.

Ainsi, plusieurs objets parlementaires ont été déposés au Grand Conseil à ce sujet, tous renvoyés à la Commission judiciaire et de la police. Il convient de citer les projets de lois **11986** (modifiant la loi sur la police), **12218** (modifiant la loi sur la police), **12648** (décloisonnement de la police), ainsi que la proposition de motion **2467** (chargeant la Commission de contrôle de gestion d'élaborer un rapport afin de faire toute la lumière sur la crise que traverse la police genevoise et de proposer les moyens d'en sortir), la proposition de motion **2540** (pour un bilan de la loi sur la police) et les pétitions **P 1981** (pétition du personnel de la police judiciaire demandant le maintien de ses grades actuels) et **P 2003** (pétition du personnel de la gendarmerie et de la police de la sécurité internationale pour la sauvegarde de l'appellation et du logo « Gendarmerie »).

En date du 14 mai 2019, le député Jean Batou a déposé le projet de loi **12521**. Son exposé des motifs précise que le projet propose de :

- rétablir la gendarmerie ;
- supprimer le système des silos, et attribuer un ensemble de missions à la gendarmerie ;
- rapatrier dans le canton la formation des aspirants gendarmes et policiers ;
- supprimer la référence à l'organisation militaire de la police ;
- supprimer le conseil consultatif de la sécurité.

A l'instar des autres objets parlementaires précités, le projet de loi 12521 a été renvoyé à la Commission judiciaire et de la police (ci-après la commission).

La commission a, dans un premier temps, travaillé parallèlement sur les différents objets parlementaires précités. Puis, elle a décidé de se focaliser sur le PL 12521. Sollicitant des points de situation réguliers de la part du département de la sécurité, de la population et de la santé, la commission a par ailleurs procédé à un certain nombre d'auditions, jusqu'à l'adoption du projet de loi lors de sa séance du 29 septembre 2022.

Le présent rapport est le compte rendu des travaux relatifs au PL 12521.

La Commission judiciaire et de la police a consacré 24 séances à l'examen de ce projet de loi. Ses séances ont été présidées successivement par M. Diego Esteban, M. Pierre Conne, M. Marc Falquet et M. Sébastien Desfayes.

La commission a bénéficié de l'aide et du soutien de M. Jean-Luc Constant, secrétaire scientifique (SGGC).

Les procès-verbaux des séances de la commission ont été tenus avec précision par M<sup>me</sup> Christelle Verhoeven, M<sup>me</sup> Mathilde Parisi, M<sup>me</sup> Eléonore Bleeker, M<sup>me</sup> Diane Marchal, M<sup>me</sup> Mariama Laura Diallo, M<sup>me</sup> Alexia Ormen, M. Emile Branca, M. Clément Magnenat, M. Maurice Sila, M. Raphaël Egon Houriet.

Que toutes ces personnes soient remerciées pour leur collaboration de qualité aux travaux de la commission.

## **Chapitre II      Contexte**

Dès son entrée en vigueur, la nouvelle loi sur la police a fait l'objet de critiques émanant de collaborateurs de la police et de députés. Au fil du temps, un sondage initié par la commission du personnel de la police, puis une étude sociologique menée par l'Université de Genève et enfin un rapport de la Cour des comptes sont venus étayer ces critiques et ont mis en évidence différents problèmes dans la mise en application de cette loi.

### ***Sondage du personnel de police (2017)***

A l'automne 2016, la commission du personnel instaurée par la nouvelle loi sur la police propose au département de l'économie et de la sécurité (DES, précédente dénomination du DSPS) d'effectuer un sondage sur « l'état de santé » de la police.<sup>1</sup> Le questionnaire initial est soumis au département en avril 2017, discuté et amendé par l'état-major et validé à l'été 2017. La collecte des

---

<sup>1</sup> ROSELLI, S. (2017). Un sondage révèle la déprime des policiers. *La Tribune de Genève*. Disponible sous : <https://www.tdg.ch/un-sondage-revele-la-deprime-des-policiers-746293278957>



940 réponses (taux de participation de 44%) s'effectue du 4 septembre au 15 novembre 2017. Elles sont compilées et les résultats sont présentés le 1<sup>er</sup> février 2018.

Ce sondage révèle plusieurs choses. D'abord, une opinion très défavorable du personnel sur l'attitude de l'état-major et ses relations avec lui. Ensuite, un moral très dégradé, une motivation en berne, une perte de satisfaction au travail et une évaluation pessimiste de l'avenir de la profession. Enfin, des plaintes plus ciblées concernant le volume de travail, les équipements, les horaires, les congés ou encore la formation. Surtout, l'enquête montre que les personnes consultées, dans leur majorité, en particulier les collaborateurs de terrain, ne perçoivent aucun aspect positif dans la réforme engagée et jugent qu'elle péjore leurs capacités opérationnelles.

### ***Étude sociologique (2018)***

Sur mandat de la police cantonale, une étude est réalisée de septembre 2016 à juin 2017 sous la direction M<sup>me</sup> Mathilde Bourrier, professeur au département de sociologie de l'Université de Genève, et de M<sup>me</sup> Leah Kimber, assistante-doctorante au département de sociologie de l'Université de Genève. Cette étude est publiée au printemps 2018, sous le titre : *La police en quête de transversalité. Chronique de la réforme de la police genevoise de 2016*. Elle concerne spécifiquement trois services de la police cantonale, à savoir la police de proximité, police-secours et la police routière. Elle met en évidence l'enjeu problématique du cloisonnement des services, des silos. Quelques brefs extraits en attestent :

*« L'ancienne gendarmerie, permettait une plus grande fusion des profils et une moindre différenciation. Même si elle comptait déjà de nombreux spécialistes à l'interne, l'image extérieure était davantage celle d'un corps de police unifié et polyvalent ».*

*« L'enfermement dans un métier et le risque de cloisonnement associé restent problématiques pour l'ambiance générale du corps de police. Les tensions sont réelles ».*

*« La séparation entre police-secours et police de proximité a chahuté l'exercice du métier et c'est en partie pour cela que les tensions sont vives ».*

### ***Audit de la Cour des comptes (2019)***

Par autosaisine, la Cour des comptes a mené en 2019 un audit de légalité et de gestion portant sur le dispositif communal (17 polices municipales) et cantonal (un service opérationnel) de police de proximité. Ses conclusions ont

été publiées en juin 2019 (Rapport n° 148). Elles ont révélé des problèmes de cohérence :

- *« Le dispositif actuel manque de cohérence d'ensemble, car il repose sur une juxtaposition de 18 polices, soit une police de proximité cantonale et 17 polices municipales, toutes fortement autonomes et travaillant sans vision ni objectifs stratégiques coordonnés ».*
- *« L'organisation du dispositif de police de proximité complique la tâche des APM qui n'ont pas accès à distance à certaines applications métiers clés. Lorsqu'ils en ont besoin, les APM doivent ainsi se rendre dans les locaux de la police cantonale et travailler sous la supervision d'un policier cantonal, qui doit de son côté s'assurer que l'APM ne consulte que des données qui concernent sa municipalité ».*
- *« La coordination et la collaboration entre les polices municipales et la police de proximité cantonale ne sont de loin pas optimales, et ce malgré la bonne volonté des acteurs de terrain ».*
- *« Les postes de police de proximité cantonaux et municipaux sont répartis sur le territoire sans logique opérationnelle appropriée, quand bien même il s'agit d'un des fondements du concept de police de proximité ».*

### ***Bilan de mise en œuvre de la loi sur la police (2021)***

En date du 4 février 2021, le DSPS produit un rapport intitulé « Bilan de mise en œuvre de la loi sur la police (LPol) », dont la rédaction avait été confiée à M. Alexandre Vautravers, chargé de mission auprès du DSPS. Ce dernier a procédé à cent septante entretiens et dix immersions, de septembre 2019 à septembre 2020. Ce rapport d'une trentaine de pages donne un bref aperçu de la genèse de la LPol et de son incidence sur la structure et l'organisation de la police, la gouvernance et la conduite de l'institution, les ressources humaines et de la formation, ainsi que la sécurité de proximité. Il se conclut par quatre recommandations générales :

*« Il s'agira d'améliorer la structure et le rythme de conduite de l'Etat-major de la police, d'unifier et de simplifier les processus de conduite au sein de la DIROP [Direction des opérations], de préciser les missions et les cahiers des charges des cadres et des brigades »*

*« Il s'agira d'améliorer le recrutement et élaborer, avec les aspirants et les collaborateurs, un véritable plan de carrière comprenant des objectifs individualisés »*

*« Il s'agira de revoir les règlements d'organisation, les grades et fonctions, ainsi que de mettre en cohérence et de valoriser le statut d'ASP et des APM ».*

*« Il s'agira de préparer un plan et des options politiques entre le canton et les communes afin de développer et de mieux organiser ce secteur important, fortement sollicité et attendu par la population genevoise ».*

Les conclusions de ce rapport ont justifié la formation d'un Comité de pilotage (COPIL), dirigé par M. Alexandre Vautravers. Le DSPS a travaillé sur 29 recommandations avec le COPIL qui visaient une proposition de traduction dans la loi pour améliorer le fonctionnement de la police. Cette proposition a pris la forme d'amendements que le département a déposés en juin 2022.

### **Chapitre III      Présentation du projet de loi**

Pour une meilleure compréhension des travaux de la commission sur le PL 12521, ce dernier est présenté à ce stade du rapport.

#### **Première présentation du projet de loi par M. Jean Batou, premier signataire (séance du 19 septembre 2019)**

M. Jean Batou précise en préambule que l'objectif de ce projet de loi est de trouver un compromis et non pas de rallumer le débat entre opposants et partisans de la loi sur la police votée en 2015. La loi est entrée en vigueur depuis trois ans et demi et il est temps de se pencher sur son efficacité.

M. Batou constate que différents milieux ont observé une perte d'efficacité de la police qui est surtout visible du point de vue de la population sous l'angle des réquisitions qui ne peuvent pas être assurées. Cette impossibilité d'assurer toutes les réquisitions prend des proportions inquiétantes s'agissant d'infractions commises au quotidien qui font peur à la population.

Pour M. Batou, cette loi donne lieu à un certain gaspillage de ressources étant donné que l'on a multiplié les services avec des états-majors séparés, ce qui crée des problèmes de communication. Il y a, à présent, 5 silos séparés et chacun d'eux comprend notamment un major, un certain nombre de capitaines, parfois un juriste ou même un coordinateur. Il y a donc une véritable pléthore d'encadrement, ce qui représente aux yeux des signataires de ce projet de loi un gaspillage de ressources publiques.

M. Batou note également une certaine démotivation ou démoralisation chez les aspirants et les policiers, attestée par un sondage de la commission du personnel, que la presse a rendu public. Les résultats de ce sondage montrent un phénomène de crise, un manque de perspective et de sens du métier, ainsi

que la démotivation de la police. M. Batou invite les membres de la commission judiciaire et de la police à lire cette étude.<sup>2</sup>

M. Batou précise que ce projet de loi reprend les considérations d'un projet de loi UDC, qu'il a cosigné, relatives à la police judiciaire et à la nécessité de différencier les métiers de la gendarmerie. Le projet de loi 12521 a été pensé par un groupe de juristes et d'autres intervenants. Il s'agit d'un projet raisonnable et consensuel répondant le plus possible aux problèmes actuels de la police. L'idée est de rétablir la gendarmerie comme un ensemble dont les différents silos actuels constitueraient des missions et non plus des services séparés, en conservant la police internationale, la police de proximité, la police- secours et la police routière. La police judiciaire serait séparée de la gendarmerie étant donné qu'il s'agit d'un corps différent répondant au Ministère public, alors que la gendarmerie répond au chef du département de la sécurité. Un autre objectif de ce projet de loi est de rapatrier la formation des aspirants à Genève, étant donné que la formation à Savatan apparaît inadaptée, militarisée et d'une attractivité faible, dont il découle une crise du recrutement. M. Batou relève que les installations et les équipements pour une telle formation sont toujours disponibles à Genève. Enfin, la suppression de l'organisation militaire constitue un autre objectif de ce projet de loi ; il convient de faire une distinction entre l'armée et la police.

Le dernier objectif du projet de loi est de supprimer le conseil consultatif de la sécurité, dont les membres sont issus de l'état-major de l'armée suisse, des services de renseignement ou de polices privées. Ces personnes ont l'impression d'être dans l'attente d'un partenariat public/privé dans leur domaine de compétence, mais qui n'a pas grand-chose à voir avec les tâches de la police.

Certaines dispositions de l'actuelle loi sur la police ont été retouchés par le projet de loi pour des raisons cosmétiques dans le but de correspondre à la nouvelle organisation de la police, tandis que d'autres modifications s'avèrent plus substantielles.

En conclusion, M. Batou souligne que le but de ce travail est d'essayer de trouver une solution à une crise qui dure depuis trop longtemps et qui a provoqué énormément de souffrance parmi les fonctionnaires concernés et

---

<sup>2</sup> BOURRIER, Mathilde & KIMBER, Leah, (éd.). *La police en quête de transversalité. Chroniques de la réforme de la police genevoise de 2016* ». Genève : Université de Genève, (Sociograph, Sociological Studies ; 36). Disponible sous : <https://www.unige.ch/sciences-societe/socio/fr/publications/dernierespublications/sociograph-36-sociological-research-studies/>

d'inquiétude au sein de la population. Selon lui, il appartient au parlement d'amender la loi sur la police là où elle apparaît défectueuse.

### *Questions des député-e-s*

Un député (PLR) se demande si l'approche développée dans le cadre de ce projet de loi a été évoquée avec la direction de la police. M. Batou répond par la négative, en rappelant que la commission pourra, lors de ses travaux sur ce texte, interroger la direction de la police à ce sujet.

Le même député (PLR) indique ne pas avoir découvert dans le projet de loi d'impacts concrets sur la dimension structurelle et opérationnelle critiquée dans la présentation. Il n'est pas certain que la proposition faite au travers de ce projet de loi corrige cela ; même si tous les silos sont réunis, il faudra dans tous les cas prévoir des responsables de secteur d'activité.

M. Batou précise que l'essentiel de la modification structurelle est contenu dans l'article 6 du projet, puisque les quatre silos (police internationale, police routière, police de proximité et police-secours) sont réunis dans le même corps et n'auront donc qu'une seule direction, alors qu'actuellement il y a quatre services séparés avec une hiérarchie séparée. Quant à la police judiciaire, elle reste séparée pour d'autres raisons. Le noyau de la modification structurelle se trouve dans la transversalité entre la police-secours et la police de proximité qui est assurée et fluide. L'enquête de sociologie montre que la police-secours répond à des appels, tandis que la police de proximité se trouve dans la rue, intervient en cas de flagrant délit et prend des initiatives. Il y a un problème de cloisonnement et donc de fluidité entre ces deux services qui doivent normalement collaborer. Pour ces services, le fait de ne pas pouvoir se renforcer mutuellement, à cause d'une hiérarchie séparée apparaît problématique.

Un député (EAG) se demande comment organiser les travaux. Il demande s'il faut que la commission attende la fin du processus d'évaluation demandé par M. Poggia et une proposition du département ou s'il y a une urgence à avancer.

M. Batou estime qu'il y a urgence sur deux points. Un certain nombre d'éléments relatifs à la sécurité publique ordinaire, celle qui concerne le plus notre population, doivent être améliorés. Des citoyens se sentent véritablement en danger. Par ailleurs, il convient d'intervenir pour la police elle-même. Il est malsain qu'un corps aussi important de l'Etat se déclare en état de maladie et que l'on ne s'en soucie pas. M. Batou salue la décision du nouveau conseiller d'Etat responsable du département de la sécurité de réaliser un audit. Il estime cependant que cela aurait dû être fait avant, au moins au début de l'année 2018.

Il convient de réaliser cet audit, mais, surtout, ce dernier doit être crédible et effectué par des personnes indépendantes et compétentes. M. Batou déplore que le parlement, saisi il y a 2 ans d'un projet de loi demandant justement un travail d'investigation, n'ait rien fait. Il souhaite donc que le département de la sécurité mène l'audit prévu, mais qu'en même temps cette commission auditionne des responsables de la police et des personnes qui apporteront des témoignages intéressants.

Un député (MCG) signale qu'une aspirante de l'académie de Savatan a rédigé un livre dénonçant l'attitude très machiste et le harcèlement que certaines aspirantes ont subi durant cette formation, donnant une image assez négative de l'Académie de police.

Un député (PLR) fait remarquer que la LPol actuelle ne mentionne pas l'école de Savatan, mais parle d'une école de police organisée. De plus, l'organisation militaire existait déjà dans la formulation de la loi de 1957. Il demande si M. Batou dispose, pour proposer ce projet de loi, d'éléments d'évaluation suffisants des effets actuels de la LPol à améliorer. Il craint que les bonnes causes ne soient pas corrigées. Il se demande également si cela ne serait pas au Conseil d'Etat d'avoir tous les éléments nécessaires d'évaluation pour proposer les arguments et les solutions nécessaires.

M. Batou pense que les problèmes de gouvernance étaient principalement liés à la personnalité de l'ancien chef du département de la sécurité et on peut donc espérer que ces problèmes soient résolus avec la désignation d'un nouveau chef de département. L'article 20 du projet de loi insiste sur le dialogue social. L'absence de dialogue sociale avait été l'un des problèmes dans les rapports entre le chef du département et la police. La police n'est en général pas le corps le plus protestataire de la fonction publique, il est là pour maintenir l'ordre. Alors, lorsque ce corps sent qu'il perd de l'efficacité et que sa mission citoyenne se dégrade, il en souffre et souhaite donc pouvoir communiquer avec sa hiérarchie pour trouver des solutions. Cela étant, la gouvernance a souvent des limites dans la mesure où des structures sont mises en place qui empêchent finalement une gouvernance optimale.

M. Batou estime que la question des silos ne doit pas être le seul et unique débat à avoir, la nouvelle loi sur la police ayant abouti à d'autres modifications au niveau de la pratique policière et de la réglementation de la police. Un des principaux problèmes est la mise en place de cloisons partiellement étanches entre les services qui contredisent la transversalité mise en avant. Le projet de loi a pour objectif de faire tomber ces cloisons. La transversalité constitue une mesure structurelle importante qui résoudrait bien des problèmes et améliorerait la gouvernance en termes de dialogue.

M. Batou insiste par ailleurs sur le retour de la formation à Genève. Les spécificités de la formation sont en effet différentes à Genève qu'en Valais, par exemple. La référence à la nature militaire de la police le dérange également car elle s'est affirmée comme une vision antagonique à celle d'une police citoyenne au service de la population, organisée selon une structure pyramidale.

Un député (MCG) revient sur un élément déterminant dans la problématique de la LPol, à savoir l'hypertrophie des états-majors. Cela représente un coût et engendre des difficultés de gestion. Il s'enquiert du coût de la totalité des états-majors.

M. Batou indique que c'est justement l'un des objectifs du projet de loi, c'est-à-dire de déplacer les efforts en termes de moyens des états-majors vers le terrain. D'après ses informations, chaque silo est dirigé par un major avec 4 à 8 capitaines. Il lui semble plus optimal de réorienter des ressources vers des tâches de terrain.

M. Batou conclut sa présentation en soulignant que la loi sur la police est très contestée. Selon lui, la situation s'est dégradée et il y a véritablement urgence. Des indicateurs permettent de diagnostiquer une maladie dans un corps de la fonction publique. L'inactivité de l'ancien chef du département de la sécurité a aggravé les tensions. Il y a, à présent, une ouverture avec un nouveau chef du département de la sécurité, qui fera probablement ses propres enquêtes et constats.

## **Deuxième présentation du projet de loi par M. Pierre Bayenet, deuxième signataire (séance du 24 juin 2021)**

M. Bayenet précise en préambule que M. Jean Batou, premier signataire du PL 12521, lui a délégué la tâche de compléter la présentation de ce projet de loi. Il propose de commenter le projet de loi article par article.

### *Article 1, alinéa 3*

M. Bayenet explique que l'article 1, alinéa 3 est proposé dans l'objectif de moderniser la description des fonctions de la police. Il s'agit d'opérer une séparation claire entre l'activité de police administrative et de sécurité, et l'activité de police judiciaire. Cette modification ne change toutefois rien sur le fond.

### *Article 3*

M. Bayenet rappelle que l'article 3 actuel de la loi sur la police prévoit un conseil consultatif de sécurité. Les auteurs du projet de loi estiment utile d'affirmer les principes d'une présence effective de la police et d'une action

au service de la population. C'était aussi l'occasion de supprimer le conseil consultatif de sécurité. L'opacité de ce dernier est critiquée par les auteurs du projet de loi, qui peinent à comprendre son utilité. La crainte est aussi exprimée que ce conseil soit une espèce de marchepied pour les entreprises de sécurité privée, qui bénéficieraient ainsi d'une meilleure compréhension des besoins de la police.

#### *Article 4*

M. Bayenet constate que l'organisation actuelle de la police est qualifiée de militaire dans la loi. Or, au sein de la police, l'adjectif « militaire » est perçu comme signifiant « obéissance aveugle ». Les policiers ne souhaitent pas être traités de cette façon. Ils estiment nécessaire de bénéficier d'une certaine autonomie et transversalité. M. Bayenet précise que le mot « militaire » n'apparaît pas dans les lois sur la police d'autres cantons.

#### *Article 5*

M. Bayenet indique que cette disposition propose une simple adaptation de vocabulaire. On remplace les mots actuels « membres du personnel de police » par « policières et policiers ».

#### *Article 6*

L'essentiel du projet de loi se trouve à l'article 6. L'article 6 LPol actuel prévoit l'existence de cinq services opérationnels différents : la police-secours, la police judiciaire, la police de proximité, la police internationale et la police routière. L'objectif de cet article est de revenir à l'organisation qui prévalait auparavant, c'est-à-dire la présence d'une gendarmerie qui assume les missions et non quatre services différents. La gendarmerie aurait une organisation qui lui est propre. Les gendarmes doivent pouvoir assumer toutes les missions de la gendarmerie. Le but est de revenir à une organisation au sein de laquelle il y a une transversalité et où chaque gendarme devrait pouvoir être affecté, selon les besoins du service, à l'une ou l'autre de ces missions. L'ensemble de la gendarmerie porterait la responsabilité de l'accomplissement de la totalité desdites missions. Ce n'est pas tellement la question du nom de la gendarmerie qui pose problème. En effet, cette dénomination existe déjà dans la loi à son art. 15.<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> **Art. 15 LPol - Personnel en uniforme** Police-secours, la police de proximité, la police internationale et la police routière constituent des services de gendarmerie dont le personnel, sauf dispositions contraires, porte l'uniforme.



M. Bayenet ajoute qu'il lui semblerait plus logique de biffer la formulation « *les corps suivants* ». Il trouverait préférable de formuler le début de l'article 6, alinéa 1 comme suit : « *La police comprend : [...]* ».

#### *Article 7*

M. Bayenet indique que la nouveauté de cet article réside dans les termes « *Les services d'appui facilitent l'action de la police* ».

#### *Article 9*

M. Bayenet explique que cet article définit ce qu'est un policier. Au sens de cette disposition, est policier celui qui est détenteur d'un brevet fédéral de policier et qui est habilité à assumer l'entier des prérogatives définies à l'article 1, alinéa 3. Chaque policier peut exercer une activité administrative et chaque policier peut exercer une activité de police judiciaire. En effet, le but est d'éviter le cloisonnement.

#### *Articles 10 à 12*

M. Bayenet précise que ces articles définissent respectivement le rôle et la fonction de la gendarmerie, la police judiciaire et les commissaires de police.

#### *Articles 13 à 15 (abrogés)*

M. Bayenet note que ces articles deviennent inutiles avec la nouvelle organisation proposée par le projet de loi.

#### *Article 19, alinéas 1 et 2*

M. Grosdemange formule une remarque sémantique. Il constate que l'article 19, alinéa 1, lettre c du projet de loi mentionne les assistantes et les assistants de sécurité publique, alors que l'article 5 du projet de loi mentionne les agentes et agents de sécurité publique.

M. Bayenet estime que cette remarque est parfaitement fondée même si, actuellement, l'article 19, alinéas 1 et 2 a la teneur suivante <sup>4</sup> (voir note de bas de page).

---

#### <sup>4</sup> **Art. 19 LPol - Personnel**

<sup>1</sup> La police comprend 3 catégories de personnel :

- a) les policiers ;
- b) les assistants de sécurité publique ;
- c) le personnel administratif.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat fixe, en fonction des bassins de populations concernés, les effectifs nécessaires aux services opérationnels pour accomplir leurs missions respectives, telles qu'elles résultent de la présente loi.

*Article 20*

M. Bayenet indique que l'article 20 du projet de loi supprime la commission du personnel. Pour les auteurs du projet, cette dernière n'est pas utile car les syndicats de police existent. Les syndicats sont les partenaires sociaux privilégiés.

*Art. 22 (abrogé)*

M. Bayenet précise que l'article 22, qui a trait au port de l'uniforme, est supprimé. En effet, le port de l'uniforme est réglé ailleurs dans la nouvelle proposition de loi.

*Article 24, alinéas 1 et 8*

M. Bayenet explique que tous les fonctionnaires genevois sont tenus au devoir de réserve. Dans la LPol actuelle, il y a un strict devoir de réserve pour les policiers. Celui-ci implique notamment pour les policiers le fait de tenir des propos utiles à l'égard de leur organisation, de l'Etat, de la commandante de la police et à l'égard du conseiller d'Etat en charge du département de la sécurité. De l'avis des auteurs du projet de loi, il n'y a pas besoin que les policiers soient soumis à un devoir de réserve différent de n'importe quel autre fonctionnaire.

*Article 31, alinéa 1*

M. Bayenet indique que l'article 31, alinéa 1 traite de la formation. Cet article vise à rapatrier à Genève la formation des policiers. L'objectif est de faciliter l'entrée dans la police pour des personnes plus âgées, qui ont de l'expérience professionnelle et qui voudraient se réengager. Le fait d'avoir une école de formation située loin du canton de Genève décourage certaines personnes ayant une famille.

*Article 34, article 37, alinéa 1 et article 38, alinéa 2*

M. Bayenet indique que ces articles visent à adapter la loi à la nouvelle dénomination de « corps ». Comme indiqué ci-dessus, il faudra probablement revoir ce terme de « corps » qui n'est pas adapté.

*Article 62, alinéa 2, lettre e*

M. Bayenet signale que cette nouvelle lettre e de l'article 62, alinéa 2 vise à réintroduire une compétence à l'organe de médiation qui appartenait auparavant au commissariat à la déontologie. L'objectif est de réintroduire l'examen systématique des rapports de police portant sur l'usage de la contrainte.

### ***Questions et remarques du DSES et des député-e-s***

M. Vautravers souligne que le terme de « corps » n'est pas approprié si l'on souhaite justement mettre en avant la transversalité de la police. C'est par conséquent « le corps de police » qui est le plus approprié. Il est satisfait de voir que ce point a été retenu par l'auditionné.

M. Grosdemange rappelle que le changement d'affectation est en principe une mesure organisationnelle et managériale du commandement de la police. Si les policiers ne sont pas d'accord de changer d'affectation, ces derniers ne seront pas obligés de le faire. Si un policier refuse, on ne peut rien faire. Il y a par conséquent *de facto* un silo qui se créera. Il constate, avec l'article 34, alinéa 2,<sup>5</sup> tel que proposé, que si le commandement de la police décèle quelqu'un qui serait propice à un poste de chef d'engagement et que celui-ci refuse, on ne pourra pas se l'affranchir. Cela pose un problème managérial. Cette manière de faire pourrait provoquer des silos infranchissables.

M. Bayenet précise que le transfert d'un policier de la police judiciaire à la gendarmerie ne pourra effectivement pas se faire sans son accord. On peut par conséquent dire qu'il y aura deux grands silos et que ces silos seront uniquement infranchissables en l'absence de l'accord de la personne concernée.

Un député (PDC) pose une question relative à l'article 9 du projet de loi qui donne une définition d'un policier. Cette disposition est à son avis problématique, car on peut avoir un brevet fédéral de policier sans nécessairement être habilité à exercer sur le territoire genevois l'entier des prérogatives prévues à l'article 1, alinéa 3. Il évoque aussi l'article 31 relatif à la formation. Il ressort du projet de loi que le tronc commun est accessoire. L'essentiel de la formation est constitué de deux axes, à savoir respectivement la gendarmerie et la police judiciaire. Il se demande si en prévoyant deux formations aussi distinctes, cela n'empêche pas une certaine forme de transversalité entre la gendarmerie et la police judiciaire.

M. Bayenet relève que la formulation peut porter à confusion. L'objectif de l'article 9 est de définir ce qu'est un policier au sens de cette loi. Le policier zurichois n'est pas un policier à Genève, car ce dernier n'a pas les compétences d'exercer les prérogatives prévues dans la loi. Le policier, au sens de cette loi, est celui qui est investi de la compétence d'exercer ces prérogatives.

---

<sup>5</sup> *Al. 1 L'état-major décide de l'affectation initiale des membres du personnel selon les aptitudes de ceux-ci et les besoins de la police. Il tient également compte, dans la mesure du possible, des souhaits des personnes concernées. Al. 2 L'affectation dans un autre corps au sens de l'art. 6, al. 1 de la présente loi ne peut se faire que sur demande ou avec l'accord des personnes concernées ».*

Concernant la deuxième question, il relève que la gendarmerie estime que la police judiciaire a un complexe de supériorité à son égard. Historiquement, les conditions d'admission dans la gendarmerie étaient moins strictes que celles prévalant dans la police judiciaire. Cela justifie le fait d'avoir deux formations distinctes. L'idée est d'avoir des formations qui correspondent aux cahiers des charges des différentes fonctions.

Un député (PLR) se dit ouvert à ce que l'on supprime le conseil consultatif de sécurité et les commissions du personnel. En revanche, il ne comprend pas le retour de la gendarmerie, qui est un corps constitué de manière militaire. Il demande si, à l'article 6, alinéa 1, la direction des opérations, la direction des services d'état-major et les commissaires de police constituent désormais des corps. Finalement, l'article 11, alinéa 3 du projet de loi, qui dispose que « *les inspectrices et les inspecteurs de la police judiciaire accomplissent leurs missions en tenue civile* », relève d'une incompréhension eu égard à ce qui est prévu dans différents autres métiers.

M. Bayenet pense, à propos de l'organisation militaire, que si la gendarmerie est organisée de façon militaire, cela dérange assez peu de monde. Le problème est que cette organisation militaire s'applique aussi à la police judiciaire, qui n'a pas l'habitude d'être qualifiée comme telle. Toutefois, il ne serait personnellement pas en défaveur de supprimer l'article 4, alinéa 1. Il rappelle néanmoins que ce projet de loi est issu d'un compromis. S'agissant de l'article 6, comme évoqué précédemment, il s'agit d'une erreur qu'il conviendra de rectifier. Concernant l'article 11, alinéa 3, il comprend la remarque. Il a également parfois ressenti la même chose au sujet de la tenue des inspecteurs. En revanche, il n'est pas certain qu'il soit opportun de mentionner le fait que les inspecteurs doivent être en tenue de ville. En effet, pour certaines missions, comme les filatures, le fait d'être habillé en costume-cravate risque d'attirer l'attention.

## **Chapitre IV      Réflexions et propositions du département de la sécurité, de l'emploi et de la santé (DSES)**

### ***Point de situation du département (séance du 3 octobre 2019)***

*En présence de M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat (DSES), de M. Alexandre Vautravers, chargé de projet (DSES), et de M. Sébastien Grosdemange, nouveau secrétaire général adjoint (DSES) suite au départ à la retraite de M. André Castella*

Le président rappelle que les objets en lien avec la police cantonale et municipale sont à l'ordre du jour de la commission depuis plusieurs années. La

question est de savoir dans quel ordre traiter ces objets et selon quel calendrier. Le département va informer la commission des démarches qu'il a entreprises.

M. Poggia indique que M. Vautravers a été engagé avec un planning pour s'occuper de la vaste question de la police, des problématiques y relatives et de leurs causes. Il rappelle que la loi sur la police a été largement décriée et qui a été adoptée avec une infime majorité par le peuple. Il relève par ailleurs le malaise existant au sein de la police, lié à la manière dont les relations entre son prédécesseur et la police ont évolué ces dernières années. Il rappelle être à la tête de cette politique publique depuis le mois de février et avoir déjà passablement travaillé avec l'ensemble des acteurs et syndicats qui avaient des revendications non traitées, sans pour autant aller forcément dans leur sens. De ce fait, la relation de confiance avec ces entités lui semble être rétablie, bien que des problèmes persistent. La LPol étant entrée en vigueur il y a 3 ans, il y a aujourd'hui le recul nécessaire pour déterminer quels sont ses bienfaits et les problèmes qui se sont aggravés au sein de la police. Il apparaît donc nécessaire selon lui d'effectuer un bilan de la LPol.

M. Poggia tient à préciser que M. Vautravers n'est en rien l'artisan de cette loi et qu'il ne fait pas partie des fondateurs de ce texte. Il lui a donné cette mission car il est convaincu qu'il dispose des capacités, de l'indépendance et des compétences pour pouvoir mener à bien ce travail d'analyse. M. Vautravers a une triple mission : 1. Évaluer l'état actuel de la police et de la LPol en s'entourant de l'ensemble des acteurs Il devra déterminer quelles sont les problématiques actuelles et en quoi elles sont liées à la non-atteinte des objectifs contenus dans la loi. 2. Traiter les aspects relatifs à la police municipale en travaillant avec l'ensemble des magistrats municipaux, l'association des communes genevoises et les agents des polices municipales. 3. Il devra traiter l'aspect formation. En effet, il y a un bon nombre de critiques à l'égard de Savatan et beaucoup souhaiteraient une formation genevoise et démilitarisée. M. Poggia constate que la Romandie comporte à elle seule deux écoles de police. Il se demande si une école de police romande n'est pas l'objectif à atteindre avec un déplacement du site et des modules réalisables à Genève, canton qui a des besoins spécifiques du fait de son caractère international. Il revient également sur la police judiciaire qui a des tâches particulières et qui est en recherche de sens par rapport à cette réforme.

M. Poggia indique qu'il existe un réel malaise au niveau de la hiérarchie de la police. Il faut donc l'entendre et l'analyser. Il relève que dans toutes les polices du monde, ainsi que dans les autres professions qui placent l'acteur dans des situations humaines difficiles, il y a un taux de suicide supérieur à celui de la population en général. Il veut traiter ce malaise. Pour cela, il souhaite, dans un délai rapproché, enquêter sur la mise en œuvre de la loi et

effectuer un travail d'analyse de l'état psychologique de la police afin de la mettre en relation avec des problèmes organisationnels. Il précise qu'un travail d'audition de l'ensemble des strates de la police et des acteurs externes a déjà commencé par le biais de M. Vautravers. Lorsque M. Poggia voit, dans les objets en suspens de la Commission judiciaire et de la police 5 textes concernant la police cantonale et 5 textes concernant la police municipale, il se dit qu'il y a beaucoup de bonnes idées qui se regroupent et qui expriment sans doute le malaise de certains acteurs. Son but est de pouvoir mettre l'ensemble des problématiques sur la table et de ne pas diviser les travaux en fonction des groupes parlementaires. Les futurs changements devront être bien réfléchis, ciblés et devront rencontrer l'adhésion de l'ensemble des acteurs du terrain. Les travaux méritent plus de temps de réflexion et il propose de revenir vers la commission au printemps avec des propositions de modification. De ce fait, le département est entièrement d'accord avec la motion 2540 qui demande un bilan. Il pense qu'il faut observer, analyser, agir, puis corriger.

M. Vautravers précise que les travaux ont déjà commencé et que le département ne part pas de rien. Actuellement, il est dans un processus de récolte des avis des uns et des autres. Il explique qu'entre 60 et 80 entretiens à tous les niveaux sont envisagés au cours des six prochains mois. Certains avis ou expertises externes viendront hors du canton pour voir ce qu'il se fait ailleurs, quelles sont les tendances actuelles et les limites de l'autonomie en matière de recrutement et de formation.

Un député (PLR) se dit favorable à la demande du département, mais se demande si les objets regroupés sont tous impactés par une volonté de relecture à la lumière de la révision de la LPol. Il comprend par ailleurs que le délai du printemps est donné pour présenter la nouvelle LPol, mais il n'a pas retenu ce qui était planifié pour le délai mentionné à la fin de l'année.

M. Poggia précise que le premier délai a pour objectif de présenter le bilan réalisé sur la LPol et les modifications souhaitables en fonction. Pour la fin de l'année, le deuxième délai mentionné, le département fera part de sa position concernant la police municipale.

Un député (S) s'interroge sur le statut de M. Vautravers. Il se demande, sans dénier ses qualités, quelle est son objectivité pour effectuer l'analyse mentionnée. Il y a des suspicions d'objectivité. Il se demande s'il ne serait pas plus juste de mandater un organisme qui n'a pas de lien avec le département pour obtenir une étude objective.

M. Poggia remercie le député pour sa question, qui doit être posée. C'est d'ailleurs pour cela que M. Vautravers est présent aujourd'hui. Il rappelle que ce dernier n'a pas été un artisan de cette loi et qu'il n'en a pris connaissance

que lorsqu'elle était devant le département. Il pense que le simple fait qu'il fasse partie du département ne signifie pas qu'il n'aura pas l'impartialité nécessaire. Il estime qu'il a non seulement la capacité de le faire, mais également le devoir, tout en restant ouvert à un avis externe en cas de nécessité. Selon lui, la Cour des comptes ne doit pas être sollicitée à chaque problème. Pour terminer, il précise qu'il n'a aucun intérêt à mettre en œuvre un travail de révision d'une loi pour aboutir par avance à un résultat que l'on sait négatif.

Un député (EAG) partage l'inquiétude de son préopinant (S). Il ne remet pas en question les qualités intrinsèques de M. Vautravers, mais il remet en question l'adéquation de ses compétences à la mission confiée. Il sait que ce dernier est professeur en relations internationales et expert militaire, mais il ne voit pas le rapport avec des compétences dans le domaine de la police. Il est conscient qu'il a déjà une certaine expérience au sein du département, mais il est curieux de savoir comment il compte mener à bien les missions qui lui ont été confiées. Il vient pour le surplus d'apprendre que M. Vautravers a pris connaissance de la LPol avant qu'elle ne soit présentée. Il se demande par conséquent quel rôle il a joué à ce moment-là. Il aimerait également savoir pourquoi il pense être la personne appropriée pour mener à bien cette mission et dans quelles mesures la commission peut lui faire confiance à ce titre.

M. Poggia pense choisir ses collaborateurs en fonction de leurs qualités, de leur loyauté et de ce qu'ils peuvent apporter. A ce titre, il considère que M. Vautravers a ces qualités-là. Il regrette d'avoir reçu une vague d'attaques personnelles et fortes contre un proche collaborateur, plutôt que des interrogations légitimes lorsqu'il a annoncé son choix de travailler avec M. Vautravers. Autant les questions quant à ses compétences sont légitimes, autant il a peu apprécié les démarches médiatiques entreprises pour l'attaquer personnellement.

M. Vautravers précise qu'il a été mis au courant de la LPol lors des votations à son sujet, alors qu'il était président de la Société militaire de Genève. Depuis de nombreuses années, il travaille sur des questions sécuritaires sur un plan large et il est animé par deux leitmotivs importants. Premièrement, il s'agit de la sécurité par la coopération. Ces dernières années, les travailleurs sociaux ont remarqué qu'en matière de police de proximité ou de terrorisme, la coopération de la police et d'autres organisations (protection civile, etc.) s'avère essentielle. Deuxièmement, il s'efforce de voir la sécurité comme une chaîne. Il faut alors faire en sorte que tous les maillons soient relativement alignés. Cela ne sert à rien de fournir des efforts dans un seul domaine, alors qu'un autre domaine rencontre des problèmes. Quant à son objectivité, il reprend les propos de M. Poggia, il s'agit d'une question de travail et non pas de point de vue.

Le député (EAG) est surpris d'entendre qu'il est soupçonné, voire accusé, d'avoir mené une campagne de presse contre M. Vautravers. Il explique avoir simplement cosigné un courrier qui lui a été adressé le 17 septembre 2019, courrier qui n'a pas été remis à la presse. Il précise que s'il y eu une campagne de presse, il n'est pas derrière celle-ci.

***Etat des travaux de la commission sur les objets "police" (séance du 10 octobre 2019)***

La suspension de l'ensemble des objets relatifs à la police est acceptée par la majorité de la commission (Pour : 7 (1 PDC ; 3 PLR ; 1 UDC ; 2 MCG), Contre : 4 (1 EAG ; 1 S ; 2 Ve), Abstentions : 2 (2 S))

***Point de situation du DSES (séance du 18 juin 2020)***

*Audition de M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat (DSES), de M. Alexandre Vautravers, chargé de projet (DSES), et de M. Sébastien Grosdemange, secrétaire général adjoint (DSES).*

Le président rappelle que les travaux de la commission consacrés à la police ont été suspendus à la fin de l'année passée avec l'idée de laisser un certain temps au département pour faire part à la commission de ses déterminations. Suite à la présente audition, la commission décidera de l'organisation de ses travaux.

M. Poggia évoque deux points : la Covid et la réforme de la police. Les deux ne sont pas totalement séparés l'un de l'autre, puisque durant la période COVID des expériences intéressantes ont pu être effectuées.

M. Poggia constate que la période Covid a contraint les autorités à repenser une série d'éléments (sanitaires, sécuritaires, économiques, etc.) afin de faire face à la situation. S'agissant de la police, le Conseil d'Etat a été amené à prendre des décisions sur la base de l'article 113 Cst-GE qui permet en cas d'état de nécessité de prendre des décisions qui seraient normalement de la compétence du parlement pour répondre dans l'urgence à des besoins. C'est ainsi que les services de polices municipales ont été subordonnés à la police cantonale, ce qui a permis des synergies entre la police cantonale et les polices municipales. Il y a par ailleurs eu la mise en place du plan ORCA pour répondre à cette situation particulière avec la mise à disposition de la protection civile, des pompiers volontaires et de l'armée. La police, pour répondre à ces besoins particuliers, s'est réorganisée provisoirement et cela durera jusqu'à juillet en tout cas. Un organigramme, remis à la commission, montre comment la police a été organisée pendant cette période.



Une députée (S) demande quels ont été les retours du terrain sur la gestion de cette période et si des éléments pourraient amener des réponses aux points abordés par la commission.

M. Poggia rappelle qu'une des critiques récurrentes est que la LPol a créé des silos. A cela vient s'ajouter un règlement sur l'organisation de la police qui fixe les effectifs pour chaque service opérationnel. Le problème ici réside dans le fait qu'aucun des services n'atteint le nombre de personnel qui serait nécessaire pour mener à bien ces politiques. Chaque major a le sentiment qu'il n'a pas assez de gendarmes à sa disposition pour effectuer les tâches demandées, il n'est pas donc pas enclin à les mettre à la disposition d'autres services. Cela crée un malaise au niveau du terrain, un policier doit avoir un sentiment d'appartenance au corps de police en tant que tel. La création de la division de sécurité publique chargée de faire appliquer les règles du COVID a recréé cet esprit de corps et le sentiment d'appartenir à une maison unique.

Un député (PDC) mentionne les violences conjugales. Celles-ci ont constitué une inquiétude majeure du Ministère public. Il demande si les chiffres à ce sujet sont déjà disponibles et s'ils sont aussi mauvais qu'anticipés.

M. Grosdemange indique que les chiffres sont disponibles et qu'il y a bien eu une hausse. En complément, M. Poggia ajoute que les violences conjugales sont d'intensités diverses. Lorsqu'il n'y a pas suffisamment de policiers à disposition, il y a des priorisations à faire, comme dans toutes les polices du monde. A Genève, il n'est pas possible que chaque réquisition fasse immédiatement l'objet d'une intervention. A noter qu'en temps normal, un certain nombre de réquisitions sont abandonnées le temps que la police soit disponible.

M. Poggia indique qu'un grand nombre d'auditions ont été effectuées à tous les niveaux de la hiérarchie de la police afin de collecter les griefs subjectifs pour les rattacher à des problématiques objectives. Aujourd'hui, certains éléments de la LPol sont cristallisés et amènent de l'amertume. Le corps de police a le sentiment que cette réforme lui a été imposée. La LPol mérite des modifications qui s'imposeront au niveau des structures policières, ces modifications seront mineures selon lui. En effet, le gros des modifications devra être apporté au niveau réglementaire. Les règlements d'application qui ont été adoptés à la suite de l'entrée en vigueur de cette loi ont donné lieu à des modes de fonctionnement très critiqués aujourd'hui.

M. Poggia précise que **quatre axes principaux** vont devoir faire l'objet de modifications. Ces modifications doivent être effectuées avec la police. Il s'agit d'éviter de refaire les erreurs du passé et d'imposer une vision qui ne corresponde pas à la réalité du terrain. Ces quatre axes sont : 1. La gouvernance

et la conduite des troupes. La structure de l'état-major telle que mise en place aujourd'hui doit être repensée. Il s'agit d'une structure lourde dans laquelle il y a une dizaine de personnes rattachées directement au commandement de la police. Cela conduit à un manque d'agilité, agilité qui a pu être retrouvée durant la période COVID. 2. La sécurité de proximité. La réflexion doit être portée sur les relations entre la police cantonale et les polices municipales. Les polices municipales ont apprécié cette structure mise en place avec une coordination entre la police cantonale et les polices municipales pour le travail COVID. Ce travail commun a également permis de renforcer un respect mutuel. La police cantonale a pu exercer ses tâches correctement grâce à l'appui des polices municipales. Cette sécurité de proximité doit être organisée différemment qu'elle ne l'est aujourd'hui en rattachant en termes de conduite les polices municipales à la police cantonale. Il précise que les missions des polices municipales devront être fixées dans un respect mutuel entre les politiques cantonales et municipales. Les communes financent, elles ont dès lors le droit de diriger. Les magistrats communaux avec qui le département a pu travailler durant la période COVID ont apprécié le fait qu'ils soient au service des populations et en faveur du travail en commun. Cela a permis de mettre en place une structure efficace dans des délais raccourcis. Il est bénéfique de repenser la sécurité de proximité avec un échelon politique en fixant la priorité des communes. 3. Le statut des différents intervenants au niveau des polices : le policier, la police uniformée, la police judiciaire. Il y a des entités à respecter et on ne peut pas demander à un policier d'aller faire un travail qui n'est pas du tout le sien. Il y a également les ASP (Assistants de sécurité publique). Les ASP 1 et 2 sont plutôt des ASP administratifs, ils ne sont pas armés. Tandis que les ASP 3 et 4 le sont. Un malaise se fait ressentir étant donné que les activités de chacun n'ont pas toujours été fixées. Il faut que le statut de chacun soit clairement défini. 4. La formation continue. La police ne valorise pas assez ses membres, les policiers doivent pouvoir évoluer professionnellement parlant.

M. Vautravers informe la commission qu'une centaine d'entretiens ont déjà été réalisés. Viennent s'y ajouter une vingtaine d'immersions dans différentes branches des polices cantonale et municipale afin de connaître les ressentis et les opinions de chacun. Des personnalités genevoises ou des membres de la police genevoise ont été interrogés. Le spectre a par ailleurs été élargi. Il s'agit des réformes engagées dans les différents cantons de Suisse romande. Selon lui, deux cantons s'avèrent intéressants pour la réforme genevoise : Neuchâtel et Vaud. Les différentes réformes hors canton éclairent également sur un certain nombre de points positifs à réaliser et sur des contre-exemples à éviter. Ces entretiens sont terminés pour la majorité. M. Vautravers

est en train de terminer la consolidation des différents points de vue et de les objectiver.

M. Vautravers précise que les comparaisons entre le travail réalisé par la professeure Bourrier et le sien sont intéressantes. Dans le cadre de l'étude de la professeure Bourrier, il a fallu une année pour collecter les entretiens et rédiger les conclusions. On retrouve les mêmes ressentis dans son travail ; il s'agit du même terreau. Il note l'évolution depuis 2016, moment de l'entrée en vigueur de la LPol. En trois ans, beaucoup d'incertitudes ont été levées, bien que des critiques existent encore. Il souhaite à présent ouvrir une discussion à l'interne entre plusieurs interlocuteurs pour permettre au commandement de la police de prendre connaissance des échos et de les analyser. Il relève que six feuilles de route ont déjà été engagées l'an dernier par l'état-major de la police ; elles sont pratiquement à bout touchant. Le but est de mettre le département et la police en contact afin de trouver une solution la plus durable possible ; une discussion constructive s'impose. Il précise que des discussions ont également eu lieu dans le cadre du conseil consultatif de sécurité. Un grand nombre d'avis et des esquisses de solutions ont été obtenus par ce biais. La prochaine étape sera la consolidation et la rédaction du bilan qui pourra être diffusé plus largement dès la fin du mois de juin. Il est également prévu de faire une synthèse de quelques pages pour mentionner les points essentiels préconisés.

M. Poggia explique que le but est d'arriver avec des propositions pouvant être examinées par la commission et jugées préférables à l'adoption d'un des textes parlementaires proposés. Les propositions des quatre axes mentionnés viennent s'ajouter au niveau réglementaire, voire des directives. Il faut envisager des modifications des textes, de la pratique et de l'organisation elle-même de la police. Il s'agira ensuite de mettre les bonnes personnes aux bonnes places.

### *Questions des député-e-s*

Un député (S) est surpris d'entendre que le département souhaite agir au niveau réglementaire. Il comprend ainsi que malgré le fait que la LPol soit largement décriée, sa structure ne serait pas si mauvaise selon le département.

M. Poggia explique que des règlements d'application pourraient permettre de corriger les biais qui ont été pris et qui ont posé les problématiques exprimées. Même dans l'ancienne gendarmerie, il y avait une répartition des tâches, mais l'interchangeabilité était probablement meilleure. Il ne pense pas que cette interchangeabilité provient de la structure de la loi, mais plutôt des hommes qui sont à la tête des services opérationnels et qui appliquent la loi. Cette question peut être davantage réglée au niveau du commandement qu'au

niveau des codifications légales. La manière dont on commande peut faire toute la différence. D'après les constats du département, la loi n'est pas la source unique et majoritaire des problématiques exprimées.

M. Vautravers donne un exemple concret : le rapport entre police secours et la police de proximité pose problème. Il faut définir quelle tâche incombe à qui. L'interprétation spécialisée de la LPol ne va pas changer en modifiant la loi, mais peut changer par le biais des règlements. Il prend l'exemple du canton de Fribourg, qui a mis en place une répartition sectorielle entre ces deux services : la police de proximité agit essentiellement dans la Ville de Fribourg tandis que police secours agit dans la campagne. Lorsqu'il faut intervenir de manière rapide, c'est en fonction du territoire. On ne changera pas cette pratique en changeant la LPol, mais il est possible de fixer des domaines ou des territoires d'action au niveau du règlement. On peut également y inclure une certaine polyvalence.

Un député (UDC) comprend que le département n'a pas l'intention de supprimer les silos. Il se demande pourquoi cela n'est pas fait étant donné qu'ils aboutissent à un cloisonnement et des difficultés supplémentaires. Il se demande également s'il ne vaudrait pas mieux donner le brevet de policier aux polices municipales pour qu'elles puissent se charger de la police de proximité.

M. Poggia précise que le terme « silo » n'est pas ce que veut la LPol ; cette loi ne voulait pas créer un cloisonnement, mais souhaitait donner à la police les moyens pour répondre aux besoins d'une population changeante. Il est vrai que la manière avec laquelle les choses se sont déroulées dans les faits au niveau des règlements ne donne pas satisfaction. Le problème est que les règlements fixent un effectif pour chaque service ; ce chiffre est en réalité un idéal, point que les majors à la tête des services ne comprennent pas ainsi. Cela l'amène à penser qu'il aurait mieux fallu ne pas mettre de chiffres, car cela crée une attente, puis une déception. Même si les silos venaient à être supprimés, la question sera toujours de savoir s'il y a assez d'hommes et de femmes à disposition pour effectuer les missions confiées.

Un député (MCG) ne voit pas la corrélation entre Neuchâtel, Vaud et Genève ; les surfaces et les distances d'intervention ne sont pas les mêmes. Il précise que ni la loi vaudoise, ni la loi neuchâteloise ne font mention de service de police routière, mais elles parlent de brigade. Il se demande également quel est le coût de tous ces services à Genève ; chaque service a son dispositif de ressources humaines. Il faut recentrer la problématique. Il ne pense pas que l'on puisse aujourd'hui « s'offrir le luxe » d'avoir cinq services avec autant de ressources humaines, de capitaines et de lieutenants. Il rappelle que ce système a déjà été critiqué par plusieurs syndicats. Pour terminer, il précise que M. Maudet avait décrié la politique de l'automatisation du passage de grades.

Aujourd'hui, il y a encore un passage automatique de grade de premier lieutenant à capitaine, ce qui n'est pas négligeable. Il y a des dysfonctionnements car il y a un fossé entre les capitaines et les hommes de terrain.

M. Poggia précise avoir mis fin au passage automatique des grades avec augmentation salariale, passage qui était problématique. Il y a désormais appel à candidature quand un poste de capitaine se libère ; le choix est au plus méritant. Par contre, il peut difficilement refaire passer les capitaines au grade de premier lieutenant. Ils ont été promus sur la base d'une législation en vigueur. M. Vautravers a examiné ce que se faisait ailleurs par ouverture d'esprit, même s'il est bien conscient que chaque canton a ses spécificités et qu'ils ne sont pas comparables. Il n'est pas convaincu que transformer les services en brigades changerait les choses. Il apprend par les propos du député qu'il y a des services de ressources humaines propres à chaque service ; cela ne lui semble pas être le cas.

M. Grosdemange précise qu'une dotation élevée des ressources humaines, plus formation, a été détectée. Cela a fait l'objet d'une attention particulière.

Le député (MCG) demande que la commission puisse disposer des chiffres du nombre de lieutenants, premiers capitaines, des ressources humaines, etc.

Il lui est répondu que le département dispose de chiffres et qu'il les transmettra à la commission, ainsi que les effectifs par grade sur les 10 dernières années. Actuellement, 16 capitaines sont des commissaires, ce qui est une spécificité genevoise. Ce n'est pas un chiffre si excessif. Il est précisé que la LPol ne fixe pas les grades ; il s'agit d'un domaine réglementaire. Il est aussi relevé que la vaste problématique de la structure des grades doit être analysée. Les statistiques présentées vont montrer une inflation au sein de la police genevoise, mais cela se produit aussi dans d'autres forces de police et chez les différents partenaires de la sécurité (protection civile, pompiers, etc.). La volonté est de réguler et de faire en sorte que les partenaires de sécurité puissent communiquer avec des grades similaires. M. Poggia précise que lorsqu'un major souhaite s'entretenir avec un partenaire, son homologue devra être major également. C'est important pour avoir une discussion à niveau égal.

Un député (EAG) souhaite avoir la position du département sur la formation des policiers sur le territoire cantonal. Il comprend que le nouveau règlement entrera en vigueur fin août et se demande si des modifications législatives seront précédées par les modifications réglementaires. Si cela se déroule ainsi, il craint que cela complique les choses entre l'exécutif et le législatif.

M. Poggia précise que toutes les analyses pour une école cantonale ont été défavorables. Il y a des compétences de formation à Genève, mais avec le système en vigueur découlant sur un diplôme fédéral, il est difficile de se concentrer sur une formation cantonale. Le département est plutôt en faveur de la création d'une école de police romande avec des lieux de formation qui seraient disséminés en Romandie avec un point fixe pour la formation physique. Toutefois, il précise que l'école ne restera pas à Savatan au-delà de fin 2022 ; il faudra ensuite trouver un lieu central en Suisse romande. Les discussions sont en cours. Concernant la seconde question, le règlement ne se substituera pas à une modification législative. Depuis l'entrée en vigueur de la LPol, le règlement sur les ASP n'a toujours pas été élaboré ce qui engendre un flottement dans les missions des ASP notamment 3 et 4. Pour le reste, il n'est pas possible d'imposer un nouveau règlement à la commission sans aucune modification de la loi.

La commission est informée qu'un rapport de synthèse anonymisé (rapport destiné à la commission) lui parviendra. Le but est de le présenter à la commission après la consultation des principaux partenaires (la commission du personnel et l'état-major de police). L'échéance est prévue pour septembre.

Le président demande s'il est prévu dans ce rapport d'esquisser des modifications législatives. Il lui est répondu que le département essaiera de le faire. Dans tous les cas, il indiquera à la commission les modifications devant être faites et s'il s'agit de modifications législatives ou réglementaires.

Un député (MCG) demande si des officiers ont été entendus lors des auditions. Il souhaiterait également savoir si le service de médiation existe toujours au sein de la police.

M. Vautravers garantit que le ton utilisé durant les auditions a été très libre et que seules les personnes concernées étaient auditionnées, sans la présence de leurs supérieurs, afin de faciliter le dialogue. Pour répondre à sa seconde question, M. Poggia indique qu'il s'agit d'un service qui s'occupe des litiges entre les citoyens et la police. Le département examine actuellement la possibilité d'étendre le mandat de ce service aux litiges entre collaborateurs de la police.

Un député (UDC) estime qu'il faut un maximum de personnes sur le terrain et qu'il faut diminuer le nombre de collaborateurs dans les bureaux. Il souhaite donc connaître le statut des policiers qui n'exercent pas une fonction de policier (service de presse, administratif, informaticiens, etc.).

M. Poggia indique que la politique PolMAXadMIN a été mise en place depuis un certain nombre d'années et est encore en cours. Le but de cette politique est de remplacer les policiers occupant un poste hors fonction s'en

allant par un non policier et ce systématiquement. Ces personnes ont une connaissance pointue du sujet. Il est préférable de les laisser à leur poste jusqu'à ce qu'elles s'en aillent plutôt que de les remplacer. Il n'y a aucune raison qu'un policier avec une formation de policier ne fasse pas son travail de policier.

Le président revient les critiques faites à l'égard du choix de M. Vautravers pour effectuer ce travail d'auditions. Il se demande si ce dernier a rencontré des difficultés liées aux préjugés exprimés par certains avant qu'il ne commence sa mission.

M. Vautravers précise que sa mission et son rôle ont été annoncés avant chaque entretien. Il ajoute que personne ne s'est gêné de lui parler, au contraire. Les personnes auditionnées étaient contentes d'avoir un interlocuteur et de pouvoir parler. Selon lui, l'écoute est très importante. Le service psychologique de la police est submergé de travail ; il y a un fort besoin d'écoute au sein de la police. Il précise avoir eu toutes les informations dont il avait besoin. M. Poggia précise qu'il s'entretient régulièrement avec M. Vautravers et qu'ils échangent à chaque étape afin de définir la direction à prendre : son travail est encadré. Il n'est pas considéré comme un expert externe qui doit rendre un rapport, mais comme un collaborateur proche. Il précise également que le travail de M. Grosdemange est important.

### ***Point de situation (séance du 12 novembre 2020)***

La commission a entendu M. Grosdemange, secrétaire général adjoint, et lui a indiqué qu'elle souhaitait poursuivre les travaux sur les objets parlementaires concernant la police. M. Grosdemange propose de revenir dans deux semaines avec un rapport du bilan dans sa version synthétique et d'une note de politique générale, documents devant être préalablement approuvés par le Conseil d'Etat.

## **Chapitre V Bilan de la loi sur la police**

### ***Présentation du bilan de la loi sur la police (séance du 17 décembre 2020)***

*Audition de M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat (DSES), de M. Alexandre Vautravers, chargé de projet (DSES), et de M. Sébastien Grosdemange, secrétaire général adjoint (DSES)*

M. Poggia explique que la présentation de l'étude sur le bilan de la loi sur la police aura lieu, en raison d'une surcharge de travail, lors de la première séance de janvier, ce qui signifie qu'il parle aujourd'hui en son nom et non pas en celui du Conseil d'Etat.

M. Poggia indique que le travail réalisé par M. Vautravers couvre la période septembre 2019 à septembre 2020. Il s'agit d'un travail d'immersion et d'entretiens avec différents acteurs, soit 176 entretiens, dont 55% de policiers et 15 à 20% d'anciens policiers. Il s'agit d'hommes et de femmes du terrain, ayant vécu l'avant et l'après LPol. Les réponses ont été réparties en plusieurs catégories : cadres supérieurs, cadres inférieurs et collaborateurs.

Le contenu de la note (qui sera transmise ultérieurement à la commission) a développé trois axes que sont ; la conduite et la gouvernance, la sécurité de proximité, les statuts (ASP et APM) et finalement, les questions relevant du personnel, des plans de carrière et des plans de formation. M. Poggia présente ces différents axes.<sup>6</sup>

**L'organisation de la police.** En 2015, la police était organisée selon trois grands pôles : la gendarmerie (bien plus importante que les deux autres en termes de personnel), la police judiciaire et la police de sécurité internationale. Le système actuel comprend des majors à la tête de chaque service, avec des missions précises et une cible déterminée. La cible ne peut pas être remplie, étant donné que les effectifs sont insuffisants et ne permettent pas de répondre à l'intégralité des missions affectées à chaque service. La suppression de la gendarmerie pour la création de services distincts n'a pas généré de problématiques. Cependant, elle a permis de mettre en évidence les problématiques existantes. M. Poggia estime que revenir à la structure précédente de la gendarmerie serait une erreur et reviendrait à réhabiliter une structure grande et opaque, à la place de structures plus lisibles. Cependant, l'interopérabilité des services qui existait auparavant, au sein de la gendarmerie, doit être retrouvée et l'esprit de corps recréé. Il souligne qu'aujourd'hui, le système est clair et transparent sur les missions et qu'il existe une visibilité au service de la conduite. Il s'agit également de cibler les carences et de créer, parallèlement, de la transversalité, tout en renforçant les spécialisations, qui font la force de la police.

**La conduite et la gouvernance de la police.** M. Vautravers explique que l'évolution de la structure. En 2015, dans la structure qui a précédé l'entrée en vigueur de la LPol, la gendarmerie possédait un grand état-major, en mesure de planifier et de conduire des opérations complexes. Autre élément, le recrutement de la gendarmerie s'avère différent de celui de la police judiciaire et de celui de la police de sécurité internationale. De ce fait, l'interopérabilité et la coopération entre ces différents corps sont extrêmement faibles. Chacune de ces entités dispose de son propre état-major et de ses propres objectifs. De ce fait, la conduite coordonnée de ces trois entités était extrêmement difficile

---

<sup>6</sup> Voir Annexe 1 : DSPS, Bilan LPol/Police 2016-2020, 17.12.2020.



avant 2015. La structure qui a été privilégiée par le projet PHENIX a consisté en un éclatement des unités, de manière à ce que chacune soit sous la conduite des commandants de la police. Cette tendance est également présente dans d'autres cantons ayant fait face au même problème. Dès 2012, pour reprendre le contrôle sur les entités et les corps, la cheffe de la police a créé un état-major réunissant les six chefs de service opérationnels, ainsi que les chefs des services sous sa subordination directe. Une des difficultés qui se pose n'est pas la capacité de conduite ou de commandement de la police, mais l'organisation de la gouvernance. Concrètement, le grand nombre de personnes autour de la table ralentit et complique les processus décisionnels. M. Vautravers estime que des optimisations sont possibles dans ce domaine et relève que savoir qui est en charge de la conduite de la police n'est pas simple. La conduite de la police dépend de différents paramètres. Les problèmes de commandement ont donc évolué en problèmes de gouvernance. Étant donné qu'il y a trop d'intervenants autour de la table, les critères ne sont pas toujours extrêmement clairs au sujet de qui doit diriger une certaine opération. De plus, le système de conduite de la police fonctionne mieux la nuit et le week-end que la journée, ce qui doit susciter des réflexions. M. Vautravers explique ensuite que les réflexions menées ces derniers mois se sont beaucoup concentrées sur la direction des opérations, sur la définition de la DIROP et son périmètre d'action et sur les solutions aux questions mises en exergue dans les différents projets de lois. Il estime qu'il faut donc, à l'avenir, réfléchir à une conduite simplifiée et à une planification permanente.

M. Vautravers présente ensuite un schéma relatif à la conduite actuelle de la police. Cette conduite dépend de différents paramètres, tels que l'heure de la journée, le jour de la semaine ou du week-end, la situation sécuritaire et les événements extérieurs. Il relève qu'en temps normal, ce sont les chefs de services opérationnels qui organisent et fixent les tâches et itinéraires des patrouilles. A partir du moment où il y a une intervention dans l'urgence, ce sont les commissaires qui conduisent et coordonnent les opérations. Lorsqu'il s'agit de l'intervention de patrouilles, il existe une organisation permanente, la CECAL (centrale d'engagement de la police). Les commissaires prennent davantage de décisions la nuit et les week-end également. La journée, leurs décisions peuvent être infléchies ou ralenties par l'intervention des chefs de service. Dans le cas d'événements complexes et de grande ampleur, ce sont les états-majors qui prennent les décisions, ainsi que le COP (centre des opérations et de la planification), qui peut créer un état-major. Le directeur des opérations est responsable des actions, des directives transverses, ainsi que de la politique criminelle commune. Il est nécessaire d'agir, avec une connaissance de l'intérieur, afin de modifier non pas la loi en tant que telle, mais le

fonctionnement de la gouvernance de la police. Le but est de simplifier l'organisation et de la rendre plus lisible et compréhensible. Il explique que les entretiens menés ont permis de faire ressortir le souci de se trouver dans une situation dans laquelle on hésite à intervenir en raison de la complexité de la conduite de la police.

M. Vautravers indique qu'il est proposé d'étudier en profondeur le périmètre de la direction des opérations. La police elle-même effectue ce travail. Il s'agit cependant de mettre en place des mécanismes, afin de faire de l'ordre dans cette direction des opérations. Un schéma est présenté. En ce qui concerne la première couche, l'engagement des forces, les chefs de services opérationnels sont les véritables gestionnaires en termes de personnel et de ressources. Leur travail consiste essentiellement à mettre des moyens à disposition de la direction des opérations, au profit de la police dans son ensemble. Ensuite, concernant la troisième couche, la planification, les missions et réflexions entrent et sont analysées par la direction des opérations, qui va préparer une réponse. La plupart des planifications peuvent ensuite passer dans la couche du milieu, la conduite permanente. En temps normal, lorsqu'il s'agit d'engager une ou deux patrouilles, la CECAL (centrale d'engagement) est tout à fait à même d'effectuer ces missions. Lorsqu'on est confronté à un incident ou événement plus grave, avec des risques plus importants et une implication du Pouvoir judiciaire, une deuxième catégorie de conduite est existante. Ce sont les commissaires, toujours par deux, qui prennent en main la situation. Lorsque les événements sont encore plus importants et nécessitent la mobilisation de moyens particuliers, un état-major est mis en place où l'entière responsabilité du COP de la police peut conduire l'opération. M. Vautravers, pour résumer, relève qu'en temps normal, la direction des opérations est effectuée par la CECAL. Dans les cas plus complexes ou plus graves, le service des commissaires prend en main l'affaire. Dans les cas véritablement importants, la direction des opérations doit mettre sur pied un état-major, avec les officiers les plus compétents. Il souligne que tous les moyens sont déjà présents dans les structures existantes, il faut donc remettre de l'ordre dans « qui fait quoi ». La transformation à effectuer est interne à la direction des opérations.

M. Poggia aborde ensuite la troisième partie de la présentation, qui concerne **les ressources humaines**, qui se subdivise en deux niveaux : le plan de carrière et la formation. Concernant le plan de carrière, il fait part d'un grand nombre de plaintes émises quant à l'absence de plans de carrière valorisant, dès l'école de police et l'orientation des aspirants. Les stages se font souvent dans le but de combler les besoins de personnel des différents services de la police, plutôt qu'en fonction de la préparation d'un aspirant, de ses futures

prérogatives et de sa future affectation. La police judiciaire s'est passablement plainte de cette situation. Les personnes souhaitant entrer dans la police judiciaire peuvent être déjà installées dans la vie professionnelle, comme c'est le cas par exemple pour la cybercriminalité, et donc disposer de certaines compétences pointues, dans le domaine informatique par exemple. Ces personnes sont prêtes à faire une école de police, à condition d'être certaines d'être affectées dans le domaine où elles souhaitent effectuer leur travail. Le plan de carrière doit donc être examiné avec davantage d'attention, afin que les personnes entrant dans la police, puissent compter sur la mobilité et la transversalité mises en place. Il souligne que la mobilité est encore très compliquée. Malheureusement, des verrous existent par endroit, il s'agit d'une récrimination constante. Il est donc essentiel d'avoir des personnes de qualité, qui soient motivées.

M. Poggia aborde ensuite la question du **grade, du rang et de la fonction**, qui a été critiquée, notamment par la police judiciaire. Cette dernière dispose de grades ne correspondant pas à l'appellation sous laquelle les personnes se font connaître et signent les documents. Il estime qu'il faut décorréliser la fonction et le grade. Les personnes peuvent signer leur document avec leur fonction, sans grade, même s'il est important. Le fait qu'automatiquement un grade soit nécessaire pour avoir une fonction est un élément qui doit être modifié. En effet, cela prive certaines compétences d'occuper des fonctions à un moment donné. Il n'est pas absurde que l'on puisse avoir des personnes de grades différents dans une même fonction, selon leur ancienneté dans la police. Il relève une forte opposition envers les grades, ressentie comme une militarisation de la police, à laquelle certains membres de la police judiciaire sont particulièrement réfractaires. Il estime qu'il s'agit surtout d'un manque d'explications et de mise en pratique avec discernement des grades, par rapport aux fonctions.

M. Poggia explique, concernant la **formation**, qu'elle est principalement du ressort de l'Institut suisse de police depuis 2004. Il relève qu'il existe un besoin de formation et de formation continue dans de nombreux domaines et que ces formations doivent être réalisées par le centre de formation à Genève et non pas par l'Institut suisse de police. Il relève ensuite que la formation à Savatan a cristallisé des réticences. Des discussions sont en cours pour la création d'un nouveau centre de formation, plus proche de Genève. Ainsi, le canton pourra être plus actif, en termes de modules de formation et s'approprier cette formation, qui a été ressentie à un moment donné comme une externalisation. En effet, les formations des aspirants ne coïncidaient souvent pas avec les besoins du terrain et ces derniers devaient ensuite être formés selon les besoins de la police genevoise, leurs brevets étant

inutilisables. Il relève qu'aujourd'hui, la formation de base de l'école de police est en cours d'amélioration, en fonction des propositions réalisées. Il explique que l'idée serait, à termes, de créer une seule école de police romande, au lieu des deux écoles actuellement existantes. Une école romande commune, avec des modules pouvant se dérouler dans les cantons, rapprocherait la formation de celle du centre de formation genevois. Cela permettrait d'augmenter l'appropriation de la formation à la police genevoise. M. Poggia présente enfin un tableau figurant les différents grades, les grades de la police judiciaire, ainsi que les fonctions correspondantes. Il relève que la fonction devrait prendre le dessus par rapport au grade et estime qu'un travail d'explications doit être fait.

M. Vautravers relève que plusieurs projets de lois s'attaquent à la question des grades spécifiques ou non dans la police judiciaire. Il relève que le tableau explicite les grades actuels, qui ont deux avantages. Le premier avantage est que les grades, actuellement en vigueur au sein de la police cantonale genevoise, sont compatibles avec ceux des autres polices romandes, ainsi que la majorité des polices suisses et, de manière générale, avec le réseau national de sécurité (pompiers, protection civile, etc.). Imaginer de modifier ces grades pour en créer de nouveaux reviendrait à créer de la complexité. De plus, les grades actuels sont largement compréhensibles. Ensuite, le deuxième point apparent est le fait que la police judiciaire dispose de ses propres grades dans la LPol (inspecteurs). Il relève que pour les grades supérieurs, l'accent a été mis sur la transversalité et la possibilité de changer d'incorporation d'un service à l'autre. Comme l'a expliqué M. Poggia, il est clair au sein de la police judiciaire que les personnes peuvent ne pas signer lieutenant, mais chef de brigade. Il s'agit d'une utilisation courante qui n'est pas remise en question.

Un député (MCG) relève dans le tableau présenté qu'il y a deux fois le terme « chef de groupe » à la police judiciaire. De plus, il est également inscrit « sergent » et « sergent-chef » à la gendarmerie, ce qu'il ne comprend pas. Il ajoute qu'il y également un doublon au niveau des grades « lieutenant » et « adjudant ». Il demande quel est le but d'avoir deux grades pour une même fonction.

M. Vautravers évoque une dimension d'ancienneté. La différence entre un lieutenant et un adjudant est deux ans de service supplémentaires, ainsi qu'un nombre de cours de grade supplémentaires (CC2). Ensuite, il relève que lorsqu'on parle de groupe, dans certaines brigades il s'agit de cinq à six personnes, alors que dans d'autres, il peut y avoir dix-huit personnes. La gestion de groupes de dix-huit personnes nécessite une personne ayant davantage d'expérience, ainsi qu'un suppléant.

Le député (MCG) relève qu'il n'a pas été répondu à sa question. Les adjudants sont nommés pour la première année et, si tout se passe bien, ils sont

automatiquement nommés lieutenants après 12 mois. Il en va de même pour les postes de sergent et sergent-chef. Il relève qu'il n'y a, dans les deux cas, aucune différence de salaire entre les deux postes. De plus, pour accéder au grade de lieutenant, il faut déjà avoir fait le CC2.

M. Vautravers précise que le département est intervenu ces deux dernières années afin qu'un certain nombre de ces avancements automatiques ne le soient plus.

M. Poggia entend la remarque du député (MCG). Effectivement, certains grades pourraient être supprimés. Cependant, il ne pense pas que cela apporterait grand-chose. Cette question pourra être abordée ultérieurement. Il relève que la critique de la police judiciaire quant aux grades attribués, considérés comme de la militarisation, peut facilement être écartée en utilisant la fonction au lieu du grade. Il précise que le grade permet d'assurer une transversalité et une mobilité du personnel. Il relève ensuite que la loi sur la police est souvent accusée d'avoir créé une pléthore de cadres supérieurs. En examinant l'évolution, entre 2011 et 2020, du nombre de collaborateurs pour les différents grades existants (officiers supérieurs, officiers, sous-officiers et collaborateurs), les chiffres montrent clairement que le nombre de cadres en tant que tel n'a pas augmenté, contrairement à l'idée reçue. Par contre, le nombre de collaborateurs a lui augmenté, avec une progression de 8% du nombre de policiers avec le brevet fédéral et de 5% des ASP.

M. Poggia aborde la quatrième partie de la présentation, **la sécurité de proximité**. Il existe une ambiguïté au sujet des termes "sécurité de proximité". Il y a quelques semaines, le diagnostic local de sécurité, réalisé tous les trois ans, a été présenté et la population locale a pu s'exprimer au sujet de sa satisfaction. La satisfaction de la population a augmenté, ce qui est une bonne chose. Cependant, il existe 17 polices municipales pour 45 communes, avec des importances et des prérogatives variables, les tâches des APM dépendant des magistrats communaux. Il donne l'exemple d'une commune suburbaine, pour qui le fait de devoir s'occuper d'un accident de la circulation n'est pas du ressort de la police de proximité, alors que s'occuper des contrôles de vitesse fait partie de ses compétences. Tant que les tâches attendues de la part de la police municipale ne seront pas uniformisées, une coordination efficace entre police municipale et police cantonale ne pourra pas avoir lieu. Le sujet a été abordé en commission consultative de sécurité municipale et l'Association des communes genevoises (ACG) attend également des réponses suite au rapport de la Cour des comptes. La police municipale sera soit reprise par la police de proximité, soit il y aura reprise de la police de proximité par la police municipale. M. Poggia constate qu'il n'y a pas de bonne solution et qu'il faudra, à l'avenir, qu'il y ait une politique commune de sécurité de proximité

entre les magistrats communaux et le canton, avec des décisions stratégiques à prendre au sujet des attentes. Il faudra un commandement unique qui soit accepté. Il estime que dans le contexte actuel de crise sanitaire, une coordination doit exister quotidiennement entre le canton et les communes.

M. Poggia évoque une question récurrente, à savoir la nécessité ou non d'armer les polices municipales. Il relève que la formation des APM est réalisée à Genève en 8 mois, tandis que celle des agents de sécurité publique se fait à Savatan en 7 à 8 semaines et permet ensuite d'être ASP, armé ou non. Les APM ont donc une formation qui pourrait être considérée comme équivalente à celle des ASP, sous réserve du maniement de l'arme, qui nécessiterait un module de formation. Il ne s'agit donc pas de la capacité à disposer d'une arme, mais des missions à donner à la police municipale, en tant que police de proximité par excellence. Il explique que les polices municipales ont fait la demande de pouvoir bénéficier du port de l'arme, ce qui ne signifie pas qu'ils l'auront constamment. Dans la situation actuelle, un simple contrôle de la circulation peut déboucher sur un risque pour un policier municipal et le fait qu'il ne puisse pas s'en occuper par risque de tomber sur un malfrat crée une frustration chez les policiers municipaux, qui sentent qu'ils ont les compétences pour réaliser ce type de tâches et qui aimeraient les effectuer. Cependant, il ne s'agit pas uniquement de faire ce qui est intéressant, mais également ce qui est utile. Et ce qui est utile doit être décidé de manière conjointe entre le canton et les magistrats communaux. Ce travail vient de débiter avec les nouveaux représentants de l'ACG.

M. Poggia relève pour conclure que l'aval et l'adhésion du Conseil d'Etat doivent maintenant être obtenus pour communiquer le bilan de la LPol à la Commission judiciaire. Le cas échéant, une nouvelle présentation sera proposée. Ensuite, ce travail sera également présenté à l'état-major de la police, pour obtenir son adhésion. Ces éléments seront ensuite partagés à la commission du personnel, qui doit être l'interlocuteur privilégié du département, ainsi qu'aux syndicats, qui ont également contribué aux analyses réalisées. Il relève ensuite qu'un comité de pilotage sera mis en place et sera composé de membres de la police, prêts à accompagner le département dans les changements qui s'imposent. Une feuille de route sera établie et les délais devront être brefs, soit de 6 à 12 mois, avec les quatre axes qui ont été présentés.

Un député (EAG) demande comment M. Poggia perçoit le rôle de la police de proximité, ainsi que les fonctions qu'elle doit ou non remplir.

M. Poggia indique que ce qui sera mis en place dépendra de ce que les communes accepteront. A titre personnel, il constate que le rôle de la police de proximité, tel que la population le perçoit, est un rôle de contact direct. Selon

lui, le rôle de la police municipale est de connaître les habitants des quartiers, et plus particulièrement les jeunes. Dans ce contexte, le rôle de police de proximité tel que souhaité par la population doit être principalement assuré par les polices municipales. A terme, il devrait s'agir d'une seule et unique police municipale, organisée et financée au niveau intercommunal, sur le modèle de ce qui a été mis en place pour le SIS (service incendie et secours). Il est à son sens important que toutes les communes participent, même si les objectifs différeront selon les communes, étant précisé que l'existence actuelle de 17 polices municipales pour 45 communes s'avère problématique. En ce qui concerne le travail de la police de proximité, les contraventions du domaine public doivent relever des prérogatives de la police municipale. Le petit judiciaire pourrait également être une tâche de la police de proximité, de la police municipale. Il s'agit de notifier un acte ou de rechercher des renseignements au sujet d'une personne, sur réquisition d'un tribunal. Ce travail permettrait de décharger la police cantonale. Cette dernière ne serait cependant pas uniquement une police secours. Elle comporterait des îlotiers afin de constituer une passerelle avec la police de proximité municipale. Le grand défi actuel est celui de l'information. Cependant, les outils actuels ne sont malheureusement pas adaptés et ne permettent pas une fluidité de l'information entre les deux corps. En effet, les renseignements fondamentaux réunis par la police de proximité sur le terrain ne passent souvent pas au niveau de la police cantonale. Or, ces renseignements permettraient de prévenir et d'anticiper certaines problématiques, telles que la délinquance. En ce qui concerne les accidents de la circulation, il estime personnellement qu'ils doivent être du ressort de la police de proximité, sauf s'il y a des blessés, bien évidemment. Il pense qu'une police de proximité cantonale, composée d'îlotiers peut être maintenue afin d'appuyer les polices municipales. Il ajoute que la mise en place d'un tel système prendra de nombreuses années et les polices municipales devront progressivement monter en puissance, dans les tâches de proximité-sécurité qui leurs seront confiées. Entre-temps, la police de proximité cantonale devra être sur place pour faire le travail et accompagner le changement.

Un député (MCG) rappelle que la commission avait exprimé le souhait de connaître les effectifs de la police cantonale voici un an. Elle n'a toutefois rien reçu. Il demande s'il est possible d'obtenir ces chiffres.

M. Poggia précise qu'il n'y a pas de problème concernant la communication des chiffres et ajoute qu'il n'y a aucune volonté de dissimuler ce renseignement.

Un député (PLR) constate que la vision donnée à l'avenir des polices cantonale et communales lui paraît mûrement réfléchie et bien construite. Il ne

s'agit pas d'abroger la LPol, mais de corriger ce qui ne fonctionne pas actuellement. Il se réjouit que des solutions créatives aient pu être trouvées, telles que l'intégration de la police municipale dans le commandement de la police cantonale. Il relève ensuite que la commission a été très sensible à la problématique des agents de police municipale qui ne pouvaient pas quitter le territoire cantonal genevois pour exercer leur profession ailleurs. Il demande donc si la solution qui consiste à accorder un diplôme d'ASP leur permettrait donc, le cas échéant, d'accéder à une mobilité au niveau suisse.

M. Poggia répond par l'affirmative. Le diplôme d'ASP, délivré par l'Institut suisse de police, confère une mobilité intercantonale et permet de travailler ailleurs.

Un député (UDC) aborde la question de la conduite permanente et demande ce que cela signifie dans la pratique. Il demande dans quel cas les policiers auraient besoin de se référer à un organisme de conduite et se demande si cela ne reviendrait pas à créer une structure pour placer l'état-major. Ensuite, il souhaiterait savoir si des tâches de police, telles que le renseignement, l'enquête judiciaire, l'enquête de terrain et le travail de proximité, sont confiées à l'état-major ou si ce dernier s'occupe uniquement de tâches purement administratives. Finalement, il relève que l'efficacité des patrouilles pourrait être doublée, sur le modèle des Etats-Unis, avec un seul agent par véhicule et une convergence des patrouilles en cas de problème. Il demande si ce modèle pourrait être appliqué et estime que cela permettrait d'augmenter l'efficacité et la présence policière dans la rue.

M. Poggia indique que la définition de la conduite permanente est, à son sens, sujette à malentendu. Cette conduite permanente consiste à savoir qui met en œuvre l'action de la police à un moment donné, qui dirige l'engagement de la police. Il s'agit généralement de la centrale. Il y a ensuite les commissaires, et, pour les opérations plus lourdes, le chef des opérations. Ce dernier a un rôle qui doit être amélioré, en raison d'un manque de transversalité.

M. Vautravers précise que la conduite permanente s'avère indispensable, afin d'éviter les incertitudes des agents de patrouille sur le terrain. Un appel au commissaire pour qu'une décision soit prise en haut-lieu afin de cadrer la situation reste à son sens nécessaire. A la question de savoir pourquoi les cadres ne pouvaient pas gérer l'ensemble des situations, il explique que cela dépend à quelle heure du jour ou de la nuit un événement se produit et il est nécessaire d'avoir un cadre afin de répartir les missions, ce qui nécessite une conduite permanente. Il relève que la SECAL n'est pas en mesure de gérer des opérations complexes avec plusieurs forces disponibles sur le terrain. De ce fait, la conduite permanente apparaît indispensable. Elle permet d'éviter



notamment les incertitudes et les triangulations. Quant aux patrouilles avec un seul agent par voiture, il explique qu'il s'agit d'une des questions-piège de certains examens de l'académie de police de Savatan. La doctrine américaine a l'avantage de permettre d'avoir plus de patrouilles visibles sur le terrain, davantage de voitures et de présence. Cependant, le problème de ce système réside dans l'intervention. Une personne qui intervient seule se retrouve souvent rapidement dans une situation difficile dans laquelle elle se voit contrainte de dégainer et de faire usage de son arme, ce qui n'est pas acceptable légalement dans la majorité des pays européens. M. Vautravers aborde enfin la question des états-majors. Lorsqu'on parle de pléthore d'états-majors, on ne peut pas dire que tous réunissent une douzaine de personnes. C'est le cas de l'état-major de police, qui n'en est paradoxalement pas un, puisqu'il s'agit d'un conseil de direction, selon le règlement d'organisation de la police. Le véritable état-major de la police est en réalité le COP (centre d'opérations et de planification), qui doit monter en puissance. Il ajoute ensuite que rien n'a changé, en termes d'états-majors. Dans les services opérationnels, les groupes de trois ou quatre personnes ne sont, à son sens, pas des états-majors. Il s'agit d'officiers qui vont se partager un certain nombre de contrôles. De ce fait, M. Vautravers estime que l'on ne peut pas conclure qu'il y a pléthore d'états-majors, il s'agit uniquement d'un usage à mauvais escient du terme. En effet, la majorité des services opérationnels ne dispose pas de réel état-major. Il n'y a que deux services opérationnels qui disposent d'un état-major qui fonctionne en tant que tel. Il s'agit d'une part de la police judiciaire et d'autre part, de la police internationale.

Une députée (S) remercie le département pour le travail réalisé, ainsi que pour le traitement du matériau, qui apparaît relativement conséquent. Elle rappelle la dernière discussion concernant l'absence de règlement spécifique concernant les ASP. Les travaux actuels sur la LPol et la police municipale pourraient constituer une occasion de clarifier la situation. Elle demande quelles sont les voies qui ont été envisagées.

M. Poggia relève que M. Grosdemange a beaucoup travaillé durant ces derniers mois sur le règlement des ASP, actuellement en consultation. De nombreuses discussions ont eu lieu à ce sujet avec les syndicats. Il est important que le règlement soit adopté. Jusqu'à présent, le fonctionnement se basait sur un cahier des charges et sur des directives, ce qui est insuffisant. M. Poggia estime par ailleurs que la députée (S) a parfaitement raison en ce qui à propos des passerelles. Concernant les ASP, il relève que ces derniers disposent actuellement d'un brevet fédéral, puis d'un certificat cantonal, cependant ils ne sont pas policiers. Il y a des revendications de leur part quant à la volonté d'être policiers. Ils souhaiteraient que le canton intervienne pour

que le brevet de policier leur soit délivré, compte tenu du fait qu'ils exercent certaines tâches qui sont celles de la police. Il relève que le département ne partage pas cette position aujourd'hui, car il considère qu'ASP est une formation en tant que telle. Cette formation est moins longue que celle de policier et donne accès à un autre diplôme. Il relève que le canton considère qu'il a besoin d'ASP, armés ou non. Les non-armés sont affectés à des tâches administratives, dans le cadre d'une politique visant à remplacer les policiers par des administratifs chaque fois que c'est possible, afin que les policiers puissent être mis à contribution sur le terrain.

M. Grosdemange indique que la première version du règlement est en cours de réalisation. Les syndicats ont réservé un accueil globalement favorable à ce dernier, qui pourra être présenté à la commission. Il explique ensuite, en ce qui concerne les ASP, qu'ils appartiennent à une véritable filière, différente de celle de policier. Le règlement a pour but d'asseoir cette nouvelle filière, datant de 2018. Il ajoute que le règlement devrait être fourni en début d'année prochaine. M. Grosdemange précise par ailleurs que l'ISP est en train de monter en puissance, le but étant de permettre au personnel de se déplacer hors du canton. A termes, dans un avenir lointain, une modularité académique est visée, afin d'avoir davantage de passerelles entre certaines professions.

Un député (UDC) estime qu'il est important d'augmenter les heures des policiers sur le terrain, sans forcément augmenter les effectifs. Il constate que ceux-ci perdent souvent beaucoup de temps lorsqu'ils doivent réaliser une audition. Il se demande en conséquence pourquoi une plainte ne pourrait pas être rédigée dans la voiture de service, afin de permettre à la police de rester en service opérationnel sur le terrain et d'augmenter l'efficacité des pratiques policières.

M. Poggia rappelle qu'il existe un impératif, celui du code de procédure pénale. Ce dernier oblige à un certain formalisme dans la manière de recueillir les éléments à charge et à décharge. Il ajoute que le Ministère public est, à raison, très regardant à ce sujet. Il serait regrettable qu'une procédure n'aboutisse pas en raison d'une manière inadéquate de recueillir les témoignages. Il relève que les postes de police sont en train d'être équipés de vidéosurveillance afin de s'assurer, en cas de plainte, d'éventuels comportements inadéquats.

Une députée (S) s'enquiert des avantages et de la plus-value de l'école de Savatan, sachant que le canton se dirige vers une formation intercantonale romande, à termes.

M. Poggia explique qu'il existe effectivement deux écoles. La première est Savatan, qui regroupe les cantons du Valais, de Vaud et de Genève. Quant à la

seconde école, elle regroupe les cantons de Neuchâtel, Fribourg, et Jura sur deux sites différents. Il relève que le but, à terme, est d'avoir une seule école de police au niveau romand. Il ajoute que le contrat avec Savatan s'étend jusqu'à fin 2022. La question est de savoir si le bail sera reconduit, le site appartenant à l'armée, qui participe pour l'instant à une grande partie des coûts des lieux, qui pourraient être sensiblement augmentés à partir de 2023. Le comité de direction recherche un autre site, moins décentralisé par rapport à la vision d'une école unique au niveau romand. Le centre idéal, qui dissuaderait le moins de membres d'y adhérer, se situerait dans le Gros-de-Vaud. Moudon est un lieu qui a été évoqué et des démarches ont été entreprises dans ce sens. Cependant, cela ne signifie pas que tout se fera là-bas, l'idée étant de mettre en valeur des compétences dans les cantons et les centres de formation. Des modules pourront notamment être créés pour des aspirants au niveau cantonal, avec une formation de base dans un centre unique au niveau romand.

La députée (S) demande si ce constat a été partagé lors des entretiens.

M. Vautravers indique que le site de Savatan a été une opportunité à un moment donné. Cependant, l'idée de fonder une école romande est beaucoup plus ancienne. La problématique de Savatan est celle du bail, à laquelle s'ajoutent des problématiques financières, telles que la remise en état du site avec la démolition de certaines constructions réalisées. Il y a quelques travaux onéreux à effectuer et le site de Savatan pourrait s'avérer très coûteux à l'avenir. Un groupe de travail romand a été mis sur pied pour réfléchir à une école unique, avec des formations spécialisées dans les différents cantons. M. Vautravers relève que pour les aspirants, la perception de devoir s'expatrier pour s'instruire pendant près d'une année, est plutôt négative. La réalisation d'une école intercantonale implique forcément des distances à faire. Ceci étant, la formation à Savatan a été sensiblement améliorée ces quatre dernières années, étant précisé que les aspirants genevois représentent 40% des aspirants et que Genève représente également 50% des formateurs. De ce fait, les critiques quant au fait que la formation ne soit pas adaptée aux différents cantons ont été résolues par l'introduction de cours spécifiques et de formateurs genevois spécifiques.

Le président comprend que le Conseil d'Etat va se prononcer au sujet de la proposition de réorganisation de la police. A la suite de quoi, la note d'accompagnement, qui est le support de la présentation de ce jour, pourra être communiquée à la Commission judiciaire et de la police.

M. Poggia répond par l'affirmative.

Le président s'enquiert du délai nécessaire pour la transmission de cette note à la commission une fois validée par le Conseil d'Etat.

M. Poggia indique que la présentation a été inscrite à l'ordre du jour de la séance de mi-janvier. Il faudra donc attendre fin janvier, pour avoir de la marge.

Le président estime qu'une nouvelle séance devra être planifiée début février. Il conviendra alors de reprendre les travaux sur les projets de lois et les motions relatifs à la police. La commission devra décider du sort de ces objets, à la lumière du projet de réorganisation.

Un député (EAG) souhaite que la commission en discute lors de sa première séance de l'année 2021.

### ***Organisation des travaux (séance du 14.01.2021)***

Un député (EAG) fait part de son inquiétude de devoir attendre un nombre indéterminé de semaines avant de recevoir le rapport définitif sur la LPol. La présentation faite par M. Poggia lors de la dernière séance a permis à la commission de connaître ses intentions. Force est toutefois de constater que ces intentions ne se recoupent pas avec les différents projets de lois examinés par la commission. Il a le sentiment que M. Poggia n'a pas l'intention de modifier la LPol, mais plutôt d'agir par voie de règlements pour modifier en priorité les questions concernant l'organisation de la direction des opérations, alors que la modification de la structure de la police est en revanche visée par un certain nombre de projets de lois. Il a aussi été frappé lors de l'intervention de M. Poggia par le fait que celui-ci ne semble pas avoir des idées très précises de ce qu'il faudrait faire. A plusieurs reprises, il a répondu aux questions des commissaires en déclarant qu'il faudra engager des discussions, des prévoir des consultations, élaborer des textes.

Le député (EAG) estime que la commission ne doit pas rester en dehors du processus. Il faudrait même que la commission soit le centre du processus. Cette dernière doit à son sens commencer sans attendre à procéder à des auditions sur deux grands sujets principaux, qui sont la répartition communes/canton et l'organisation de la police cantonale. Le rôle de la police de proximité est un rôle essentiel. La commission doit se demander si elle souhaite que ce rôle soit joué par la police cantonale ou par les polices municipales. Il estime important de concerter avec les communes sur ce point. Il ne voit pas comment il est possible de réfléchir à l'organisation de la police cantonale sans avoir eu en amont une réflexion concernant la répartition communes/canton.

Le président demande à M. Grosdemange si le délai annoncé de mi-janvier pour l'adoption de la note par le Conseil d'Etat est confirmé.

M. Grosdemange indique que le délai sera un petit peu prolongé. Il attend le rapport de M. Vautravers pour le consolider. Le département est encore en correction et en relecture. Ce sera la commission judiciaire et de la police qui recevra en primeur ce rapport. Il espère qu'après la séance du Conseil d'Etat de fin janvier, ce rapport pourra être transmis à la commission.

Un député (PLR) partage en partie l'opinion du député (EAG). Effectivement, avant de savoir dans quelle direction la commission veut aller, celle-ci doit se poser l'épineuse question de la répartition des compétences entre les communes et le canton. En revanche, il y a quand même une certaine vision apportée par M. Poggia, en ce sens qu'il s'agirait d'intégrer dans l'état-major de la police cantonale un service qui serait consacré à la police municipale. Il pense que c'est quelque chose de pragmatique, car cela répond au souci d'une meilleure coordination entre la police cantonale et les différentes communes, étant toutefois rappelé que toutes les communes n'ont pas d'agents (uniquement 17 communes sur 45). Selon lui, il y quand même une modification substantielle de la LPol qui devra être opérée pour intégrer cet élément. Il y a aussi la question du port de l'arme et des diplômes.

Le député (PLR) ajoute qu'il aurait tendance à inviter ses collègues à refuser l'ensemble des projets de lois dont la commission est saisie concernant la police et de ne voter que la motion PLR (M 2540) invitant le département à effectuer le travail pour lequel il a mandaté M. Vautravers. D'un autre côté, il se dit qu'il serait contreproductif d'écarter maintenant ces projets de lois d'un revers de main dans la mesure où leur contenu pourra toujours servir dans le cadre des travaux législatifs qui feront suite à la communication du rapport de M. Vautravers. M. Poggia avait attiré l'attention de la commission sur le fait que sa présentation était « confidentielle », car elle n'avait pas encore passé la rampe du Conseil d'Etat. De ce fait, ce n'était qu'une vision qui devait être traduite formellement par un projet de loi. Le député (PLR) propose par conséquent un gel des différents projets de lois dans l'attente du projet de loi qui sera proposé par le département. En revanche, si les commissaires sont d'accord, ceux-ci peuvent d'ores et déjà voter la motion PLR pour mettre la pression sur le département afin qu'il aille de l'avant dans ses travaux.

Un député (MCG) estime qu'un gel des projets de lois fera perdre du temps à la commission. Il préfère que celle-ci aille de l'avant avec ces projets de lois. Quant à la motion PLR, il pense, qu'il y ait vote ou non, qu'elle aura exactement le même effet, étant entendu qu'elle est en cours de concrétisation par le département. En revanche, il y a un certain nombre de questions précises sur lesquelles la commission pourrait d'ores et déjà avancer par le biais d'auditions. Le même député (MCG) pense qu'il serait nécessaire de disposer de chiffres et de définitions de postes plus précis que ce qui a été indiqué

précédemment à la commission. Cette dernière pourrait également avancer de manière parallèle au Conseil d'Etat sur le sujet des relations entre les communes et le canton pour éviter les doublons. Il y a quand même une urgence à agir sur ce point. Il y a aussi urgence sur la thématique de la création de cette police de proximité en doublon avec la police municipale. Il rappelle que le MCG a déposé un référendum contre la LPol. Le MCG sera très ferme sur ce point, car il souhaite que la gendarmerie soit efficace et qu'elle ne rentre pas dans des concepts inopérants. Le MCG souhaite connaître le nombre d'officiers supérieurs de manière précise et également les éléments de définition de ces postes.

Un député (S) doute que la commission puisse continuer à travailler de la sorte. Il se demande s'il ne faudrait pas envisager de siéger en présentiel lorsque la commission doit traiter des sujets aussi complexes.

Le président reconnaît que la visioconférence a beaucoup d'avantages, mais atteint des limites lorsqu'il y a beaucoup d'objets à traiter en même temps.

Un député (MCG) estime également que pour faire du bon travail, il serait plus judicieux de travailler en présentiel. Il est par ailleurs important que la commission auditionne les syndicats et l'ACG sur les sujets susmentionnés. Il souhaite savoir quel est le délai de retour aux questions posées par certains commissaires au département lors de la dernière séance.

Le président rappelle qu'il avait demandé des chiffres en valeur absolue concernant l'évolution des différents types de grade.

M. Grosdemange estime que ces éléments figureront dans le rapport qui sera communiqué à la commission. Néanmoins, si les commissaires souhaitent obtenir des éléments avant, il peut effectivement venir vers la commission avec un document.

Le président indique que la commission ne souhaite pas attendre plus.

Un député (PDC) souligne la difficulté et les limites d'un département « mammoth » comme le DSES en période pandémique en particulier. Une des préoccupations du PDC concerne les doublons. Concernant la police, il y a des doublons entre la police de proximité et les polices communales. Il y a aussi des doublons entre les travaux du département et les travaux de la commission.

Le député (PDC) n'a pas d'opposition formelle à procéder à l'audition de l'ACG et des syndicats de police. Néanmoins, si la commission doit interroger ces personnes au mois de janvier et les réinterroger à peu près sur le même sujet au mois de juin, ce ne sera pas faire usage de la meilleure manière du temps à disposition. Il se demande s'il ne faudrait pas geler les objets inscrits à l'ordre du jour, y compris la motion PLR/PDC, qui est finalement d'ores et

déjà traitée par le Conseil d'Etat, et fixer un délai très bref à ce dernier pour valider le rapport. Dans l'intervalle, lors des deux-trois prochaines séances, la commission pourrait essayer de traiter les autres sujets en suspens. Puis, la commission se pencherait mi-février sur la note du Conseil d'Etat et la réforme de la LPol en procédant à des auditions sur la base d'un document qui sera juridiquement valable, car approuvé par le Conseil d'Etat *in corpore*.

Un député (Ve) indique que les Verts privilégient le bon sens et estiment que la commission ne peut désormais plus attendre. Le Conseil d'Etat doit communiquer à la commission une note dans les plus brefs délais afin que les travaux puissent être organisés en fonction des différentes questions qui se posent. Quant à la motion PDC/PLR, il n'y a pas d'urgence à l'adopter, car les travaux ont été engagés par le département.

Un député (UDC) estime que le but est d'avancer, mais la commission ne peut pas procéder à des auditions sans avoir une base de travail plus ou moins cadrée. Il pense qu'il faut geler tous les projets de lois en attendant les propositions du Conseil d'Etat, en espérant que la commission ne doive pas encore attendre des mois. Cela fait un certain nombre d'années que la police se plaint des dysfonctionnements dus à la nouvelle LPol. Les policiers reprochent un manque de transversalité et d'efficacité des divers services. Le moral et la motivation des policiers sont également des éléments importants. La commission attend des éléments du Conseil d'Etat qui ne concernent pas uniquement l'état-major, mais également l'efficacité opérationnelle de la police. Il espère que le DSES va proposer rapidement des solutions pragmatiques que la commission pourra étudier.

Un député (EAG) demande à M. Grosdemange s'il y aura un projet de loi qui sera intégré au rapport. Il demande également si ce dernier fait uniquement un constat de situation ou formule également des propositions.

M. Grosdemange précise qu'il n'y aura pas de projet de loi joint au rapport. Ce dernier fera un constat avec une orientation. Le DSES souhaite mettre en place un comité de pilotage, afin de corriger les problèmes qui sont décelés au sein de la police. Cela part du constat qu'il y a un dysfonctionnement.

Le président formule une métaphore médicale en déclarant qu'il y a diagnostic avec une proposition de stratégie thérapeutique.

M. Grosdemange indique que c'est exactement cela.

Une députée (S) souhaite savoir qui aura connaissance de cette note mis à part les membres de la Commission judiciaire.

M. Grosdemange précise que seuls les commissaires et le Conseil d'Etat en auront connaissance pour le moment.

Une députée (S) demande si les personnes qui ont été interviewées dans le cadre de cette évaluation auront connaissance de ce rapport.

M. Grosdemange déclare que le but est de rendre public ce rapport après que la commission en ait pris connaissance. Les syndicats en auront forcément connaissance, sachant que de toute façon ces derniers ont alimenté les constats qui auront été opérés.

Le président se demande si le Conseil d'Etat va adopter un papier de position du DSES qui est un outil de travail ou alors si le DSES va rendre un rapport divers qui va faire l'objet d'un dépôt avec un enregistrement au Mémorial du Grand Conseil, rapport divers qui est d'emblée public.

M. Grosdemange indique que le rapport sera accessible et rendu public. C'est l'approche départementale. En revanche, cela dépendra de ce que décidera ultérieurement le Conseil d'Etat.

Un député (S) constate que certains des projets de lois relatifs à la police datent de 2017. Le PL 12521 est selon lui le plus complet. Il considère que ce dernier est une excellente base de travail. Il commence à douter de la capacité du Conseil d'Etat à proposer un projet de loi d'ici la fin de la législature.

Il serait en faveur de commencer à travailler sur le PL 12521. Cela inciterait peut-être également le Conseil d'Etat à mettre les bouchées doubles et à venir avec son propre projet de loi.

Un député (MCG) se déclare également en faveur d'un début de traitement des projets de lois émanant des députés, étant rappelé que M. Grosdemange a précisé que le Conseil d'Etat ne proposerait pas de projet de loi joint à son rapport. Il s'accorde au député (S) sur le fait que le PL 12521 constitue le texte le plus abouti, que l'on soit d'accord ou pas avec ses conclusions. Celui-ci pourrait servir de base de travail à la commission. Il déclare également qu'il serait plus important d'interroger en premier lieu les syndicats de police. S'agissant de l'ACG, son audition lui semble peut-être plus subsidiaire.

Un député (UDC) estime que le PL 12521 est effectivement très intéressant. Il se rallie à la proposition du député (S).

Le président propose à ce stade une synthèse de la discussion. Il n'est pour sa part pas en faveur d'un gel des projets de lois car ils sont présents à l'ordre du jour de la commission. Tous ces objets devront être traités les uns après les autres et ce même si la commission est satisfaite du rapport du Conseil d'Etat. Il estime également que le PL 12521 pourrait être une épine dorsale pour le bon déroulement des travaux de la commission. Cela étant, la commission ne peut pas se permettre de travailler dans le vide. Cette dernière sait qu'un rapport complet du DSES va lui être adressé et l'étude des projets de lois n'aura de sens que si la commission peut les analyser à la lumière dudit rapport. Dans



le cas inverse, la commission va devoir faire deux fois le travail. Une fois, sans le rapport entre les mains, et une fois, avec le rapport entre les mains.

Un député (S) partage l'opinion du président sur le rapport du Conseil d'Etat. Il souhaiterait obtenir du DSES qu'il s'engage, sur la base de la motion du PLR, à une remise du rapport dans un délai bref.

Le président a l'intention de procéder de la manière suivante : définir avec M. Poggia et ses collaborateurs une date où une inscription à l'ordre du jour du PL 12521 pourra être faite. Il souhaite fixer cette date d'entente avec M. Poggia car, rapport du Conseil d'Etat rendu ou non, il ne se voit pas en tant que président commencer à traiter cet objet en l'absence des représentants du département.

Un député (MCG) appuie les propos du président.

Un député (EAG) estime que la question de la publicité de ce rapport est fondamentale pour la commission puisque d'une manière générale il sera compliqué d'entendre des auditionnés si ce document n'est pas public. Il souhaiterait que la commission en fasse la requête auprès du DSES.

Le président indique qu'en termes de méthode de travail, ce n'est pas une requête mais une condition. Une asymétrie d'information n'est pas possible pour faire du bon travail.

Un député (MCG) souhaite savoir si la note promise par le département concernant les grades sera remise à la commission lors de la prochaine séance.

M. Grosdemange répond que cela sera fait. Il demande précisément ce que souhaite obtenir comme informations la commission.

Le président indique que la commission souhaite disposer des évolutions en valeur absolue. Les commissaires souhaitent aussi savoir combien il y a de policiers dans des bureaux et combien il y a de policier sur le terrain, dans la rue.

M. Grosdemange prend note de ces demandes et indique que cela sera fait pour la semaine prochaine.

Une députée (S) souhaite savoir si le rapport mentionnera des propositions du Conseil d'Etat concernant les formations qui seraient envisagées à l'avenir. Elle a cru comprendre que le Conseil d'Etat est lié à Savatan jusqu'en 2022.

M. Grosdemange explique que le volet formation fera partie du rapport. Il est vrai que le volet Savatan s'achève en 2022. Il sait qu'il existe un groupe de travail qui est en cours sur cette question.

***Communication des données par le DSES suite aux questions des commissaires (séance du 21 janvier 2021)***

M. Grosdemange indique avoir reçu les documents concernant les objets « police », il y a une quinzaine de minutes. Il n'a pas encore eu le temps de les consulter. Il demande un temps de préparation avant la communication de ceux-ci à la commission. Il ajoute qu'il est prévu que M. Poggia vienne s'exprimer devant la commission le 11 février 2021.

Le président comprend que le rapport du DSES aura été validé par le Conseil d'Etat à cette date.

M. Grosdemange le confirme. L'idée est également de faire valider par le Conseil d'Etat le principe de la publicité de ce rapport.

M. Grosdemange présente ensuite les éléments transmis à la commission.<sup>7</sup> En 2020, il y avait 255,1 policiers en fonction administrative (derrière un bureau) et 1 236,9 policiers sur le terrain. Il lui a été précisé que la clé de répartition était de partir des sergents majors jusqu'au grade de capitaine pour dire qu'ils étaient en fonction administrative. Ce qui n'est pas tout à fait exact car il y a un commissaire de terrain qui est sur le terrain tous les jours et toutes les nuits alors qu'un autre s'occupe de la soumission des cas (police administrative).

Le président remarque qu'en 2011, il y avait environ 350 policiers en fonction administrative pour un millier de policiers sur le terrain, alors qu'en 2020, il y a « seulement » 255,1 policiers en fonction administrative et 1 236,9 policiers sur le terrain. Ces chiffres indiquent une tendance vers l'augmentation d'agents de terrain. Il y a donc une valorisation de l'action sur le terrain.

M. Grosdemange indique qu'il y a eu une large diminution des postes administratifs en 2016. Il fait également remarquer qu'il y a eu une toute petite inflation sur les dernières années liées aux changements de métiers. Le phénomène criminel de la cybercriminalité est en train d'occuper des ressources en termes de travail administratif.

M. Grosdemange rappelle que la LPol a eu un long accouchement avec des travaux qui ont duré des décennies. Depuis 2011, on observe un affaissement provenant de la mise en œuvre de la recherche de tous les postes occupés par des policiers qui peuvent être remplacés par un administratif. Il y a également la fonction d'agent notificateur qui est censée épauler et décharger les policiers, afin de les remettre sur le terrain.

Une députée (S) demande pour quand est prévu le règlement ASP.

---

<sup>7</sup> Voir Annexe 2 : DSPS, Chiffres police terrain/admin, 21.01.2021

M. Grosdemange ne peut pas fournir une date exacte à la commission. Les syndicats sont en train de faire valoir beaucoup de choses. La situation est actuellement trop volatile pour qu'il s'engage à donner une date précise. En outre, la particularité du règlement ASP est qu'il fédère différentes professions.

Le président souhaite savoir ce qui s'est passé entre 2015 et 2016. Il constate que c'est une année de rupture car en valeur absolue il y a une très forte réallocation entre les postes de fonction administrative et celle de terrain. Il demande quelle a été l'action structurelle ayant amené ce résultat.

M. Grosdemange explique que c'est une conséquence directe de la réorganisation liée à la LPol.

Le président comprend que c'est le résultat d'un long processus et pas simplement une décision unilatérale d'un chef.

M. Grosdemange indique qu'il y a une contextualisation temporelle qui a été opérée justement pour voir à quel point les travaux de la LPol se sont échelonnés dans le temps.

M. Grosdemange rappelle que des commissaires avaient des inquiétudes concernant les états-majors. Ils souhaitaient des chiffres en valeur absolue concernant les officiers supérieurs. Le DSES a considéré que les officiers supérieurs sont les grades de premier lieutenant à capitaine. Il communique les chiffres d'officiers supérieurs de 2011 à 2020 : 63 (2011) ; 72 (2012) ; 72 (2013) ; 66 (2014) ; 65 (2015) ; 64 (2016) ; 67 (2017) ; 67 (2018) ; 67 (2019) et 66.8 (2020). La variation apparaît extrêmement faible.

Un député (UDC) trouve ces chiffres quand même colossaux dans l'absolu. Il ne comprend d'ailleurs pas pourquoi les lieutenants ne sont pas considérés comme des officiers supérieurs.

Le président demande si le total général du nombre de policiers inclut les officiers supérieurs.

M. Grosdemange précise qu'ils sont inclus.

Le président note une augmentation de l'effectif total des policiers de 2011 (1 337 policiers) à 2020 (1 491). En revanche, le nombre d'officiers supérieurs tels que désignés est resté stable. Il y a même une petite diminution relative d'officiers supérieurs par rapport au total général du personnel de police.

Un député (MCG) rappelle que la commission souhaite connaître depuis longtemps les unités, à savoir le nombre de gendarmes, d'appointés, de sergents et sergents chefs, d'adjudants, de lieutenants, de sergents majors, de capitaines, de majors et de lieutenants colonels. Si la réponse n'est pas donnée à la Commission judiciaire et de la police, une question écrite au Conseil d'Etat sera déposée au Grand Conseil.

M. Grosdemange déclare que le DSES n'a rien à cacher. La réponse sera donnée. Il souhaitait juste affiner un tableau Excel indigeste avant de communiquer ces chiffres.<sup>8</sup>

### ***Présentation du bilan de la LPol (séance du 11 mars 2021)***

*Audition de M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat (DSES), de M. Alexandre Vautravers, chargé de projet (DSES), et de M. Sébastien Grosdemange, secrétaire général adjoint (DSES)*

M. Poggia indique que son exposé contient deux parties : il commencera par présenter les motifs pour lesquels ce rapport a été rédigé et abordera ensuite 4 axes principaux présents dans le bilan. Il indique que c'est autour de ces 4 axes que le travail du département s'articulera ces prochains mois, en collaboration avec les partenaires suivants : un groupe de pilotage dont le but est de mettre en œuvre les axes présents dans le bilan, ainsi que les différents partenaires dont les syndicats qui sont à l'origine du travail parlementaire sur lequel la commission s'est penchée.

M. Poggia rappelle qu'il y a eu à la base un malaise qui est arrivé jusqu'au niveau politique. Ce malaise a été mis en évidence par la nouvelle loi sur la police (LPol) qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2016 et dont il rappelle qu'elle avait été acceptée par seulement quelques voix de différence lors de la votation populaire. La manière dont cette loi a été élaborée et le manque de concertation ont eu pour conséquence que cette loi a cristallisé sur elle différents ressentiments généraux sur la police, raison pour laquelle le département a jugé important d'établir ce bilan après 4 ans et demi de mise en œuvre de la nouvelle loi. Le rapport a été soumis au Conseil d'Etat, ainsi qu'à l'état-major de la police et il sera également présenté aux partenaires. Il ne s'agit donc pas d'un résultat final invariable et toute réflexion est la bienvenue. L'élaboration de ce bilan s'est faite dans un esprit de consultation, M. Vautravers a largement dépassé les limites cantonales pour voir ce qui se passait ailleurs afin de comprendre pourquoi les choses ne se passaient pas comme il fallait à Genève.

M. Poggia indique que la volonté d'établir ce bilan est donc née du malaise qui était présent, malaise qui avait été objectivé par le service des psychologues de la police. Concernant l'origine de ce malaise, cette dernière peut être rattachée à différents éléments. Il y a tout d'abord le manque de reconnaissance des carrières professionnelles. De plus, le fait que la formation des policiers se fasse désormais à l'académie de police de Savatan a privé l'académie de police de Genève de son travail, ce qui a été ressenti comme une perte de maîtrise.

---

<sup>8</sup> Voir Annexe 3 : DSPS, Tableau des grades, 05.02.2021

S'ajoute à ces deux premiers éléments le fait que la police genevoise ne soit pas comparable aux autres polices romandes. En effet, Genève présente des spécificités propres qui requièrent des connaissances différentes de celles de polices qui interviennent dans des zones moins urbaines.

M. Poggia précise que le bilan de la loi sur la police est vite devenu un bilan organisationnel de la police pour l'ensemble de ses collaborateurs, qui peuvent être armés ou non armés. En effet, les ASP 1 et 2 sont armés alors que les ASP 3 et 4 ne le sont pas. Il rappelle que la nouvelle loi sur la police est entrée en vigueur en juin 2016, mais qu'elle ne représente en réalité qu'une étape d'une évolution plus générale qui avait commencé depuis plus de 10 ans, durant laquelle la police genevoise a dû s'adapter à de nouveaux défis. Parmi ces nouveaux défis, il y avait notamment l'entrée en vigueur au niveau national du nouveau code de procédure pénale en 2011. Il y avait également la création d'un service des commissaires qui, avant cette modification, étaient au nombre de 7 et qui sont désormais 17 avec des tâches renforcées par rapport à celles qu'ils exerçaient auparavant. Parmi les autres changements importants, il cite la création de la DIROP (direction des opérations), la réorganisation de la police judiciaire en 2014 et l'entrée de Genève à l'Académie de Savatan aux côtés des Vaudois et des Valaisans en 2016. La loi sur la police était donc le résultat de 10 ans de réflexion interne. Au moment d'élaborer cette nouvelle loi, des choix ont été faits. Il faut reconnaître qu'il y a eu des maladroites au moment de procéder à ces choix. Les corps uniformés ont des codes et ces codes sont importants : par exemple, le fait d'avoir supprimé la gendarmerie l'année de son 200<sup>e</sup> anniversaire n'a certainement pas été la décision la plus subtile, d'autant plus qu'il aurait été possible de restructurer le corps de gendarmerie plutôt que de le supprimer. Cette erreur est due à un manque de concertation et d'accompagnement : la volonté était d'aller vite et d'être efficace, mais cette modification a entraîné des changements structurels importants qui n'ont pas été suffisamment accompagnés. La position actuelle n'est plus aussi tranchée. Il y a dans cette LPol de très bonnes choses, mais il y a également des éléments qui doivent être changés. Il ne s'agit donc pas de jeter la totalité de cette loi et d'en faire une nouvelle, mais plutôt d'améliorer ce qui doit être amélioré en fonction de l'expérience acquise ces dernières années. Dans le rapport, on constate que la LPol n'a pas détérioré la situation de la sécurité dans le canton, Au contraire, les chiffres vont dans le bon sens. On voit donc que les policiers sont capables de faire la part des choses entre leur mission et ce qu'ils ont vécu à l'époque comme des brimades.

M. Poggia passe ensuite aux 4 sujets principaux ressortant du bilan qu'il souhaite présenter à la commission, à savoir (1) la structure et l'organisation,

(2) la conduite et la gouvernance, (3) les ressources humaines et la formation et (4) la sécurité de proximité.

M. Poggia commence par **la structure et l'organisation**. La police était composée, avant l'entrée en vigueur de la LPol, de 3 services avec des grades distincts. Contrairement à ce que certains nostalgiques de l'ancien système disent, il y avait peu de collaboration transversale entre les différentes composantes de la police. Il y avait une police judiciaire avec des commissaires, une gendarmerie dont un cinquième des postes était attribués à la police de proximité, la protection diplomatique et la police de l'aéroport avec à côté de ces différents service un état-major qui les appuyait dans leurs activités. Dans le système prévu par la nouvelle LPol, depuis 2016, la police compte 5 services : la POL SEC (police secours), la POL PROX (police de proximité), la PI (police internationale), la PJ (police judiciaire) et la POL ROUT (police routière). En plus de ces 5 services opérationnels, il y a un service d'appui, ainsi que des commissaires. Certains ont critiqué cette nouvelle organisation des services en argumentant qu'elle créait des silos incapables de travailler les uns avec les autres. Certains services ne disposent pas des effectifs souhaitables pour remplir leurs missions et cela a pour conséquence que ceux qui ont des effectifs bien en-dessous de l'effectif souhaitable se considèrent comme moins essentiels que les autres services.

M. Poggia précise qu'il n'est pas vrai qu'il n'y a pas de collaboration entre les différents services. La présence de la direction des opérations permet un travail transversal. Ce travail transversal non seulement existe, mais il se fait même mieux qu'avant. Il faut toutefois reconnaître que la boutade qui consiste à dire que lorsque deux uniformés se croisent, la première chose qu'ils regardent c'est l'unité à laquelle l'autre appartient est en partie présente dans la pratique. Le sentiment de corps qui était très fort dans l'ancien système est un peu moins présent que par le passé. Il faut reconnaître qu'on retrouve dans les services actuels une attitude selon laquelle le but de chaque service est de s'occuper de ses propres affaires et d'essayer le moins possible de se retrouver face à des situations qui nécessitent de donner des forces à un silo pour aller en aider un autre. C'est un problème, mais ce problème n'est pas lié à la clarification des compétences de chaque silo, car les 5 services ont chacun des missions qui sont claires. Pour ces raisons, cette structure ne devrait pas être changée pour autant que le travail se fasse correctement. Un changement de structure nécessite d'importants changements structurels et entraîne de grands chamboulements, raison pour laquelle cette approche n'est pas souhaitable, car elle déstabiliserait à nouveau l'ensemble du système.

M. Poggia, s'agissant du PL 12521 qui propose le retour de la gendarmerie, ne pense pas que cette proposition représente une plus-value tel qu'elle est

présentée dans ledit projet de loi. Si l'on souhaite le retour d'une gendarmerie, cette idée est tout à fait envisageable. Il y a apparemment une demande présente au sein de la base pour un retour d'une gendarmerie. Il n'y a pas d'empêchement à décider d'un tel retour, à l'exception du fait qu'il faut faire attention de ne pas créer une double strate en créant une strate inutile. Il faut que ce retour de la gendarmerie serve de signe de reconnaissance et qu'il améliore la transversalité et la coresponsabilité entre les services. Si le retour de la gendarmerie le permet, alors le département n'a pas d'objection à le faire et n'y est pas opposé.

M. Vautravers indique qu'il y avait à l'époque des raisons objectives pour un changement et que la LPol constitue l'aboutissement et le fruit de ces réflexions. Il rend attentif sur le fait que revenir à un ancien système alors que les outils de travail ont changé est quelque chose de difficile et qu'il vaut mieux adapter les outils actuels plutôt que de revenir à un ancien système qui ne permettrait pas de faire face aux nouveaux défis. La LPol permet de répondre à ces nouveaux défis alors que l'ancienne structure ne le permettait pas.

M. Vautravers aborde le deuxième axe du rapport, à savoir **la conduite et la gouvernance**. Il y a eu des critiques sur le travail de l'état-major actuel qui est composé d'une douzaine de personnes. Il s'agit en réalité d'un conseil de direction et non pas d'un véritable état-major opérationnel. Il reconnaît qu'un travail de mise en valeur de deux postes clés doit être fait. Il s'agit du poste de chef opérationnel (poste actuellement occupé par M. François Waridel) chargé de la conduite et de la gestion des opérations et du poste de chef d'état-major (poste actuellement occupé par M. Christian Cudré-Mauroux) chargé des services administratifs et de tous les services d'appui qui permettent la gestion opérationnelle des événements. Aujourd'hui, selon l'heure à laquelle un événement intervient, les intervenants sont différents, ce qui crée des confusions. Le chef des opérations n'est pas un véritable chef d'orchestre et il est lui-même à la tête d'un service opérationnel. Cette double responsabilité donne aux différents majors qui sont à la tête des services la possibilité d'être des facteurs de frein face aux décisions qui sont prises par le chef opérationnel, ce qui pose problème. M. Vautravers indique que par souci de clarification, il faudrait faire en sorte que le chef opérationnel soit un véritable chef d'orchestre et que de manière symétrique le chef d'état-major soit lui aussi un chef d'orchestre des projets sur le long terme, ce qui pourrait améliorer sensiblement le fonctionnement de la police.

M. Poggia reconnaît que l'état-major actuel ne fonctionne pas comme souhaité. Il n'y a pas un véritable esprit de camaraderie. Le changement de culture ne pourra être implémenté que de la manière suivante. Il y a actuellement trop de chefs et celui qui devrait être le chef d'orchestre de tous

ces chefs ne parvient pas à faire en sorte que les gens aient du plaisir à travailler ensemble. Cela se ressent au sein des équipes. Le fait que tout en haut de l'organigramme, les personnes ne s'apprécient pas comme il faudrait se ressent au sein des services et cela a pour conséquence que les gens ne sont pas solidaires entre eux. Cette situation nuit également à la mobilité et à la transversalité, car ces mésententes font que l'on n'a pas envie de passer d'un service à l'autre. Il s'agit d'un sujet important et le problème n'est pas qu'une question de personnes. Au niveau de la gouvernance de la police, la structure est trop lourde et la grande spécificité des tâches nuit à la collaboration entre les différentes spécialités. Il faut certes des spécialistes et la police ne peut pas être composée de généralistes, cependant cela ne veut pas dire que les spécialistes ne peuvent pas travailler ensemble. Le fait d'avoir une école de police unique où l'on forme ensemble les futurs gendarmes et les futurs inspecteurs ne doit pas avoir pour conséquence de revoir à la baisse le niveau de base commun à toutes les personnes qui sortent de cette école. Au contraire, c'est parce que ces spécificités sont présentes qu'elles sont complémentaires. Il est donc important de trouver le juste équilibre entre la complémentarité des différences et la chasse gardée qui se crée entre les différents services. Si l'on utilise les forces au bon endroit au bon moment, il y a suffisamment de personnes à disposition pour éviter que des services se retrouvent en sous-effectif. La critique qui a souvent été faite est qu'il y a trop de gradés et pas assez de personnes sur le terrain. Cette critique n'est qu'en partie justifiée. Il faut garder en tête que les grades du système précédent et les grades actuels ne coïncident pas toujours. On se rend compte aujourd'hui qu'il y a eu une modification entre l'avant LPol et l'après LPol. Sous l'ancien système, il y avait 4,7% de cadres supérieurs, alors que l'on en compte actuellement 4,5%. La question demeure de savoir si ces cadres ont effectivement un travail de cadre supérieur. Il faut distinguer le grade, la fonction et le rang. Encore trop souvent aujourd'hui, le fait d'occuper une fonction suffit pour l'attribution d'un grade. La pratique qui consiste à automatiquement faire suivre les grades en fonction des fonctions doit être modifiée à l'avenir.

M. Poggia aborde ensuite **les ressources humaines et la formation**. Il est reconnu que le fait de confier à l'académie de police de Savatan la formation de policiers n'a pas été bien amené. Ce changement a été ressenti comme une perte d'attribution aux compétences genevoises. Il indique qu'il est le président de cette académie à partir du début de cette année. Il considère que cette école unique a représenté une réelle amélioration et que la prise en compte des demandes genevoises au sein de l'académie est bonne. La police genevoise a des exigences qui ne sont pas les mêmes que celles de n'importe quel policier au sein des autres polices romandes. La principale critique qui était faite à



l'époque à l'encontre de cette formation unique était que la formation était une formation militaire et qu'elle n'offrait pas aux futurs policiers la connaissance du terrain et l'apprentissage des outils informatiques utilisés à Genève. Ainsi, les nouveaux brevetés qui sortaient de Savatan étaient inutilisables lorsqu'ils arrivaient à Genève. Face à ce constat, beaucoup ont dit que cela ne servait à rien d'aller se former à Savatan. Depuis, les choses se sont améliorées, notamment avec la mise en place d'une nouvelle formation et l'adoption d'un nouveau « concept général de formation ». Désormais, le brevet s'obtient après deux ans de formation et non plus en une année. Dans ce nouveau système, la personne suit une année de cours à Savatan et réalise ensuite deux stages au cours de sa deuxième année de formation. C'est seulement à la suite de cette deuxième année de formation que les examens pour le brevet sont passés. Il existe encore un potentiel d'amélioration de ce système. Il faudrait pouvoir faire en sorte qu'avant même d'entrer à Savatan, les personnes sachent où elles vont aller dans la suite de leur carrière parce que quelqu'un qui entre en voulant aller dans la police routière n'a bien évidemment pas les mêmes besoins en termes de formation que quelqu'un qui souhaite devenir inspecteur. Pour cette raison, il est nécessaire de pouvoir avoir des plans de carrière afin d'éviter les pertes de motivation chez des jeunes qui se retrouvent dans des services auxquels ils ne veulent pas appartenir.

M. Poggia n'est pas favorable à l'idée selon laquelle il faudrait faire revenir la formation à Genève et quitter l'académie de Savatan. Il souhaite plutôt travailler à la création d'une formation unique pour l'ensemble de la police romande. Le fait de travailler avec des gens qui viennent d'ailleurs constitue une richesse dans la mesure où cela permet des échanges. Cependant, cela n'empêche pas qu'il est nécessaire d'utiliser les compétences locales, notamment les compétences pour la formation qui existent à Genève. Il faut que ces pôles de compétence soient mis à profit. Par exemple, les agents de police municipale sont actuellement formés à Genève et il faut que ces compétences soient mises à disposition de cette académie romande qu'il appelle de ses vœux. Savatan va devoir être quitté et des recherches sont en cours pour trouver un nouveau lieu de formation qui soit plus proche de Genève et qui puisse offrir des structures permettant une formation plus large encore. Le Département fédéral de la défense parle notamment d'un site à Moudon et le travail de discussion sur cette proposition est en cours. Moudon est un lieu central en Suisse romande, ce qui permettrait de faire adhérer à cette académie les autres cantons. Genève est clairement le canton qui forme le plus de policiers en Suisse romande et donc Genève a son mot à dire sur ces questions. La formation n'est pas la seule question qu'il faut avoir à l'esprit : il faut également penser au fait que la carrière se poursuit avec la mobilité

interne. Sur ce point, le brevet unique de police avait pour but de faciliter la mobilité entre les services, mais force est de constater que cette mobilité est encore compliquée pour beaucoup de raisons, notamment en raison du clivage qui existe entre la police judiciaire et les uniformés. L'idée selon laquelle la police judiciaire se croit supérieure et qu'elle est composée d'intellectuels aux yeux de la police uniformée est encore bien présente et un travail doit être fait à ce niveau. Ce que demande la police judiciaire, c'est avant tout d'être reconnue pour ses qualités. Les critiques qui ont été faites sur la LPol ont, dans leur ensemble, été plutôt dépréciatives du travail de la police judiciaire. Il n'y a pas de mal à dire que le travail de la police judiciaire est différent de celui de la police uniformée. Le fait d'obliger le port de l'uniforme et la création de grades uniques sans l'accompagnement nécessaire ont eu pour conséquence un aplatissement général. Le fait d'avoir tellement insisté à mettre des grades militaires, y compris au sein de la police judiciaire, a été mal ressenti, principalement parce que ce changement a été mal accompagné. Ce travail d'accompagnement a commencé et doit se poursuivre. De nombreuses questions en lien avec la transparence dans l'attribution des promotions ont également été soulevées. Le manque de transparence et le copinage sont des critiques récurrentes qui doivent être entendues et ces pratiques doivent cesser. Le manque de transparence crée un malaise et une situation de défiance de la base vis-à-vis de la hiérarchie qui elle-même contribue à ce malaise. Cette question est prise au sérieux par les ressources humaines de la police et beaucoup de travail reste encore à faire. La police dispose de son propre RH et de son propre service juridique. La police est donc un office, mais elle reste une institution particulière au sein de laquelle la gouvernance politique a de la peine à mettre de l'ordre.

M. Poggia passe au volet de **la sécurité de proximité**. Dans le rapport de la Cour des comptes, il est fait état d'un manque de clarté sur les délimitations de compétences entre d'un côté les 17 polices municipales et de l'autre côté la police de proximité. Ce manque de clarté est aussi mis en avant dans le cadre de la question du socle de sécurité de proximité qui devrait être atteint partout. Il y a donc une coopération difficile entre la POL PROX et la police municipale. Il faut reconnaître qu'il y aura toujours des policiers qui seront obligés de faire des tâches de police de proximité, mais cette question de la collaboration entre ces deux entités est avant tout une question de définition. D'un côté, il y a 45 interlocuteurs que sont les communes et de l'autre côté il n'y a qu'un seul interlocuteur, à savoir le canton. Certaines communes ont compris que les temps ont changé et que les polices municipales doivent désormais remplir une mission qui est différente de ce qu'elles avaient l'habitude de faire le siècle dernier. D'autres communes, en revanche, le

comprennent moins bien. Il faut que cela change. Il est compliqué de trouver le cercle au sein duquel ces discussions doivent avoir lieu. Il y a l'association des communes genevoises qui a sa commission de sécurité, mais il y a aussi la commission consultative de sécurité municipale. Il est impossible d'imposer quelque chose aux communes sans les faire participer à la discussion. La Cour des comptes souhaiterait qu'il n'y ait qu'une seule police de proximité cantonale de par l'intégration des polices municipales. Selon M. Poggia, cette solution ne pourra jamais voir le jour, car on ne voit pas comment on pourrait priver les communes de cette prérogative. Il serait par ailleurs malsain de priver les communes de cette tâche de proximité. La question importante à régler est celle de la définition. Il ne s'agit pas d'intégrer la police municipale dans la police cantonale, ce qui impliquerait des changements en termes de formation. Il faudrait peut-être exiger que tous les APM soient des ASP, comme c'est d'ailleurs le cas dans le canton de Vaud. Il serait en effet plus simple de discuter des missions avec des personnes qui sont réellement à mêmes de les remplir. Aujourd'hui, les polices municipales ne peuvent pas exercer certaines missions, car elles ne bénéficient pas de la formation nécessaire. Il faut tout d'abord se mettre d'accord sur ce qu'est la sécurité de proximité et avoir une définition commune entre le canton et les communes. Certaines communes considèrent que pour un accident de la route avec des dégâts matériels, la police municipale est compétente pour faire le rapport, mais souvent, c'est la police routière qu'on appelle. Cela démontre l'importance de fixer d'abord la définition et de définir ensuite un socle minimum devant être assuré par les communes. Il faut donc dans un premier temps définir quelles sont les compétences que doivent avoir les polices municipales pour assurer ce seuil minimum, puis se mettre d'accord sur la formation et notamment sur la question du port de l'arme. A terme, l'objectif doit être de n'avoir qu'un seul corps de police municipale, comme cela est déjà le cas pour les pompiers professionnels. Cette police municipale unique sera alors chargée de la sécurité de proximité en collaboration avec le canton. Il est important d'avoir une politique commune de sécurité de proximité à laquelle participe les trois acteurs que sont le Ministère public, le canton et les représentants des communes. Il est impératif que la sécurité de proximité reste une tâche remplie par les communes. Les tâches en lien avec la sécurité de proximité ne vont faire qu'augmenter à l'avenir. La connaissance des personnes et de leur lieu d'habitation est très importante pour la sécurité de proximité, raison pour laquelle les communes ont un rôle important à jouer qui est un rôle valorisant. Le travail va commencer avec l'ACG et se poursuivra directement avec les communes. Un document sur la stratégie est déjà présent au sein de l'association des communes genevoises et les discussions qui ont lieu avec les communes sont fructueuses, selon M. Vautravers. Il rappelle que l'expérience

Covid a permis une meilleure coordination entre les polices municipales et également entre la police municipale et la police cantonale.

M. Poggia indique pour conclure qu'un comité de pilotage composé de quatre personnes va être créé dans le but de mettre en œuvre les différents axes qu'il vient de présenter. La question de la sécurité de proximité sera pilotée par le département étant donné qu'il s'agit d'une question qui est traitée en collaboration avec les communes. Concernant le dépôt des textes qui doivent servir à mettre en œuvre ces axes, il indique que des modifications législatives seront nécessaires. Le travail se fait de manière constante en collaboration avec la commission du personnel et avec les syndicats, car ces derniers doivent pouvoir servir de voie de communication avec les personnes concernées afin d'éviter les malentendus.

### *Questions des député-e-s*

Un député (PLR) souhaiterait que les auditionnés expliquent les rôles respectifs de la direction des opérations par rapport à ceux de l'état-major (cf. schéma intitulé « Figure 2 » et présent à la page 12 du bilan concernant la partie de droite de ce tableau qui se réfère à la situation depuis 2016).<sup>9</sup> Il aimerait connaître le rôle des commissaires : il demande si ces derniers remplissent des tâches spécialisées et s'enquiert de leur rôle hiérarchique par rapport aux majors.

M. Poggia précise que le chef d'état-major représente la direction administrative tandis que la direction des opérations occupe la position d'un directeur placé au-dessus des responsables des différents services. M. Vautravers ajoute que l'organisation qui est présentée à la page 12 du bilan est une organisation spécifique à la police genevoise. Au milieu des années 2000, les grands événements se sont multipliés, ce qui a rendu nécessaire la création d'un service qui permette de fédérer l'ensemble des services de la police. Face à ce type de grands événements, il est en effet nécessaire de pouvoir faire appel non seulement à la gendarmerie, mais également à la police internationale. Or, cela n'était pas possible sous l'ancien système. Dans le nouveau système, il est désormais possible de puiser dans toutes les réserves à disposition. La création de la direction des opérations a donc été pensée à l'origine comme un organe de planification pour l'ensemble des services de police. Avec 4 ans et demi de recul depuis l'implémentation de ce nouveau système, l'on constate que face à des événements de grande ampleur qui nécessitent l'implication de plusieurs services, l'on ne se trouve plus dans une

---

<sup>9</sup> Le rapport sur la M 2540, ainsi que le Bilan de mise en œuvre de la loi sur la police (LPol) sont disponibles sous : <https://ge.ch/grandconseil/data/texte/M02540A.pdf>

situation d'intermittence et que la direction des opérations assure désormais ce suivi de manière permanente.

Un député (MCG) indique qu'il est difficile d'imaginer qu'un gendarme du maintien de l'ordre ait les mêmes besoins de formation qu'un inspecteur de la brigade financière de la police judiciaire. Sa deuxième question concerne les critères de fixation des salaires. Il semblerait qu'il y ait eu une inflation au niveau des salaires avec la mise en place de la nouvelle organisation en raison du fait qu'il y avait au sein de ladite organisation davantage de personnes qui occupaient des postes plus élevés. Il demande s'il est possible d'obtenir des informations sur cet élément statistique. Concernant l'attribution des grades et les problèmes en lien avec le copinage, il estime qu'il s'agit peut-être davantage d'une question opérationnelle. Il pose une dernière question en lien avec l'éventuel retour de la gendarmerie et la redéfinition de la police de proximité. Si l'on souhaite réellement mettre en place ces deux chantiers, cela ne pourra être fait sans modifier la loi. Il remarque que le rapport ne mentionne pas de modifications législatives et aimerait entendre les auditionnés sur la manière dont ces modifications se feront.

M. Poggia aborde la question de la formation. Il reconnaît que la police judiciaire présente peu d'éléments en commun avec la police de terrain et l'on peut par conséquent se dire que cela ne sert pas à grand-chose de rassembler ces personnes à Savatan pour leur formation. Cependant, il pense que celui qui souhaite entrer dans la police doit avoir un socle de base. Cette formation commune à tous est d'autant plus souhaitable si l'on veut pouvoir encourager la transversalité. Pour que les personnes puissent passer d'un service à un autre, il est nécessaire que tout le monde suive cette même formation de base. Une possibilité serait de créer des modules différents au sein de cette même formation, modules qui seraient plus adaptés au travail auquel la personne souhaite se diriger par la suite.

M. Grosdemange répond à la question en lien avec les masses salariales et indique qu'il est en mesure de fournir cette statistique à la commission. Il donne l'exemple des commissaires. Sous l'ancien système, les commissaires étaient en classe 27 et 28, alors que dans le système actuel, le major qui commande les commissaires est en classe 27. Cet exemple donne une idée du panachage qui s'est produit au cours duquel il y a eu une grande évolution de la masse salariale. L'évolution spécifiquement due aux basculements engendrés par la nouvelle LPol n'a pas fait l'objet de statistiques séparées, mais ces statistiques peuvent être obtenues. L'on peut d'ores et déjà affirmer qu'il y a eu des hausses et des baisses. Un autre élément important à relever est que tous les postes de remplaçants ont été supprimés.

M. Poggia ajoute que le passage automatique du premier lieutenant au rang de capitaine par le seul écoulement du temps a également été supprimé et qu'il est désormais obligatoire de passer par un "assessment" avant de devenir capitaine. Concernant la dernière question relative aux modifications législatives, M. Poggia précise qu'il y aura bien entendu des changements législatifs à adopter, mais que contrairement à ce que certains disent, toute la LPol n'est pas à abandonner. Il y aura des choses à modifier si l'on souhaite recréer une gendarmerie. Il reconnaît que l'appellation « gendarmerie » est quelque chose d'important dans la culture de la police. Il note que pour le rôle des commissaires, il sera aussi nécessaire de changer la loi.

Un député (UDC) demande si le nouveau système ne peut pas avoir pour conséquence de péjorer le temps d'intervention dans la mesure où ce n'est plus automatiquement la police la plus proche qui intervient. Il se demande si le nouveau système qui est envisagé sera un système sur concours. Il insiste sur le fait que le copinage flagrant est détestable et qu'il casse l'esprit de corps. Concernant la formation, il demande s'il existe toujours un centre de formation des APM à Genève et, si tel est le cas, si le maintien de ce centre de formation n'entraîne pas des dépenses inutiles. Il considère étrange le fait de préférer former les futurs policiers dans un autre canton, étant donné que la proximité est un avantage pour les policiers.

M. Vautravers aborde la première question sur l'intervention de la patrouille la plus proche : il confirme que cette pratique est toujours en vigueur aujourd'hui. A la centrale d'engagement, il est possible de voir en direct le positionnement de toutes les patrouilles, ce qui permet de prendre des décisions de bonne qualité lorsqu'il faut décider d'envoyer une patrouille pour une intervention urgente.

M. Grosdemange évoque la question relative aux ASP. Il indique que ces derniers peuvent intervenir sur le moment, ce qui n'empêche pas que la situation soit reprise par la suite par le service compétent qui dispose des compétences spécifiques nécessaires face à cette situation donnée.

M. Poggia, sur la question du copinage, dit partager l'avis du député (UDC) selon lequel il s'agit d'un phénomène qui génère un manque de motivation, car les personnes ont l'impression que leur travail n'est pas reconnu. Ceci est particulièrement problématique lorsque des personnes constatent que quelqu'un est nommé sans même que le poste ait été mis au concours. Dans d'autres cas, la personne postule et on fait passer quelqu'un d'autre uniquement parce que cette personne connaît le supérieur hiérarchique. Il précise prendre cette problématique très au sérieux. En sa qualité de chef du département, il doit valider toutes les promotions, ce qui est compliqué pour lui dans la mesure où il ne peut pas demander à voir l'ensemble des

candidatures pour s'assurer que le meilleur candidat ait été retenu. Il faut tout au moins pouvoir garantir que le poste fasse toujours l'objet d'une annonce, car cela permet une visibilité. Il faut également s'assurer qu'aucun candidat qui ait passé l'assessment ne soit éliminé d'entrée de cause. Tous les candidats qui disposent des compétences requises doivent impérativement faire partie du processus de sélection. Ce processus de sélection doit être composé d'une personne provenant des ressources humaines, ainsi que d'une personne provenant de la hiérarchie. Ce sont les solutions qui peuvent déjà être implémentées. Il considère que le fait de sentir qu'un contrôle est mis en place fera changer les comportements. Cependant, il rend attentif au fait qu'il s'agit de modifier des décennies de mauvaises habitudes et que cela prend du temps.

M. Poggia aborde ensuite la question du lieu de formation. Il y a, dans la formation de policier, des éléments de base qui doivent de toute façon être enseignés dans tous les cantons. Il est donc possible de créer des économies d'échelle en réunissant les cantons au sein d'un seul lieu de formation. Le fait de mettre ensemble des écoles de police qui comportent chacune une cinquantaine d'aspirants permet également d'éviter de se retrouver avec des écoles déconnectées du reste de la Suisse romande. Il estime que l'on a assisté à une belle amélioration au niveau de la formation au cours de ces trois dernières années. Néanmoins, il dit avoir entendu parler d'abus sexistes à Savatan dont se plaignait une aspirante vaudoise. Il indique que des recadrages sérieux ont été apportés suite à cette situation. Il faut être rigoureux face à l'humour très machiste qui peut être présent au sein des corps de police. La hiérarchie se doit de lutter contre cela et de lutter également contre la corruption. Il est important de rendre les policiers attentifs aux situations dans lesquelles ils peuvent se retrouver. Les policiers doivent non seulement être irréprochables, mais ils doivent être au-dessus de tout soupçon.

Le député (UDC) demande si le centre de formation de Genève fonctionne toujours pour la formation de certains policiers.

M. Vautravers précise que cet établissement fonctionne toujours pour l'ensemble des APM. Certaines catégories d'ASP sont également formées à Genève. C'est le cas des ASP 1 et 2 qui sont en civil et qui sont des personnels d'accueil qui fonctionnent dans des centrales d'engagement. A l'inverse, les ASP 3 et 4 qui sont armés sont quant à eux formés de manière centralisée à Savatan. Des discussions sont en cours sur la possibilité de former des ASP 3 et 4 à Genève, mais comme il s'agit d'un nombre d'aspirants plus faible, il y a des intérêts à faire en sorte que ces formations soient communes pour diminuer les coûts. Les formateurs sont issus d'un pôle commun de formateurs et ils proviennent de la police de la Ville de Genève, ainsi que de la police cantonale.

Un député (S) soulève la question du rattachement de l'IGS au Ministère public. Il n'est pas convaincu que le fait que l'IGS dépende du Ministère public soit une bonne solution.

Le même député (S) évoque le PL 12521 et indique que la commission a estimé que ce projet de loi était abouti. Il demande si le comité de pilotage qui va être créé consultera ce projet de loi. Il note que dans l'hypothèse où le département estime que ce projet de loi est suffisamment abouti, rien n'empêche que la commission travaille sur ce projet et que le département revienne auprès de la commission avec des propositions d'amendements. Il considère qu'il serait intéressant que le département dise ce qu'il pense de ce projet de loi. Il note également que M. Poggia a indiqué que ce travail serait réalisé d'ici la fin de l'année et demande si cela est certain. Il estime qu'il est impératif que le travail soit fini avant la fin de la présente législature afin d'éviter de perdre tout ce qui a déjà été fait et de devoir tout recommencer.

M. Poggia précise, sur le rattachement de l'IGS au Ministère public, qu'il travaille en collaboration avec le Ministère public. La police des polices est une question problématique où qu'elle se trouve. Au niveau de son organisation, il y a des réflexions en cours. Le Ministère public reste le maître de l'action pénale dans la mesure où c'est lui qui la met en œuvre. Si la police n'est pas au service du Ministère public, il y a une perte d'efficacité. Si le Ministère public devait demander l'avis du conseiller d'Etat pour pouvoir mettre en œuvre la police, ce serait également problématique. Il reconnaît que cette solution n'est pas idéale, mais il rappelle que cette solution est conforme au code de procédure pénale et qu'il s'agit sans doute de la moins mauvaise des options. Il estime que mettre en place une indépendance totale de la police serait également problématique. Une police qui mènerait des enquêtes sans que personne ne les contrôle poserait également problème, raison pour laquelle il n'y a pas de solution miracle.

M. Poggia en vient au PL 12521 et il indique que le comité de pilotage a lu ce projet de loi. Le bilan le mentionne, notamment sur la reconstitution de la gendarmerie. Ce projet de loi contient de bons éléments. Il partage la préoccupation du député (UDC) de s'assurer que ce travail soit achevé avant la fin de la législature. Il précise que le but est de pouvoir terminer avant la fin de l'année 2021 afin de pouvoir consacrer l'année 2022 à la mise en place des nouvelles solutions. Il constate que lorsque le projet de loi avait été déposé, il y avait une hâte de remettre certains sujets sur la table. Il y a actuellement une relation de confiance, d'écoute et de dialogue avec la police qui permet au travail de se faire en commun : il ne voudrait pas accélérer de manière trop brutale ce travail en raison d'une urgence de calendrier d'une commission



parlementaire et risquer ainsi de mettre en danger cette bonne collaboration qui est actuellement présente.

Une députée (S) relève une contradiction dans ce qu'ont présenté les auditionnés au sujet de la formation. Il a été dit que les personnes formées à Savatan avaient l'impression, à l'occasion de leur retour dans le canton, de ne pas avoir acquis les compétences nécessaires pour pouvoir directement exercer leur métier. Avant de penser à d'éventuelles économies d'échelle, il faut déjà s'assurer que ces formations permettent aux personnes qui y participent d'exercer leur métier dans leur canton. Elle demande si ce nouveau système est adoubé par les uniformés. Elle note que les ASP genevois et vaudois sont formés ensemble, alors que leurs missions ne sont pas les mêmes. Au sujet de l'argument selon lequel un lieu de formation unique permettrait une meilleure mobilité intercantonale, elle souhaite savoir si cela représente réellement un aspect primordial dans la mesure où il a une reconnaissance fédérale du diplôme.

M. Poggia reconnaît qu'en 2016, il y a eu des critiques de la part des services dans lesquels les brevetés revenaient après leur formation d'une année à Savatan. Le problème était qu'ils apprenaient à travailler sur des outils informatiques qui n'étaient pas ceux utilisés à Genève. Il se demande s'il faut pour autant réfléchir à un retour de la formation à Genève. Le canton du Jura forme ses futurs policiers à Neuchâtel. Fribourg les forme à Fribourg, mais ce n'est en réalité pas une école purement cantonale car les aspirants se rendent également dans d'autres cantons pendant leur formation. Dans tous les cas, les examens du brevet sont organisés par l'Institut suisse de police qui s'assure que le niveau est atteint de la même manière partout. Par rapport au niveau de formation exigé par l'institut suisse de police, le système actuel n'est pas à remettre en cause, car les résultats obtenus sont très bons avec 99% de réussite à Savatan. Cela signifie que cette formation est adaptée aux exigences de l'ISP. Il dit avoir l'impression qu'il y a moins de critiques actuellement que par le passé, notamment en raison du fait que la formation se déroule désormais sur deux ans et qu'elle inclut des stages. Il convient de décider si Genève souhaite participer à une construction commune intercantonale, en gardant à l'esprit que la certification est de toute façon la même étant donné qu'elle provient de l'ISP. Concernant la formation des ASP, il n'est pas possible aujourd'hui, faute d'éléments, de déterminer si leur formation était meilleure par le passé lorsqu'elle se faisait à Genève, mais l'impression du département est que le système actuel est favorable.

Un député (MCG) considère qu'il est étrange que l'académie de Savatan présente un taux de réussite de quasiment 100% sur les cinq dernières années, alors que dans beaucoup d'autres formations, les taux d'échec sont beaucoup

plus élevés. Il est rare d'atteindre un taux de réussite de 100% et il se demande comment ce taux si élevé et constant à Savatan sur les cinq dernières années peut s'expliquer.

M. Poggia précise que ce n'est pas Savatan qui fait passer les examens, mais un institut suisse qui fait passer les mêmes tests partout en Suisse. Une explication possible de ce très haut taux de réussite pourrait être la sélection des candidats à l'entrée qui est devenue plus difficile que par le passé et qui peut avoir comme conséquence que les candidats qui se présentent aux examens du brevet sont des candidats de meilleure qualité. En effet, étant donné qu'il y a plus de candidats que de postes à pourvoir, une sélection rigoureuse est faite avant même l'arrivée des aspirants à Savatan.

Le même député (MCG) relève un aspect très militaire de la formation, qui a lieu loin du domicile et du foyer de l'aspirant. Il pense que cette décentralisation a eu pour conséquence de démotiver certaines personnes à entrer à l'école de police, car il est impossible de faire les allers-retours tous les jours depuis Genève. La place de Savatan est une place d'armes où les personnes s'exercent à faire la guerre. Ce système crée une inégalité de traitement dans la mesure où il favorise les personnes qui sont proches de Savatan et, à l'inverse, représente une contrainte pour ceux qui habitent loin. Il considère qu'il est préférable de revenir à une école de police qui soit située à Genève et qui ne soit pas une école militaire. Il rappelle qu'il y a eu plusieurs dysfonctionnements par le passé à Savatan, alors que l'ancien magistrat en charge du département n'a cessé de dire que tout fonctionnait correctement. Il rappelle également que lorsque certains commissaires avaient demandé à ce que la commission visite cette place d'armes, la majorité PLR et PDC s'y était opposé.

M. Poggia précise que la commission est la bienvenue à Savatan. Il suffit d'organiser une visite pour que les commissaires se rendent sur place. Il considère qu'il ne faut pas juger la motivation que l'on aurait soi-même en fonction du lieu de formation. Il fait une corrélation entre les résultats d'examens et la motivation. Il reconnaît qu'il n'est pas simple de quitter Genève pendant un an pour se former à Savatan, mais il précise que la moyenne d'âge des aspirants lors de leur entrée à l'école se situe autour de 25 ans. Quant à la vision qui consiste à défendre une formation à Genève, elle s'avère respectable, mais il y a autant d'arguments à avoir une école commune pour les cantons romands, peut-être plus proche.

Un député (PLR) estime que tout ce qui vient de l'armée n'est pas forcément mauvais et pense également que la suppression du terme de gendarmerie était une erreur, car cela a été ressenti comme une offense. Le terme de gendarmerie apparaît sur les véhicules de police dans certains

cantons. Le retour de l'usage de ce terme dans la police genevoise permettrait une meilleure adhésion du corps de police à l'avenir. L'appellation « gendarmerie » est par ailleurs préférable à celle de « police secours ». Concernant la suite des travaux, il constate que la motion que le PLR avait déposée il y a deux ans reçoit une réponse sous la forme d'un bilan. Il trouverait dommage que ce travail ne soit pas accéléré. En gardant à l'esprit que ce bilan constitue une réponse à ladite motion, il propose que la commission adopte la motion telle qu'elle a été déposée. Soit le bilan est un document annexé à la motion, soit la commission dépose un rapport portant sur la motion sans le bilan et ainsi le Conseil d'Etat pourra répondre à la motion en reprenant le contenu du bilan. Il note que dans tous les cas, cela n'empêche pas le Conseil d'Etat de continuer à avancer sur l'élaboration d'un projet de loi dans le but de mettre en œuvre les corrections suggérées dans le bilan. Dans le même temps, il propose que les autres projets de lois concernant la police soient mis de côté et qu'ils soient remis à l'ordre du jour lorsque la commission traitera du projet de loi du Conseil d'Etat sur l'avenir de la police. Il demande aux commissaires si cette méthode de travail leur convient. Il demande également à M. Poggia quelle méthode lui semble la plus convenable étant donné que le bilan est un document confidentiel.

M. Poggia confirme que le bilan est en effet confidentiel. Il estime que certaines personnes donnent une importance excessive à ce rapport et qu'il pourrait être rendu officiel relativement facilement. Il reconnaît que la gestation de ce document a été longue en raison de la crise sanitaire, mais il confirme que ce travail va désormais de l'avant. La commission du personnel sera à nouveau sollicitée et le travail du comité de pilotage sera poursuivi. Il juge ce bilan comme étant mûr pour être utilisé.

Le président rappelle la proposition faite par le député (PLR) qui consiste à voter la proposition de motion 2540 et note que cette proposition est accueillie favorablement par le département. Il explique qu'il n'y a aujourd'hui pas de numéro d'objet auquel la commission pourrait rattacher le bilan présenté par le département, raison pour laquelle il serait bénéfique que ce document puisse être présenté sous la forme d'un rapport, car cela permettrait à la commission d'avoir un numéro d'objet formel. Il confirme que le vote aura lieu lors de la prochaine séance de la commission et que la commission votera également sur la proposition de mettre le bilan en annexe de la motion.

## Chapitre VI      Entrée en matière

### *Discussion et vote d'entrée en matière (séance du 10 juin 2021)*

*En présence de M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat (DSPS), de M. Alexandre Vautravers, chargé de projet (DSPS), et de M. Sébastien Grosdemange, secrétaire général adjoint (DSPS)*

M. Grosdemange annonce que le DSPS, sous réserve de l'approbation de M. Mauro Poggia, devrait pouvoir déposer la semaine prochaine le rapport sur le bilan de la LPol, ainsi que et la réponse du Conseil d'Etat à la motion 2540. Il ajoute que les travaux du COPIL sont actuellement en cours.

Un député (S) estime qu'il est enfin temps d'entrer en matière sur le projet de loi 12521. C'est un projet de loi qui est travaillé et pratiquement abouti dans sa forme initiale. Si le DSPS estime opportun d'amender le projet de loi, il pourra le faire.

Un député (MCG) estime qu'il est nécessaire d'apporter des modifications importantes et concrètes au niveau législatif. Il indique que le groupe MCG votera favorablement l'entrée en matière de ce projet de loi.

### 1<sup>er</sup> débat

Le président met aux voix l'entrée en matière du PL 12521 :

Oui :                                11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 2 MCG, 1 UDC)

Non :                                ---

Abstentions :                3 (3 PLR)

**L'entrée en matière est acceptée.**

### *Point de situation (séance du 4 novembre 2021)*

*En présence de M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat (DSPS), de M. Sébastien Grosdemange, secrétaire général adjoint (DSPS), et de M. Alexandre Vautravers, chargé de mission (DSPS)*

Le président rappelle que le Grand Conseil a adopté la proposition de motion 2540 et l'a renvoyée au Conseil d'Etat en date du 29 avril 2021.

M. Poggia revient sur le bilan de la LPol, qui mérite une déclinaison pratique puisque les quelque 170 entretiens dans la police et au-delà, avec des polices d'autres cantons notamment, ont permis d'obtenir une vision plus objective. Grâce à ce bilan, le département a pu établir une feuille de route avec 29 points et trois axes. Le premier axe est la conduite et la gouvernance, le

deuxième axe est le personnel, la carrière et la formation et le troisième axe concerne la sécurité de proximité.

M. Poggia précise que ces trois axes ont été confiés à un comité de pilotage qui a pour charge de rendre rapport à la commandante de la police et à lui-même pour qu'ils puissent formuler des propositions et les discuter avec l'état-major, la commission du personnel et les syndicats afin d'y amener les modifications qui s'imposent aux niveaux législatif et réglementaire. Ce groupe de travail est composé de M. Stéphane Barbeza, chef de la police internationale, de M. Richard Boldrini, chef de la police judiciaire, de M. Christian Cudré-Mauroux, chef d'Etat-major, de M. Didier Froidevaux, directeur de la stratégie, et de M. Alexandre Vautravers. M. Poggia a assisté lui-même à certaines séances. En ce qui concerne la police de proximité, qui est un axe qui ne dépend pas uniquement du canton de Genève, il pense que la police et le chef du département chargé de la sécurité doivent être dans le groupe de travail qui discute de la sécurité de proximité, ce qui n'était pas l'objectif premier.

M. Poggia explique que ce mandat demande d'élaborer des variantes avec des propositions. Il souhaite mener à terme les changements qui s'imposent avant la fin de cette législature et compte venir devant la Commission judiciaire et de la police dès le début de l'année prochaine avec des modifications législatives et réglementaires. Aussi, les commissaires seront rassurés si la commission du personnel et les syndicats viennent confirmer que cela se fait avec une transparence et une volonté commune. La solution ne se situe pas uniquement au niveau des modifications législatives, il faut laisser aux successeurs la possibilité d'exprimer ce qu'ils souhaitent mettre en place.

M. Vautravers présente le « work in progress » en sachant qu'il ne peut pas présenter un organigramme ou un travail terminé. Il y a eu beaucoup de discussions, une dizaine de séances de ce comité de pilotage police avec trois séries de présentation des résultats intermédiaires et des recommandations. Il va essentiellement présenter les recommandations qui ont été faites dans l'optique de pouvoir rapidement passer à la phase de réalisation pratique de ces mesures qui ont été discutées et recommandées. Il va se limiter à sept points importants qui englobent d'autres sujets de discussion et qui pourront éclairer les discussions des commissaires dans le cadre du PL 12521.

M. Vautravers constate qu'un certain nombre de témoignages et d'échos très critiques pointe une problématique (1) concernant l'état-major de la police. En effet, il n'est pas véritablement un état-major, mais plutôt un conseil de direction caractérisé par 1. Une déconnexion de la base et du terrain – les questions qui sont décidées à l'état-major de la police ne seraient pas les préoccupations fondamentales sur le terrain – 2. Un nombre important de

personnes autour de la table dans cet état-major de la police – il faut trouver une solution pour alléger les structures – 3. Une lourdeur des processus décisionnels qui engendre une série de travaux préliminaires avant de présenter une recommandation devant le plénum de l'état-major de la police, ce qui retarde considérablement la prise de décision.

M. Vautravers indique que les discussions menées convergent vers deux variantes :

- A. A. Une diminution du nombre de personnes autour de la table au moment de la prise de décision, avec un petit groupe de décideurs. Le reste de l'état-major de la police se réunirait dans un but de transfert et de diffusion de l'information et non pas dans une logique décisionnelle.
- B. B. Un regroupement des chefs de services opérationnels (ce qui se fait déjà officieusement), afin d'avoir une collaboration plus étroite entre les services opérationnels et d'avoir un autre cycle décisionnel plus lent pour ce qui est relatif au support et à l'administratif.

M. Vautravers note qu'il sera nécessaire pour cela d'associer aux réflexions le chef de l'état-major et le chef des opérations afin de retenir une variante (ou un hybride) dans un horizon printemps 2022.

M. Vautravers signale que d'autres critiques pointent la problématique du chef des opérations et d'état-major (2). Sur le plan organisationnel, il s'agit de revaloriser leur cahier des charges et leur positionnement au sein de l'état-major de la police pour avoir une plus grande symétrie, de la clarté et une délégation de compétences. Il faut que le chef des opérations soit de manière constante le chef des opérations et qu'il coordonne les services opérationnels. Par symétrie, on aurait un chef d'état-major qui s'occupe de la gestion à long terme de l'institution de la police. On se trouve à bout touchant de la nomination de ces personnes.

M. Vautravers précise, concernant la problématique des différents services opérationnels (3), que le système actuel n'est pas plus opaque ou plus dense que le système précédent avec une gendarmerie et une police judiciaire. Un des objectifs du PL 12521 est de décloisonner et d'améliorer la coopération entre les services. Le département recherche actuellement une plus grande polyvalence et synergie entre les différents services opérationnels.

M. Vautravers remarque qu'une critique ressort du bilan concernant le fait que la direction des opérations (4) soit à la fois juge et partie. D'un côté, il s'agit d'un service opérationnel comme les autres et de l'autre côté, lorsque le chef de cette direction ne peut pas obtenir ce qu'il veut, il change de casquette et coordonne les autres services opérationnels. Ce positionnement double apparaît problématique. Toutefois, le rôle et l'existence de la direction des

opérations ne sont pas remis en question. Plusieurs opérations majeures n'auraient pas pu avoir lieu de manière aussi simple si l'on n'avait pas disposé d'un organe de consolidation du renseignement et de conduite centralisée à la police.

M. Vautravers ajoute que les discussions du COPIL ont convergé vers les deux variantes suivantes :

- une direction des opérations renforcée par une série de moyens afin qu'elle puisse faire face seule et répondre à certains événements particuliers.
- la direction des opérations n'est plus un service opérationnel, mais un organe de coordination entre les services opérationnels. Pour cela il faut alléger la structure. M. Vautravers rappelle que les missions de la direction des opérations sont la consolidation du renseignement, la planification et la conduite permanente entre les services opérationnels et avec d'autres partenaires.

M. Vautravers indique par ailleurs que l'une des problématiques concerne la question du recrutement et de l'incorporation (4). Les propositions visent une meilleure information et un meilleur suivi des candidats et des aspirants, en particulier tout au long de la deuxième année de formation de base, ainsi que des passerelles pour les ASP qui voudraient devenir policiers, soit trois à quatre cas par année.

M. Vautravers explique enfin, sur la question des grades spécifiques de la police judiciaire (5), pour les strates hiérarchiques supérieures, qu'il est proposé de se référer à ces personnes par leur fonction et non par leur grade, ce qui permettra de diminuer les tensions et les frictions. D'autres questions touchent à la structure des grades et à la dé-corrélation entre grade et fonction. Les travaux sont ici encore en cours.

M. Poggia précise que les treize premières propositions lui seront présentées d'ici la fin du mois. Les autres propositions lui seront présentées d'ici mars 2022. Le but est de compiler les modifications législatives au fur et à mesure et de venir avec un paquet législatif complet d'ici au mois de mars 2022 pour que le tout puisse être adopté avant la fin de la législature.

Le président demande si les travaux du département peuvent s'intégrer dans le PL 12521.

M. Poggia explique que tous les sujets abordés dans ce projet de loi le sont également par le département. Ce projet de loi présente un travail fini et le département présentera des propositions nuancées. Il comprend une certaine volonté d'avancer de la part de la commission, mais il y a le risque que le rythme de la commission soit plus rapide que celui des travaux qui sont en cours et qui font appel à l'accord des différents acteurs. Par ailleurs, le terrain

est représenté par la commission du personnel et les syndicats. Travailler sous la pression d'un travail législatif risque d'imprimer le rythme de la commission à celui du groupe de travail qui n'est pas forcément logique. M. Poggia souhaiterait plutôt tenir la commission régulièrement informée de l'avancée des travaux que de venir avec des amendements par rapport au projet de loi.

Une députée (S) revient sur la commission du personnel. Elle demande si le conseiller d'Etat peut être plus précis sur sa constitution. Elle souhaite aussi savoir si, au sein de la police, tous les corps sont assez bien représentés.

M. Poggia indique que la commission du personnel est constituée et qu'elle siège déjà. Elle est présidée par un inspecteur de la police judiciaire, M. Cappa, et est composée de l'ensemble des représentants, y compris administratifs, de la police. Certains disent qu'ils devraient être plus représentés dont les ASP 3 et 4, mais on ne peut pas avoir une commission du personnel de 30 personnes. Lors de la dernière séance, il y avait une dizaine de personnes. Il peut envoyer à la commission la liste des membres de cette commission du personnel en indiquant par qui ils ont été élus. M. Grosdemange renvoie pour sa part à l'article 1 du RGPPol qui parle de la composition de cette commission. Il y a six représentants des policiers, un représentant des ASP et deux représentants du personnel administratif. Il s'agit d'une représentation proportionnelle.

La même députée (S) relève que les auditionnés ont parlé des passerelles et ont cité l'exemple des ASP qui voudraient passer à la police, ce sont des personnes qui ont accompli jusqu'à présent des tâches au sein de la police qu'il faudrait valoriser.

M. Poggia estime que c'est un travail qui doit se faire au niveau de l'Institut suisse de police. Au niveau cantonal, on ne peut pas décider qu'un ASP peut avoir des équivalences. Si on demande aux APM d'accomplir des tâches pour lesquelles ils doivent avoir des compétences qu'ils n'ont pas aujourd'hui, il faudra réfléchir à leur demander d'avoir une formation d'ASP pour obtenir l'autorisation du port d'armes. Ça ne devrait pas poser problème car la formation d'un APM dure 8 mois et alors que celle d'un ASP dure entre 3 et 4 mois à l'école de Savatan. Il faudra le cas échéant négocier des équivalences avec l'Institut suisse de police, qui règle la délivrance du diplôme d'ASP.

Un député (PLR) demande si le département est prêt à rendre maintenant le rapport sur la motion 2540 sachant que le travail qu'ils font va se poursuivre et qu'il serait nécessaire pour la commission d'avoir un état des perspectives qui permettrait de clore cet objet et au Grand Conseil de l'adopter dans le cadre de la plénière. Il lui est répondu que le délai pour rendre le rapport est au 24 novembre.



Un député (MCG) indique que dans la loi votée par le prédécesseur de M. Poggia, il y a une commission de la sécurité. Il demande qui siège dans cette commission et s'enquiert de son but.

M. Poggia déclare que c'est le conseil consultatif de sécurité et qu'il coûte environ 8 000 francs par année, ce qui est peu au regard de son apport, ce conseil se réunissant deux à trois fois par année.

M. Poggia précise avoir déjà participé à quatre ou cinq séances du conseil consultatif de sécurité. La prochaine séance portera sur les collaborations entre la police cantonale et la police municipale durant la Covid. Le but est d'avoir une vision de la sécurité qui ne soit pas toujours vue de l'intérieur et d'avoir des réflexions provenant de personnes issues d'autres cantons, qui donnent leur vision sur des sujets particuliers. Ce sont des aides à la décision du département dans des sujets de sécurité. M. Poggia communiquera par écrit à la commission les noms des personnes qui siègent dans ce conseil consultatif de sécurité.<sup>10</sup> Il ne comprend pas le reproche de certains à l'encontre de ce conseil consultatif de sécurité. Il relève au contraire l'apport intellectuel que peuvent avoir ces discussions.

Une députée (Ve) relève que toutes les membres du Copil sont dans l'état-major de la police et se pose la question de la légitimité des avis partagés puisqu'ils n'intègrent pas des personnes qui sont hors de l'état-major de la police.

M. Poggia indique que cela ne les a pas empêché d'exprimer des avis critiques sur l'état-major actuel et ils savent de quoi ils parlent puisqu'ils en font partie. Ces derniers travaillent avec le rapport qui a été fait et qui est l'expression des critiques de l'ensemble des strates de la police, y compris de la base. Ils ne peuvent pas partir dans l'autosatisfaction car ils doivent répondre à ces critiques.

Un député (PDC) mentionne qu'y a un règlement qui régit les activités de ce conseil et il est prévu dans un article que ce conseil rende un rapport annuel sur la sécurité, rapport que le Conseil d'Etat peut décider de rendre public. Il demande si des rapports annuels sur la sécurité sont rendus par ce conseil consultatif et s'ils sont publics ou pas.

M. Vautravers confirme qu'il y a bien des rapports annuels étant donné que le but de ce conseil consultatif de la sécurité est d'appuyer les réflexions du magistrat et l'action de la police en général. Il revient au magistrat de décider s'il souhaite que l'objet de ces discussions soit rendu public. Le produit final

---

<sup>10</sup> Voir Annexe 4 : DSPS, composition du Conseil consultatif de sécurité, 23.11.201

de ces réflexions est connu et la stratégie sécuritaire du canton de Genève est connue. Le règlement ORCA est consultable.

Le même député (PDC) constate que le terrain n'est pas représenté dans ce conseil et se demande si le simple fait d'assurer la représentation du terrain dans ce conseil ne mettrait pas fin à certaines critiques.

M. Vautravers a assisté en tant que secrétaire de ce conseil à toutes les séances et il n'y a pas une seule de ces séances où la police genevoise n'était pas représentée à un titre ou un autre. La police est représentée d'une manière ou d'une autre, mais c'était une volonté de trouver une clé de répartition pour qu'il y ait un regard grand angle sur les questions de sécurité.

## **Chapitre VII Auditions et traitement du projet de loi**

Débat à propos du courrier électronique du 10 décembre 2021 des syndicats de police à la Commission judiciaire et de la police – réponse du Conseil d'Etat à la motion M 2540 (séance du 20 janvier 2022).

M. Poggia évoque un courrier électronique du 10 décembre 2021 adressé à la Commission judiciaire et de la police par les syndicats de police.<sup>11</sup>

Il s'étonne qu'une telle démarche soit entreprise sans concertation. Il a l'impression que certains ne veulent pas reconnaître la volonté du DSPS de mettre en place des changements. Un comité de pilotage (COPIL) s'est mis au travail. Un nouveau chef des opérations a été désigné et un nouveau chef d'état-major le sera prochainement pour mettre en place des réformes. Il estime que les syndicats sont en décalage avec les relations apaisées et constructives que le département entretient avec la commission du personnel. Celle-ci reconnaît la bonne volonté du DSPS en vue d'avancer dans l'intérêt de l'institution. Il estime que le DSPS s'est mis en mouvement et que les réformes sont en cours.

Le président rappelle que la commission a prévu d'auditionner les syndicats de police. Il propose à M. Poggia et à M. Vautravers d'être présents lors de cette audition. Le courrier électronique des syndicats de police s'avère alarmant. Il est donc souhaitable qu'ils interviennent avant le vote du projet de loi.

M. Poggia indique qu'il conviendrait aussi que la commission entende la commission du personnel, qui représente l'institution.

Une députée (Ve) demande s'il serait possible que la commission soit informée régulièrement des avancées du COPIL.

---

<sup>11</sup> Voir Annexe 5 : Courriel des syndicats de police

M. Poggia précise qu'il va voir s'il peut rédiger des notes sur les séances du COPIL, leurs résultats et les décisions prises.

Un député (PLR) confirme que la commission a reçu le rapport du Conseil d'Etat sur la motion pour un bilan de la LPol (M 2540-B). Il estime qu'il ne faut pas séparer les travaux sur le PL 12521 des travaux sur la M 2540.

Un député (MCG) évoque les doublons de la police de proximité et les polices municipales qui, selon un rapport de la Cour des comptes, génère un gaspillage de 18 millions. Il est inquiet quand il entend que l'on va trouver un successeur au major de la police de proximité et qu'on ne mène pas la réforme annoncée. Il craint que l'on fasse du sur-place. Il demande où en est la réforme de la police de proximité et des polices municipales.

Le président rappelle que les syndicats de police reviennent sur la guerre des silos que se mènent des chefs aux pouvoirs étendus. Un député (MCG) ajoute que ces silos existent bel et bien, même si l'administration policière a beaucoup de peine à le reconnaître.

M. Poggia relève que la loi parle de services. Ce problème des silos n'est pas totalement faux, mais il existait avant et ne résulte pas de la LPol, même si elle l'a peut-être aggravé en mettant des majors à la tête de chaque service qui affectent prioritairement leur personnel à ses propres tâches. Sur la réforme de la police de proximité, on notera que pour certains, il faut la supprimer et réaffecter ses forces à la police-secours. Pour d'autres, il faut réduire ses tâches, que les 17 polices municipales doivent reprendre en partie. Le plus urgent, c'est de prioriser certaines tâches à certains moments et de pouvoir répondre aux réquisitions des citoyens qui appellent le 117. Il pourrait envisager de supprimer une partie des tâches de la police de proximité et réaffecter ses forces à police secours. Cela s'est fait l'été passé avec un projet pilote. Le nouveau chef des opérations devra y réfléchir. Mais l'intérêt des citoyens ne permet pas de supprimer certaines tâches de proximité que les communes sont incapables d'assumer. Avant l'été, il entend mettre en place des réformes claires et tangibles. Les patrouilles de police secours sont en effet en nombre insuffisant pour répondre aux besoins de la population.

Un député (UDC) demande si ces réformes visent à améliorer le fonctionnement de la police de proximité ou si elles sont d'un autre type. M. Poggia considère que les horaires de la police de proximité doivent être étendus et que les patrouilles de police secours doivent être renforcées, du jeudi soir au samedi à minuit. La centrale d'alarme va lui donner les statistiques des périodes durant lesquelles les policiers doivent être à disposition.

Le même député (UDC) demande quelles sont les tâches envisagées pour la police de proximité en collaboration avec les communes. Il comprend que le manque d'effectifs est lié à l'introduction de la LPol.

M. Poggia explique que la police de proximité effectue des actes d'enquête judiciaire et que ce travail devra être maintenu. Il ajoute que les effectifs de la police ont été répartis dans les différents services, que la police fait plus de choses qu'elle n'en faisait auparavant, mais qu'elle n'est pas capable de répondre à des « coups de feu », car chacun est affecté à sa mission et ne peut donc aider ses collègues du service d'à côté. La planification des besoins et la transversalité sont insuffisantes pour permettre le renforcement du service qui en a besoin par un autre.

Un député (PDC) revient sur le courrier électronique des syndicats et remarque qu'ils insistent sur certains points depuis longtemps. Il a le sentiment que rien n'a vraiment bougé depuis 2019, notamment par rapport à la police de proximité. L'ACG dit qu'elle tente de trouver une solution avec le Conseil d'Etat. Pourtant, à entendre M. Poggia, aucune solution ne se dégage. Au vu de ce blocage, il se demande si le Grand Conseil ne devrait pas se saisir du sujet et qu'un parti dépose un projet de loi qui mette fin à la situation relevée par la Cour des comptes.

M. Poggia déclare que les communes ont indiqué jusqu'ici vouloir reprendre la police de proximité. Dès lors, la délégation du Conseil d'Etat a plus parlé d'argent que de répartition des tâches canton-communes. Il y a dans ce contexte la question des prestations à la population et de leur qualité. Désormais, c'est le chef d'état-major et le chef des opérations qui vont négocier avec les communes la répartition des tâches. Il a voulu discuter directement avec la Commission consultative de sécurité municipale, avec laquelle il a des contacts, mais l'ACG voulait désigner ses représentants et il attend qu'elle les désigne. En ce qui concerne le malaise dans la police, M. Poggia a un problème avec la manière dont les syndicats de fonctionnent. En novembre, il a reçu un préavis de grève, alors qu'il avait vu les syndicats la veille et qu'ils n'avaient pas évoqué de problème. Il se demande s'ils n'entretiennent pas l'idée d'un malaise généralisé pour justifier leurs actions. Ils parlent d'une baisse de la qualité des rapports de police. Pourtant, le Ministère public se dit satisfait du travail de la police. Les contacts qu'il entretient avec les syndicats sont bons, il n'y a pas d'agressivité. Quand il a pris connaissance du courrier électronique adressé à la Commission judiciaire et de la police, il est tombé des nues. Les syndicats auraient pu lui en envoyer copie et il ne voit pas ce qui justifie leur liste de doléances. Pour la police de proximité, il faut peut-être que la commission fasse pression pour que l'ACG se mette autour d'une table et soit prête à avancer sur le sujet.

Le président précise que les syndicats reprochent à M. Poggia d'avoir engagé M. Vautravers, qui n'a pas tenu compte de leurs propositions. M. Poggia indique que M. Vautravers a rencontré les syndicats et il leur a exposé ce qu'il faisait, puis il y a eu le courrier électronique des syndicats du 10 décembre. M. Poggia ne sait pas quelles sont les propositions constructives des syndicats. Le fait que les stages des nouveaux policiers fassent partie intégrante de la formation semble être une bonne chose. Le COPIL travaille aussi sur une meilleure prise en compte des aspirations des policiers. La police est une grande maison, réfractaire au changement tout en y aspirant. La critique faite à la LPol est moins présente aujourd'hui. Les policiers disent qu'ils manquent d'effectifs pour répondre aux besoins de la population à certains moments de la semaine. Ils ne disent pas que la LPol les a bousculés. C'est le leitmotiv des plus anciens, mais les plus jeunes fonctionnent bien. Il est exclu de balayer cette nouvelle loi pour revenir à l'ancienne. La police doit répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Certes, la nouvelle loi mérite quelques corrections.

### ***Audition de l'UPCP et du SPJ (séance du 3 février 2022)***

*Audition de M. Marc Baudat, président de l'UPCP (Union du personnel du corps de police), de M. Michaël Berker, vice-président du SPJ (Syndicat de la police judiciaire)*

Le président rappelle que la commission examine actuellement le projet de loi 12521, dont le contenu est un texte abouti. Le DSPS travaille pour sa part sur 29 recommandations avec un Comité de pilotage (COPIL). La Commission judiciaire est en principe tenue au courant de l'avancements des travaux du département. Les auditionnés ont pris connaissance du rapport du Conseil d'Etat (M 2540-B), déposé le 15 décembre 2021, qui contient le « Bilan de mise en œuvre de la loi sur la police ». Le Conseil d'Etat devrait formuler des propositions concrètes d'ici 6 mois et le COPIL s'est engagé à mettre en œuvre toutes les mesures prévues d'ici la fin de la législature. Le président propose de reprendre, comme fil rouge de l'audition, le courrier électronique des syndicats (UPCP et SPJ) du 10 décembre 2021. La commission souhaite connaître le bilan de la LPol fait par les syndicats, ainsi que leurs propositions.

M. Baudat présente un organigramme de la structure de la police avant la LPol. Il y avait un commandant de la police et un commandant de la gendarmerie. En toile de fond sont indiqués les postes de gendarmerie. Le commandant de la gendarmerie avait un lien avec l'ensemble des postes. Lorsqu'il donnait un ordre, il était suivi d'effets. Avec la nouvelle LPol, il y a 2 commandants pour deux services différents, police-secours et police de proximité. Les chefs de police-secours et de police de proximité ont des

comptes à rendre à la cheffe de la police. Ils ont respectivement 2 et 3 officiers supérieurs sous leurs ordres. Quels liens ont-ils avec les postes ? Un premier lieutenant a 3 postes sous ses ordres, un autre un seul ; un capitaine en a 3, un autre 4, un autre 2. Le poste intégré a été inventé pour abriter des effectifs de police de proximité dans des postes de police-secours, ce qui ne fait que rajouter des flèches à l'organigramme. Conséquence : les premiers lieutenants et les capitaines mentionnés peuvent donner des ordres différents. Voilà la structure de la police issue de la LPol.

Un député (PLR) ne conteste pas cette complexité, mais si M. Baudat avait placé les postes de police dans un autre ordre sur son organigramme, il y aurait moins de flèches qui se croisent. Cet organigramme n'est pas aussi « chaotique » qu'il n'y paraît. Sa présentation ne donne pas une vue d'ensemble conforme à la réalité.

M. Baudat indique que le croisement des flèches importe peu. Chaque officier supérieur a une grande latitude s'agissant des ordres qu'il donne à ses postes. 5 officiers supérieurs peuvent donner des injonctions paradoxales. On a fait quelque chose de compliqué pour organiser deux services dans un simple canton-ville. La plupart des problèmes relevés par les syndicats découlent de ce type de structure.

Le président revient sur le courrier électronique des syndicats. Il propose de le prendre point par point et invite les auditionnés à présenter les solutions qu'ils préconisent. Il demande s'il y a eu des améliorations depuis l'introduction de la nouvelle LPol et quel est l'état d'esprit actuel de la police.

M. Berker est vice-président du SPJ. Il travaille à la police judiciaire (PJ) depuis 1992. S'il a rejoint le Syndicat de la police judiciaire (SPJ), ce n'est pas pour défendre des revendications matérielles, mais parce que ce métier le passionne. Depuis l'entrée en vigueur de la LPol, il a vu son service se dégrader sur les plans de l'organisation, du fonctionnement, du recrutement, de la formation, de la répartition des tâches et du sens même des missions.

M. Berker s'exprime au nom de ses collègues qui sont une majorité écrasante à partager ce triste constat. Les syndicats de police mènent-ils un combat d'arrière-garde ? C'est faux. Tout n'était pas mieux avant. Il a connu la police des excès, du sexisme, du racisme et de l'alcool au bureau. Les syndicats ne sont pas fermés aux changements qui ne lèsent pas le justiciable. La LPol repose sur le dogme du policier unique et interchangeable. Ce n'est pas une réalité de terrain. Il y a une police, mais ses métiers sont aussi indispensables que différents. De la même façon, il a une médecine, mais les cardiologues et les oncologues ne font pas le même métier et requièrent des formations distinctes.

M. Berker explique que de ce dogme absurde du policier unique a découlé une formation romande unique. Les aspirants qui souhaitent travailler à la PJ ou sillonner les autoroutes passent par la même académie de Savatan. Leur formation est militarisée et ne leur garantit pas de rejoindre le service qu'ils envisagent. Il connaît des gens talentueux qui ont renoncé à s'engager à cause de cela. La police est moins attractive et les critères de sélection sont revus à la baisse. La LPol a causé une baisse quantitative et qualitative du recrutement.

M. Berker voulait pour sa part être inspecteur, mais s'il avait dû passer par Savatan sans garantie de rejoindre la PJ, il y aurait renoncé. Lorsqu'il a postulé pour la PJ, ils étaient 200 candidats et 9 ont été acceptés dans une école qui était à Genève. Avant la LPol et Savatan, on comptait 250 à 350 dossiers de candidats pour la PJ et elle engageait 10 à 20 candidats. Actuellement, il y a environ 300 dossiers pour l'ensemble de la police et on en retient environ 60. Un candidat a 4 fois plus de chances d'être pris. La durée des stages a été écourtée. Tout aspirant qui a suivi une formation de 36 mois est considéré comme confirmé, contre 48 mois avant. La formation de Savatan est lacunaire et inadaptée. Elle a contribué à gonfler les effectifs du Centre de formation de la police. Sa productivité est médiocre et ses résultats décevants. Son coût mériterait un audit de la Cour des comptes.

M. Berker aborde la question de savoir s'il n'est pas possible de former les polices dans leurs cantons. Chaque canton a ses spécificités, ses caractéristiques, sa culture, sa délinquance, sa topographie, ses outils informatiques, ses lois et ses aménagements du code de procédure. M. Berker constate que M. Vautravers affirme que « la LPol est un train qu'on n'arrête pas en marche ». Les critiques des syndicats lui importent peu. Savatan garantit des policiers uniques, façonnés dans un moule grossier, qui suivent une formation en décalage avec les réalités de terrain sur lequel ils seront amenés à travailler. M. Berker relève qu'on fait marcher au pas et chanter dans les églises les aspirants. Résultat : ils sont mal préparés, voire déformés, et il faut les former à nouveau lorsqu'ils rentrent à Genève. Ce dysfonctionnement est connu, pourtant, on va créer une nouvelle école romande de policiers uniques sur trois bases militaires.

M. Berker constate que la LPol prône une police unique, mais elle a multiplié les silos et les états-majors séparés. Il y a moins de policiers sur le terrain et les sous-effectifs ont été dénoncés à maintes reprises. Selon le ROPol, la PJ devrait compter 350 inspecteurs. Il y en a 254, alors qu'en 2017, elle en comptait 338. Des citoyens appellent le 117 et la police ne vient pas. La police de proximité n'appuie pas police-secours lorsque cette dernière est débordée. Les missions ne sont pas claires et les silos sont hermétiques et concurrents.

M. Berker ajoute que la perte du sens des missions affecte le moral. En 2016, la commission du personnel a effectué un sondage. Il révèle une baisse de la confiance de la base envers la hiérarchie, des problèmes d'effectifs et de moyens dans les services opérationnels, une vision négative de la nouvelle organisation policière, une évaluation désastreuse de la gestion RH et un manque criant de formation. Le service psychosocial de la police est de plus en plus sollicité par des cas lourds. Le cumul d'un recrutement de moins bonne qualité, d'une formation lacunaire, d'un mauvais encadrement, d'un manque d'effectifs, d'une confusion dans la répartition des missions, d'une baisse de la motivation fait qu'aujourd'hui la police ne fournit plus la prestation que le citoyen est en droit d'attendre. Le service RH a pris trop d'importance au sein de l'état-major. Il est au même niveau que les services opérationnels, alors qu'il devrait rester un service d'appui.

M. Berker note que le Conseil d'Etat a désigné M. Vautravers pour effectuer un bilan de la LPol. Les syndicats se sont étonnés de ce choix. Il a rédigé un rapport. Personne, hormis le Conseil d'Etat, n'a pu le lire intégralement. On ne sait pas comment il a mené l'enquête, comment les auditionnés ont été choisis. Ce rapport opaque a été synthétisé par un document du Conseil d'Etat dont les recommandations relèvent de la cosmétique. Il n'est pas question de modifier la LPol sérieusement, alors que le dogme qui la fonde ne saisit pas ce qu'est la police. La loi doit être modifiée, car elle prive les citoyens d'une police bien formée qui croit en ses missions. Admettre les dysfonctionnements actuels serait responsable et courageux, cela permettrait d'aller de l'avant. Il est inadmissible de s'entêter, de travestir la vérité et de refuser à une institution l'opportunité de se relever.

M. Baudat ajoute qu'il y a 11 services avec leur chef, qui ont pour la plupart des états-majors et des budgets à gérer. Ainsi, des gendarmes ont des équipements différents pour les mêmes missions. Ces problèmes sont criants et suscitent le désarroi. La formation continue, dévolue au service RH, est quasiment inexistante. Il y a quelques semaines, tous les policiers ont reçu un courrier électronique sur l'usage de la contrainte. Cette directive entrain en vigueur immédiatement, les cadres étant à disposition en cas de questions. M. Baudat se demande s'il s'agit là d'une bonne façon de procéder.

Un député (PLR) revient sur le courrier électronique des syndicats. Le rapport sur le bilan la LPol, qui répond à la M 2540, a été déposé le 15 décembre 2022. Il est public depuis 2 mois. Il aurait dû être au centre de la séance d'aujourd'hui. Les syndicats critiquent la formation à Savatan, mais on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une formation de base qui doit être complétée par une spécialisation. Le député (PLR) relève que les auditionnés ont évoqué des lacunes dans les domaines de la formation, de l'encadrement,



des effectifs et des missions. Mais cela ne relève pas de la loi. Il y a un dialogue de sourds entre le Conseil d'Etat et les syndicats. Il estime que les auditionnés ne prennent pas de recul par rapport à M. Vautravers. Ils critiquent le messenger, mais pas le message. Le bon fonctionnement de la police lui importe et il a tendance à faire confiance au DSPS et aux personnes qui ont établi les différents rapports. Il ne pense pas qu'en procédant à des modifications législatives, on va arriver à un meilleur fonctionnement.

M. Baudat explique que M. Vautravers a mené des travaux et a auditionné plusieurs personnes. Les syndicats n'ont jamais adhéré au rapport du DSPS. Ce dernier ne cesse d'évoquer un problème de personnes. Or, les syndicats prétendent que la structure induite par la loi est cause de problèmes. Le rapport explique que la criminalité a baissé à Genève, mais cette baisse a été moins importante à Genève que dans d'autres cantons, comme le montrent les chiffres de l'OFSP. Cela fait 5 ans que les problèmes pressentis lors de la votation sur la LPol se sont vérifiés sur le terrain. Les syndicats expliquent qu'une police composée de 11 polices séparées ne peut fonctionner. Ils affirment que la formation est devenue de plus en plus médiocre et que la formation de base est quasi-absente.

M. Baudat ajoute qu'au préalable, il y avait une année d'école à Genève et que les aspirants étaient formés sur des lois, des procédures et des outils informatiques cantonaux. Il y avait des stages d'environ 6 mois et on arrivait à une formation solide de 2 ou 3 ans. Aujourd'hui, on les envoie dans une école qui forme les policiers municipaux de Verbier, les policiers des transports et la police militaire. Certaines techniques sur l'usage de la contrainte, enseignées à Savatan, sont interdites à Genève. Cette formation ignore largement la PJ, puisque la plupart des policiers en uniforme des autres cantons font très peu de police judiciaire, ce qui est différent à Genève. Depuis septembre 2021, les 18 mois de stage ont été réduits à 8 mois. La loi a créé un service RH, dont le chef appartient à l'état-major et décide des orientations de la formation continue. La refonte de la loi ne va pas résoudre tous les problèmes, mais elle va y contribuer.

M. Berker ajoute qu'il ne tire pas sur le messenger Vautravers, mais sur la méthode. Il pense que le choix d'une seule personne, dont l'impartialité n'était pas garantie, était problématique. Le bilan de la LPol méritait la collaboration de plusieurs experts : des policiers, des élus, des juristes, etc. Les syndicats sont disposés à étudier tout rapport. Encore faut-il qu'il ait été établi en toute transparence. Il demande pourquoi personne n'a pu avoir connaissance du document initial remis par son auteur et pourquoi personne ne sait qui a été auditionné. Cet audit est pourtant d'intérêt public et mérite d'être porté à la connaissance des citoyens, des policiers et des élus.

Un député (PLR) pense que l'intégralité du rapport de M. Vautravers est annexée au rapport du Conseil d'Etat sur la motion 2540. Le Conseil d'Etat en a fait une version politique, mais le bilan de la LPol est public. Les syndicats disent qu'ils n'ont pas eu connaissance de ce rapport, ce qui est normal puisqu'il a été déposé cinq jours plus tard. Pour lui, le courrier électronique des syndicats est dépassé et il attend d'eux qu'ils refassent leur travail en prenant connaissance du rapport.

M. Poggia précise que le rapport de M. Vautravers a été remis aux syndicats et à la commission du personnel quelques jours après le Conseil d'Etat. Cela fait pratiquement une année qu'il est en leur possession. Dès lors, plutôt que de critiquer son auteur, il pense que les syndicats auraient pu, le cas échéant, critiquer ses conclusions et ses constats.

Un député (EAG) souhaite revenir sur le fond du problème. En 2018, un sondage de la commission du personnel de la police témoignait de graves problèmes de motivation liés à la structure et à la formation de la police. En 2018, une étude de l'Université de Genève pointait le défaut de communication entre services et la baisse de motivation des policiers. Le point de vue des gens de terrain et des observateurs extérieurs diverge donc de celui de l'état-major. Personne ne peut soupçonner M. Poggia d'être un fervent partisan de la LPol, puisque son parti a lancé avec Ensemble à gauche un référendum contre celle-ci. La question est de savoir pourquoi le DSPS semble aujourd'hui considérer la LPol avec les yeux de l'état-major, plutôt qu'avec ceux des centaines de fonctionnaires qui s'en plaignent. Dès le début, M. Vautravers a été un acteur de la mise en place de la LPol. Comment se fait-il qu'on n'ait pas désigné une personnalité plus indépendante pour en évaluer les résultats ? Son rapport ne répond à aucune des questions posées par la crise actuelle. Le PL 12521 propose des réformes simples qui n'ont rien d'un projet revanchard. Le Conseil d'Etat reste sourd au désarroi de ce service public et n'écoute que ses officiers supérieurs. Prenant un exemple, le député (EAG) pose une question aux syndicats pour illustrer le problème des silos. En cas de tapage nocturne, il se demande s'il est possible, comme il l'a entendu dire, qu'une équipe de police de proximité soit déjà sur le terrain et qu'une équipe de police-secours soit requise en même temps, faute de coordination.

M. Berker estime que l'on ne peut pas reprocher à M. Poggia de ne pas être à l'écoute des syndicats. Il les reçoit volontiers. Mais l'opinion des syndicats a moins de poids que celle de la direction de la police, dont les acteurs principaux doivent beaucoup à la LPol. Ils l'ont défendue bec et ongles, alors qu'ils ne devraient pas jouer de rôle politique. Ces dernières années, la direction n'a pas hésité à travestir la réalité pour éviter d'admettre des dysfonctionnements graves. Elle n'a pas eu l'honnêteté de reconnaître ce qui n'allait pas. Les

officiels de la police remontent des messages qui ne reflètent pas forcément la réalité. Les syndicats ont essayé d'expliquer à M. Poggia qu'il devait accorder une crédibilité relative aux messages de la direction de la police sur certains problèmes.

M. Baudat revient sur l'enquête universitaire qui concluait à un échec de la LPol. Le jour où ce livre a été publié, ces auteurs ont été ostracisés par l'état-major et "dégagés" du circuit. En ce qui concerne la question du député (EAG), la situation qu'il a décrite est parfaitement possible. Dès lors que chaque service est indépendant, on ne peut pas exclure qu'ils travaillent en doublon sur les mêmes prérogatives. La police de proximité peut effectuer des surveillances en même temps que la PJ installe un dispositif sur le même objet sans qu'ils ne le sachent. Le service des opérations est responsable de la réquisition ; le service dépêché sur place, c'est police-secours ; mais le service de la police de proximité peut déjà être au contact du problème. Cela fait 3 services avec 3 instructions différentes et ils n'ont pas les mêmes objectifs.

M. Baudat revient par ailleurs sur la question d'un député (PLR) et précise que M. Vautravers n'est pas la cible des syndicats. Ils aimeraient seulement avoir accès à la totalité de son enquête, qui est à la base du bilan établi par le DSPS. A noter que ce bilan est anonyme : il ne mentionne ni rédacteur ni signataire.

Un député (PDC) indique que pour le DSPS, le cahier de doléances adressé par les syndicats en décembre serait étonnant parce qu'ils ne lui auraient pas fait part de leurs préoccupations de manière aussi précise et parce qu'il ne serait pas partagé par la base. Il demande si les auditionnés ont eu des discussions avec les représentants de la commission du personnel et si leurs préoccupations sont partagées par elle.

M. Baudat ne se souvient pas que la commission du personnel ait été consultée par le DSPS sur ce qui serait fait du bilan de mise en œuvre de la LPol. Les préoccupations des syndicats sont partagées par la commission du personnel et par l'ensemble du personnel de la police. Il invite la Commission judiciaire et de la police à auditionner la commission du personnel.

Le même député (PDC) comprend que, selon M. Berker, il faudrait séparer la PJ des autres missions de police qui étaient assumées à l'époque par la gendarmerie. Autrement dit, il faudrait avoir une PJ et une police d'intervention. Il demande si c'est une vision nostalgique de la police ou si elle est partagée par les nouveaux membres.

M. Berker explique que les syndicats ne sont pas mus par la nostalgie, mais veulent une institution qui fonctionne, à laquelle ont droit les justiciables. Aujourd'hui, la PJ peine à faire son travail. Elle traite les délits et les crimes

les plus graves du code pénal et doit acquérir un renseignement essentiel. Elle rencontre des problèmes d'effectifs. Elle est engagée dans des missions qui ne devraient pas lui incomber, comme le suivi de matchs de foot où des inspecteurs sont mobilisés pour auditionner une personne qui a lancé un fumigène. Cela découle d'une clé de répartition entre les silos, chacun devant fournir du personnel, alors que la direction des opérations mobilise souvent des gens pour rien en prévision du pire.

Le même député (PDC) demande si les auditionnés préféreraient qu'il y ait une PJ et l'équivalent de l'ancienne gendarmerie avec d'autres missions bien définies.

M. Berker indique qu'ils prônent une filière PJ, à laquelle on postule dès le départ, avec une formation propre à la PJ, même s'il y a un tronc commun. Il rappelle que lorsque le centre de formation de la police existait à Genève, il y avait un tronc commun entre uniformés et inspecteurs, mais chaque policier était instruit en fonction des spécificités du métier qu'il allait embrasser. Il serait possible d'attirer à nouveau des gens qui n'ont pas envie d'une école unique et militarisée et qui pourraient postuler pour la PJ en fonction de leurs intérêts, être formés comme tels et sortir bien préparés de l'école.

M. Baudat ajoute que leur audition conjointe démontre l'unité de vue entre inspecteurs de police judiciaire et gendarmes.

Un député (PDC) note que les auditionnés ont déclaré que l'effectif de la PJ serait passé de 331 membres à 254 en l'espace de quelques années. Il s'enquiert des raisons de cette diminution.

M. Berker observe qu'il y a eu des départs à la retraite, des démissions croissantes et des « démissions déguisées » avec un départ en année sabbatique sans retour.

Le même député (PDC) indique qu'un des enjeux de la réorganisation de la police est la question des doublons entre police de proximité et polices municipales. Il demande si les auditionnés préconisent une solution.

M. Baudat rappelle qu'un des buts de la LPol était d'avoir un seul corps. Or, on en a créé 11. Avec les polices municipales, il y a 22 polices. Les polices municipales n'ont aucun ordre à recevoir de la police cantonale ; elles ne l'informent pas de leurs actions. Pour résoudre ce problème, il pense qu'il faut un chef pour un secteur et des missions clairement définies. La police cantonale doit arrêter de se comporter comme un tuteur des polices municipales. Celles-ci doivent être indépendantes et avoir leurs propres missions. C'est une question à voir avec les communes.

Un député (MCG) remercie les auditionnés pour leurs explications intéressantes et déprimantes, parce qu'au moment où le référendum a été lancé

contre la LPol, il aurait voulu avoir tort pour ne pas se retrouver dans la situation actuelle. Le problème est structurel. Il aimerait entendre les auditionnés sur le nombre de cadres supérieurs. A écouter M. Vautravers, avec l'arrivée de la LPol, leur nombre est resté le même. Or, quand la LPol a été votée, il a été dit qu'il faudrait des postes supplémentaires pour qu'elle fonctionne.

M. Baudat précise qu'il avait été dit que la LPol nécessiterait 400 policiers de plus. Les syndicats, conscients des contraintes budgétaires, n'ont jamais prôné des engagements à tout va. Concernant les cadres supérieurs, M. Vautravers ne dit pas tout. Si leur nombre est le même, du premier lieutenant au capitaine, la situation apparaît différente pour les grades supérieurs. Aujourd'hui, la police cantonale compte 80 à 82 chefs de poste ou de brigade et ce chiffre est en très nette augmentation. Elle compte 6 majors. Il y a une augmentation du nombre des officiers, puisque que les maréchaux n'étaient pas considérés avant comme des officiers. Il suggère à la commission de demander au DSPS une évolution chiffrée prenant en compte l'ensemble des officiers afin de faire un comparatif avant et après la LPol.

Le même député (MCG) demande ce que pensent les auditionnés du PL 12521, s'ils l'approuvent et s'ils ont des propositions d'amélioration.

M. Baudat constate que ce projet de loi répond à certaines de leurs interrogations. Il ne pense pas que tous les problèmes puissent être résolus par une loi, certains enjeux devant être traités à l'interne. Il se dissocie pourtant de la position du Conseil d'Etat qui estime que la loi ne doit pas être changée et que tous les problèmes doivent être résolus à l'interne. Les syndicats ne défendent pas seulement le changement de la LPol, ils estiment aussi que le fonctionnement de la police doit changer. Un état-major qui travaille comme un conseil d'administration ne peut pas être efficace. Les syndicats sont favorables à ce projet de loi et ils peuvent préciser leurs observations dans le sens de leur courrier électronique du 10 décembre 2021.

Une députée (Ve) revient sur certaines positions qui lui semblent erronées. La Commission judiciaire, les syndicats et le Conseil d'Etat ont tous pour but le bon fonctionnement de la police. Elle se demande si les positions des partisans du PL 12521 et de la LPol sont si diamétralement opposées et si on ne peut pas les concilier. Elle craint que les problèmes posés par l'ancienne LPol ne ressurgissent avec des réformes à répétition. Elle se demande s'il ne faut pas laisser plus de temps à l'institution pour s'adapter aux nouvelles normes. La question est de savoir si la LPol ne pourrait pas évoluer en prenant en compte les critiques sur la formation, plutôt que de revenir au système précédent. Il y a aussi les problématiques de la police de proximité et des RH. La Commission judiciaire doit se saisir de toutes ces questions et les régler en

même temps. La députée (Ve) se demande s'il ne serait pas possible d'apporter des améliorations à la loi actuelle, par exemple en agissant sur les effectifs de la police de proximité ou en créant une formation séparée pour la PJ, sans pour autant revenir à la LPol d'avant.

M. Berker précise qu'il ne prône pas l'abrogation de la LPol. Pour lui, des choses doivent être modifiées. Il ne propose pas un retour en arrière, mais une avancée qui corrige ce qui ne fonctionne pas. Il trouverait regrettable que l'on maintienne un système défaillant qui péjore le service public. Il a connu plusieurs polices dans sa carrière et la police n'a jamais été aussi dysfonctionnelle qu'elle ne l'est aujourd'hui.

M. Baudat ajoute que personne n'a intérêt à faire dysfonctionner la police. Mais il estime que c'est la conséquence du refus du Conseil d'Etat d'amender la LPol en collaboration avec les différents partenaires institutionnels. S'il avait fait cela, les députés auraient moins de travail aujourd'hui. Il souligne que le PL 12521 est différent de l'ancienne LPol. Il présente une solution équilibrée.

La députée (Ve) constate qu'il y avait aussi des dysfonctionnements au sein de l'ancienne gendarmerie en raison de copinages et de personnes qui se couvraient les unes les autres. Pour elle, c'est ce genre de problématiques que la LPol a tenté de résoudre.

M. Baudat explique qu'il ne lui semble pas qu'il y ait moins de problèmes à la police aujourd'hui. Il y a en effet 10 à 12 policiers en voie d'être licenciés.

Une députée (S) relève que les constats des syndicats ne sont pas nouveaux. Les auditionnés ont déclaré que certaines personnes n'auraient pas été suffisamment entendues lors des interviews. Elle s'enquiert desquelles.

M. Baudat rappelle qu'ils ne savent pas qui a été entendu par M. Vautravers ni quel mandat lui a été donné. Il a reçu une mission, ce qui n'est pas en soi critiquable, mais nul ne sait comment ont été orientées ses investigations.

La même députée (S) trouve problématique de recevoir des consignes lorsqu'on mène une évaluation. Un bilan orienté pose un problème de crédibilité. Alors bien sûr, on ne peut pas interviewer tout le monde mais recueillir au moins des avis représentatifs du terrain. Elle demande quelles personnes n'ont pas ou peu été écoutées et ne se sont pas senties prises en considération. Les syndicats ont dit aussi que la mise en place d'un conseil consultatif de sécurité au fonctionnement opaque constitue un danger et peut ouvrir la porte à des attributions douteuses de marchés publics. Elle demande des précisions à ce sujet.

M. Berker ne croit pas que ce conseil consultatif ait un impact direct sur le fonctionnement de la police. Tel qu'il est prévu par la LPol, il vise à donner

une orientation à la politique de sécurité. Il est dirigé par le président du département, qui nomme ses participants, qui décide des thèmes abordés et de la publication des résultats de ses réflexions. Sur internet, il y a très peu de procès-verbaux de ses travaux. Ce qui est surprenant, c'est que ce conseil exclut les métiers de la sécurité, tant de la justice que de la police. Il est difficile d'obtenir la liste des personnes qui le composent, ces personnes sont souvent membres de sociétés privées (de sécurité, de drones, etc.) ou du renseignement militaire. Avec la LPol, l'armée est omniprésente, que ce soit à Savatan ou dans ce conseil. On ne sait pas à quels rythmes il se réunit. Dans ce contexte, on peut se demander comment ne pas craindre des conflits d'intérêts quand des dirigeants d'entreprises de sécurité privées y sont associés ou comment ne pas craindre des attributions douteuses de marchés, comme à l'aéroport.

M. Poggia précise que l'une des annexes du rapport de M. Vautravers (tableau n° 10), précise qu'il a entendu 176 personnes. Leurs noms ne sont pas fournis pour garantir leur liberté d'expression. On connaît les fonctions de ces personnes : 14 membres des syndicats, 4 cadres-supérieurs, 5 cadres intermédiaires et 5 collaborateurs. Quant au Conseil consultatif de sécurité, il se réunit 2 à 3 fois par année. Il n'a rien coûté en 2021. M. Poggia ne voit pas le lien entre la LPol et ce conseil consultatif.

M. Berker note que les syndicats ne voient pas non plus le lien entre ce conseil et la LPol, qui en a pourtant prévu la mise sur pied.

Le président rappelle que le Conseil consultatif de sécurité serait supprimé par le PL 12521.

Un député (PLR) explique qu'il a déposé la M 2540 parce qu'il y avait des dysfonctionnements dans la police. Il rappelle pour le surplus que les députés ont été saisis d'une autre proposition de motion intitulée « police-secours au secours ». Police-secours n'était en effet plus en mesure de traiter les réquisitions, car ses effectifs étaient inférieurs à ceux de l'ancienne gendarmerie.

M. Baudat confirme que la police a de plus en plus de difficultés à assumer les réquisitions. Il y a des problèmes d'effectifs et de priorités.

Le même député (PLR) précise qu'il est sensible aux revendications des syndicats sur la disparition de la gendarmerie. Cela peut être corrigé. Il y a aussi des points à améliorer quant à la prise en compte de la particularité des métiers de la PJ. Il est surpris par le procès fait à M. Vautravers. Il peut entendre que son rapport ne plaise pas aux syndicats, mais il ne comprend pas que ceux-ci adressent à la Commission judiciaire une liste de doléances non documentées. Il se demande s'ils ne devraient pas établir un rapport aussi bien étayé que celui de M. Vautravers. Les syndicats affirment par ailleurs que la

police est militarisée. Le député (PLR) souhaite savoir ce qu'ils entendent par là. Ils ne veulent plus d'une police organisée militairement, mais elle existait avec l'ancienne LPol. Il s'étonne d'ailleurs que les policiers de ce canton ne soient plus tenus d'effectuer leur service militaire pour entrer dans la police. Enfin, en ce qui concerne le conseil consultatif de sécurité, il peine aussi à en saisir l'utilité. La Commission judiciaire est en de savoir qui en est membre, ce que chacun y fait et à quel titre.

M. Baudat précise que si les syndicats ont évoqué M. Vautravers, c'est parce qu'ils ont été consultés dans le cadre de son bilan, bilan qu'il conclut que cela ne va pas trop mal, à l'exception de quelques ajustements à opérer, qui se régleront à l'interne. Quant à la raison d'être du courrier électronique du mois de décembre, c'est que le point de vue du DSPS diffère complètement du point de vue des syndicats. La durée de la formation d'un policier a été réduite. Or, le canton devrait exiger plus que les 20 mois requis pour le brevet fédéral. Il pourrait exiger des stages complémentaires. Le choix de la direction de la police a été de raccourcir la durée de la formation. M. Baudat invite le DSPS à fournir à la Commission judiciaire la liste des cours dispensés à Savatan, ainsi que leur contenu. Pour sa part, M. Baudat n'a jamais réussi à les obtenir.

M. Berker revient sur la militarisation de la police. Ce que les syndicats déplorent, c'est que des policiers qui, pour la plupart, ont fait l'école de recrues, se retrouvent cantonnés sur une place d'armes, éloignés des réalités du canton, des réalités citoyennes, et doivent suivre une formation infantilisante. Les policiers qui en sortent se plaignent de la formation qu'ils ont suivie. M. Berker pourrait fournir au Grand Conseil la note édifiante d'un jeune policier sur son expérience. La police doit ressembler aux citoyens.

M. Berker précise par ailleurs, pour ce qui est de la contre-expertise que le député (PLR) leur suggère de faire, que les syndicats n'y sont pas opposés, mais elle prendrait du temps. Il est dommage que cela soit proposé maintenant, car ils avaient suggéré, dès le départ, au DSPS, d'élargir le nombre d'experts consultés pour assurer la crédibilité de son bilan.

Le même député (PLR) relève que les auditionnés affirment que le département n'a pas voulu leur fournir certaines données. Il invite les auditionnés à en transmettre la liste à la Commission judiciaire. Celle-ci les demandera pour eux. Les sons de cloche sont différents, selon que la commission entende le département, la direction de la police ou les syndicats, alors que tout le monde veut une police en mesure d'accomplir ses missions. Il ne s'agit pas de glorifier la LPol ni le bilan qui en a été fait. Mais une simple liste de critiques ne peut suffire pour prendre des décisions permettant de changer une loi adoptée par le peuple.



M. Baudat précise que les syndicats ne disent pas que le département refuse de leur donner des informations. Ils pensent que le DSPS ne connaît pas le contenu des cours dispensés à Savatan. Certes, le son de cloche du DSPS est différent de celui des syndicats, mais il est différent aussi de celui de la Commission du personnel et de l'étude indépendante du département de sociologie.

M. Berker entend la suggestion du député (PLR) d'une contre-expertise. Mais ce que rapportent les syndicats reflète l'opinion de l'écrasante majorité des policiers. Si les versions des syndicats sont mises en doute, il propose à la Commission judiciaire de tenter une immersion au sein de la police et de parler aux gens de terrain afin de se faire sa propre opinion. Elle pourra se forger une idée du fonctionnement de la police.

Un député (PLR) note que cette opportunité a été offerte aux députés et qu'il a lui-même passé une nuit en immersion avec des officiers de police. Il a aussi proposé à la Commission judiciaire de se déplacer à Savatan.

Le même député (PLR) a une dernière question concernant le transfert de compétences militaires à la police. Il a été longtemps commandant d'unité et il avait sous ses ordres de jeunes lieutenants qui aspiraient à devenir policiers. On leur a fait comprendre qu'au moment où ils rentreraient dans la police, ils devraient renoncer à leur carrière militaire. Le député (PLR) se demande si les syndicats ont connaissance de cela et demande s'il ne s'agit pas d'une perte pour les deux parties.

M. Baudat confirme que le constat du député (PLR) est avéré.

Un député (PDC) revient sur l'intervention du député (PLR) qui déplorait qu'un officier de l'armée ne puisse poursuivre sa carrière militaire parce qu'il devenait policier. La plupart des cantons empêchent les policiers de suivre une carrière militaire parce qu'en cas de mobilisation ou de crise, les policiers ont un rôle spécifique à jouer. Certains cantons interdisent aussi à leurs pompiers professionnels de suivre une carrière militaire.

Le président pense que l'expertise de M. Vautravers est sérieuse, mais qu'elle n'aborde pas les questions de fond qui alertent les syndicats. Il leur demande s'ils ont des propositions à formuler. Il s'inquiète que les RH soient déconnectés du terrain et demande des précisions à ce sujet.

M. Baudat indique qu'en raison de la LPol, chaque service est indépendant. Aujourd'hui, aux RH, il y a une cinquantaine de policiers, dont une quarantaine de gradés. Il y a largement plus de policiers aujourd'hui au Centre de formation de la police et des métiers de la sécurité (CFPS) et à Savatan qu'il n'y en avait à l'époque où Genève formait 100 policiers par an à l'interne. Les RH sont le

symbole du dysfonctionnement induit par la loi. C'est devenu un service à part entière, qui a son budget et son personnel.

M. Berker rappelle que les syndicats ont participé activement à l'élaboration du PL 12521 en donnant leur avis aux auteurs sur de nombreuses questions. Ce sont des pistes réalistes qui tendraient à améliorer la situation. On ne peut pas reprocher aux syndicats de se cantonner à la critique. M. Poggia sait que les syndicats sont une force de proposition.

Le président demande quelles sont ces propositions.

M. Berker mentionne le PL 12521.

Un député (S) souhaite savoir si le PL 12521 a vraiment l'aval des syndicats. Il estime par ailleurs que la Commission judiciaire devrait entendre les représentants des ASP 3 et 4, qui ne sont pas représentés ce soir. Il demande aux auditionnés s'ils estiment que ces fonctions doivent continuer à exister ou s'il faudrait revoir ces statuts particuliers.

M. Berker répète que les syndicats soutiennent le PL 12521. Ils ont participé à son élaboration et défendent ce projet de loi. Il est sans doute perfectible, mais ils y croient. Après avoir longuement travaillé sur ce projet, ils ont été à la rencontre d'élus. Ils se réjouissent de voir que le député (S) trouve ce projet de loi positif. Les syndicats veulent éviter que les gens, parce qu'ils ont soutenu la LPol au début, refusent aujourd'hui de l'amender. Le progrès, c'est admettre qu'on s'est trompé sur la base de l'expérience.

M. Baudat précise qu'ils n'ont pas d'avis sur la question des ASP, qui disposent de leur propre syndicat. Les syndicats de police sont favorables à la disparition des ASP 4, qui devraient être formés comme policiers, mais ce n'est pas le choix de la direction de la police et du DSPS. Ces statuts sont encadrés par l'Institut suisse de police et leurs missions doivent être effectuées.

Le même député (S) estime que la LPol reste en partie valable, même si elle mérite une réforme. Sur les ASP 3 et 4, il pense qu'il y a des activités qui sont du ressort de la police et estime que l'on a créé ces statuts de rang inférieur pour des raisons budgétaires.

M. Baudat estime que l'on pourrait demain former tous les ASP en policiers en respectant les dispositions statutaires, réglementaires, ainsi que les conditions légales. Il ne souhaite pas entraver leurs évolutions de carrière. Les policiers ne sont pas en compétition avec les ASP et il n'y a aucun contentieux entre eux.

Le député (S) revient sur la formation. Il comprend que les auditionnés souhaitent que la formation du corps de police genevois se fasse sur le territoire de la République. Cela semble poser problème de les déplacer hors du canton,

notamment pour des raisons familiales. Il demande si son interprétation est juste.

M. Baudat précise qu'une des grandes forces de la police est de pouvoir recruter des personnes qui ont déjà une vie antérieure. La richesse du corps de police est d'avoir des personnes qui y entrent à 30 ans. Il était ainsi plus attractif de ne pas devoir déménager pour suivre cette formation. L'année à Savatan ne simplifie pas les choses. Cette situation est difficile pour les personnes qui ont des enfants. Cette école n'est accessible qu'en voiture. Vu que la police genevoise dispose d'un centre de formation et qu'elle n'a jamais eu autant de policiers affectés à la formation qu'aujourd'hui, les syndicats estiment que cette formation pourrait être donnée à Genève, sous contrôle de la police genevoise.

Un député (PLR) demande si les réquisitions d'urgence sont toutes coordonnées par la centrale d'alarme.

M. Baudat répond par l'affirmative. La CECAL fait partie d'un service différent que celui des patrouilles qui interviennent.

Le même député (PLR) demande si les patrouilles interviennent selon des critères imposés.

M. Baudat indique qu'elles sont fixées par leur service d'affectation.

Le même député (PLR) demande s'il y a parfois des divergences de points de vue entre ces entités et la CECAL.

M. Baudat explique que rien ne peut s'opposer à ce que deux services qui doivent collaborer aient des points de vue différents sur la même question. Lorsque la CECAL était sous les ordres du commandant de la gendarmerie, les patrouilles qui intervenaient étaient sous les ordres de son commandant.

Le député (PLR) souligne que la CECAL avait aussi la compétence de solliciter la police judiciaire.

M. Berker précise qu'elle ne pouvait engager des patrouilles de PJ sans passer par son commandement.

Le député (PLR) revient sur la problématique évoquée par les auditionnés qui disent ne pas pouvoir honorer des réquisitions. Il demande si le nombre de réquisitions a augmenté statistiquement.

M. Baudat précise qu'il y a de plus en plus de réquisitions non assurées. Les samedis soir, il n'y a pas assez de patrouilles disponibles. Mais la direction de la police fait tout pour ne pas objectiver le problème. Aujourd'hui, des commissaires ont pour instruction de ne pas mentionner le nombre de réquisitions non assurées pour éviter que l'on puisse faire des relevés statistiques.

Le député (PLR) évoque une concurrence des services pour la surveillance des Bancomats et demande si c'est nouveau.

M. Baudat indique qu'il y avait auparavant 2 corps. Il y a aujourd'hui 6 corps opérationnels.

Un député (PLR) estime que ce n'est pas un problème nouveau, même s'il s'est peut-être aggravé.

M. Berker relève qu'avec la confusion des genres et la perte de sens des missions, on se retrouve avec des services de l'ex-gendarmerie qui mènent des enquêtes de PJ et qui arrivent à certaines limites, car ils n'ont pas été formés pour cela. La PJ doit récupérer des dossiers qui ont été traités de manière inadéquate et cela s'avère problématique, tant pour le justiciable que pour le Ministère public.

Un député (PDC) relève que les auditionnés sont très critiques à l'égard de la formation de Savatan. Il demande si l'on ne pourrait pas considérer que cette formation dispose d'un tronc commun, complété par une formation cantonale en fonction des spécificités locales.

M. Baudat indique que c'est déjà le cas. Le brevet fédéral se déroule en deux temps. Il y a un tronc commun intercantonal et une formation spécifique. Mais cette formule se traduit par une réduction de la durée de formation. Le PL 12521 fixe au moins le lieu et les conditions dans lesquelles se déroule la formation.

M. Berker se demande pourquoi il faudrait un tronc commun entre polices romandes. Chaque canton a ses spécificités. Les différences sont importantes. Des aspirants de Savatan racontent qu'en salle de classe, l'instructeur demande de se boucher les oreilles lorsqu'il aborde des sujets qui concernent d'autres cantons. Cette formation unique est appauvrissante.

Le président demande si la formation romande favorise les échanges, la communication et le travail entre les diverses polices cantonales.

M. Berker précise que ces échanges ont toujours existé. Et s'il y a eu des problèmes, ils n'ont pas été résolus par la formation à Savatan.

Un député (EAG) revient sur le PL 12521. Il a été le coordinateur de la rédaction de ce projet de loi. Il note que le travail a commencé au printemps 2018, au moment où la crise de la police était rendue publique. Parmi les personnes qui ont coopéré à la réflexion et la rédaction, il y avait d'anciens partisans et opposants de la LPol. L'idée était de travailler sur les problèmes mis au jour par cette crise, étant entendu que l'on peut aborder des problèmes en partant de points de vue différents. La réflexion a été conduite aussi avec des juristes, des magistrats et des personnes de terrain. Cela a nécessité de

nombreuses réunions. Ce projet de loi résulte de la tentative d'aborder de front des problèmes auxquels fallait d'urgence résoudre. D'où l'inquiétude sur le temps qu'il a fallu au DSPS pour réaliser un audit qui ne propose pas de réponses aux véritables problèmes. Le député (EAG) estime que le département pourrait faire part de son point de vue sur ce projet de loi et sur ses propositions concrètes. Etant précisé qu'il s'agit d'un projet de loi raisonnable, travaillé et abouti.

Une députée (Ve) revient sur la volonté des auditionnés d'accroître la transversalité. Elle comprend que la nouvelle LPol a multiplié les services pour que toutes les tâches soient effectuées. Aujourd'hui, sa principale crainte serait de revenir à un corps unique qui n'accomplirait pas toutes les tâches de la police. Elle demande si on ne peut pas maintenir des corps séparés en améliorant la transversalité autrement qu'en revenant à un corps unique.

M. Baudat précise que l'entrée en vigueur de la LPol n'a en rien changé les missions de la police. On a simplement rajouté des états-majors séparés. La question n'est pas de faire plus ou moins de tâches. Le leitmotiv de la LPol était d'en finir avec les 3 corps de la police (gendarmerie, police internationale et PJ) pour n'en faire qu'un. C'est un échec. La totalité des tâches opérationnelles sont multiservices. L'essence du métier de policier est d'être confronté à des situations imprévues. L'institution doit fournir aux policiers le bagage nécessaire pour être à même d'intervenir au mieux dans l'intérêt public. Il n'appelle en rien à une restriction des tâches de la police cantonale.

M. Berker explique qu'avec la division de la gendarmerie en silos, il y a des missions importantes qui ne sont pas remplies par manque d'effectifs. La CECAL demande 3 à 4 fois si une patrouille est disponible pour traiter une réquisition urgente et si police-secours n'est pas disponible, la police de proximité n'est pas engagée. Lorsque des citoyens composent le 117 et restent en attente d'une intervention, c'est là que la police dysfonctionne. Avant, les missions étaient remplies, mais elles étaient variées et différentes pour un même gendarme.

La même députée (Ve) relève que les auditionnés ont expliqué qu'il y avait bien une spécialisation et une manière de faire certaines tâches.

M. Baudat observe que l'on essaie de présenter la structure actuelle comme permettant une spécialisation. Quand il est entré dans la police, tout gendarme était capable de rédiger un rapport d'accident avec blessé. Aujourd'hui, avec la police routière, c'est devenu un enjeu de spécialiste. De même, il revient à la police de proximité de parler avec les gens, alors qu'il estime que tout policier doit pouvoir échanger avec les citoyens.

Un député (MCG) invite la députée (Ve) à lire l'article 7 de la loi actuelle qui mentionne les tâches communes et le métier de base de tout policier. Les articles 8 à 13 indiquent des spécialités plutôt qu'une méthode de travail et des tâches. L'article 7 était inexistant lorsque le Conseil d'Etat a déposé son projet de loi et c'est M. Stéphane Grodecki, alors premier procureur, qui, répondant aux syndicats, a demandé qu'il y ait des tâches communes. Grâce à cet article 7, la police peut encore fonctionner.

M. Poggia partage certaines des critiques énoncées. Des changements doivent intervenir dans la LPol, mais pas de l'ampleur de ceux proposés par le PL 12521. Il rappelle que M. Vautravers a travaillé de son côté et que tout a été validé par ses soins. C'est une étape qui va aboutir à des solutions concrètes. Il propose de revenir vers la commission au mois de mars avec des modifications du mode de fonctionnement actuel. Un chef des opérations vient d'entrer en fonction et un chef d'état-major va entrer en fonction au 1<sup>er</sup> avril. Ces deux pièces maîtresses devront travailler à cette réorganisation.

M. Poggia est conscient que police-secours n'a pas tous les moyens pour répondre aux réquisitions, mais la quasi-totalité des réquisitions non effectuées ont à voir avec des querelles de voisinage. Si la police municipale pouvait davantage s'occuper de ce travail, il n'y aurait pas de problèmes d'effectifs. Il y a des arbitrages de forces à faire entre police de proximité et police-secours. Le PL 12521 est un patchwork censé satisfaire tout le monde, mais il ne satisfera personne. Il suggère à la Commission judiciaire d'entendre la commission du personnel pour avoir sa perception du travail en cours. Tout ne va pas pour le mieux et il y a des améliorations possibles. Il n'y a pas de malaise au sein de la police, mais des policiers parfois frustrés de ne pas pouvoir faire tout ce qu'ils voudraient faire et ce sont ces moyens qu'il faut leur donner.

### ***La formation au sein de la police (séance du 28 avril 2022)***

*En présence de M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat, DSPS, M. Sébastien Grosdemange, secrétaire général adjoint, DSPS, M. Alexandre Vautravers, chargé de mission, DSPS et M. André Etter, coordinateur, écoles romandes de police*

Le président explique que le DSPS va fournir aujourd'hui des explications concernant la formation au sein de la police. Il signale que le projet de loi 12521 prévoit que cette formation s'effectue à Genève. Il rappelle par ailleurs que les syndicats de police critiquent cette formation, qu'ils considèrent mal adaptée.

M. Grosdemange rappelle le contexte : le DSPS a dressé un bilan de la loi sur la police (LPol) et rendu un rapport sur la base duquel un comité de pilotage

(COPIL) a été chargé d'avancer sur 3 axes : gouvernance, formation/RH et sécurité de proximité. Sur ce dernier point, le DSPS a entamé des travaux de fond avec l'ACG. Il rappelle que le département s'était engagé à informer les députés afin qu'ils puissent apprécier l'avancement des travaux. Il précise que la séance de ce jour est dédiée à la formation/RH, sujet qui est, d'après les syndicats, le plus sensible. Les textes législatifs concernés sont la pétition P 1981 sur le maintien des grades, déposée en 2017, et le PL 12521, qui concerne peu les aspects des grades et fonctions, mais touche à la localisation de l'école de police.

M. Vautravers explique que le DSPS cherche des réponses pragmatiques aux critiques sans modifier la loi. Ainsi, la structure des grades devrait être fixée dans le règlement. Il rappelle que l'ancienne loi de 1957 fixait la nomenclature de certains grades, mais que la structure était définie dans le règlement. Il a été décidé de supprimer les grades qui impliquent un avancement automatique. En effet, si une promotion est automatique, elle ne sert à rien. Elle doit intervenir sur la base des compétences et de la performance.

M. Vautravers rappelle que le syndicat de la police judiciaire (SPJ) a insisté sur la spécificité des grades de la PJ. Il signale que le chef de la PJ fait partie du COPIL. Il explique que les 3 premiers grades spécifiques à la PJ – inspecteur, inspecteur principal adjoint, et inspecteur principal – sont conservés. Les grades supérieurs sont supprimés. Les cadres de la police judiciaire peuvent se prévaloir de leurs fonctions plutôt que de leurs grades « militaires ». Ainsi, un lieutenant de la PJ peut se présenter comme « chef de brigade » ou « chef de poste ». Cela a satisfait les attentes principales de la PJ. Il n'y a pas besoin de modifications légales pour que les membres de la PJ qui le souhaitent ne fassent pas référence à des grades d'officiers. Mais il ne faut pas supprimer les grades de lieutenant, premier lieutenant ou capitaine. En effet, les membres de la PJ peuvent postuler dans d'autres services, et pour favoriser cette mobilité, ils doivent avoir la même structure de grades. Cette solution est mise en pratique à la PJ et répond aux demandes du SPJ, ainsi qu'en grande partie, à la pétition P 1181.

M. Vautravers s'étonne du contenu du PL 11986 qui demande que tous les commissaires aient le grade de major, ce qui coûterait cher. Aujourd'hui, le chef des commissaires est major, et les autres sont capitaines. Une étude, dans le cadre de SCORE, ainsi que des procédures judiciaires, ont montré qu'un commissaire devait être en classe 25, soit capitaine. Une autre étude a déterminé que le chef des commissaires devait être en classe 26, soit major. On peut s'interroger sur les perspectives d'évolution d'un commissaire ayant le grade de major, alors que les membres de la direction des opérations, son

directeur et les chefs des services opérationnels sont des majors. On peut douter qu'un commissaire, qui est au cœur de l'action, avec un travail administratif limité, veuille prendre en charge un service opérationnel plus contraignant sans monter en grade. Il estime aussi que le PL 11986 rendrait difficile des correspondances de grades avec les polices d'autres cantons.

M. Vautravers poursuit sa présentation.<sup>12</sup> Lors de l'entrée en vigueur de la LPol, en 2016, 3 grades connaissaient un avancement automatique : le premier lieutenant devenait capitaine, l'adjudant lieutenant, et le sergent sergent-chef. Le passage automatique de premier lieutenant à capitaine a déjà été supprimé. La proposition, en discussion au COPIL, est de supprimer les deux autres formes d'avancement automatique.

M. Vautravers explique que le DSPS étudie les équivalences de grades entre organisations de sécurité cantonales – la protection civile et les sapeurs-pompiers devraient avoir des grades et fonctions équivalents. Les grades de la police genevoise sont cohérents avec ceux des 6 cantons romands ; ils sont cohérents avec ceux de la majorité des cantons alémaniques. Certains grades n'ont certes pas le même niveau de responsabilité d'un canton à l'autre. Concernant les anciens grades de la gendarmerie, il se demande si l'on veut des grades différents au sein même d'un corps de police.

M. Vautravers aborde ensuite la formation. Le brevet fédéral est soumis à des examens et les programmes sont imposés, si bien que Genève a intérêt à parvenir à une formation harmonisée au niveau national. Pour ce faire, des progrès ont été réalisés avec le Concept général de formation (CGF 2020), dont M. Etter parlera par la suite. Les syndicats ont beaucoup critiqué Savatan. Pourtant, des améliorations ont été réalisées et la situation actuelle ne correspond plus à celle d'il y a 3 ou 4 ans. La LPol ne traite pas de la formation policière qui est du domaine de compétence de l'Institut suisse de police (ISP).

M. Vautravers précise que les Genevois représentent à Savatan plus de 50% des aspirants et formateurs, avec 14 formateurs du canton. M. Vautravers entend les velléités de recréer une école genevoise, mais rappelle que les formateurs seront les mêmes. Il estime que Savatan a atteint ses objectifs en termes de coûts et de formation. Ces derniers ont pris l'ascenseur dans les centres de Colombier et de Grange-Paccot, où Jurassiens et Fribourgeois forment leurs aspirants, tandis que ceux de Savatan sont stables. Il croit que les coûts de la formation auraient dépassé 80 000 francs par aspirant à Carouge, alors qu'ils sont restés dans une fourchette de 50 000 à 60 000 francs à Savatan. Il rappelle que le PL 12521 entend rapatrier la formation à Genève. Il s'agit de savoir de quelle formation l'on parle, sachant que le concept général

---

<sup>12</sup> Voir Annexe 6 : DSPS, Présentation « Police », 28.04.2022



de formation prévoit une formation sur deux années, dont une à Savatan et une à Genève.

M. Vautravers pointe aussi d'autres problèmes. Par exemple, les agents de détention sont formés à Fribourg. Dès lors, pourquoi certaines formations seraient effectuées à Genève et pas d'autres. Par ailleurs, le centre de formation de la police à Carouge forme les assistants de sécurité publique (ASP) 1 et 2, d'autres organisations, ainsi que les agents de police municipale (APM), avec un équilibre entre les formateurs cantonaux et ceux de la Ville. Changer le centre d'affectation poserait des problèmes pour un certain nombre de contrats qui lient le canton aux communes. Il s'agirait de recréer une nouvelle école de police pour suivre le même concept de formation qu'à Savatan, alors que les examinateurs du brevet doivent venir d'autres écoles et seraient probablement Valaisans ou Vaudois.

M. Vautravers aborde enfin le recrutement, pointant qu'un certain nombre d'aspirants domiciliés à Genève partent vivre dans d'autres cantons. La question du centre de formation à deux arrêts de bus ou de tram est dépassée. Par ailleurs, la localisation à Genève favorise le recrutement transfrontalier.

M. Poggia veut apporter un éclairage plus politique. Il rappelle que l'on évoque ces questions en raison du nombre important de textes déposés en 2017, lorsque la LPol a été adoptée dans des conditions discutées. Cette loi a causé une forte réaction, à mettre au compte du manque d'accompagnement politique de la part du magistrat d'alors. Pour les grades, la pléthore de capitaines a été réglée, puisqu'il n'y plus de passage de grade automatique. Restait la forte opposition de la PJ, qui ne comprenait pas qu'un inspecteur principal devienne caporal. Cette réaction découle de la tension entre la police en uniforme et la PJ : la première se croit snobée par la seconde qui se verrait comme une élite intellectuelle, tandis que les membres de la PJ estiment que la police en uniforme les regarderait de travers car ils ne seraient pas de vrais policiers. La différenciation entre grades et fonctions tient compte de cette réalité. Aujourd'hui, pour les membres de la PJ, tout ça n'est plus un problème, dès lors qu'ils se présentent comme inspecteurs. Il faut pourtant qu'on connaisse le grade de chacun pour permettre la transversalité. Mais ce problème ne mérite pas une intervention législative.

M. Poggia estime, en ce qui concerne la formation, que Savatan doit bouger. Mais la mutualisation est indispensable dans le monde actuel, alors que les Genevois doivent travailler avec les policiers d'autres cantons, comme on l'a vu lors du sommet Biden-Poutine. C'est une bonne chose que les policiers apprennent à se connaître en côtoyant des ressortissants d'autres cantons. Il explique le déroulement des stages intégrés à la formation, au nombre de 3, de 4 mois chacun. Les aspirants effectuent l'un de ces stages dans

le service auquel ils sont destinés, sachant que leurs désirs sont pris en compte, mais ils vont ailleurs pour le reste, ce qui leur permet de se connaître et de se respecter. Ce système permet à un aspirant de découvrir la réalité de la brigade qui l'attire et, le cas échéant, de changer d'avis. Il est important de s'assurer qu'un aspirant puisse aller là où il le veut, pour autant que ses souhaits soient en adéquation avec ses capacités et les besoins de la police.

M. Poggia estime qu'il serait absurde d'avoir 3 écoles de police en Romandie. D'où le projet, porté notamment par Genève et Vaud, de créer une seule école romande. Le Valais est aussi convaincu, tout en préférant que cette école reste à Savatan, tandis que les Fribourgeois, qui viennent de construire un nouveau bâtiment à Grange-Paccot, aimeraient que ce dernier soit utilisé. Une école unique multi-site serait donc une possibilité. Alors qu'il y a eu de réelles tensions après l'introduction de la LPol, il trouve que les syndicats sont assez coopératifs, même s'il est dans leur nature de se plaindre. Les choses s'améliorent et les combats ne sont plus frontaux. La Commission judiciaire s'en rendra compte en les auditionnant.

Le président fait remarquer que les syndicats avaient encore des griefs à l'encontre de la LPol au mois de février.

M. Poggia indique que ces griefs ont été entendus, mais que si les députés veulent faire deux écoles, ils empêcheront qu'un policier soit un policier, contrairement au Concept général de formation (GF 2020). Un officier de la PJ de l'ancienne école a la conviction d'être l'élite intellectuelle de la police, et il est vrai que les qualités attendues ne sont pas les mêmes à la brigade financière et à la brigade routière, mais les unes ne sont pas supérieures aux autres. Favoriser cette mentalité élitiste, qui attise le ressentiment des uniformés, va à l'encontre de la transversalité qu'il faut favoriser.

Un député (PDC) ne comprend pas la dissociation des grades et des fonctions, sauf à vouloir sauver la face. Certes, la transversalité ne fonctionne pas entre la police judiciaire et les autres silos, mais si elle devait fonctionner, il ne voit pas où serait le besoin de dissocier grades et fonctions. Il suffirait de dire que tel grade correspond à tel grade, et un officier qui change de silo, prendrait simplement le grade de l'autre silo.

M. Poggia précise qu'il est clair qu'un inspecteur principal est un caporal et qu'il aura ce grade s'il passe à la police en uniforme. Cependant, la PJ ne voulait pas avoir trace sur ses cartes de légitimation de grades tel que caporal, ou appointé, et ce pour des raisons psychologiques. Il admet qu'il s'agit peut-être de sauver la face en satisfaisant tout le monde sans changer l'essentiel.

Le député (PDC) note que les syndicats ne semblent pas satisfaits.

M. Poggia note que la militarisation d'un corps comme la police n'est pas chose nouvelle, puisqu'il doit par nature être hiérarchisé. C'est le cas des pompiers, que personne n'accuse d'être une armée déguisée. Il ne voit pas où est le problème, et il a dernièrement discuté avec un chef de brigade de la PJ qui ne le voit pas non plus. En écoutant la commission du personnel, on réalise, qu'après cinq ans, ce problème n'en est plus un.

Le député (PDC) fait part de son désaccord. Il souhaite que la PJ garde ses titres comme avant. Il rappelle que ce métier est différent de celui de gendarme, enseigné à Savatan. Il a deux questions, en rapport avec le projet de loi d'EAG qui est assez radical, puisqu'il vise à transférer toute la formation à Genève. Il aimerait comprendre quelle est l'utilité du centre de formation de la Fontenette, que l'on dit coûteux. Il demande si l'on peut imaginer un tronc commun avec formation commune à l'ensemble des recrues, avant que ceux qui aspirent à rejoindre la PJ et en ont les compétences, soient envoyées en formation complémentaire à Genève.

M. Poggia explique qu'on peut dire qu'il ne sert à rien de faire faire un an à Savatan, de faire porter un uniforme à un ponte en informatique qui se destine à lutter contre la cybercriminalité. Mais si des compétences aussi pointues sont requises, on engagera un collaborateur scientifique avec un traitement supérieur. Un policier doit être polyvalent. Un membre de la police scientifique peut être mis à contribution pour le sommet Biden-Poutine.

M. Poggia rappelle qu'il y a un tronc commun d'une année, après quoi on passe un test avant d'être assigné à un service. De plus, sur les trois stages qu'un aspirant doit effectuer à Genève avant l'examen du brevet, il en passe un dans la brigade à laquelle il se destine. On peut imaginer une première partie plus ciblée, mais pas un futur membre de la PJ qui ne fasse que de la PJ dès la première année, parce que l'examen final nécessite une formation complète. Cette formation servira le cas échéant la suite de sa carrière, et un membre de la PJ pourra aussi avancer dans la police en uniforme. M. Poggia explique que le centre de la Fontenette sert à la formation continue de la police cantonale et forme la police municipale. Il aimerait que la police municipale aille à Savatan, comme les polices municipales vaudoises, afin de faire de la place pour la formation continue. Ce centre forme aussi certains agents de sécurité privée.

M. Vautravers ajoute que les ASP 1 et 2 se forment aussi à la Fontenette, et que la police cantonale, les polices municipales et certains métiers de la sécurité y sont recrutés, le canton ayant la tâche de recruter pour les communes. La raison du tronc commun entre futurs membres de la PJ et gendarmes l'a intrigué pendant des années. En réalité, la PJ n'accomplit que 25% du travail judiciaire de la police, le reste étant fait par des policiers en uniforme, parfois soutenus par des spécialistes de la PJ. On n'est pas dans une série américaine,

où les gens en uniforme ne savent pas ce qu'il se passe et les gens en civil expliquent tout.

Le député (PDC) remarque que n'importe quel procureur, sauf le Procureur général ou un premier procureur, dira que le suivi judiciaire s'est dégradé depuis 2016. Il note que, dans la PJ, le carnet d'adresses et l'expérience comptent beaucoup, et qu'il est donc dommage que des agents d'expérience quittent la PJ pour d'autres silos.

M. Poggia explique que les échanges entre brigades se font à « un pour un », afin qu'une brigade ne soit pas en sous-effectif au profit d'une autre. Mais ce système est rigide. La PJ ne remplace pas un collaborateur qui part à la retraite avec un policier en uniforme qui en aurait les compétences, car personne ne veut aller dans l'autre sens. Le magistrat s'inscrit en faux contre l'idée que la PJ est supérieure. Il n'y a que des policiers qui doivent se respecter et qui méritent un tronc commun pour se connaître mieux.

Le président souhaite une précision sur le travail judiciaire.

M. Poggia explique que le 25% du travail judiciaire mentionnés par M. Vautravers concerne les cas, et non les heures. Le magistrat ajoute que la police doit travailler sur des affaires financières complexes qui demandent beaucoup de travail à la PJ, mais qu'il y a aussi le « petit judiciaire », souvent confié à des enquêteurs de la police de proximité. Il y a des policiers en uniforme qui font donc du travail d'enquête.

Un député (PLR) aimerait des éclaircissements sur le contenu du métier de commissaire et souhaite savoir ce que sont devenus les officiers de service OPS de l'ancien système.

M. Vautravers explique que les officiers OPS sont l'une des catégories qui ont été fondues dans les commissaires de police. La fonction de commissaire représente un service mixte au sein de la Direction des opérations entre gendarmerie et police judiciaire. Cela résulte de l'histoire de la fonction, issue des officiers de service de la gendarmerie et des commissaires de la PJ. Aujourd'hui, les commissaires fonctionnent en binôme, l'un reste au poste et fait la liaison avec le pouvoir judiciaire et l'autre va sur le terrain pour démêler les situations complexes impliquant plusieurs brigades, comme les levées de corps. En général, le commissaire de terrain prend les décisions urgentes ou graves.

M. Poggia ajoute que ce sont ces commissaires qui servent de contact avec le Ministère public.

M. Vautravers explique que les commissaires ne sont pas indispensables de jour au fonctionnement opérationnel de la police, leurs seconds pouvant les remplacer, mais qu'ils le sont de nuit. Même la journée, il est très utile pour

une patrouille de pouvoir appeler un commissaire et obtenir des instructions claires. Ils ont aussi un rôle administratif important, notamment celui de prononcer des mesures d'éloignement (art. 53 LPol) ou de poser des scellés.

M. Poggia se réjouit que deux pièces maîtresses de la police soient entrées en fonction : le nouveau chef des opérations et le nouveau chef d'Etat-major, qui servent immédiatement en-dessous de la cheffe de la police. Des discussions vont être menées avec eux pour présenter un nouvel organigramme de la police.

Une députée (Ve) aimerait savoir sur quelles bases le DSPS parle d'une augmentation des coûts de la formation au cas où l'école de police serait rapatriée dans le canton.

M. Poggia explique que les coûts augmentent en général, mais qu'ils peuvent être maîtrisés à Savatan grâce au nombre d'aspirants. Un professeur reçoit le même traitement qu'il ait 20 ou 30 élèves à former. Il est difficile d'avoir des chiffres précis pour faire des comparaisons, car beaucoup de coûts ne sont pas intégrés dans les calculs. Par exemple, les loyers sont pris en compte dans le calcul des coûts à Savatan, mais pas à Fribourg, puisque les aspirants n'y dorment pas. M. Poggia ne pense pas qu'il soit utile de spéculer sur les coûts, mais il estime qu'ils auraient augmentés plus à Genève qu'à Savatan. Il explique que la formation sans les stages est de la même durée qu'avant, soit un an. Sous l'ancien système, il n'y avait qu'une année de formation, mais on admettait qu'une fois le brevet obtenu, il fallait encore être formé. Aujourd'hui le brevet est donné plus tard, mais cela permet de faire coïncider réalité et diplôme.

La députée (Ve) observe que le stage permet de toucher différents domaines. Elle demande ce qui a changé en pratique par rapport aux stages de l'ancien système.

M. Vautravers observe qu'à Genève, quel que soit le système, il sera toujours critiqué à Genève. Avant, les nouveaux policiers accomplissaient 5 stages de 2 mois chacun, et se plaignaient d'être immergés dans de nombreuses réalités différentes. Ces 2 mois représentaient un effort sans retour sur investissement pour les services, puisque que les nouveaux policiers n'avaient pas le temps d'y être utiles. Il était impossible pour un gendarme d'accomplir ses stages dans la police internationale ou à la PJ. Il fait observer qu'un stage ou une immersion peut durer une semaine, durant la première année à Savatan. Des aspirants ont été engagés pour le sommet Biden-Poutine. Pendant la deuxième année, il s'agit de stages encadrés, avec un maître de stage et une infrastructure. Le stage final se passe normalement dans le service que

l'aspirant va rejoindre, mais les autres peuvent se passer dans un service différent, y compris à la police routière pour un futur membre de la PJ.

M. Vautravers fait aussi remarquer que le CGF 2020 prévoit un minimum de 2 stages, mais pas de maximum, et que Genève a décidé d'introduire un 3<sup>e</sup> stage de probation, pour s'assurer que l'aspirant soit vraiment adapté au service opérationnel auquel il est destiné, service dans lequel il servira, si tout va bien, pendant au moins les 3 à 4 prochaines années.

La députée (Ve) souhaite des précisions concernant l'attribution des stages, puis des services.

M. Poggia explique qu'il est tenu compte des souhaits des aspirants lors de l'attribution des stages, mais que les besoins entrent aussi en ligne de compte, avec des quotas par service, et que les aspirants n'ont pas de garantie d'aller là où ils veulent. Les compétences de l'aspirant, relevées par le formateur, sont aussi considérées pour déterminer son futur service.

M. Vautravers ajoute que le magistrat a proposé qu'il y ait, dans chaque service, un officier de liaison qui soit responsable du recrutement et de la formation, et qu'il assure la continuité du dialogue avec les aspirants. Il est en effet important de maintenir le contact avec les aspirants afin que ceux-ci sachent quelles sont leurs possibilités pour éviter les déceptions. Ce dialogue leur permet de mieux envisager leur carrière pour qu'ils sachent quelle formation ou quel diplôme peut les aider à accéder aux places qui les intéressent.

M. Poggia ajoute qu'il n'a jamais été possible de garantir à un aspirant qu'il puisse aller là où il voulait, d'autant que la formation continue a longtemps été une faiblesse de l'Etat. Quant à la mobilité interne, le système du « un pour un », lors des échanges entre services, constitue un frein. Cette règle interne a été fixée par les majors pour garantir l'équilibre du personnel entre les services. Cependant, ce n'est pas à un policier qui voudrait changer de service de faire les frais du fait que personne ne veut le remplacer dans l'autre sens. Un équilibre est à trouver entre les souhaits des policiers et les besoins des services. Il souhaite modifier ces règles et va demander au chef d'Etat-major d'en imposer de nouvelles pour que chacun travaille là où il est le meilleur.

Le président souhaite parler de l'affectation punitive.

M. Poggia reconnaît que cette pratique pose problème. La centrale d'appel sert ainsi d'affectation aux policiers dont on ne veut plus dans leurs services ; ces gens y sont par force et manquent de motivation.

Une députée (Ve) se demande comment M. Poggia sonde l'opinion de la police, car il semble penser que les choses vont mieux, alors que la commission a d'autres échos. Elle rappelle que chaque personne est dans sa bulle, et qu'en

tant que Conseiller d'Etat, le magistrat a forcément plus de contacts avec la hiérarchie qu'avec les policiers du rang.

M. Poggia estime être à l'écoute et insiste sur le fait que les gens qui veulent lui parler peuvent le faire, qu'il côtoie des inspecteurs et des gendarmes. Il a aussi des contacts avec la commission du personnel, dans laquelle il n'y a pas de gradé. Il se méfie des notes de service et conseille à tout conseiller d'Etat de s'en méfier.

Une députée (EAG) a des questions sur le contenu de la formation. Elle remarque qu'il y a eu, ces dernières années, un certain nombre de personnes noires victimes de violences policières dans le canton de Vaud. On y a aussi vu une personne enceinte portée comme un sac de patates, ainsi que des comportements sexistes dans différents corps de police. Elle aimerait savoir comment les droits humains sont pris en compte dans la formation de la police, que ce soit à Genève ou à Savatan.

Le président observe que la commission vient de recevoir un courrier de M<sup>me</sup> Monica Bonfanti, Commandante de la police, au sujet du PL 12794.

M. Etter explique que le programme comporte un cours assez complet sur l'éthique et les droits de l'homme. Par exemple, il y a une journée de formation à Savatan avec l'Organisation suisse d'accueil des réfugiés (OSAR) et des jeux de rôles sont organisés. Lui-même donne un cours sur les sociétés en mutation, dans lequel ces problématiques sont abordées. Il y a aussi le manuel de l'Institut suisse de police (ISP), en train d'être révisé avec le concours de formateurs de Savatan. Il observe que les cas comme celui de Morges sont rares et ne sont pas liés à la formation. La formation dans ce domaine est bien meilleure que lors de ses débuts. De réels efforts sont faits. Les jeunes aspirants sont sensibles à ces efforts et posent beaucoup de questions.

La députée (EAG) se demande si, dans l'hypothèse où les efforts faits à Savatan ne suffiraient pas, les choses ne seraient pas plus faciles à améliorer à Genève.

M. Etter pense que mutualiser permet de prendre le meilleur de chacun. Lui-même n'avait pas envie de déménager à Savatan, mais il s'est rendu compte des avantages liés aux interactions. Elles permettent de constater que des choses intéressantes se font ailleurs ; il n'y a rien à perdre à partager.

M. Poggia rappelle que le DSPS n'a aucune tolérance envers le racisme ou le sexisme, mais il ne veut pas céder aux raccourcis. Les risques de dérapage existent, mais ce n'est pas parce qu'une personne de couleur a eu un problème que le policier a forcément agi par racisme. Par ailleurs, tout le monde regrette ce qu'il s'est passé à Morges, mais cela n'aurait pas été différent avec une personne blanche.

La députée (EAG) précise que son idée est d'empêcher ces dérapages par une bonne formation.

M. Poggia sait que la formation est perfectible, mais dans tous les cas, il y aura toujours des dérapages qui devront être sanctionnés. En tout cas, si l'on se rend compte qu'un aspirant pourrait poser ce genre de problèmes, il sera exclu de l'école, car ces comportements ne sont pas tolérables.

Un député (S) aimerait savoir si le personnel a été consulté, et son accord obtenu, à chaque étape. Il demande cela, car il se rappelle que lorsque la LPol a été votée, on disait aux députés que les syndicats étaient d'accord, ce qui s'est avéré faux. Il est cette fois important qu'il règne un certain consensus. Le chantier a 40 ans et il faut qu'un projet qui tient la route soit arrêté en 2022.

M. Poggia s'engage à aboutir. Il veut éviter les réactions épidermiques du parlement, comme cela avait été le cas en 2017. Son but n'est pas de laisser des braises derrière lui, mais d'apaiser la police. Bien qu'il y ait encore des choses à rectifier qui donnent parfois un sentiment de malaise, au niveau des transferts, de la sélection ou de la transparence, il ne trouve pas qu'il y ait un malaise général dans la police. Les problèmes cités ne sont pas à régler avec la loi.

Le député (S) note que la loi est un couperet auquel il faut faire attention. Il aimerait une loi simple, précisée par des règlements. Il serait intéressant d'établir ces règlements avec les personnels et de les présenter à la Commission judiciaire et de la police, même si cette dernière n'a pas de prise sur eux. Pour lui, avant la technocratie, c'est l'expérience de terrain qui doit nourrir la loi.

M. Poggia est d'accord avec ces observations. Si ce n'était pas le cas, il aurait déjà déposé des projets de lois.

Une députée (S) se rappelle que M. Poggia avait affiché sa volonté de considérer des passerelles entre formations, et parlait d'une nouvelle formation, peut-être dans un nouveau lieu, avec les polices municipales. Puisqu'il y a quelque chose de commun entre les formations de la police cantonale, des ASP et des APM, la députée (S) se demande s'il ne serait pas envisageable de travailler sur des passerelles entre ces corps. Elle trouve dévalorisant le fait qu'une personne certifiée, disposant d'années d'expérience dans la sécurité, mais sans brevet fédéral de policier, soit considérée de la même façon que quelqu'un qui vient de commencer le brevet. Elle rappelle qu'il existe, dans le domaine de la santé, des mécanismes de reconnaissance des parcours et connaissances acquises.

M. Etter précise que le certificat de l'ISP, pour les ASP, n'a pas de lien avec le brevet fédéral de police et dure 2 ou 3 mois.



M. Poggia trouvait anormal qu'un ASP souhaitant devenir policier devait anciennement démissionner, repartir à 0, sans pouvoir garder son poste en cas d'échec. Il a changé cela, et un ASP qui veut devenir policier peut le tenter en ayant la garantie de conserver sa place. Cependant, même si un ASP armé avec quelques années d'expériences a appris certaines tâches de police, il n'a pas toutes les compétences requises par le brevet de police. Les policiers ne comprendraient pas qu'un ASP puisse, avec ses 3 mois de formation, remplacer leur année à Savatan. Au surplus, il n'est pas de la compétence du conseiller d'Etat de permettre aux ASP de devenir policiers, puisque le brevet est du ressort de l'ISP, lequel considère les 2 ans de formation comme un prérequis, et ne donne pas d'équivalence.

M. Poggia ajoute que pour les APM, ce sont les polices municipales qui décident le titre requis. Ainsi, les municipaux vaudois ont le brevet fédéral, ce qui est intéressant pour leur mobilité. Il serait possible de décider qu'un APM doit avoir le certificat d'ASP armé, si l'on considère que le port de l'arme est indispensable. A Genève, les APM sont presque mieux formés que les ASP, puisqu'ils passent 3 mois à Savatan, contre 8 pour les APM. Des discussions sont en cours avec l'ACG pour uniformiser les exigences et les missions des APM, avec en arrière-plan la question de savoir s'il ne faudrait pas un commandement unique sur tout le territoire plutôt que 17 polices pour 45 communes.

M. Etter explique que les passerelles entre ASP et policiers ont été envisagées. Une analyse comparative des deux formations a été conduite, d'où il ressort qu'une passerelle durerait au moins 7 ou 8 mois. Au surplus, les Suisses-Allemands n'avaient pas du tout la même vision des liens entre ASP et police, sachant que les ASP y sont formés sans plan d'étude-cadre, ce qui donne lieu à des formations disparates. Pour finir, l'école permet aussi de créer des liens et de se sentir intégré, donc les ASP qui font Savatan sont souvent contents.

M. Etter est coordinateur romand de la formation policière. Il a passé 18 ans au sein de la police de Lausanne, dont 14 dans la formation. Il a été directeur de l'Académie de police de Savatan, puis a dirigé le projet de réforme policière vaudoise. Dans le cadre de son rôle de coordinateur, il préside le cercle d'examens 1, qui concerne la Romandie, et a participé à l'élaboration du Concept général de formation (CGF) 2001 et 2003.<sup>13</sup>

M. Etter présente l'historique récent de la formation policière en expliquant que l'on a décidé, entre 2000 et 2003, qu'il fallait une école de police en

---

<sup>13</sup> Voir Annexe 7 : DSPS, Présentation du Concept général de formation policière CGF 2020 – École romande, 28.04.2022

Romandie, trois en Suisse-Allemande, et une au Tessin. Il était aussi clair qu'une reconnaissance fédérale était nécessaire. Celle-ci était une revendication des syndicats, alors qu'il y avait de grandes différences entre les cantons. La question s'est posée de savoir quel serait le diplôme décerné, et le brevet fédéral était le seul titre permettant d'avoir une formation sur une année. L'accès à ce brevet fédéral nécessite un CFC ou un titre jugé équivalent.

M. Etter explique qu'avec le CGF 2003, il y avait un plan d'études-cadre qui fixait les directives et prévoyait des stages et formations dans les polices. Cependant, au fil du temps, de nombreux cours se sont ajoutés et le stage a été réduit de trois à un mois. Il a fallu s'adapter et passer au CGF 2020, qui prévoit une formation sur 2 ans, mais cela ne signifie pas que l'ancienne formation d'un an était mauvaise. Il a fallu définir un profil de compétences commun entre les différents corps de police, communaux ou cantonaux de toute la Suisse, avec des descriptions complètes des domaines du métier. Il rappelle que la formation de 2 ans commence par une première année d'école, pendant laquelle l'aspirant accomplit un stage d'immersion de 9 à 15 semaines, afin de connaître son corps. Cette première année d'école mène à un examen qui permet d'entrer en stage pour la deuxième année. La deuxième année est faite de stages dans la police, avec des travaux pratiques standardisés dans toute la Suisse. En effet, comme l'organisation des stages est différente selon les cantons, il y a des guides qui permettent d'avoir une unité de doctrine quant à la manière de les concevoir. La deuxième année se conclut par l'examen du brevet fédéral.

M. Etter rappelle les bases légales pertinentes : le plan de formation policière (PFP), le règlement d'examen et les directives pour ce règlement. Il explique qu'il y a deux lieux régionaux de formations : Savatan et le Centre interrégional de formation de police (CIFPol), qui gère l'école de Grange-Paccot et celle de Colombier. La structure de la formation est la même, malgré des spécificités. L'objectif est de rationaliser les choses pour rapprocher les formations des deux centres. Il évoque ensuite l'examen préliminaire qui suit la première année. Il y a 4 épreuves : l'une écrite, sur des cas pratiques, l'autre orale (un jeu de rôle sur une plainte au guichet) et 2 examens pratiques. La deuxième année est divisée en 2 phases. D'abord, une introduction permet de s'acclimater à une police, en se familiarisant avec ses outils informatiques et sa « culture ». Ensuite, des missions pratiques avec un coach. Enfin, les aspirants rendent un rapport-portfolio, sur lequel ils seront évalués à l'examen final. Lui-même est composé d'un écrit et d'un oral. Les aspirants doivent évaluer leurs compétences, en parallèle avec leurs coaches. Ils contrôlent leur adéquation au poste. L'examen oral consiste en une défense de leur rapport.

M. Etter termine sa présentation avec l'école romande multi-site, développée sur mandat de la Conférence latine des directeurs de justice et police (CLDJP) dans le but d'unifier les écoles existantes. La CLDJP a aussi décidé de mettre sur pied une commission de formation et un conseil scientifique dans le but d'analyser les cours à donner et à améliorer. Pour la séance plénière de cet automne, un comité de pilotage, dont fait partie M. Poggia, va travailler sur une feuille de route concernant la formation, l'organisation et le statut juridique de l'École romande multi-site. M. Etter rappelle que la création d'une École romande multi-site est un objectif depuis longtemps, mais qu'il y avait 4 écoles différentes jusqu'en 2016. Cette année, avec l'arrivée des aspirants genevois à Savatan, il en est resté 3, tandis que la création du CIFPol, en 2017, a réduit leur nombre à 2, qui est la situation actuelle. L'avenir est dans cette école romande multi-site, Savatan n'est pas une solution pérenne. Le but est d'avoir une unité de doctrine forte, sachant que les aspirants continueront à intégrer la « teinte » de leur police lors de leur deuxième année de formation.

***Discussion sur la présentation du DSPS concernant la formation des policiers CGF 2020 et le projet d'école romande multi-sites (séance du 5 mai 2022)***

Une députée (S) demande au DSPS qui est au courant du projet de formation mutli-sites, où en est sa gestation et si la commission peut avoir un retour des syndicats à ce propos.

M. Grosdemange propose d'apporter une réponse écrite à la commission.

Le président demande s'il y a des réactions au sein de la commission suite à l'audition de M. Etter par rapport au projet qui prévoit une formation à Genève. Le département propose une formation multi-sites.

Un député (MCG) pense que c'est un élément parmi d'autres du PL 12521. Des propositions ont été annoncées par le DSPS sur ce projet de loi. Il faut se concentrer sur les amendements du DSPS, voire sur les propositions des députés pour retravailler ce projet de loi. Il ne faut pas aborder ici des questions opérationnelles sinon on va se noyer.

Une députée (Ve) est restée sur sa faim. La commission avait souhaité un retour du COPIL qui gère le travail qui se fait sur la LPol. La présentation sur la formation était tellement longue que les commissaires n'ont pas pu poser de questions. La commission a eu l'impression que des modifications étaient proposées pour ne pas toucher à la LPol. La députée (Ve) constate qu'il est difficile de se comprendre entre la volonté des signataires du projet de loi, celle de la Commission judiciaire et ce que fait le département avec le COPIL. Elle

ne sait pas comment exploiter ce qui a été présenté dans le cadre des travaux sur ce projet de loi.

M. Grosdemange informe la commission qu'il y aura une séance avec le magistrat et le COPIL le 10 mai prochain. Il a demandé à M. Vautravers d'établir un rapport sur le travail du COPIL qui apporte des réponses aux inquiétudes concernant les grades. Il estime que ces deux objets ont obtenu des réponses claires. Il pense qu'il faut consolider cela par écrit avec les recommandations. Il y aura ainsi des propositions circonstanciées par rapport à la pétition et au projet de loi. Il demande si cela peut convenir à la commission en attendant le point sur la gouvernance et voir comment va évoluer la direction des opérations avant d'envisager une modification de la LPol.

La députée (Ve) comprend qu'un amendement général va être proposé.

M. Grosdemange répond par l'affirmative.

La députée (Ve) souligne que la commission attendait quelque chose sur la gouvernance.

M. Grosdemange doit voir quelle date le président du département peut proposer avant la fin de l'année.

Un député (PDC) indique que ce calendrier ne lui convient pas du tout. Ce projet avait été promis au printemps 2020. Il a l'impression qu'une majorité de la Commission judiciaire souhaite que les choses avancent très vite et qui, si elle ne voit pas de propositions du DSPS, votera le projet de loi d'ici le mois de juin. Il a l'impression que règne une sorte de *soft law* et que des groupes de travail hors de tout cadre parlementaire décident un programme de formation qui a des implications importantes. Il peine à accepter ce processus peu démocratique. Dans le procès-verbal de la dernière séance, il lit que l'on demande à M. Etter les bases légales par rapport à la formation multi-sites et sa réponse est d'indiquer que cela figure dans un règlement et dans les discussions de la conférence. Ce n'est pas acceptable.

M. Grosdemange précise qu'il y a lieu de distinguer la formation elle-même, issue de l'ISP, et les infrastructures à disposition pour la dispenser. Le programme est fait par l'ISP. A la question de savoir si c'est à Savatan ou à Moudon, cette question est du ressort de la CLDJP. Il n'y a pas de souci institutionnel.

Le député (PDC) explique qu'il avait l'impression, en relisant le procès-verbal, que l'organisation de la formation y compris des examens, dépendaient de directives par rapport à un règlement. Le projet de loi dont M. Batou est le premier signataire a le mérite de fixer une base légale claire. Le parlement reste

maître de ce qui va se faire par rapport à la police. Il rappelle qu'il est question d'un service public.

M. Grosdemange indique que la loi peut fixer le lieu, mais que le programme dépend de l'ISP. Si le parlement veut introduire un contenu, il n'aura rien à faire avec la formation de base.

Une députée (S) relève que c'est la première fois que le DSPS informe la commission qu'il prévoit un amendement général au projet de loi. S'ils doivent encore en discuter dans la CLDJP, elle comprend que l'amendement ne parviendra pas à la commission avant plusieurs mois. Elle demande si le DSPS compte parler de la formation dans l'amendement qu'il va proposer.

M. Grosdemange précise que la question de la localisation de l'école ne figure pas dans la LPol. Les auteurs du PL 12521 veulent fixer la localisation de l'école à Genève. Le vrai problème se situe au niveau de la gouvernance de la police qui va induire une modification légale. Il va y avoir un amendement général. Le COPIL a déjà travaillé sur des orientations et il va voir comment les traduire dans la loi pour améliorer le fonctionnement de la police. La question de la formation n'existait pas dans la loi.

Un député (PLR) a déjà conduit une démarche de reconnaissance de la profession qui passe par des contraintes précises. Dès que l'on met le doigt dans le système, on n'a plus la maîtrise totale de la formation de base. Cela fait partie d'un carcan cadré auquel on ne peut pas déroger, confié à une entité représentative de l'institution professionnelle, en l'occurrence l'ISP. On perd une liberté de manœuvre que l'on ne pourra pas imposer par la voie législative.

Un député (MCG) rappelle que l'on se situe au niveau du cadre et pas de l'opérationnel. Lors de la dernière séance consacrée à ce projet de loi, la commission était entrée dans des considérations opérationnelles. Il s'agit d'avoir une loi qui tienne compte de l'opérationnel sans s'y perdre.

### ***Audition de l'Union des fonctionnaires de la police genevoise (UFPG) (séance du 9 juin 2022)***

*Audition de M. Jean-Pierre Joumbat, président de l'UFPG, et de M. Adrien Ceccato, responsable du groupement ASP armés à l'UFPG*

Le président rappelle que l'UFPG a demandé une audition dans le cadre du PL 12521. Il s'enquiert de l'historique de l'UFPG et des fonctionnaires que l'UFPPG représente.

M. Joumbat explique que l'UFPG a été créé en 2019 avec la vocation de représenter les ASP armés, non armés et l'ensemble du personnel administratif de la police cantonale. Elle vise la défense des conditions de travail de ces

derniers. Il rappelle qu'il devrait y avoir, outre La LPol, un règlement dans lequel sont censées figurer des dispositions de la loi. La dénomination des ASP dépend de l'article 19, alinéa 1, lettre b LPol, qui les décrit comme « assistants de sécurité publique ». Le DSPS leur a permis d'indiquer « fonctionnaires de police » sur leurs cartes de légitimation. Les syndicats concernés traitent avec le DSPS depuis 2 ans et demi pour mettre en place cette base légale et arrivent à bout touchant. Ils devraient réussir à trouver un terrain d'entente. Les ASP travaillent selon certains articles de la LPol et un cahier des charges édicté par la police et validé par l'OPE. Certains points sont restés flous. L'UFPG a donc hâte de parvenir à une base légale.

M. Joumblat explique que l'UFPG était rattachée à l'Union de la protection du personnel diplomatique. Ils avaient pour vocation de défendre les ASP 3. Ils ont ensuite ouvert leurs rangs.

Le président comprend qu'un règlement d'application devrait, sur la base de l'article 19 LPol, permettre de mieux définir leurs missions des fonctionnaires que représente l'UFPG.

M. Joumblat acquiesce et ajoute qu'il s'agit aussi de définir leurs compétences.

Le président donne lecture de l'article 19 LPol avec la modification prévue et demande à l'UFPG son opinion sur cette modification.

M. Joumblat considère que la proposition de l'article 19, alinéa 1, lettre c LPol du PL 12521, à savoir « *le personnel non policier, y compris les assistantes et assistants de sécurité publique* » concerne le personnel non policier. Cette appellation ne les satisfait guère. Depuis la création de l'UFPG, leur leitmotiv est la valorisation de ces personnes. Dans d'autres cantons, les ASP armés sont exclusivement affectés au transport des détenus. A Genève, ils ont d'autres missions. Ils ne sont donc pas des ASP à proprement parler, mais des fonctionnaires de police avec un métier bien à eux. Le terme proposé par le PL 12521 est trop dévalorisant. Ils auraient préféré un terme générique plus valorisant et représentatif de la fonction. L'UFPG estime que le terme « fonctionnaire de police » conviendrait pour les ASP armés sans pour autant les confondre avec les gendarmes. Ils ne voient pas de problème à ce que les ASP non armés soient toujours nommés comme tels, puisqu'ils assistent véritablement la police. Enfin, le personnel administratif remplit effectivement des tâches de bureau et n'appelle donc pas de modification.

Un député (EAG) demande s'il y a une différence au niveau de la formation des ASP.

M. Joumblat explique que la formation actuellement dispensée à Savatan est générale. Les ASP armés ont ensuite des modules supplémentaires.

Un député (MCG) s'enquiert du nombre de membres de l'UFGP.

M. Joumblat indique qu'ils sont un peu plus de 100. Il ne peut pas donner de chiffre exact. Cela inclut les ASP 3, 2, 1 et le personnel administratif et technique, mais pas les ASP 4.

Le député (MCG) se réfère au canton de Vaud où les ASP non armés ont d'autres fonctions. En ce qui concerne la proposition du terme « fonctionnaire de police », il relève qu'à Genève, une formation de 2 ans avec le brevet est nécessaire pour exercer certaines fonctions de police.

M. Joumblat précise que les ASP vaudois effectuant du transport de détenus sont armés. Ils sont appelés « ATS armés » et sont cantonnés à des missions d'assistance à la police, contrairement aux ASP armés genevois. S'agissant du brevet, le terme n'a rien à voir avec la formation. Le but n'est pas de se substituer à des gendarmes ou inspecteurs.

Une députée (Ve) constate qu'il s'agit d'une question de terme. Elle demande si un changement a déjà été accepté au niveau de la loi par le DSPS, puisque l'UFGP a signalé ce changement sur leurs cartes de police.

M. Joumblat indique que la question centrale, c'est le terme utilisé. Les cartes de police sont une faveur du DSPS. Ils avaient auparavant la même mention que celle du personnel administratif et technique.

La députée (Ve) demande s'ils ont un avis sur le reste du projet de loi.

M. Joumblat répond qu'on ne leur a pas précisé qu'ils allaient être auditionnés sur la globalité du projet de loi.

Une députée (S) revient sur l'intervention du député (MCG). Elle demande pourquoi les membres de l'UFGP n'ont pas fait partie de l'UPCP avant de créer leur syndicat. Elle demande pourquoi les ASP 4 ont leur propre syndicat. Elle constate que les différents ASP armés ont une formation commune avec les autres cantons à Savatan mais ne déploient pas les mêmes activités sur le terrain.

M. Joumblat précise que l'UPCP est un syndicat professionnel. Une demande avait été faite par les ASP 4 de rejoindre l'UPCP ou le SPJ, mais ils s'étaient vu signifier un refus. Il leur restait donc deux solutions : rester dans un syndicat généraliste ou créer le leur. Lorsque les ASP 3 se sont rendu compte que cela en valait la peine, ils ont demandé aux ASP 4 de rejoindre leur entité, ce qu'ils n'ont pas voulu. Les mêmes questions ont été posées à l'organisation faîtières des syndicats de police lorsqu'ils ont créé leur propre syndicat. M. Joumblat le regrette, mais explique qu'ils n'ont pas eu d'autre choix.

M. Joumblat mentionne, s'agissant de la formation commune, que cela a toujours été le cas pour la police genevoise, en tout cas concernant les ASP. Ils n'avaient pas vraiment de formation avant la mise en place de cette dernière à Savatan. Les premiers ASP engagés datent de la fin des années 90. Ils ont eu 2-3 modules de formation avec les écoles de gendarmes et d'inspecteurs de la police judiciaire et c'est tout. La première formation a été mise en place vers 2010, à Neuchâtel, jusqu'en 2015. M. Maudet a alors décidé de déplacer cette formation à Savatan. Les gendarmes et inspecteurs ont ensuite suivi une année après. Ce n'était pas forcément la meilleure solution. Depuis 2019, l'Institut suisse de police (ISP) s'est penché sur la question et a mis en place une reconnaissance de la formation. Une formation plus spécifique pourrait être mise en place.

Un député (PLR) demande si l'on est au bon échelon ici. Il a consulté le site [edupolice.ch](http://edupolice.ch) et il semblerait que la terminologie soit fédérale. Il demande s'il ne faudrait donc pas qu'elle soit unifiée au niveau du pays.

M. Joumblat précise que ce n'est pas un titre protégé. En Allemand, le terme est « *Polizeiassistent* », qui a récemment changé pour « *Polizeisicherheitsassistent* ».

Le député (PLR) rappelle que durant la législature précédente, la question de l'octroi du brevet d'agent de police aux agents de police municipaux avait été discutée. Mais la Confédération ne reconnaît pas les agents de police municipale. Il demande s'il y a une volonté de se voir décerner un brevet fédéral de police.

M. Joumblat note que les agents de police municipale sont une spécialité genevoise. Son syndicat ne demande pas l'obtention du brevet fédéral de police. Mais des discussions dans ce sens sont en cours au niveau fédéral. Concernant la reconnaissance de leur formation en tant que certificat fédéral de policier, qui leur a été refusé par l'ISP, ils ont recouru au Tribunal administratif fédéral. Leurs membres souhaitent recourir au Tribunal fédéral si nécessaire.

Le député (PLR) demande s'il y a besoin d'être citoyen suisse pour être ASP armé.

M. Joumblat indique qu'un permis C suffit. Légalement, il n'y a pas besoin d'être Suisse pour être policier. Cela dépend de chaque police. Bâle est la première de police Suisse à avoir engagé des permis C.

Le député (PLR) explique que cela découlait à l'origine du fait qu'on exigeait des policiers qu'ils passent par l'école de recrue.

Un député (EAG) s'enquiert du nombre d'ASP 1, 2 et 4.



M. Joumbat ne l'a pas en tête, mais suppose que le secrétaire général adjoint du DSPS doit le savoir.

Le député (EAG) se réfère à l'article 19 LPol dans sa teneur actuelle qui les décrit comme « assistants de sécurité publique ». Il demande si le nouveau terme suggéré par l'UFPG devrait également s'appliquer aux ASP non armés.

M. Joumbat précise qu'ils ne le demandent pas forcément pour les ASP non armés. Si une décision devait être prise pour aller dans ce sens, ils ne s'y opposeraient pas.

Le député (EAG) explique que cela pose un problème pour la lisibilité de la loi. Il y a des gendarmes ; des fonctionnaires de police – mais les gendarmes sont aussi des fonctionnaires de police au sens large – et du personnel administratif et technique. Le terme « fonctionnaires de police » est tellement général qu'on ne voit pas comment il peut s'appliquer aux seuls ASP.

M. Joumbat souligne qu'il est difficile pour la population de s'y retrouver. Leur appellation, leurs pattelettes et leurs couleurs sont différentes selon l'endroit où ils sont. Une des alternatives pourrait être « agent de police armé » ou « agent de police » tout court. C'est en effet plus valorisant, mais pas nécessairement plus clair.

Un député (UDC) comprend qu'il est difficile pour les citoyens de s'y retrouver, puisqu'il y a partout la mention « police ». Il demande qui a pris la décision de modifier leurs cartes de police.

M. Joumbat explique que le DSPS a répondu favorablement à une demande de l'UFPG. Au niveau de l'uniforme, c'est compliqué. On leur demande souvent qui ils assistent, de qui ils dépendent ou s'ils sont en formation. C'est déroutant et peut être perturbant selon la gravité de la mission. Du fait qu'ils sont en gris, on les confond souvent avec la police municipale, même si ce n'est pas le même gris. Ils sollicitent ainsi une modification des uniformes et de l'appellation pour rendre leur fonction plus claire auprès de la population.

Le député (UDC) demande s'il est possible de transmettre leur cahier des charges à la commission.

M. Joumbat suggère d'en faire la demande au DSPS.

Un député (PLR) demande quel serait les conséquences si l'UFPG obtenait gain de cause auprès du Tribunal administratif fédéral ou du Tribunal fédéral sur la reconnaissance de leur formation.

M. Joumbat explique qu'avant, ils n'avaient pas l'obligation de faire des modules complémentaires, de même que d'autres corps. C'était notamment le cas des agents de sécurité privés qui travaillaient pour les CFF. Les CFF ont

adressé une demande à l'ISP de reconnaissance du titre de « police des transports » pour ces derniers. L'ISP leur a donné raison, au même titre que la PSI. Ces derniers ont donc eu le certificat sans passer par des modules complémentaires.

Le député (PLR) note que cela pose la question de l'obtention du brevet fédéral. Tout est axé sur la mobilité parfaite entre les différents corps de police et les cantons. On devrait donc avoir une formule équilibrée.

M. Joumblat souligne que c'est la raison pour laquelle le brevet fédéral a été mis en place.

***Audition de l'Union du personnel des agents de renvois (UPAR) (séance du 9 juin 2022)***

*M. David Caruana, président, M. Yvan MARTINEZ, secrétaire général, UPAR*

M. Caruana excuse en préambule l'absence de M. Michael Jordan, vice-président de l'UPAR.

Le président rappelle aux auditionnés qu'ils sont entendus au sujet du PL 12521 modifiant la LPol. L'UPAR a sollicité cette audition. Il leur propose de présenter leur association et leur vision de l'article 19 de la LPol qui les concerne.<sup>14</sup>

M. Caruana indique que l'UPAR a été créée en 2018 pour représenter les agents de renvoi, rechercher des solutions à tous les problèmes liés à la fonction d'ASP 4, valoriser la profession et protéger ses acquis sociaux. En 2015, les préposés au refoulement deviennent des ASP 4. Ils effectuent toutes les tâches relatives au rapatriement, extradition et réadmissions dans les domaines de la LEI et de la LAsi. Ils interpellent des individus sur le domaine privé et la voie publique et mènent des interventions sur les sites de détention pénale et administrative.

M. Caruana indique que la problématique qui les occupe date de 2001, lorsque les préposés au refoulement ont demandé une base légale pour effectuer leur mission, ce qui n'a pas abouti. Un projet de règlement peine à arriver. L'UPAR rencontre régulièrement le DSPS et M. Grosdemange à ce sujet, mais ils continuent à travailler avec un cahier des charges sans base légale. Leur statut est unique en Suisse. Dans les autres cantons, leurs missions sont effectuées par des policiers. Il leur est donc impossible de travailler dans d'autres cantons. Il ajoute que la condition d'admission à la fonction d'agent

---

<sup>14</sup> Voir Annexe 8 : UPAR, Présentation, 09.06.2022

d'escorte de l'ISP est d'être un policier expérimenté, ce qui n'est pas leur cas. Cette voie ne leur est donc pas ouverte. Lors des perquisitions visant à interpeller une personne sans titres valable, les ASP 4 n'ont aucune prérogative pour contrôler les autres personnes présentes, éventuellement en situation irrégulière. Les ASP 4 travaillent souvent avec des policiers, mais un agent de sécurité publique ne peut pas être chef de mission et donner un ordre.

M. Caruana constate que la réforme de 2016 a donné lieu à des incompréhensions. Des tensions sont omniprésentes en raison du manque de soutien de la hiérarchie. Les ASP 4 étaient auparavant rattachés à la PJ. Le fait d'être rattachés à la Police internationale, depuis 2017, pose des problèmes du fait qu'ils travaillent en civil et interviennent sur la voie publique. Il n'existe aucun plan de carrière.

M. Caruana précise que l'UPAR propose deux solutions. La première consisterait en la création d'une police des étrangers avec un statut propre. Le terme ASP n'est pas adéquat car ils n'ont pas une fonction d'assistant. Ils ont proposé le terme « enquêteur de l'immigration ». Cela pourrait être complété par un module judiciaire portant sur la LEI. Cela impliquerait de quitter la police internationale et de rejoindre la Cellule requérant d'asile (CRA) ou d'être à nouveau rattachés à la PJ. La seconde consisterait en la mise en place d'une passerelle vers le statut de policier, via l'ISP, qui ouvrirait la voie à une perspective d'évolution professionnelle pour les ASP 4.

Le président fait remarquer que les solutions alternatives proposées par l'UPAR ne dépendent pas du législateur. La LPol n'a aucun impact sur les problèmes dont fait état l'UPAR. Il note que l'article 19, alinéa 2 LPol renvoyant à un règlement d'application permet de régler ces problèmes.

Une députée (Ve) peine à comprendre comment les solutions proposées par l'UPAR, qui sortent du cadre du PL 12521, résolvent les problèmes évoqués. Ce n'est pas vraiment un enjeu lié au lieu où ils travaillent, mais une question de savoir quoi faire avec eux : changer de formation ou continuer dans leur voie propre. La passerelle vers le statut de policier est une autre solution. Elle ne considère pas que celle-ci implique une modification de la LPol.

M. Martinez précise qu'ils ont formulé deux propositions. Celle d'obtenir un statut d'enquêteur. En 2015, ils ont cru que le statut d'ASP 4 serait spécifique et réglerait leurs problèmes. Si la possibilité d'obtenir une passerelle vers la fonction de policier n'est pas possible, ils se contenteront de cette modification de statut.

La députée (Ve) demande si leur but est que les ASP 4 deviennent des policiers.

M. Martinez explique que leur problème est le flou juridique actuel. Ils craignent de travailler et d'intervenir avec ce statut. S'ils sont avec des policiers lors de missions, cela provoque des tensions, alors que ces missions sont sensibles. Cela pose des problèmes de formation. La leur n'est pas en lien avec le travail qu'ils font. Ils mènent des auditions de personnes interpellées dans le cadre du régime Dublin. Un avocat devait être présent lors de ces auditions, qui ont été menées depuis des années sans avocat... Un collègue a failli être poursuivi pénalement car il n'avait pas respecté les droits des interpellés, alors qu'il n'en avait aucune idée.

La députée (Ve) est dubitative. Ces compétences sont fixées au niveau fédéral. Il s'agit d'une problématique qui va au-delà du PL 12521. Les ASP 4 ont dû effectuer des tâches qui ne leur incombait pas. Si la Commission judiciaire et de la police peut faire quelque chose, ce sera plus sur des questions de formation. Elle souligne que les ASP 4 risquent de se voir enlever des compétences au vu de ce dont ils font état.

M. Martinez note qu'ils exercent ces tâches depuis 7 ans. Les leur enlever serait ne pas reconnaître ce qu'ils font depuis des années. L'ISP s'est dit prêt à leur décerner un brevet, mais cela a été refusé au vote. Il sait que les ASP 3 recourent contre la décision de l'ISP à leur égard. Ils se plient à ce qu'a décidé le DSPS.

Un député (EAG) a de la peine à s'y retrouver. Il demande s'ils les ASP sont dans des silos étanches ou s'ils peuvent passer du statut d'ASP 1, à ceux d'ASP2, 3 ou 4. Il demande si les chiffres 1, 2 3 ou 4 indiquent un niveau de rémunération croissant et qui porte une arme.

M. Martinez indique que les ASP 1 et 2 ne sont pas armés. Les ASP 2 sont rattachés au poste CASTOR. Les ASP sont armés dès le niveau 3 et suivent une formation de 4 mois à Savatan. Les ASP 3 sont en classe 12. Pour devenir ASP 4, il faut un prérequis de minimum 3 ans en tant qu'ASP 3. Les candidats sont ensuite soumis à une évaluation qui consiste en des tests de français, sport et psychotechnique. Ils effectuent une année de formation en brigade, puis suivent la formation d'agent d'escorte suivi d'un examen. En cas de réussite, ils sont confirmés en tant qu'ASP 4. Ces derniers sont en classe 14 et bénéficient d'une assurance-maladie similaire à celle des policiers. Jusqu'en 2015, ils étaient traités comme les policiers en termes de classe et d'assurance-maladie. Ces derniers sont en classe 15 et ont une assurance-maladie un peu plus favorable.

Le député (EAG) demande s'ils sont demandeurs d'une formation complémentaire permettant d'obtenir un brevet fédéral de police.

M. Martinez indique que cela leur avait été proposé à l'époque par M. Maudet. Ce n'était toutefois pas possible en pratique car cela impliquait de retirer des agents pendant un an afin qu'ils suivent une formation complémentaire, chose impossible au vu du nombre d'agents.

Le député (EAG) demande pourquoi ils sont organisés en syndicat séparément des autres ASP.

M. Caruana explique qu'ils ont créé leur syndicat avant les autres. Ils leur ont proposé de les rejoindre, mais les différents ASP n'ont pas les mêmes objectifs. Les ASP 4 demandent avant tout la légalisation de leur mission.

Une députée (S) a cru comprendre qu'ils sont soumis à une formation d'un an suivi du brevet d'agent d'escorte qui les certifie. Elle demande si cela existe dans d'autres cantons.

M. Caruana signale que le certificat est donné uniquement à des policiers expérimentés.

La députée (S) s'enquiert de leur titre.

M. Caruana précise qu'il s'agit d'un certificat pour ceux qui ont fait l'école de formation. Certains ont été en activité bien avant sa création et n'ont donc pas ce titre. Ils ont suivi une formation à l'interne.

La députée (S) demande en quoi leur certificat est distinct du brevet de police.

M. Caruana explique qu'ils suivent une formation de 4 mois à Savatan. Ils effectuent ensuite un an de stage puis un examen d'escorte qui finalise le processus. En cas d'échec, l'agent revient à la fonction d'ASP 3.

La députée (S) constate un problème en termes de mobilité et de valorisation. Elle est persuadée qu'ils remplissent des missions attribuées à la police. Elle demande quelles discussions sur la complémentarité devraient avoir lieu au sujet de leur formation et du brevet de policier.

M. Caruana indique qu'ils voient les mêmes branches que celles menant au brevet de police en 4 mois à Savatan, mais en moins approfondi. Il leur faudrait passer des modules plus exigeants suivis de stages. Ils sont en pourparlers pour une passerelle.

La députée (S) demande si les années passées comme ASP 4 sont reconnues pour les personnes qui désirent suivre la formation du brevet de police.

M. Caruana répond par la négative.

Un député (MCG) constate que les ASP4 travaillent sans base légale et contrôlent des personnes en situation irrégulière. Leur mission est d'aller les chercher et de les refouler, pas de regarder si elles sont en situation irrégulière

ou non. S'agissant de transversalité, il demande s'ils seraient d'accord de remettre leur uniforme pour aider les services en sous-effectif. Il ne comprend pas ce que font les ASP 4. Ils effectuent des tâches qui incombent à des personnes qui suivent une formation de 2 ans, reconnue sur le plan fédéral, et qui les légitiment dans leurs actions. Il s'étonne de n'avoir vu aucun ASP 3 ou 4 demander à être auditionné lors du vote de la LPol, ce d'autant plus qu'ils semblent faire état de problèmes depuis 2001. Il leur suggère de regarder directement avec le DSPS pour régler ces problèmes.

M. Martinez précise que leur souhait n'est pas de pouvoir contrôler tout le monde. Ils doivent pouvoir reconnaître la personne en situation irrégulière qu'ils vont interpellier alors qu'il y en a plusieurs. Quand ils recherchent quelqu'un, ils ne peuvent pas fermer les yeux sur l'irrégularité des autres personnes. Ils devraient normalement soumettre ces cas au commissaire et les remettre à des policiers. Le problème c'est qu'ils constatent uniquement et ne peuvent pas agir.

Le président résume la problématique en concluant que les ASP 4 se sentent en insécurité car leurs compétences ne sont pas clairement définies.

M. Martinez le confirme. S'agissant de la transversalité, il explique que la plupart des agents viennent de la BSA. Faire un an de formation et des examens pour tout le monde, et accéder à une fonction qui n'est plus la même et revenir en arrière est également un problème pour les ASP 3. Lorsqu'ils doivent les aider, alors qu'ils sont dans une meilleure classe salariale qu'eux, cela crée des tensions. Ils ont demandé à le faire mais on a refusé de leur donner la formation et les compétences requises. Ils n'ont aucun problème à donner un coup de main, mais cela crée des tensions d'avoir des personnes qui font le même travail alors qu'ils n'ont pas la même classe salariale. S'agissant de l'uniforme, la BMR relève de la police judiciaire.

M. Caruana ajoute qu'ils sont environ 25, qui n'ont pas tous suivi la formation en brigade diplomatique. 15 d'entre eux viennent du transport de détenus et n'ont donc jamais suivi certaines formations, notamment concernant les amendes d'ordre.

Un député (MCG) se réfère à l'article 15 du projet de loi qui prévoit qu'ils portent l'uniforme. Il peine à comprendre pourquoi ils ne le porteraient pas.

M. Caruana indique que ce n'est pas possible pour certaines tâches.

Un député (PLR) note que l'UPAR dit ne pas revendiquer plus de missions policières, alors qu'ils se disent disposés à posséder un brevet de policier. Il ne comprend pas ce point de vue.

M. Caruana estime qu'un certificat servirait à légitimer toutes leurs tâches.

Le député (PLR) demande si tous les ASP 4 satisfont aux conditions de base pour obtenir un certificat de police.

M. Caruana répond affirmativement.

Un député (UDC) comprend qu'ils ne peuvent pas contrôler toutes les personnes en situation irrégulière. Il ne comprend pas pourquoi ils sont rattachés à la Police internationale. Un rattachement à la CRA aurait à son avis plus de sens.

### ***Discussion interne***

M. Grosdemange indique que les pouvoirs de police des ASP figurent dans le Règlement général sur le personnel de police (RGPPol). Le DSPS rédige en ce moment un règlement dédié. Ils doivent le soumettre au Procureur général, puisque ce dernier a une fonction de premier intervenant.

Un député (PLR) demande une notice récapitulative sur les différents titres d'ASP armés et non armés, 1, 2 3 et 4.

M. Poggia ajoute qu'ASP est un titre relatif à la formation. Le cahier des charges dépend des tâches.

### ***Retour sur les auditions de l'UFGP et de l'UPAR, présentation d'amendements par M. Sébastien Desfayes (séance du 16 juin 2022)***

*En présence de M. Sébastien Grosdemange, secrétaire général adjoint (DSPS)*

M. Grosdemange souhaite faire un lien entre les tâches de police qui peuvent être accomplies par des ASP avec le règlement. Il précise qu'il n'y a pas de déficit réglementaire ou légal, contrairement à ce qui a pu être affirmé. Les ASP existent dans la loi sur la police (LPol). La demande de légiférer adressée au Conseil d'Etat a été réalisée. Le chapitre 3 du règlement général sur le personnel de la police (RGPPol) est en effet consacré aux ASP. Le DSPS a toutefois accepté la critique selon laquelle cette délégation du pouvoir de police n'est pas formalisée. Un cadre assez large et souple est en vigueur et c'est pour cette raison que cela figure dans les cahiers des charges et parfois dans les ordres de service et les directives, qui apportent des précisions complémentaires à propos des tâches des ASP. La rédaction du règlement sur les ASP est en cours d'élaboration et va intégrer les grands principes qui sont déjà dans les cahiers des charges pour les ancrer au niveau du Conseil d'Etat. Il a fallu un certain temps pour adopter ce règlement, car ce n'est que tout récemment que des agents notificateurs ont été créés. L'Office cantonal des poursuites (OCP) doit recouvrir certains montants et il s'agit de notifier

certaines actes, tâche qui était initialement dévolue à la police avec dans les cas extrêmes un mandat de conduite. Indépendamment de la réorganisation de l'OCF, les mandats de conduite et les notifications des actes de poursuite ne sont pas des éléments nouveaux. C'était à l'époque les policiers qui les assuraient ces notifications. Ceci est désormais révolu. Les notifications et les mandats de conduite qui s'apparentent à du convoiement représentaient une tâche d'autorité publique correspondant à la formation et aux compétences des ASP. Ce cœur de métier consiste en effet en l'escorte de personnes en vue d'accomplir certains actes. L'UFG s'accorde sur le règlement dans lequel il est possible de retrouver les grands principes de la filière ASP et celui-ci est en voie de finalisation. Les cahiers des charges ont évolué et sont très récents. C'est dans le cadre de la Brigade des armes, de la sécurité privée et des explosifs (BASPE) qu'a eu lieu la dernière affectation d'ASP à des tâches de police.

Une députée (Ve) entend que le département a fait le constat qu'il y avait un besoin sur le moment et que des personnes pouvaient effectuer ces tâches en vertu de leurs compétences. Elle rappelle toutefois que ce n'est pas ce qui a été expliqué lors des auditions précédentes lors desquelles il a été fait mention d'un écart conséquent entre la formation et les prérogatives, notamment pour les ASP. Elle demande si M. Grosdemange a pu constater des attributions trop larges par rapport aux formations effectuées par ces personnes.

M. Grosdemange a travaillé plusieurs années avec la Brigade migrations et retour (BMR) et reconnaît qu'elle a un statut particulier. L'avènement des ASP 4 de la BMR est l'aboutissement d'un long processus de près de trois décennies et a fait suite aux besoins d'appui des policiers en la matière. Les ASP appuient les policiers au sens strict du terme. Il rappelle que la tâche peut être effectuée exclusivement par les policiers, par une mixité de policiers et d'ASP ou seulement par des ASP. La police judiciaire (PJ) a été interrogée afin de savoir ce qu'elle pensait du fonctionnement mixte au sein de la Brigade de la lutte contre la migration illicite (BLMI). En 2015, une réflexion s'est amorcée concernant une prise en charge de manière autonome et ceci a été adopté en 2016. En ce qui concerne le cadre légal, il précise que le département se rapporte à la loi sur l'asile (LAsi), la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI) et la loi fédérale sur l'usage de la contrainte. Dans cette dernière et dans son ordonnance d'application, il n'est pas question du statut de la personne, mais de la formation et des compétences. Ce que souhaite Berne lorsque ces rapatriements sont effectués, ce sont des compétences. Il y a dans ce domaine un biais car le modèle prévoyant l'accomplissement de cette tâche par les policiers est toujours en place. C'est pour cette raison qu'il y a des formations qui sont à l'heure actuelle verrouillées et réservées exclusivement aux



policiers. C'est pour cette raison aussi que la formation d'agent d'escorte que suivent les ASP 4, qui est la formation de base portant sur le rapatriement, s'effectue en dérogation des informations consultables sur le site internet de l'Institut suisse de police (ISP), selon lesquelles celle-ci est réservée aux policiers, notamment lorsqu'ils sont expérimentés. Elle était réservée aux policiers à la base, mais Genève a expérimenté un nouveau modèle ayant pour but d'exploiter les compétences des ASP et qu'elle a trouvé adéquat. L'ISP ne dépendant pas du département, ce dernier n'a pas pu influencer sur l'offre de cours. La formation de base est donc suivie par les ASP 4, mais il y a effectivement un problème au niveau des formations complémentaires.

Un député (EAG) explique que l'avènement des ASP 1, 2, 3, 4 était lié à une demande de modification d'un mot ou deux concernant le projet d'amendement de la LPol et la loi existante. Ces agents de sécurité souhaitent être désignés comme des fonctionnaires de police. Un bricolage a été effectué avec les différents ASP, les 1 et 2 n'étant pas armés et les 3 et 4 l'étant. Les ASP 4 sont presque dans la même classe de traitement que les policiers. Confier leurs tâches à la police ne créerait pourtant pas de réels problèmes d'efficience. Les ASP 4 ne sont par ailleurs pas fermés à l'idée de suivre une formation complémentaire qui leur permette d'accéder au brevet de policier. Il demande s'il n'est donc pas possible de confier les tâches des ASP 4 à la police, au moins en attendant qu'ils aient accompli les formations complémentaires.

M. Grosdemange précise que la problématique des ASP n'a jamais été liée à des questions financières. Le raisonnement s'est davantage effectué en fonction des missions. Il rappelle qu'un policier travaille sur des questions judiciaires, de violences domestiques, d'accidents de la circulation, d'enquêtes de voisinage ou encore de nuisances sonores. La BMR quant à elle renvoie des personnes. Il ne s'agit pas du tout de la même fonction. Ainsi, il convient de se demander s'il est pertinent que les membres de la BMR acquièrent l'ensemble des compétences policières précédemment citées en vue d'accomplir leur tâche.

Le même député (EAG) indique que l'extension de cette logique pourrait conduire à la création d'ASP 5 et 6, et à une segmentation plus grande encore. Selon lui, cette politique de spécialisation excessive risque d'être contre-productive. En effet, une personne ayant comme seule prérogative de renvoyer des personnes dans leur pays risque d'être sujette à des problèmes psychologiques sérieux et même d'éventuels burnout. La diversité des tâches fait partie des instruments permettant d'humaniser le travail de policier et d'assurer le bien-être des agents de terrain.

M. Grosdemange souscrit à ces propos. Il mentionne le Groupe d'intervention (GIPG) pour lequel il est possible de se demander s'il a une

tâche générique ou spécifique. Cette question a été tranchée puisqu'il s'agit désormais d'une unité spéciale avec des tâches très spécifiques comme la NEDEX (neutralisation, enlèvement, destruction des explosifs). Il y a une zone qui mérite peut-être une appréciation différente. L'arbitrage entre le générique et le spécifique est compliqué, mais l'exigence d'efficacité doit conduire à tenter des innovations et à en tirer un bilan. Il ajoute que la notion de clivage dans la police était l'une des préoccupations du département et c'est pour cette raison que les 1, 2, 3, 4 ont été supprimés dans le règlement. L'objectif a consisté à éviter toute forme de hiérarchisation verticale mais à les définir horizontalement en fonction de prérogatives particulières.

Un député (MCG) souhaite poursuivre le raisonnement de son préopinant concernant les éventuels problèmes liés à une mono-tâche. Il demande si une certaine transversalité entre les ASP 3 et 4 a été envisagée, afin qu'ils puissent s'appuyer les uns et les autres ou même une fusion.

M. Grosdemange constate que souvent les acteurs en question ont des inquiétudes quant au fait de perdre les prérogatives propres à leur unité spécifique. Ce n'est pas à l'ordre du jour que de les fusionner. Les nouvelles générations qui arrivent à la BMR sont toutes issues du système de certification ASP. Le règlement stipule qu'ils travaillent en civil, mais qu'ils peuvent porter l'uniforme dans leur cœur de métier. La transversalité a été envisagée avec l'Office cantonal de la détention (OCD), mais cela pourrait induire des ajustements salariaux qui ne les inciteraient pas à être mobiles.

Un député (PLR) cite l'exemple d'ASP qui se trouvent dans les locaux de la Centrale d'engagement, de coordination et d'alarme (CECAL). Il croit savoir qu'il faut être un policier très expérimenté qui a fait le tour de toutes les problématiques de terrain afin de prendre les bonnes décisions. Ce n'est pourtant pas le système qui est en place puisqu'il y a une délégation aux ASP. Il demande comment le département fait en sorte que ces personnes assurant des fonctions sensibles et qui n'ont ni la formation ni l'expérience d'un policier aient des attitudes adéquates, qui ne se réduisent pas à un simple algorithme décisionnel.

M. Grosdemange explique que cela dépend de la nature de la réquisition. Certaines peuvent être assumées de manière autonome tandis que d'autres requièrent une validation. Il précise qu'il y a des policiers avec une certaine expérience qui chapeautent la procédure.

Un député (UDC) se demande s'il ne faudrait pas intégrer ces effectifs au sein de la police avec des formations complémentaires. Un policier qui travaille dans un service spécialisé pendant dix ans risque d'être passablement perturbé s'il est muté dans un autre service. Il demande également s'il ne faudrait pas

rattacher les agents d'escorte à la police judiciaire. En effet, ils connaissent mieux le travail que les inspecteurs car ce sont des spécialistes.

M. Grosdemange indique que c'est la PJ qui a estimé que ces agents ne devaient plus en faire partie. L'analyse a été menée par la hiérarchie de la PJ et celle-ci a suggéré que le travail soit effectué de manière autonome et qu'ils soient rattachés à la PI. Le département a donc pris acte et cette brigade a été créée au sein de la PI. En ce qui concerne la formation, il vient d'apprendre que la passerelle qui était jusqu'ici en place a été supprimée.

Le même député (UDC) demande quels étaient les bénéficiaires de ces passerelles.

M. Grosdemange précise qu'il s'agissait du corps des gardes-frontières. L'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) a été remodelé et la restructuration a engendré la disparition des passerelles. Cette décision n'incombe pas au DSPS, mais à l'ISP.

Un député (S) explique qu'il a assisté à l'époque à la mise en place de ces ASP et leur fonction était exclusivement administrative, afin de libérer la police du travail administratif. Il y a toutefois eu depuis une digression totale avec la création des ASP 1, 2, 3, 4 et la multiplication des corps. Il ajoute qu'une personne travaillant en tant qu'ASP lui a fait part de son épuisement émotionnel et de son besoin de diversification. Il se rappelle d'une discussion avec M. Poggia, lors de laquelle le conseiller d'Etat avait fait part de la difficulté de remplir sur le champ de nouveaux postes à cause de l'inertie liée à la formation des agents. Il se demande si le plus simple ne consisterait pas à puiser dans les effectifs des ASP.

### ***Présentation des amendements par M. Sébastien Desfayes***

Le président explique qu'il a déposé un certain nombre d'amendements<sup>15</sup> avant de reprendre la présidence de cette commission et c'est en cette qualité qu'il va intervenir. Il souhaite rappeler le contexte dans lequel ces amendements ont été déposés. Le PL 12521, dont le premier signataire est M. Batou, contient un certain nombre de lignes directrices :

- rétablir la gendarmerie ;
- supprimer le système des silos, et attribuer un ensemble de missions à la gendarmerie ;
- rapatrier dans le canton la formation des aspirants gendarmes et policiers ;
- supprimer la référence à l'organisation militaire de la police ;

---

<sup>15</sup> Voir Annexe 9 : Amendements, de M. Sébastien Desfayes, 02.06.2022

- supprimer le conseil consultatif de la sécurité.

Le président rappelle par ailleurs que le département a transmis à la Commission judiciaire un bilan de mise en œuvre de la LPol établi dans le cadre de la motion 2540, dont le premier signataire est M. Alder. Ce rapport contient une réponse à ce projet de loi qui est une réponse politique, mais aussi technique. Il souhaite attirer l'attention des commissaires sur les pages 12-13 du bilan de mise en œuvre de la LPol. En page 12, il y a un premier organigramme portant sur la LPol de 2013 et un second sur la LPol de 2016, soit après la réforme. En page 13, il y a un organigramme décrivant les conséquences de l'adoption du PL 12521 réformant la LPol. Ses amendements n'ont aucun impact politique, mais sont le résultat des réserves techniques de M. Alder. Il n'y a aucune volonté de sa part de changer la philosophie du projet de loi, mais simplement d'apporter des modifications légistiques.

Le président indique qu'à l'heure actuelle la structure de la police est envisagée à l'article 6 du PL 12521 de la façon suivante :

*La police comprend les corps suivants :*

*-la gendarmerie, qui assure notamment les missions suivantes :*

*1°la police de secours ;*

*2°la police de proximité ;*

*3°la police routière ;*

*4° la police internationale.*

*-la police judiciaire ;*

*-la direction des opérations ;*

*-la direction des services d'état-major ;*

*-les commissaires de police. »*

Le président rappelle que le projet de loi prévoit que la police soit divisée en cinq corps différents. Il ne pense pas que cela reflète la volonté des auteurs. Les lettres c), d) et e) ont selon lui été mises à l'al. 1, car il s'agissait de l'option la plus acceptable. A son sens, il est évident que la direction des opérations, la direction des états-majors et les commissaires de police ne sont pas des corps en tant que tel, mais seulement des échelons de direction.

Le président ajoute que l'article 6 tel qu'amendé stipule que la police est dirigée par une commandante ou un commandant. Il s'agit d'une reprise de l'article 4, alinéa 2. Celle-ci est formée des deux corps suivants : la gendarmerie et la police judiciaire. Le nouvel alinéa 2 reprend les services d'appui. Il est inutile de définir à la lettre a) la mission de la gendarmerie car celle-ci est définie à l'article 10, alinéas 1 à 4. Les commissaires de police tels que prévus dans cet amendement ne forment pas un corps de police, mais doivent simplement être rattachés à la PJ. La direction des opérations n'a pas

lieu d'être avec un système où seuls deux corps coexistent. Ce sont dans ce cas les hiérarchies respectives qui vont s'en charger.

### *Questions des député-e-s*

Un député (PLR) demande s'il s'agit d'un amendement général.

Le président répond par la négative. Il s'agit d'amendements techniques à certaines dispositions, en l'occurrence les articles 6, 7, 8, 11, alinéa 4, et 12. L'article 7 a une nouvelle teneur et l'actuel article 7 du projet de loi est décalé à l'article 8. L'article 8 et l'article 12 sont supprimés.

Un député (MCG) demande quel est le but du « et » à l'alinéa 1, lettre a), et pourquoi ce « et » ne figure pas dans d'autres dispositions. Il y a parfois de la difficulté à comprendre la volonté du législateur. L'avantage du présent débat est qu'il permet d'apporter des clarifications.

Le président précise qu'il s'agit d'une méthode légistique, mais que c'est tout à fait juste à partir du moment où l'on met un « et » et que c'est cumulatif. Il reconnaît qu'il faut en effet répliquer cette méthode à l'alinéa 2.

Le même député (MCG) a une question en ce qui concerne la direction de la police par une commandante ou un commandant. Dès lors que l'on institue qu'elle n'est plus militairement commandée, il se demande s'il n'est pas plus pertinent d'inscrire « cheffe » et « chef » qui sont des termes davantage liés aux éléments civils.

Le président indique qu'il faudrait vérifier quelle est la dénomination utilisée dans l'ancienne LPol.

Un député (PLR) estime que la modification d'une structure comme celle de la police touche à l'opérationnel, ce qui dépasse les prérogatives des députés. La LPol forme un tout et des modifications spécifiques consistent à une remise en question de la structure de la loi telle qu'elle existe aujourd'hui. Il demande si cette tâche ne devrait pas incomber au département sur la base de besoins répertoriés et quantifiés et le cas échéant, si une modification de la loi est véritablement nécessaire de proposer des amendements. Cela fait donc longtemps que l'on attend des propositions du département, mais sur la base du projet de loi et des amendements qui l'accompagnent, il ne comprend pas où les auteurs veulent en venir. Les amendements du président lui paraissent dangereux et c'est pourquoi il n'est pas prêt à entrer en matière ni sur l'un ni sur les autres. Il souhaite avoir un retour du département pour connaître les besoins avérés en la matière avant d'avoir un débat.

Le président s'enquiert des amendements que le député (PLR) trouve dangereux.

Le député (PLR) mentionne la création de deux corps, soit la gendarmerie et la police judiciaire.

Le président lui demande s'il préfère que la direction des opérations, la direction des états-majors et les commissaires de police forment des corps de police différents. Il répète que ces amendements sont techniques et visent à corriger des erreurs qui ont été relevées par M. Vautravers dans son rapport. Il souhaite que la discussion porte sur les amendements et non sur le projet de loi en tant que tel.

Le député (PLR) explique qu'il est dangereux de supprimer la direction des opérations, la direction des états-majors et les commissaires de police de l'article 6, alinéa 1 alors que leur présence fait sens. Il ajoute que le terme de « commandant » ne se réfère pas exclusivement à du militaire. Il rappelle que la protection civile est composée de commandants.

Le président constate que les points auxquels le député fait référence n'ont aucun rapport avec les amendements. L'organisation de la hiérarchie figure par ailleurs à l'article 7.

Un député (PLR) explique que la problématique de la coordination opérationnelle disparaît des textes. Il demande quelle serait la liberté de manœuvre du magistrat et de la direction de la police pour l'organisation interne. Il demande comment le projet de loi et les amendements permettent d'éviter cette problématique.

Le président note qu'avec l'ancienne LPol, cette problématique a été multipliée par six de par l'instauration du système des silos. Il est à l'heure actuelle très difficile de savoir quelle instance exerce quelle fonction. Ce sont non seulement les policiers, mais également les procureurs qui sont concernés.

Le président indique que pour qu'il y ait une solution au problème des compétences, il faut une ligne hiérarchique qui soit claire. Les documents à disposition démontrent qu'il y a une multiplication de gradés avec toutes les questions hiérarchiques, de coûts et de personnes qui devraient être sur le terrain, mais qui ne le sont pas, qui vont avec. Mis à part M. Vautravers et les députés du PLR, il n'a trouvé personne qui soit satisfait avec la LPol actuelle.

Un député (MCG) trouve les amendements intéressants, car ils amènent de la clarté et de l'efficacité. Le PL 12521 et les amendements permettent justement de limiter les éléments opérationnels. Il ajoute que le développement des hiérarchies est lié à un flou qui a lui-même été créé par les diverses considérations de la LPol. En ce qui concerne les activités de la direction des opérations, il demande si cela peut être appliqué de manière réglementaire.

Le président acquiesce. Le but de ces amendements est de simplifier le projet de loi. L'organisationnel strict peut être défini dans les règlements.

M. Grosdemange demande pourquoi le président a choisi la PJ comme corps pour abriter les commissaires de police. Il explique que si ces amendements étaient adoptés, le service des commissaires serait le seul affilié à un des corps. D'autres services tels que la Brigade de Police Technique et Scientifique (BPTS) n'auraient pas cette particularité.

Le président note que cela figure dans le rapport de M. Vautravers et qu'il a été obligé d'assigner le service des commissaires à un corps. Il demande à M. Grosdemange s'il conteste la nécessité d'avoir une base légale en la matière. M. Grosdemange répond par la négative.

Le président explique que cela figure au point 8 à la page 14 du rapport de M. Vautravers. Il a estimé qu'il était important de ne pas supprimer cette fonction. Sur le terrain, dans le cadre de la signature d'actes judiciaires, il est indispensable que des commissaires soient à la manœuvre. L'absence de base légale pour les commissaires ou la suppression de la fonction ne sont pas des options envisageables. Le bilan a suggéré de les rattacher à la PJ et il a donc suivi ses recommandations.

Un député (UDC) demande si le président considère que la création de ces silos a été réalisée afin d'assurer une meilleure communication. Il estime que cela n'est pas très logique.

Le président indique que l'une des raisons d'être de ces silos a été de pallier les difficultés managériales. La création d'états-majors pléthoriques et la division en silos a notamment eu pour objectif d'affaiblir un corps et de renforcer la hiérarchie quant à d'éventuelles velléités réfractaires du corps de la gendarmerie. En d'autres termes, la mise en place de silos malgré une efficacité moindre permet un bien meilleur contrôle de la gendarmerie et d'éviter des contestations d'un corps qui serait devenu trop puissant de par sa taille.

### ***Présentation d'amendements par le DSPS (séance du 30 juin 2022)***

*En présence de M<sup>me</sup> Monica Bonfanti, commandante de la police, de M. Luc Broch, chef des opérations de la police, et de M. Sébastien Grosdemange, secrétaire général adjoint (DSPS)*

En préambule, le président signale que les commissaires ont reçu des amendements du DSPS, accompagnés d'explications aux différents amendements, ainsi qu'un tableau synoptique établi par le département.<sup>16</sup> Il ajoute que la commission avait prévu d'entendre M. Mauro Poggia aujourd'hui pour la présentation des amendements du département. M. Poggia est toutefois

---

<sup>16</sup> Voir Annexe 10 : DSPS, amendements, 28.06.2022

retenu par un engagement professionnelle fixé de longue date. Cela étant, la commission bénéficie de la présence de M<sup>me</sup> Monica Bonfanti, commandante de la police, M. Luc Broch, chef des opérations de la police, et M. Sébastien Grosdemange, secrétaire général adjoint au DSPS. Le président précise en conséquence qu'il s'agit aujourd'hui d'une présentation technique des amendements et non pas d'une prise de position politique du département. Celle-ci sera donnée ultérieurement par M. Poggia.

M. Grosdemange précise que le regard apporté ce jour par le département ne pourra être que technique et non politique étant donné l'absence du magistrat. Il rappelle que, dans le cadre du bilan de la LPol, présenté en réponse à la motion M 2540, le département avait défini 3 axes : RH et formation, et notamment le concept général de formation 2020 qui ont d'ores et déjà fait l'objet d'une audition par-devant la commission, et la gouvernance de la police, qui fait objet de la séance du jour. La future séance prévue à l'automne sera, elle, consacrée à la sécurité de proximité, en s'appuyant sur les travaux du comité de pilotage actuellement mené entre l'ACG et le département dans le cadre du dialogue institutionnel avec le Conseil d'Etat.

M<sup>me</sup> Bonfanti commence par poser quelques jalons par rapport à la réforme discutée, car il lui semble important de comprendre comment tout a été mis en place dans le passé, et pourquoi la LPol actuelle est ce qu'elle est. Elle indique que le premier acte de la réforme de la LPol consiste en un extrait d'une séance du Conseil d'Etat du 30 juin 2010, lors de laquelle le gouvernement demandait un rapport qui devait proposer un plan directeur de la police genevoise, avec ses implications au niveau législatif. Un groupe d'experts a donc été mis sur pied, sous la conduite de l'ancien commandant de la police zurichoise. Ce groupe d'experts, dans le cadre de ses travaux préparatoires, a notamment utilisé des études de sociologie afin de pouvoir identifier les menaces auxquelles la police doit faire face, évaluer l'influence de l'environnement extérieur sur la police, et l'évolution de la société en général. Ont suivis de nombreuses consultations, tant internes avec les collaborateurs, qu'externes avec de nombreux partenaires. Ces travaux ont débouché sur une vision, la stratégie de la police, entérinée par le Conseil d'Etat.

M<sup>me</sup> Bonfanti précise que le Conseil d'Etat, dans le cadre de la stratégie précitée, a notamment demandé à la police d'améliorer les réponses de police-secours, entres autres en créant une structure dédiée de suivi judiciaire, que l'on retrouve aujourd'hui dans la LPol. Un autre point important est que le Conseil d'Etat a voulu faire assurer la prestation de police de proximité par une unité dédiée, disposant de moyens propres. C'est aussi pour cela que l'on a débouché sur cette structure, avec une police de proximité qui n'était plus intégrée à l'unité dite de gendarmerie. Il a en outre fallu consacrer les moyens



nécessaires à la sécurité du milieu diplomatique, ce qui a été fait avec la police internationale, qui participe aussi à la sécurité de l'aéroport en coordination avec les autres acteurs, privés comme publics. A partir de ces changements, il a été décidé de coucher sur papier différentes variantes d'organisation, et celle qui a été retenue fait disparaître le commandant et l'état-major de la gendarmerie, au profit de trois unités opérationnelles distinctes, avec chacune sa structure de conduite : police routière, police-secours, et police de proximité.

M<sup>me</sup> Bonfanti indique ensuite que le groupe d'experts a aussi voulu, plutôt que de demander des effectifs policiers systématiquement, opérer une distinction claire entre les tâches qui doivent être prises en charge par des policiers, et celles qui peuvent l'être par d'autres types de personnel. En conséquence, il y a moins de demandes de policiers, car certaines tâches sont remplies par d'autres. Elle trouve aussi important de mentionner l'introduction du brevet fédéral de policier en 2003, suivie de l'adoption d'un nouveau concept de formation, en 2020, qui double la durée de la formation de base. En effet, ce nouveau modèle de brevet sanctionne une formation unifiée, la même pour tous les corps de police, sur deux ans. La première année contient 1 200 périodes de formation, sur lesquelles la police genevoise n'a aucune prise, qu'elles se passent à Genève ou dans d'autres cantons. La deuxième année se passe en activité.

M<sup>me</sup> Bonfanti a remarqué que les membres de la Commission judiciaire se sont, dans leurs travaux, souvent posés la question de la multiplicité des grades. Elle explique à ce propos qu'avant l'actuelle LPol, il y avait des systèmes de grades distincts pour la police judiciaire (PJ), la gendarmerie, et la police internationale. Cette situation limitait fortement la mobilité entre les corps, car il n'y avait pas les mêmes grades et pas la même rémunération ; en pratique il n'arrivait presque jamais que quelqu'un passe par exemple de la PJ à un autre service. Aujourd'hui, une centaine de policiers changent de service par année.

M<sup>me</sup> Bonfanti explique enfin que la structure du chef des opérations n'est pas une émanation propre de la LPol, mais a été mise en place en 2012. Cette structure avait pour but de coordonner les opérations ponctuelles nécessitant la collaboration des différents corps de police. En faisant la rétrospective des dix dernières années, il est clair que, si le chef des opérations avait été mis en place en même temps que les autres services, il aurait eu une autre envergure et une autre mission ; c'est ce que le Département veut corriger avec ses propositions.

M. Grosdemange explique que les amendements portent sur les deux objets. Le département a souhaité travailler sur l'objet le plus complet, soit le PL 12521. C'est pourquoi la structure et la numérotation des amendements correspondent essentiellement au projet de loi, mais les amendements portent

aussi, dans leur contenu, sur la LPol. Il signale que des explications se trouvent dans le tableau synoptique, avec à chaque fois le commentaire du département, qu'il ne va donc pas paraphraser. Le but de la présentation est de tracer les grands traits des amendements du département, en se limitant aux points techniques.

#### *Article 1, alinéa 1*

M. Grosdemange commence par l'article 1. Le département relève de nombreuses redondances entre l'alinéa 3 du PL 12521, et l'alinéa 3 actuel, qui dans la proposition de loi, est maintenu et poussé à l'alinéa 4.

#### *Article 3*

M. Grosdemange précise que le cœur de la réflexion se trouve à l'article 3, qui concerne actuellement le CCS. Le département peut entendre que le CCS n'a pas convaincu et peut être repensé dans une autre forme. En conséquence, la proposition est d'abroger l'article 3 actuel et de prévoir une norme qui parle de la gouvernance telle que conçue aujourd'hui à la tête de la police. Les 12 ans de réflexion et de mise en place ont permis d'arriver à un résultat inachevé, car se contentant d'une subordination opérationnelle ; le département veut donc maintenant avoir une vision opérationnelle globale, ce qui n'est possible qu'avec une conduite permanente. Il y avait auparavant une sorte d'attraction de compétence vers le chef des opérations, qui prenait les ressources des services opérationnels pour en faire quelque chose. Le but maintenant est de redescendre les choses, en mettant le chef des opérations au service des services opérationnels, afin d'obtenir une conduite permanente qui aille dans les deux sens. Le chef des opérations pourra toujours disposer des ressources des services opérationnels pour les événements ponctuels, mais pour les autres missions génériques inscrites dans la loi, il sera à l'inverse lui-même au service des services opérationnels, et le cas échéant doté des moyens nécessaires. Par exemple, le GVAR, qui avait été institué pour lutter contre le réseau de mineurs non accompagnés qui commettait des vols et autres délits, était un groupe transversal, qui empruntait à la fois à la PJ et aux autres services opérationnels. Enfin, concernant la subordination, on a souvent entendu dire que les chefs de services défendent leurs prés carrés. Aujourd'hui, le département veut clore le débat en instituant une subordination formelle ; ce sera au chef des opérations de tenir compte à la fois des missions des services opérationnels et des missions globales, et donc de créer le lien dans un échange bilatéral entre lui et les services opérationnels.

Le président propose aux députés de poser leurs éventuelles questions à chaque article, après sa présentation, afin d'être efficace. Il pose pour sa part une première question en remarquant que le bilan de mise en œuvre de la LPol

présente, en page 13, un organigramme selon lequel il n'y avait auparavant pas de chef d'état-major des services d'appui, contrairement à aujourd'hui. Le président observe donc que le chef des opérations remplace une certaine confusion créée par l'absence de hiérarchie visible dans l'ancien organigramme de la police. M. Grosdemange le confirme, expliquant que cette subordination formelle est au service de la coordination et des échanges entre les services opérationnels et la direction des opérations.

Le président observe que la direction des opérations est laissée au même niveau que les anciens silos de l'article 7 de la LPol actuel, et M. Grosdemange explique que le département a hésité à remonter les services de l'état-major au niveau de l'état-major, et la direction des opérations au niveau du chef des opérations, mais a décidé que ce serait plus clair en l'état. A la suite de quoi, le président remarque que, la direction des opérations étant considérée comme un service d'appui, elle devrait théoriquement être à droite ou en dessus du tableau ; il peine à l'imaginer dans la position proposée.

M. Grosdemange indique que la direction des opérations est un service mixte. La BSP par exemple, qui en fait partie, est un service purement opérationnel, et le président pointe que, dans la structure de la loi, la direction des opérations est considérée comme un service d'appui, il note par ailleurs que, sur l'organigramme présenté, les silos opérationnels sont conservés, et demande si cela signifie que chacun conservera son état-major, nonobstant la présence du chef des opérations au-dessus.

M<sup>me</sup> Bonfanti explique qu'il y a des majors, à la tête de ces services, qui ont une forte latitude. Cependant, le fait est qu'il existe des domaines dans lesquels une coordination plus forte s'avère nécessaire, par exemple dans ce qui est en rapport avec la politique criminelle commune. Précédemment, le chef des opérations intervenait pour coordonner les grands événements, il aura maintenant un rôle plus prégnant en termes d'horaires. En effet, aujourd'hui, un corps peut avoir une grande production en termes d'heures supplémentaires, car les horaires ne sont pas encore optimisés ; le chef des opérations, supérieur hiérarchique, pourra dans le futur imposer une meilleure coordination, tant sur la stratégie opérationnelle que la conduite opérationnelle des services, ce qui n'était pas du tout le cas auparavant.

Le président essaie de résumer cela en relevant qu'il y aura, à la tête d'un service comme police-secours, un major, secondé par cinq ou six capitaines et un nombre assez important de lieutenants et de premier lieutenants. Le président demande si ces états-majors resteront en l'état.

M. Broch précise que ces états-majors vont effectivement rester, mais qu'ils existaient déjà dans l'ancienne organisation. La gendarmerie, avant la

LPol de 2016, était considérée par des unités, dont la brigade urbaine et suburbaine (BUS), aujourd'hui police-secours, la police de proximité et la brigade de navigation et de prévention, aujourd'hui la police routière ; toutes ces unités avaient à leur tête des capitaines et autres officiers supérieurs pour conduire le dispositif. La police de proximité, par exemple, avec ses 230 personnels, a bien besoin d'une coordination et d'un suivi. Il faut en outre prendre en compte que, dans l'ancienne organisation, les chefs de poste étaient déjà des maréchaux, et qu'il n'y avait pas plus ni moins de postes qu'aujourd'hui. En conséquence, l'organisation actuelle n'est pas issue de la LPol ; elle a été transposée dans un modèle organisationnel différent, mais avait déjà cette structure dans la loi de 1957.

Le président prend l'exemple de la BUS, qui, il lui semble, avait un capitaine, deux lieutenants et premiers lieutenants, et aucun officier supplémentaire, pour expliquer avoir l'impression qu'il n'avait auparavant pas le même nombre d'officiers qu'aujourd'hui.

M. Broch cite la police de proximité, qu'il connaît le mieux. Il explique qu'en 2012, l'unité police de proximité de la gendarmerie avait un capitaine et trois officiers supérieurs pour une centaine de collaborateurs. Aujourd'hui, la police de proximité dispose du double de collaborateurs, mais d'un seul officier supérieur supplémentaire. En général, il n'y a pas forcément ou beaucoup d'officiers nommés en plus, mais ceux-ci ont été répartis différemment lors de la réorganisation des services. En outre, les unités spéciales, qui avaient à leur tête un capitaine, ont été pour partie absorbées dans police-secours, avec leurs officiers. En résumé, il n'y a aujourd'hui pas plus d'officiers qu'avant, mais une répartition différente.

M. Grosdemange, à la demande de savoir si le département maintient que les amendements présentés sont des amendements techniques, explique que les auditionnés sont là pour faire une présentation technique de ces amendements, dont le volet politique sera présenté ultérieurement par le magistrat et une commissaire observe que les auditionnés ont expliqué que la réforme de l'article 3 incluait le chef des opérations, qui s'occupe des différents services, et n'a pas bien compris le rapport entre celui-ci et la direction des opérations.

M. Broch explique que la direction des opérations a été constituée en 2012 avec pour but de donner des moyens d'appui à la transversalité au profit des différents services. Depuis la mise en place de la LPol, cette direction des opérations est composée entre autres du service de renseignement, du centre opérations planification et du service des commissaires de police, qui ont pour but de donner des appuis au profit des services opérationnels. La direction des opérations n'est donc pas un service opérationnel au même titre que les autres mais représente un ensemble de moyens d'appui que le chef des opérations

peut engager pour appuyer les services opérationnels sur des thématiques particulières. Dans l'organisation voulue par le département, on ne souhaitait pas que la direction des opérations soit au-dessus, ce qui aurait supposé que les autres services y soient subordonnés. Pour clarifier la distinction entre le chef des opérations et la direction des opérations, il indique que le premier est une personne, et la dernière les moyens qui lui permettent de conduire et de coordonner les services opérationnels dans un certain nombre de missions. La direction des opérations est donc le seul service directement rattaché au chef des opérations.

M<sup>me</sup> Bonfanti ajoute que ce qui s'est passé depuis la mise en place de la LPol a été pris en considération. Une sous-commission, constituée suite aux manifestations sauvages du 19 décembre 2015, avait passé à la loupe la position des services de renseignement, et ce sont ses conclusions qui ont conduit à placer ledit service sous le chef des opérations, alors que M<sup>me</sup> Bonfanti pensait plutôt le rattacher à elle-même. Elle explique que la LPol a introduit beaucoup de choses d'un coup, et l'accompagnement a pu manquer, alors que la police vivait auparavant sur une loi immuable depuis 1957. L'un des buts de cette LPol, pour les générations futures aussi, est de recruter d'autres types de personnes, par exemple des gens qui ont fait l'université avant l'école de police, qui pourraient souhaiter pouvoir naviguer plus facilement entre les différents services, ce qui nécessite que les grades soient les mêmes partout. Un exemple de changement ayant pu influencer la perception des collaborateurs est le grade de lieutenant, qui n'existait pas dans tous les services, dès lors, quand les grades équivalents se sont vu fondre dans le grade de lieutenant, les collaborateurs ont pu avoir l'impression d'une explosion du nombre de lieutenants. En général, le renommage de beaucoup de grades a pu donner l'impression d'une inflation du nombre de gradés. En fait, la police a été extrêmement attentives à éviter le phénomène des armées mexicaines, et a même diminué le nombre de grades supérieurs, en enlevant à certains d'entre eux le statut de policier quand il ne semblait pas nécessaire, pour suivre aux demandes du Conseil d'Etat ; le capitaine en charge de la sécurité informatique, qui est maintenant un collaborateur administratif, est un bon exemple.

Une députée (Ve) note que les auditionnés expliquent que des grades ont été abolis ou intégrés pour favoriser la mobilité. Or, il semble à la députée qu'il y a encore des problèmes de mobilité ; elle demande donc ce que l'amendement apporte de plus.

M. Broch ajoute que, quand on parle de transversalité des grades, ce qu'est un capitaine, par exemple, ne varie pas entre la police-secours, la police de proximité et la police internationale. Sous l'ancien système, un capitaine à la

PJ s'appelait chef de section, et un capitaine à la police de sécurité internationale était quelque chose de tout à fait différent, avec une autre classe de fonction, qu'un capitaine à la gendarmerie ce qui empêchait *de facto* toute transversalité. Aujourd'hui, il y a beaucoup de mouvements, jusque chez les officiers supérieurs, dont certains passent par exemple de la PJ à la police internationale, tandis que d'autres font le mouvement inverse. C'est justement ce mouvement qui était voulu dans cette uniformisation des grades et statuts. Cependant, il est vrai que si l'on prend le grade de lieutenant en exemple, à la gendarmerie, celui-ci était un grade d'état-major, de confirmation après celui d'adjudant, tandis qu'un lieutenant est aujourd'hui un chef de poste, alors que le grade de maréchal qui occupait cette fonction auparavant a disparu ; dès lors, il est logique que le nombre de lieutenants ait augmenté, mais les maréchaux ont disparu.

La députée (Ve) poursuit et clarifie sa question en relevant qu'auparavant la mobilité se faisait, en tout cas à l'interne de la gendarmerie, qui était plus grande qu'aujourd'hui. Elle demande si la mobilité a été améliorée alors que la gendarmerie a été scindée en trois.

M. Broch explique que la gendarmerie avait auparavant de 860 à 880 collaborateurs, et présentait effectivement une mobilité, plus forcée par les officiers que voulue par les collaborateurs quand une bascule de force était nécessaire. Dans le même temps, la mobilité par exemple de la PJ à un autre service était impossible. Aujourd'hui il y a 70 à 80 changements de services par année et, si une personne veut changer de service car ses intérêts ont évolué, c'est possible, même si la mobilité, comme partout, n'est pas possible sans limites aucunes. En conclusion, la mobilité fonctionne bien mieux qu'avant. M. Grosdemange ajoute que c'est pour cela qu'il a parlé en introduction de forces opérationnelles globales, qui seront dorénavant toutes incluses dans la vision du chef des opérations, et ce y-compris la PJ.

#### *Article 4*

M. Grosdemange passe à l'article 4 qui concerne la hiérarchie. Il admet avoir été sensible aux arguments liés aux termes militaires et a consulté d'autres lois cantonales sur la police. La proposition qui est faite est surtout là pour nourrir les débats sur la possibilité d'avoir une terminologie différente. Le département est bien sûr soucieux d'avoir une certaine obéissance et discipline de ses policiers, mais a été cherché une terminologie différente pour le cas où les termes militaires devaient vraiment poser problème à la commission, qui est libre de les adopter, ou non.

Un député (PLR) demande s'il est prévu d'inscrire dans la loi comment les services autres que les services opérationnels sont organisés, ainsi que ce qu'il va advenir de l'alinéa 2 actuel.

M. Grosdemange admet qu'il y a effectivement une faiblesse dans la terminologie, et qu'il faut comprendre que c'est bien la police qui est organisée hiérarchiquement. Le contenu de l'alinéa 2, lui, se retrouve maintenant à l'article 3.

#### *Article 5*

M. Grosdemange passe à l'article 5, qui est déplacé à l'article 19a, pour des raisons légistiques.

#### *Article 6*

M. Grosdemange explique que l'article 6 représente simplement la transcription de la nouvelle gouvernance.

Un député (S) qui a participé aux travaux sur la LPol initiale et, a compris que la gendarmerie avait une identité, et une histoire, qui sont très importantes pour ceux qui en sont issus, s'inquiète que l'on enlève à ces policiers quelque chose qui est constitutif de leur identité en leur enlevant le terme de gendarmes. D'autant plus que de garder des éléments de l'esprit de corps de la gendarmerie ne coûterait rien en soit.

M. Grosdemange remarque que cette question de la nostalgie des gendarmes pour leur ancienne identité est très empreinte de politique et que le magistrat pourra s'exprimer dessus. M<sup>me</sup> Bonfanti bien que souhaitant rester au niveau technique, mais peut préciser que la gendarmerie, historiquement, était identifiée comme étant les gens en uniforme. Historiquement, la gendarmerie était composée de la police routière, de la police de proximité, et de la police-secours. Aujourd'hui, il y a la police internationale, avec ses 370 collaborateurs, qui n'a jamais fait partie de la gendarmerie et est parfois oubliée dans les débats sur ce sujet. En outre, il y a eu depuis 2016 des engagements massifs, avec plus de 400 nouveaux policiers, qui n'ont jamais connu la gendarmerie. Le conseiller d'Etat pourra en outre s'exprimer plus avant sur les aspects affectifs de cette problématique.

Le député (S) pointe que, dans le projet présenté par ses collègues, la police internationale est incluse dans la gendarmerie en plus des trois autres services. Il s'étonne en outre d'entendre que les nouvelles générations ne sont pas concernées par l'histoire.

M<sup>me</sup> Bonfanti admet que l'histoire de l'institution n'est pas à balayer comme cela. Elle explique que des réflexions ont été menées sur les façons de faire vivre l'histoire de la gendarmerie, même si c'est compliqué aujourd'hui

et que 400 policiers n'ont jamais connu la gendarmerie. Le premier grade des policiers uniformés est aujourd'hui gendarme.

Un député (MCG) indique que le 18 octobre 2019, une pétition acceptée par le Grand Conseil par 50 voix pour contre 31 non demandait la sauvegarde de l'appellation gendarmerie. Les Vaudois, qui ne sont pas attardés, arborent fièrement le terme de gendarmerie sur les écussons. Il a donc de la peine à comprendre le sens d'enlever, de manière technique, l'appellation gendarmerie. En outre, il note que l'on se plaint du système des silos, et a l'impression que le département, avec sa proposition, conserve un système des silos avec une fonction centrale qui est le chef des opérations, ce qui est douteux d'un point de vue financier et d'efficacité de l'Etat. Il y a, dans une multiplicité de départements, des organisations trop et mal hiérarchisées, et il semble que la police n'aille pas dans le sens d'une amélioration de la situation.

M<sup>me</sup> Bonfanti indique que, certes, les Vaudois ne sont pas bêtes, mais qu'il faut replacer les choses dans leur contexte. En effet, la valorisation de la gendarmerie vaudoise provient en partie de l'initiative D'Artagnan, qui proposait une police unique ; les polices municipales vaudoises sont extrêmement fortes, et il a fallu valoriser le terme gendarmerie afin de réduire le risque de confusion. La police genevoise n'a, elle, pas de risque de confusion avec la police municipale, et la question de la gendarmerie est donc basée sur d'autres considérations, purement genevoises. Elle insiste en outre sur le fait que le premier grade de policier reste gendarme pour un policier uniformé et inspecteur pour un policier de la police judiciaire et, M. Grosdemange précise qu'il ne voyait pas le terme "nostalgie" comme condescendant ou irrespectueux. Il entend et respecte les sentiments des uns et des autres, il a travaillé huit années au sein de la police, et sait qu'il y a en son sein des cultures particulières à respecter.

Un député (EAG) souhaite revenir sur la fonctionnalité de l'organigramme présenté, plus sur les aspects émotionnels. Le député rappelle qu'en 2016, avec la nouvelle LPol, la gendarmerie a été scindée en trois services : police-secours, police de proximité et police routière. La PJ, elle, qui était auparavant clairement séparée de la gendarmerie, s'est rapprochée de ces trois services car elle est maintenant un des six services de la LPol 2016 qui sont maintenus. Il explique qu'il a un problème, car le Département avait commandité une étude sur les trois services issus de la gendarmerie, qui semble curieusement peu discutée, alors qu'elle montre de gros problèmes de communication entre lesdits services, police-secours et police de proximité en particulier. En exemple de ces problèmes, il a entendu que, pour une affaire de tapage nocturne, la police de proximité peut arriver et discuter, pendant qu'un autre habitant appelle police-secours qui arrive aussi, mettant les gendarmes dans



une situation embarrassante car les jeunes se moquent de leur manque de coordination. Il y a dans la nouvelle organisation des cloisonnements qui nuisent à la transversalité, et le Département semble sous-estimer la souffrance ressentie par les policiers qui fonctionnaient auparavant ensemble dans la gendarmerie et ont vu leur service fractionné en trois. Le député demande en conséquence pourquoi avoir séparé le service en trois. Il estime en outre que le travail de la PJ est très différent de celui de la police en uniforme. En conclusion, l'article 6 est l'objection principale du député à la LPol.

M. Broch explique que l'étude de la faculté de sociologie a été commanditée par l'état-major de la police, dans le cadre de l'accompagnement de la LPol, afin de comprendre l'assimilation de ce changement par le personnel. Aujourd'hui, il y a une organisation matricielle, plutôt que hiérarchisée, dont le but est de travailler sur la complémentarité des missions et des thématiques, et c'est un changement qui a dû être accompagné. M. Broch peut cependant dire qu'il a été officier à l'état-major de la gendarmerie, et que le tableau était à l'époque loin d'être idyllique ; la police de proximité par exemple ne faisait que de l'îlotage et jamais d'ordre public, la coordination est bien meilleure aujourd'hui. Il est douteux que, comme dans l'exemple de du commissaire, deux services se retrouvent sur la même réquisition, car la centrale d'alarme (CECAL) coordonne le tout. Il est cependant possible qu'une patrouille de police pédestre se trouve sur place et arrive avant la patrouille envoyée, comme cela peut arriver avec la police municipale, mais la CECAL centralise et coordonne le tout, et il ne faut pas s'imaginer qu'il y a dans ladite centrale des opérateurs différents pour la police de proximité et police-secours.

M. Broch relève en outre que le renforcement des prérogatives du chef des opérations vise justement à renforcer la complémentarité et la coordination entre les services, afin de s'assurer qu'ils ne travaillent pas en silos en fonction de leurs priorités propres uniquement. C'est d'ailleurs aussi la volonté de la politique criminelle commune entre le procureur général et le Conseiller d'Etat, qui vise à fixer des axes stratégiques prioritaires, avec des déclinaisons, sur lesquels l'entière des services travaille.

M. Broch ajoute enfin que la PJ intervient dans un certain nombre de domaines, souvent liés à la délinquance grave, mais que ses collaborateurs obtiennent, comme les autres, le brevet fédéral de policier, qui prend l'entière du spectre des compétences de la police. La PJ travaillait auparavant beaucoup en silos, et la police s'efforce de renforcer la complémentarité. Il y a aujourd'hui des affaires redistribuées de la PJ à la police de proximité, ou inversement ; la PJ dispose des ressources pour investiguer et mener des enquêtes de longue haleine, mais elle fait aussi du travail de voie publique, notamment avec la BVPS (brigade voie publique et stupéfiants), sur des

thématiques de stupéfiants. A ce dernier sujet, il existe un comité de pilotage, nommé Damoclès, qui coordonne la lutte contre les stupéfiants, qui va de la brigade des stupéfiants à la brigade de voie publique stupéfiants, sans compter l'engagement en appui de la brigade de sécurité publique en appui de la mission, et le travail fait par les enquêteurs de sécurité publique en police de proximité. Penser que la PJ fait un métier à part, serait acter l'absence d'interaction entre celle-ci et les autres services, et ne correspondrait pas à la réalité de la lutte contre la criminalité.

M. Grosdemange ajoute que le renseignement, par exemple, est très utile à la PJ. Voir les choses de manière silotique est erroné : la lutte contre les stupéfiants va bien au-delà de la brigade des stupéfiants qui va par exemple chercher un suspect à Caracas, mais implique aussi des enquêtes de voie publique et la lutte devant les préaux d'écoles et ailleurs. Heureusement donc qu'il y a un chef des opérations qui voit les choses de manière globale. M. Grosdemange insiste sur le fait que la lutte contre les stupéfiants n'implique de loin pas que la PJ, et que la police ne voudrait surtout pas que cela soit le cas.

Le député (EAG) constate que la commission a auditionné des habitants des Pâquis concernant le problème des stupéfiants dans ce quartier. Tous les auditionnés, y-compris un responsable de la lutte contre les stupéfiants de la ville de Zurich, ont montré que le problème de la police à Genève, c'est d'avoir 4 polices, avec des horaires différents et des problèmes de coordination, qui s'occupent du même problème. Pour le député, la police crée des silos, et a, après, besoin de les coordonner. La hiérarchie pense que c'est une bonne chose, mais la base policière pense le contraire. L'enquête réalisée auprès du personnel a d'ailleurs démontré un malaise et le sentiment que les silos manquent de coordination. Il trouve donc illogique que l'on explique que créer six silos séparés peut augmenter la coordination.

M<sup>me</sup> Bonfanti trouve que l'on compare ce qui n'est pas comparable. Elle répète que la police de proximité telle que conçue à l'intérieur de la gendarmerie ne faisait que de l'ilotage ; c'est aujourd'hui le service qui fait le plus d'enquêtes judiciaires, devant la PJ. Ce qui a été voulu dans le cadre des travaux présentés au Conseil d'Etat est d'avoir une police de proximité forte, avec une structure propre, pouvant faire plus que de l'ilotage. Bien sûr, mettre en place un système qui révolutionne beaucoup de choses nécessite du temps pour les ajustements nécessaires. Pour ce faire, un *monitoring* a été mis en place, qui est tellement précis qu'il met le doigt sur ce qui ne va pas, ce qui est une bonne chose ; avant, il n'y avait pas de *monitoring*, donc pas de problème apparent. Le département ne nie cependant pas du tout que les choses sont à

améliorer, et considère que ce qu'il présente à la Commission judiciaire répond à cette problématique.

M. Broch ajoute que l'incompréhension des collaborateurs peut aussi s'expliquer par le fait que le travail d'initiative était auparavant à l'initiative du policier, ce qui a changé aujourd'hui. Concrètement, le policier allait, le premier jour, faire du travail de réquisition, le deuxième jour du travail d'initiative personnel et des écritures, et le troisième jour à nouveau du travail de réquisition. En conséquence, il n'y avait aucune conduite sur le travail d'initiative du policier, alors qu'aujourd'hui une conduite est menée afin d'axer le travail policier sur les thématiques prioritaires. Par exemple, la gendarmerie faisait pendant longtemps un gros travail sur le travail au noir et le séjour illégal, qui sont des problématiques, non pas écartées, mais peu prioritaires, car des policiers allaient de leur propre initiative contrôler les gens dans des abribus et arrêter ceux en séjour illégal. Afin de mieux prioriser l'engagement des ressources, le travail d'aujourd'hui a effectivement un peu annihilé, non pas le travail d'initiative de terrain, mais le travail d'initiative du policier individuel.

Le député (EAG) n'est pas convaincu, et conclut en disant qu'il ne souhaiterait pas remettre en vigueur le modèle de 1957, même si la structure antérieure lui paraît effectivement meilleure. Beaucoup de choses pouvaient bien sûr être améliorées dans cette structure antérieure, et la structure proposée aujourd'hui est différente.

M<sup>me</sup> Bonfanti précise, au sujet de l'organigramme, et si le SDC, qui semble disparaître, passe sous la direction support et logistique (DSL), qu'il s'agit du service des contraventions. La commandante explique que la police a profité des discussions pour poser d'autres questions, et améliorer le fonctionnement sur d'autres problématiques. Aujourd'hui il est vrai que le service des contraventions est placé sous la DSL. Le service des contraventions est le service qui a fait le plus de projets de rattachements différents, mais force est de constater qu'il va rester à la police. Cependant, il est vrai que ce service est éminemment stratégique et politique, et la police a souhaité le sortir de la DSL et d'en faire un service plus proche de la tête de la police. En effet, le service des contraventions fait plus que de l'encaissement, et doit s'assurer qu'il n'y ait pas d'impunité chez les personnes qui doivent payer, ce qui implique de mettre différentes stratégies en œuvre, en collaboration avec les autres services, et d'être plus qu'un simple service financier comme aujourd'hui.

Le président demande pourquoi les commissaires de police sont rattachés à la direction des opérations, alors qu'il était suggéré dans le rapport Vautravers, recommandation n° 8, page 14, qu'ils soient rattachés à la PJ.

M. Grosdemange explique qu'il a lu ce rapport avec attention, et que ce dernier faisait l'hypothèse que le service des commissaires aurait une autre forme et intégrerait la PJ. En réalité, ce service est un service de conduite, qui doit prendre place dans la direction des opérations. La problématique du service des commissaires est qu'il a des prérogatives légales, qui imposent de le faire exister comme les autres services opérationnels, mais qu'il est structurellement lié à la direction des opérations et ne doit donc pas apparaître en tant que tel. Il était important, légistiquement parlant, de laisser la mission qui lui donne son existence en termes de fonction, mais organisationnellement il intègre la direction des opérations, et conduit notamment totalement le dispositif la nuit.

M<sup>me</sup> Bonfanti précise que la forme actuelle du service des commissaires est récente et ne provient pas de la LPol, mais de la mise en place du Code de procédure pénale (CPP) de 2011. En effet, jusqu'en 2011, le Code genevois donnait certaines prérogatives aux commissaires de police, et le Ministère public a demandé ensuite que, quand les policiers interpellent quelqu'un, ils puissent le soumettre aux commissaires. M. Zappelli, Procureur général à l'époque, expliquait qu'il ne serait pas gérable pour lui d'avoir 1 500 policiers qui téléphonent au Ministère public dès qu'ils interpellent quelqu'un, d'où la nécessité de ce filtre que représentent les commissaires de police.

M. Broch rassure les commissaires en ce que les réquisitions non assurées, par manque de patrouilles ou à cause d'autres priorités, sont systématiquement mentionnées par le rapport des commissaires, qui est largement diffusé tous les jours, et une statistique est tenue. Il faut préciser que les réquisitions qui peuvent ne pas être assurées sont toujours secondaires. Par exemple, lors de la fête de la musique, il y a eu 500 appels à la centrale, dont 180 réquisitions pour du bruit qui n'ont pas pu toutes être assurées. Les réquisitions prioritaires, pour mise en danger ou faits graves, sont cependant assurées à 100% par les moyens mis à disposition dans le socle sécuritaire. Il faut comprendre que le socle sécuritaire n'est pas composé que de la police-secours, mais aussi d'unités de patrouille de la PJ, de la patrouille des chiens, de la police de proximité sur certains créneaux horaires, et de la police internationale. M. Broch ajoute qu'il était lui-même à police-secours il y a 20 ans, et qu'à l'époque aussi, il n'était pas possible d'assurer 100% des réquisitions ; il y aura toujours des gens qui appellent 4 fois dans la nuit, ou des chats bloqués dans un arbre, et il faut prioriser.

M<sup>me</sup> Bonfanti précise que la police est évidemment extrêmement attentive sur les réquisitions prioritaires. Elle assure elle-même un *monitoring* systématique sur les réquisitions assurées ou non, car il faut éviter de ne pas pouvoir assurer toutes les réquisitions prioritaires. Aujourd'hui, cette situation

est évitée en redirigeant le cas échéant les patrouilles occupées à des réquisitions non prioritaires sur celles qui le sont. Il y a cependant des réquisitions qui peuvent attendre le lendemain et ne sont pas assurées : si une personne descend à la cave pour la première fois depuis des mois et découvre que celle-ci a été cambriolée, il est évident que ce n'est pas urgent.

Le président observe qu'il y a 16 commissaires dans la police genevoise et que cette institution est issue d'une vieille tradition genevoise, et demande comment font les autres cantons.

M. Broch constate que, dans les autres cantons, la prestation est assurée par le Ministère public (MP). A Genève, certaines compétences sont déléguées du MP aux commissaires pour assurer le tri dont M<sup>me</sup> Bonfanti a parlé antérieurement. M. Broch ajoute que, s'il y a bien un service qui est absolument transversal, c'est celui des commissaires. Rattacher ce service à la PJ voudrait dire qu'il fait un travail purement judiciaire, or, les commissaires font un travail de mise à disposition du MP des gens ayant commis des infractions pour l'entièreté de l'activité de la police, et a en plus un rôle de primo-intervenant sur un certain nombre d'éléments d'ordre public, avant que ces derniers soient repris par un officier supérieur d'un service uniformé. C'est en raison de cette transversalité que le service des commissaires est à la direction des opérations, car celle-ci, dans le projet proposé, doit se composer uniquement d'unités purement transversales, à savoir la brigade de sécurité publique, la brigade anti-criminalité, le centre de la planification et des planifications, le service du renseignement et le service des commissaires.

Le président pointe que les lois sur la police des autres cantons, en tout cas romands, se caractérisent par leur simplicité, contrairement à la LPol genevoise. Il demande pourquoi la loi genevoise, et seulement elle, est une telle usine à gaz.

M. Grosdemange note qu'il y a effectivement, à Genève, de gros soucis de densité normative. En effet, il est courant de mettre dans la loi des choses qui auraient plus leur place dans un règlement, soit à des fins didactiques, soit pour empêcher que le règlement n'en dispose autrement. Il est vrai que la loi devrait se contenter de dire que la police a un commandement, des services d'appuis et des services opérationnels, laissant le reste au règlement. La structure des départements, pourtant, n'est pas fixée dans une loi formelle mais dans le ROAC, ce qui permet aux départements de changer au gré de la volonté du Conseil d'Etat. Il n'a pas de réponse à ce problème, et se contente de faire le constat que les lois sont, à Genève, effectivement trop longues.

Le président poursuit et remarque que les lois romandes sur la police font toutes une distinction claire entre la PJ et les gendarmes, bien que la

terminologie puisse varier semblant abonder dans le sens du commissaire qui estime que ce sont des métiers différents.

M. Grosdemange indique qu'il est vrai que les autres cantons ont maintenus cette dichotomie, mais que ce qui se décline derrière peut beaucoup changer d'un endroit à l'autre. Il a eu par exemple une fois affaire à un policier d'un autre canton, qui lui expliquait devoir d'abord être gendarme, avant de pouvoir espérer être inspecteur.

M<sup>me</sup> Bonfanti note que les discussions de la séance se sont portées sur la gendarmerie vaudoise, et de l'historique de ladite police, avec ses relations avec les polices municipales qui sont effectivement très différentes de leurs homologues genevoises. Concernant la PJ, elle explique qu'elle rencontre souvent les autres commandants romands et qu'il est flagrant que leurs réalités sont très différentes. Par exemple, tous les policiers jurassiens ont le *taser*, et des critiques font remarquer que même à Genève, seules les unités spéciales disposent de cette arme, mais la comparaison a peu de sens car les policiers jurassiens doivent couvrir un grand territoire où ils ne disposent pas forcément de possibilités de renforts, contrairement à leurs homologues genevois. Un autre exemple est le milieu diplomatique et aéroportuaire, une réalité que seul Genève connaît. En conclusion, les comparaisons peuvent avoir du sens, mais doivent toujours être remises dans le contexte cantonal particulier.

#### *Article 7*

M. Grosdemange explique que le département a été sensible à la terminologie. En effet, la loi utilisait la sémantique des services opérationnels, ce qui était dommage, car ce ne sont pas les services, mais les personnes, qui accomplissent les tâches ; l'accent a donc été mis sur ces dernières. Les agents de sécurité publique n'ont d'ailleurs pas été oubliés, car ils font partie de la police et ont des prérogatives d'agents de police. Il est en outre suggéré de déplacer cet article plus loin, à l'art. 15, car la systématique de la loi commence par parler des différents services opérationnels, avant de parler de ce qu'ils font individuellement, puis de ce qu'ils font ensemble ; c'est cependant une suggestion dont la Commission peut disposer selon ses souhaits.

#### *Article 8*

M. Grosdemange constate que l'article 8 est au cœur de la modification. La terminologie change, pour la rendre permanente, et le fait que la direction des opérations "planifie et dirige les opérations de police" est maintenant un principe de base. Il est précisé "notamment celles impliquant plusieurs services", alors que la terminologie antérieure élevait l'implication de plusieurs services en condition *sine qua non*, le paradigme est donc renversé et la direction des opérations peut diriger l'ensemble des opérations de police. Le

texte est en conclusion mis en conformité avec ce qui a été fait au niveau de l'organigramme.

### *Articles 9 à 13*

M. Grosdemange poursuit sa lecture des amendements. L'article 9 sur police-secours, comme les dispositions suivantes jusqu'à l'art. 13 inclut, reste inchangé par rapport au PL 12521, car ces services conservent leurs visions thématiques et leurs visions telles que déclinées dans la LPol.

### *Article 14*

M. Grosdemange précise, concernant l'article 14 sur les commissaires de police, que le département s'est rallié à l'idée que ces derniers exécutent aussi des tâches de police judiciaire et que cela peut être inscrit dans la loi.

Un député (S) ne comprend pas la séparation entre police-secours et la police de proximité, ni ses raisons.

M. Broch répond que l'art. 11 prévoit que la police de proximité représente l'ancrage territorial, et n'est donc pas centralisée. Tandis que, même si le parc immobilier ne la police ne permet pas encore d'avoir un bâtiment unique de police-secours, c'est l'objectif des projets futurs, afin de simplifier la conduite des ressources d'intervention de la police. Évidemment, une police de proximité centralisée n'aurait pas de sens.

Le député (S) estime qu'un policier de proximité devrait se voir souvent dans les rues, et qu'il n'en voit presque jamais. Il fait ces remarques car il estime que la présence, visible, de la police dans un quartier rend celui-ci bien plus calme, et que l'aspect fermé et hermétique d'un poste a des effets contraires.

M. Broch explique qu'il est vrai que la police de proximité occupe des plages horaires très tôt le matin et, en fin de semaine, tard le soir, qui devraient être adaptés en fonction des priorités, ce qui est le sens des prérogatives supplémentaires que le Département veut accorder au chef des opérations. Un poste pourrait ouvrir à 11h s'il ne se passe pas grand-chose entre 8h30 et 11h, et ouvrir plus tard le soir quand plus d'effectifs seraient nécessaires. Bien sûr, l'organisation doit être améliorée, et la police de proximité, peut-être plus que les autres services, doit devenir plus agile. D'ailleurs, depuis 2016, la police de proximité a changé 9 fois d'horaires pour s'adapter aux préoccupations de la population.

M. Broch note que la remarque est juste. D'ailleurs, les statistiques de la criminalité et de la délinquance à Genève ont drastiquement baissé. Il y a eu des actions, réalisées en coordination, sur des cas de radicalisation par exemple, qui ont pu être menées grâce à cet ancrage proche de la population,

avec des contacts avec les concierges ou autres, qui permettent de détecter un certain nombre de choses. Cependant, il reste vrai que la police doit encore s'améliorer et améliorer son efficacité pour être plus efficace sur certaines plages horaires ou thématiques particulières, comme le bruit, la tranquillité publique, les effets induits du trafic de stupéfiants ou la délinquance routière. Il ajoute que la thématique de la police de proximité fait partie du brevet fédéral de policier. En conséquence, chaque policier fait de la police de proximité. Par exemple, un policier de police-secours qui aide une personne tombée dans la rue effectue une mission de police de proximité ; l'objectif n'est pas que chaque service soit autonome dans sa mission, mais de décliner par service les missions prioritaires à mener, et effectuer les missions qui émergent de ces missions dans la mutualisation des ressources et la transversalité. C'est la conjugaison des compétences qui doit permettre d'améliorer l'efficacité de la police et la sécurité.

Un député (MCG) entend parler de mutualisation et de coordination pour la direction des opérations, mais n'a pas l'impression d'entendre la même chose quand il voit l'intitulé de l'article 8. La crainte du député est qu'il y ait des doublons au sein de la police, ce qui ne serait efficace ni en termes organisationnels, ni en termes financiers.

M. Broch a eu la perception, quand il était chef de service à la police de proximité, qu'il y avait une volonté d'augmenter les effectifs de la direction des opérations pour que le chef des opérations puisse remplir sa mission. Aujourd'hui, le mandat donné par la commandante est au contraire de réduire le volume de la direction des opérations et de redistribuer un certain nombre d'unités dans les services opérationnels. La direction des opérations doit être comprise comme étant les moyens du chef des opérations pour coordonner et assurer la transversalité au sein des services opérationnels, ce n'est donc pas un service qui vit par lui-même, mais un service dont le but est de planifier l'action et donner un appui sur une action principale. Un exemple est l'engagement de la brigade anti-criminalité en appui de la PJ dans la lutte contre les vols à la tire et la délinquance liée. Un autre exemple est de donner l'appui de la brigade de sécurité publique à la police de proximité pour lutter contre la délinquance juvénile. Enfin, il y a les moyens en termes de renseignements donnés au chef des opérations pour lui permettre de conduire le dispositif opérationnel et bénéficier d'informations qui lui permettent de prioriser les actions. La direction des opérations est donc là pour appuyer la transversalité des différents services et représente les moyens du chef des opérations pour y parvenir.

Le président rappelle qu'il y avait, à l'époque de la gendarmerie et jusqu'en 2012, des brigades, avec, au-dessus, le commandant de la gendarmerie. La



gendarmerie se chargeait alors de missions diverses. Il ne comprend pas la nécessité de faire un nouvel étage à la hiérarchie, qui n'existait pas avant, si les missions restent les mêmes.

M<sup>me</sup> Bonfanti explique, comme le rapport sur la réforme de la police le montre, quand les opérations étaient mises sur pied, elles étaient conduites par le commandant de la gendarmerie, mais les choses se sont complexifiées avec le temps. Par exemple, les manifestations à caractère diplomatique comportent des composantes de maintien de l'ordre, la question diplomatique, la protection personnelle, le suivi judiciaire, etc. Après un certain temps, il est devenu clair que ce système avait vécu. En effet, le commandant de la gendarmerie avait alors ses propres effectifs, et devait à chaque fois demander à la commandante de demander à la PJ ou à la police internationale de mettre des effectifs à dispositions ; celles-ci refusaient parfois. La réalité du terrain a évolué, et les opérations à monter sont devenues d'une telle complexité que tous les services sont mis à contribution, d'où le fait que la direction des opérations et le chef des opérations ont été mis en place en 2012.

Le président note que le chiffre présenté dans le rapport du Conseil d'Etat, du nombre d'heures effectuées par des inspecteurs de la PJ dans les manifestations d'envergure, est extrêmement bas et se réduit chaque année. On a donc plutôt l'impression que la tendance n'est plus de faire appel à la PJ pour les opérations d'envergure ; il ne reste dès lors que la police internationale, dont il ne voit pas pourquoi elle ne serait pas un service de la gendarmerie.

Un député (EAG) comprend que le terrain se soit complexifié si bien que le besoin d'un échelon intermédiaire se soit fait jour pour coordonner les différents services de la police, avec la commandante au-dessus. Cependant, il se demande pourquoi ne pas avoir renforcé la position de la commandante, et lui avoir fait tenir ce rôle de coordination, comme cela semblait être le cas avant, dans l'exemple donné par M<sup>me</sup> Bonfanti. Le député a l'impression que l'on crée un problème de coordination, en divisant la police en service, qu'on a eu besoin de résoudre avec cet état-major intermédiaire qu'est la direction des opérations, et ne comprend pas pourquoi le commandement de la police n'aurait pas pu tenir ce rôle.

M<sup>me</sup> Bonfanti rappelle que la direction des opérations a été mise en place en 2012, alors que la gendarmerie existait encore. Il est donc faux de dire que la police a créé un problème qu'elle a voulu résoudre ensuite, car la direction des opérations existait avant la division des services. Si la LPol n'avait pas été faite, la direction des opérations aurait continué à exister. Elle explique ensuite qu'il y a, sur territoire genevois, 1 200 manifestations par année, avec à chaque fois un préavis et une analyse menés par la direction des opérations. 400 de ces manifestations nécessitent de mettre un dispositif opérationnel en place. Pour

les manifestations contre l'OMC, comme pour d'autres manifestations de grande envergure, la PJ participe massivement en assurant la protection des personnes ; il n'est donc pas rare qu'elle intervienne. Cependant, il est vrai que, si la direction des opérations avait été mise en place en même temps que la LPol, le système aurait été bien plus incisif dès le départ.

Le député (EAG) poursuit et note qu'en 2012, on commençait à réfléchir à la LPol. La direction des opérations n'avait pas de statut dans la loi, donc on a renforcé de manière pragmatique, en 2012, le commandement de la police, avec ladite direction qui dépend de la commandante, sans avoir besoin de six services à coordonner.

M. Broch ajoute que ces évolutions sont aussi liées à la forte délinquance sur Genève en 2011, qui nécessitait une coordination supplémentaire. Historiquement, c'est d'ailleurs le commandant de la gendarmerie qui est devenu chef des opérations. En outre, le but de la création de la direction des opérations était aussi l'économie des moyens, car elle peut centraliser la planification des opérations, alors que sans elle, il faudrait un centre de la planification des opérations dans chaque service. S'il n'y avait pas d'unité transversale assurant la coordination, chaque service construirait sa structure de conduite et de coordination interne, avec des règles de gestion et une perception différente. La volonté était donc de prendre en main un certain nombre de priorités opérationnelles qui devaient permettre de répondre à la délinquance ; la réponse a été donnée au vu de la diminution de la délinquance.

Le député (EAG) clarifie sa remarque, en ce qu'il ne conteste pas que la direction des opérations soit utile, mais estime que si ladite direction doit faire des efforts de coordination pour répondre à des problèmes, il ne faut pas multiplier les problèmes en question en augmentant les forces centrifuges à l'intérieur de la police.

M. Broch ne pense pas qu'on ait multiplié les problèmes, car la direction des opérations est composée de service qui existaient déjà, mais sont maintenant au service de la police entière, dans des buts d'économie des moyens et de transversalité.

Le député (EAG) précise que son problème n'est pas la nécessité de coordonner, mais l'étage supplémentaire créé à cet effet.

M. Broch explique que l'étage supplémentaire n'est pas vraiment un étage supplémentaire, car il était lié aux besoins, et pas à la LPol.

Le président aimerait comprendre comment les choses se passaient avant. Dès lors que l'on dit qu'il existait déjà une direction des opérations sans statut légal, il imagine que celui qui la dirigeait était le commandant de la

gendarmerie. Il souhaite connaître les membres de cette direction des opérations de l'époque.

M<sup>me</sup> Bonfanti explique que la direction des opérations, quand elle a été mise en place, avait certes à sa tête l'ancien commandant de la gendarmerie, le lieutenant-colonel Christian Cudré-Mauroux, mais que celui-ci n'était dès lors plus commandant de la gendarmerie, et uniquement chef des opérations.

M<sup>me</sup> Bonfanti précise qu'il s'agit d'entités qui faisaient auparavant partie de la gendarmerie et qui ont été rattachées au chef des opérations pour travailler de façon transversale, et M. Broch ajoute que, auparavant, le centre des opérations et de la planification existait déjà mais ne travaillait qu'au profit de la gendarmerie. En conséquence, quand il y avait un évènement d'envergure, la gendarmerie, la PJ et la police de sécurité internationale faisaient chacune leur planification de leur côté. Quand le chef des opérations était là, il y avait le commandant de la gendarmerie, au grade de major, et les unités précitées étaient conduites par des capitaines ; les états-majors étaient donc plus importants qu'aujourd'hui. La police de proximité existait déjà, sous ce nom, au sein de la gendarmerie. Il y avait aussi les unités spéciales, aujourd'hui rattachées à police-secours, la BRNP (brigade routière, de la navigation et de prévention), un service d'état-major, un remplaçant du commandant, et un chancelier qui était coordinateur des services d'état-major de la gendarmerie avec le grade de capitaine.

#### *Article 19*

M. Grosdemange passe à l'article 19, dont la problématique a déjà été évoquée concernant les ASP. Le département a remplacé l'ancien terme par "agent de sécurité publique", qui lui semblait plus approprié. Il a en outre entendu, de source officieuse, que l'ISP s'apprêtait aussi à changer sa terminologie en ce sens, mais précise que cette information n'est pas encore sûre. M. Grosdemange a en outre vu que le terme "agent" était utilisé dans d'autres polices.

#### *Article 20*

M. Grosdemange explique que les modifications concernant la commission du personnel sont techniques et légistiques ; il importe de ne pas mélanger l'activité syndicale, à laquelle les membres adhèrent, et une commission du personnel instituée répondant à la LCOF, qui représente l'ensemble du personnel de manière institutionnelle. Il précise que la base légale sur le port de l'uniforme a été déplacée, en ajoutant un alinéa qui reprend l'article 5, afin d'avoir l'ensemble des dispositions concernant l'uniforme au même endroit.

*Article 24*

M. Grosdemange constate, concernant l'article 24, qu'il est vrai que la notion de "strict devoir de réserve" n'a pas de sens particulier, et que "devoir de réserve" suffit. Il précise, concernant l'article 24, alinéa 8, qu'il faut dire que la question de l'accès aux documents de la police est une question en soit, qui ne peut être réglée de cette manière. En outre, l'alinéa 8 tel que proposé serait contraire à la LCBVM, à laquelle il faut être attentif si l'on veut traiter cette question. La réforme de la LCBVM est par ailleurs en cours.

*Article 29*

M. Grosdemange indique, concernant l'article 29, sur la question des obsèques, que le département estime que la disposition est tellement évidente qu'elle n'a rien à faire dans la loi. On pourrait penser que si c'est dans la loi, c'est que l'obligation est imposée à la police de mauvaise grâce.

Le président abonde dans le sens du département et explique cette disposition par un réflexe très radical.

*Article 31*

M. Grosdemange ne revient pas sur l'article 31, car le point a été longuement discuté lors de la présentation de M. Etter sur la formation. Il ajoute tout de même qu'il est plus intéressé par le contenu de la formation que par son lieu, et explique que M. Poggia pourra s'exprimer sur sa vision politique à ce sujet.

Le président n'a pas l'impression que la teneur de l'article 31, alinéa 1 du PL 12521 soit contraire à la législation fédérale ou à tout accord intercantonal conclu par Genève. Mais M. Grosdemange note que la discussion est éminemment politique et que la réponse à cette question sera donnée par le magistrat.

M<sup>me</sup> Bonfanti ajoute qu'au début des années 2000, la Conférence des chefs de départements de justice et police a décidé que la formation de base des policiers se ferait de façon concordataire. En conséquence, chaque concordat de formation policière devait mettre en place une formation. La Suisse alémanique et le Tessin l'ont fait, avec les centres d'Amriswil, Hitzkirch, Zurich et Giubiasco, mais la Suisse romande n'a pas vraiment concrétisé cette volonté. Depuis une année, la formation se fait sur la base d'un Concept général de formation qui porte la formation à deux ans, dont la première se base sur les bancs de l'école, avec 1 200 périodes de formation, les mêmes dans toute la Suisse, qui sont pilotés par l'ISP.

*Article 34*

M. Grosdemange passe à l'article 34, qui n'a pas été touché, car il s'accorde avec les propositions de modification de la gouvernance. En revanche, le PL 12521 pose un problème car il encrerait les possibilités de clivage, en transférant les possibilités de mobiliser et basculer les forces de la police, de la commandante et la hiérarchie, à la personne concernée par le changement de poste. On lit dans l'article 34 que l'affectation est discutée initialement avec le collaborateur et la hiérarchie, mais que l'on est ensuite à la merci du collaborateur.

Le président demande à quelle partie de la disposition

M. Grosdemange fait référence en disant que la hiérarchie est à la merci du collaborateur, et précise qu'il parle de l'article 34, alinéa 2, qui renverse le paradigme, qui veut actuellement que la hiérarchie, par exemple pour appliquer la politique criminelle commune, puisse modifier la structure et faire appel à des renforts sur un aspect particulier lorsque nécessaire. Avec la proposition, le policier pourrait tout bloquer.

Un député (EAG) fait observer que, dans le PL 12521, il y a deux corps, que sont la PJ et la gendarmerie, et l'idée est que l'on ne puisse pas contraindre un policier à passer de l'un à l'autre. L'idée est donc très différente de la structure actuelle, avec six services, où il serait effectivement incongru que l'on ne puisse pas déplacer quelqu'un de la police de proximité à police-secours. Le député croit que ces deux activités sont différentes, et qu'un aspirant policier peut avoir une vocation à être à la PJ, et pas dans police-secours. Si l'on considère, comme c'est l'avis du député, que gendarmerie et PJ sont deux métiers différents, il serait dysfonctionnel de pouvoir déplacer quelqu'un de l'un à l'autre contre son avis.

M. Broch rappelle que le brevet fédéral est un diplôme de policier, et peut amener tant à être gendarme qu'inspecteur de la PJ. Il ajoute de surcroît que le brevet est fédéral est ne peut être différent à Genève qu'ailleurs. En outre, il explique que la police n'a jamais forcé un inspecteur à devenir gendarme ou inversement, mais estime qu'écrire ce principe dans la loi créerait un risque institutionnel important, car il serait impossible par exemple de renforcer la capacité d'enquête de la PJ en cas de vague d'attentats terroristes si les gendarmes ne veulent pas. Par principe de management, la police ne va pas forcer un collaborateur à changer de service sans nécessité absolue ; il est une fois arrivé que le chef des opérations souhaite mettre des inspecteurs de la PJ à la gendarmerie, mais la commandante avait mis son veto. Dans le canton de Vaud, par contraste, les inspecteurs de police judiciaire ont accompli des missions de gendarmerie dans le cadre du Covid, contrairement à Genève. On

voit donc que l'on a une vision, certes transversale, du métier de policier, mais qui reste respectueuse des souhaits et des besoins des collaboratrices et collaborateurs.

Le député (EAG) demande s'il existait, avant Savatan, une formation spécifique, à Genève, pour la PJ.

M<sup>me</sup> Bonfanti indique que le tronc unique a été introduit alors que l'école était encore à Genève, car le canton avait choisi de prendre l'option d'avoir des filières séparées pour la PJ et la gendarmerie au moment de l'introduction du brevet fédéral de police en 2003. Les gens qui passent le brevet fédéral de policier aujourd'hui, doivent maîtriser tout le spectre de l'activité policière. Il n'existe pas de brevet fédéral de gendarme ou d'inspecteur, mais de policier.

Le député (EAG) a entendu dire que l'on se plaignait, du côté du Ministère public, de la formation des jeunes de la PJ sortis de Savatan, dont la formation serait insuffisante par rapport à la formation qu'ils avaient antérieurement à Genève.

M<sup>me</sup> Bonfanti explique que la première année de la formation est vraiment consacrée aux fondamentaux, sans les spécificités genevoises. Il y a des spécificités locales, comme la gestion particulière des situations liées au Quai 9, qui ne peuvent être acquises à Savatan, mais elles sont apprises en deuxième année de formation, qui se passe à Genève. Il a fallu passer à ce système car la Confédération ne pouvait pas continuer à accorder de brevet fédéral sous l'ancien système, car ce diplôme ne sanctionne pas des connaissances, mais des aptitudes. Or, après une année sur les bancs de l'école on ne sanctionne que des connaissances, et il faut une année supplémentaire plus pratique pour avoir des aptitudes.

Un député (PLR) demande comment est réglée, au sein de la police genevoise, la formation complémentaire indispensable une fois que les jeunes policiers ont reçu leur brevet fédéral.

M<sup>me</sup> Bonfanti explique que deux stages sont effectués, le premier dans un service autre que celui d'affectation, et le deuxième dans le service d'affectation. Dans le cas de profils très pointus, comme des diplômés en science criminelles, ces derniers finiront évidemment à la PJ, mais pourront faire leur premier stage à police-secours, puis 6 mois de stage à la PJ, avant de rester dans ce dernier service. On a beaucoup parlé de la PJ, qui utilise effectivement des outils et des profils très pointus, comme les agents infiltrés qui disposent de compétences qui ne peuvent évidemment pas être incluses dans la formation de base. Aujourd'hui, cependant, il y a aussi des formations extrêmement pointues par exemple en police routière, avec des policiers qui vont traiter les accidents de la circulation sur la base de modèles 3D très

complexes. Il y a donc de nombreuses formations, certaines données au niveau suisse, certaines même à l'étranger, comme les Etats-Unis, le Canada ou l'Angleterre. Concernant les agents infiltrés, il y a beaucoup de contacts avec les polices belges et parisiennes, et la formation se fait bien après le brevet fédéral, de manière extrêmement sérieuse, car les conséquences d'un problème opérationnel peuvent aller jusqu'au décès.

*Articles 37, 38, 39 et 40*

M. Grosdemange explique que les articles 37 38 et 39 ne changent pas. La nouveauté est à l'article 40, sur la procédure simplifiée. En effet, contrairement à la commandante, le département ne dispose aujourd'hui pas de la possibilité de mener une procédure simplifiée pour sanctionner un policier. En conséquence, même si les faits sont connus et admis et que le responsable souhaiterait recevoir sa sanction au plus vite pour pouvoir avancer, le Département est obligé de mener une enquête administrative au sens strict.

Un député (S) se dit d'accord avec ce qui a été dit, mais note que la disposition, telle que proposée, n'érige pas de condition relative à l'accord du policier concerné pour l'ouverture d'une procédure simplifiée. Il se demande également ce qu'il se passe si la personne veut une enquête administrative.

M<sup>me</sup> Bonfanti explique qu'en matière disciplinaire, toute la police a adopté strictement la même manière de travailler. En pratique, lorsque la commandante a connaissance d'un manquement, elle regarde à quel niveau doit se situer la sanction, si sanction il y a. A partir du moment où elle a décidé que l'affaire restera à son niveau, elle peut prononcer, soit un blâme, soit des services hors tour. Si l'affaire est plus grave, elle va au Département, qui peut prononcer des dégradations sur une durée déterminée, des retraits sur salaire ou une révocation. Le problème, aujourd'hui, est qu'elle ne fait presque que des procédures simplifiées, c'est-à-dire qu'elle lit le rapport, convoque le collaborateur, et prononce la sanction ; ce n'est pas possible au niveau du département, qui est obligé de lancer une enquête administrative.

M. Grosdemange, concernant la seconde question, précise que, comme au Tribunal de police, la procédure simplifiée est là pour simplifier et faciliter les choses. Par ailleurs, M. Grosdemange a prévu pour le département la même procédure exactement que ce qui existait déjà pour la commandante. Aucune condition n'a donc été instaurée, ni enlevée ; il s'agit juste d'instaurer une égalité de traitement, sachant que ce type de procédure est dans la plupart des cas à l'avantage du policier qui reconnaît les faits. Si besoin il y a d'une enquête administrative, c'est que les faits sont contestés, et il faut les établir. Si une sanction est prononcée en procédure simplifiée, en étant basée sur des faits

contestés, la Chambre administrative ne l'examinera même pas avant de la renvoyer au département pour enquête.

M<sup>me</sup> Bonfanti explique qu'elle prononce environ 30 sanctions par année, dont une ou deux font l'objet d'un recours. Depuis une dizaine d'année, ces recours ont toujours donné raison à la commandante ; la Chambre administrative a parfois relevé le caractère très clément des sanctions prononcées. Elle rappelle que, devant la Chambre administrative, on prend en compte les faits, les antécédents, le comportement et la carrière du concerné avant de se prononcer sur une sanction. Il est vrai qu'il est arrivé une ou deux fois qu'elle ouvre une procédure contre un policier qui niait en bloc, ce qui complique la conduite d'une procédure simplifiée.

#### *Article 62*

M. Grosdemange passe à l'article 62. Il souhaite rendre attentif les commissaires au fait que le rôle d'un médiateur est particulier, et que certains mélanges de genres sont à éviter. Soit le médiateur est partie prenante, soit il est vraiment médiateur. Ici, il y a un organe de médiation, dont le rôle est d'entendre les ressentis des uns et des autres, les apaiser et les amener à une réflexion et une compréhension mutuelle. Changer ce paradigme avec une notion de contrôle par l'organe de médiation poserait problème par rapport à l'essence même de la disposition.

#### *Article 63*

Une députée (Ve) demande qu'elle est l'entité effectuant le travail visé à l'article 63.

M. Grosdemange indique qu'il s'agit du ministère public. L'ensemble des rapports est fait au Ministère public, qui les examine automatiquement. Ces affaires ne sont pas forcément pénales.

M<sup>me</sup> Bonfanti ajoute que, dans un rapport de police, la première partie est consacrée à l'usage de la force et des moyens de contrainte. Ce rapport va à l'état-major du service concerné, qui l'examine, et contrôle que l'usage de la force et des moyens de contrainte était justifié. Trois ou quatre cas par année sont dénoncés par les états-majors à l'inspection générale des services, par exemple parce que le rapport de police dit que tout s'est bien passé et qu'il a juste fallu passer les menottes, alors que l'on constate des lésions traumatiques sur la personne appréhendée. Il y a aussi les cas où les personnes déposent plainte, et les cas où la commandante doit ouvrir une procédure d'office, par exemple s'il y a un témoignage dans la presse selon lequel une appréhension s'est mal passée.

La député (Ve) demande s'il y a une multitude de cas.



M<sup>me</sup> Bonfanti explique que le problème qui se pose avec l'extension des prérogatives de l'organe de médiation est le même qu'avec le commissariat à la déontologie, qui devait à l'époque évaluer les usages de la force. Le problème est que le commissariat à la déontologie devait avoir accès aux rapports de police, ce qui n'est pas possible d'après le CPP. Elle ajoute qu'elle a donné une conférence à Berne, le 2 juin, sur ce sujet, et propose d'envoyer ses considérants à la députée ainsi que d'échanger ultérieurement sur cette problématique qui se pose constamment.

Le président propose d'entendre M. Poggia à l'issue de l'audition du SPMG, afin qu'il partage sa position politique, proposition retenue à l'unanimité, sous réserve de la disponibilité du conseiller d'Etat. Le président propose encore de procéder à l'audition de l'UPCP et du SPJ sur les amendements.

### ***Audition de la Commission du personnel de la police (séance du 25 août 2022)***

*Audition de M. Gonzalo Capa, président de la commission du personnel de la police, M. Karim Azaiez, vice-président, M. John Gander, vice-président, M. Nicolas Peclat, vice-président, M. Gautam Thiebaud, vice-président, M. Julien Semperboni, vice-président*

M. Capa indique en préambule que toutes les personnes auditionnées sont les représentants policiers de la commission du personnel de la police. Cette commission doit son existence à la LPol et vise à défendre les intérêts des services, des collaborateurs et institutions de la police en générale. Ils sont la seule commission habilitée institutionnellement à représenter l'entier des collaborateurs au sein de la police, à savoir les policiers, les assistants de sécurité publique (ASP), et les administratifs. Ils sont répartis proportionnellement par rapport au nombre que représente la commission de l'ensemble du personnel de la police, à savoir 6 policiers, 2 représentants administratifs, et une représentante ASP.

M. Peclat ajoute qu'ils ont tous été élus par leurs pairs, ce qui veut dire qu'ils représentent vraiment l'entier du personnel.

M. Capa tient aussi à dire que malgré le fait que la commission réponde directement au magistrat en charge de la police, ils ont quand même une indépendance qu'ils tiennent à garder. Ils ont leur propre liberté d'opinion et peuvent creuser les sujets qui leur semblent opportuns pour le bien des collaborateurs et de l'institution. Il remercie les députés de les entendre sur le projet de loi. Ils en ont préalablement discuté entre eux et se sont positionnés

à ce sujet. Il propose de parcourir les amendements du DSPS et de la commission, amendements qu'ils ont reçus préalablement à l'audition.

#### *Article 1*

M. Capa indique que la commission du personnel n'a pas vraiment d'opinion à donner sur cette disposition, hormis peut-être le fait que le projet de loi donne l'occasion d'alléger et généraliser ce qu'est l'action de la police.

#### *Article 2*

M. Capa n'a pas d'opinion à livrer sur cet article.

#### *Article 3*

M. Capa explique que le conseil consultatif de sécurité n'a, dans l'absolu, plus lieu d'être, et en tout cas ne peut plus se pencher sur les affaires de la police. La commission du personnel est en accord avec le projet de loi, avec la précision que la question de gouvernance devrait être traitée à l'article 6.

#### *Article 4*

M. Capa précise que cela importe peu à la commission du personnel que ce soient la proposition du projet de loi ou la proposition du DSPS qui soit retenue, car, foncièrement, une organisation pyramidale ou une organisation hiérarchique reviennent strictement au même.

#### *Article 5*

M. CAPA indique qu'ils sont en accord avec le projet de loi concernant l'article 5, à un point près. A savoir que celui-ci restreint l'équipement aux policiers et policières ou aux agents et agentes dont les assistants de sécurité publique, en écartant totalement les administratifs. Il précise que les administratifs sont également importants pour le bon fonctionnement de la police. Il se peut que dans cadre de leur activité, certains assistants administratifs doivent aussi être équipés par l'Etat, que ce soit avec un téléphone mobile ou d'autres éléments. La commission du personnel estime en conséquence qu'il conviendrait de modifier l'article 5, en remplaçant « ...des policiers et policières et, cas échéant, les agentes et agents de sécurité publique » par « les membres du personnel de la police ». Ainsi toutes les catégories de personnel seraient prises en compte.

Le président souhaite savoir comment cela se passe quand la commission discute avec le personnel. Il aimerait savoir comment concrètement cette consultation se fait.

M. Capa explique qu'il y a trois façons de faire. Ils peuvent soit procéder à un sondage comme en 2017, soit avoir la possibilité de rencontrer les membres du personnel et discuter avec eux quand ils travaillent dans les services courants ou qu'ils ont l'occasion de travailler au quotidien avec, soit ce sont

des personnes qui approchent la commission du personnel pour faire part de faits, d'inquiétudes et de situations.

Le président comprend qu'il n'y a pas eu de sondage par rapport au tableau synoptique communiqué à la commission du personnel préalablement à la présente audition, à savoir par rapport au projet de loi et aux différentes propositions d'amendements du DSPS et d'un membre de la Commission judiciaire et de la police. Il s'agit donc, pour la commission du personnel de la police de consultations occasionnelles, soit données par les circonstances quand les membres de la commission croisent une personne, soit lorsqu'un membre du personnel se confie à la commission du personnel. M. Capa confirme.

### *Article 6*

M. Semperboni indique que la commission du personnel soutient une partie du projet de loi et une partie des propositions du DSPS. Elle formule par conséquent une proposition mixte, à savoir un commandant de la police, un chef d'état-major qui dirige les services d'appui et de logistique comme c'est le cas actuellement, avec un chef des opérations ayant un grade de lieutenant-colonel qui dirigerait la police judiciaire, la gendarmerie et le service des commissaires. Il est proposé que la gendarmerie dispose d'un chef, comme cela est mentionné dans le projet de loi, pour l'ensemble des entités uniformées, c'est-à-dire police-secours, la police internationale, la police de proximité et la police routière. La police judiciaire garderait la même structure qu'actuellement, de même pour le service des commissaires.

Un député (S) signale que cet article suscite beaucoup de débats au sein de la commission judiciaire et de la police. Derrière cette disposition, il y a une éventuelle réintroduction de la gendarmerie. Il souhaite savoir si la commission du personnel est d'accord avec l'article tel qu'il est rédigé dans le projet de loi.

M. Semperboni répond par la négative. La commission du personnel formule ici des propositions d'amendements. Il explique que la commission du personnel estime essentiel de retrouver une vraie gendarmerie, telle qu'elle existait avant l'entrée en vigueur de la LPol. La disparité et la division des services n'apportent pas l'effet escompté dans la mission de tous les jours. Il cite l'exemple de police-secours où il y a des réquisitions qui ne sont pas assurées, car police-secours est en manque d'effectif au détriment de la police de proximité, qui n'est à leur avis pas efficace, une police internationale qui travaille à part et une police routière qui a ses propres missions spécifiques. Il faudrait, selon lui, un chef pour réunir les 4 entités. C'est pour cela que la création d'une gendarmerie apparaît importante à leur sens, donc un chef qui

dirige les 4 entités pour qu'il y ait un accord ensemble car actuellement chaque service travaille pour son propre compte et ils ne s'entraident pas.

Le député (S) demande si la commission du personnel est d'accord avec l'article 6, al. 1, let. a tel que rédigé.

M. Semperboni confirme et précise que la commission du personnel n'a pas d'objection à ce propos.

Un député (MCG) note qu'ils ont fait état d'un chef d'état-major qui commande, d'un chef des opérations, d'un responsable PJ, d'une gendarmerie, mais il demande où se situe la commandante dans tout cela.

M. Semperboni précise que celle-ci est tout en haut de la pyramide, à ce propos il fait circuler au sein de la commission un schéma de la police genevoise telle que la commission du personnel la souhaiterait.

Le député (MCG) aimerait savoir si la proposition d'amendements rédigée par M. Sébastien Defayes, député (PDC) et président de la commission judiciaire, convient à la commission du personnel.

M. Semperboni estime qu'à l'heure actuelle ce n'est pas efficient pour les uniformés. Autant la police judiciaire a ses propres missions, qui n'ont pas beaucoup changé par rapport à la nouvelle loi, autant cela a eu un impact assez négatif au niveau des uniformés pour tous les services.

M. Peclat ajoute que la gendarmerie a des missions un peu plus variées, ce qui est aussi quelque chose qui peut faire porter plus d'intérêt au niveau du travail et faire diminuer des hypers spécialistes. Il donne un exemple. La police judiciaire reprend des affaires de postes de police pour les soulager de manière à ce que les collaborateurs et collaboratrices concernés (police secours) puissent retourner le plus rapidement dans la rue. Le résultat est qu'au suivi judiciaire il y a des hypers spécialistes de la procédure. Cependant, lorsque le suivi est plein et qu'il y a des collègues du poste qui doivent prendre des affaires, c'est beaucoup plus fastidieux car ils ont moins l'habitude d'en faire. Il y a typiquement beaucoup de collègues qui sont épuisés par le nombre de réquisitions. Pouvoir de temps en temps se consacrer à des enquêtes offre une petite soupape de décompression et permet de faire un petit peu autre chose. Il y a par conséquent un aspect fonctionnel, mais également un aspect émotionnel et de gratification dans le travail.

Une députée (Ve) comprend que l'amendement formulé par la commission du personnel est un mixte des amendements DSPS et Desfayes.

M. Azaiez constate que des services hermétiques, malgré une volonté de transversalité, ne fonctionnent pas. Il est également constaté que regrouper ces différents services, que ce soit police- secours, la police routière, la police de

proximité ou la police internationale, sous un seul commandement, soit le chef de gendarmerie, serait plus efficace. La question du chef des opérations et de la transversalité pour les missions d'envergure avait été introduite lors de la discussion sur cette nouvelle LPol d'un élément mobile pour permettre d'avoir un effectif suffisant lors de ces événements importants. Celui-ci n'a pas été retenu et du coup se pose la question de savoir si un chef des opérations est utile. La réponse sera oui si on a différents services qui ne communiquent pas entre eux. Il faudra quelqu'un au-dessus. Si l'on a un commandant de la gendarmerie qui a l'essentiel, tous les services uniformés à sa disposition, il sera parfaitement capable de gérer ces grands événements. Au besoin, il pourra faire appel à son alter ego, le chef de la police judiciaire pour le surplus. Donc, cette position du chef des opérations dépend de la structure qu'il y a en dessous. Tant que cela reste cloisonné, il faut quelqu'un en dessus, dès qu'on décroïssonne et qu'on regroupe la compétence de diriger, il n'apparaît plus nécessaire.

Un député (MCG) a une question par rapport au graphique distribué. Il comprend l'idée partagée par le projet de loi de recréer une gendarmerie qui ait une police judiciaire, donc d'avoir ces deux éléments. Il peine cependant à comprendre le fait que la direction des opérations soit au-dessus de la police judiciaire et au-dessus des commissaires alors qu'il lui semble, bien qu'il n'ait pas en tête l'organigramme actuel ou le fonctionnement antérieure de ces directions des opérations, que cela fasse un échelon supplémentaire qui vient se coller. Il demande des explications sur la nécessité d'avoir cet échelon en plus, ainsi que le rôle du chef d'état-major.

M. Capa indique que la commission du personnel a pris connaissance du rapport du département sur la LPol, communément appelé rapport Vautravers, l'année dernière. Ils avaient compris de ce rapport à quel point la direction des opérations était importante pour chapeauter tous les services. Force est pourtant de constater avec le recul et l'entrée en vigueur de la LPol que ce n'est pas forcément vrai. La commission du personnel est favorable au retour à un système de gendarmerie et de police judiciaire, deux services qui tournaient avec des missions qui leur étaient propres et une bonne coordination. Il poursuit en précisant qu'il manquait lors d'opérations en commun entre ces deux services une direction des opérations, à savoir un service coordonnant le tout. La nécessité d'en avoir une pour des manifestations d'envergure a bien été relevée. C'est pour cela que la commission du personnel a estimé important d'avoir ces services-là de manière séparée. Elle ne pense pas que la direction des opérations doive être là pour chapeauter tout ce qui concerne l'opérationnel puisqu'une mission de police judiciaire peut dépendre souvent d'injonctions ou de demandes émanant directement du Ministère public, avec des choses très

spécifiques, et qui ne comportent pas forcément le besoin d'avoir une direction des opérations au milieu qui va dire quoi faire. Il leur a été précisé que ce serait un service d'appui opérationnel. Raison pour laquelle ils ne se situent pas du côté des directions de service d'état-major, mais du côté opérationnel, pour des besoins ponctuels et spécifiques, activés par les chefs de la police judiciaire et de la gendarmerie.

M. Capa ajoute que la commission du personnel commence à voir les travers de la direction des opérations, qui a la légitimité de s'immiscer dans tout ce qui concerne l'opérationnel, ce qui freine l'action de la police ou le bon fonctionnement des services. La commission du personnel trouve que cette ingérence est néfaste et constate qu'elle va même jusqu'au niveau du micro-management dans la mesure où la direction des opérations dispose de la légitimité de dire que tel collaborateur ou telle collaboratrice ne devrait pas changer de service car ce n'est opérationnellement pas nécessaire. C'est quelque chose que la commission du personnel trouve dangereux, car chaque chef de service doit avoir la liberté d'utiliser ses forces comme bon lui semble.

Un député (EAG) demande si le schéma distribué concerne la police telle qu'elle fonctionne actuellement. Il trouve ce schéma quelque peu ambigu. Il constate qu'il est question à la fois de missions et à la fois de corps, ce qui peut prêter à confusion.

M. Capa précise que la commission du personnel va dans le sens du projet de loi, qui spécifie que la gendarmerie assure un certain nombre de missions, missions qui sont spécifiées au travers de l'organigramme mentionné. Il précise que le rôle du chef des opérations est vraiment de seconder la commandante dans sa gestion globale de la police, chef des opérations qui a l'habitude de trancher les questions opérationnelles. Ce n'est cependant pas lui qui foncièrement va coordonner le tout. Il va coordonner les services, mais opérationnellement parlant c'est vraiment la direction des opérations qui, de concert avec la police judiciaire, va mettre en place les opérations. Cette tâche reviendra à chaque major chef de service.

Le président a une question par rapport à la direction des opérations. Un des griefs entendus à ce sujet est le nombre très important de hauts gradés, donc son effectif. Dans le projet de la commission du personnel, ce qui est compris est que la direction des opérations se concentrerait sur les grandes opérations, et en revanche ne s'immiscerait plus dans les services de la gendarmerie ou de la police judiciaire. Le président demande si cela aurait un impact sur l'effectif de la direction des opérations.

M. Peclat précise qu'il y a beaucoup de gradés dans l'actuelle structure de la direction des opérations car il y a entre autres le service des commissaires qui regroupe 15 capitaines.

Un député (S) estime que l'organigramme distribué par la commission du personnel présente une certaine confusion. Il a l'impression que l'organigramme en question mélange ce qui relève des structures et ce qui constitue les missions et les fonctions.

Un député (MCG) appuie les propos de son préopinant en faisant remarquer que le projet de loi ne fait pas état de la police internationale, de police-secours, de la police de proximité et de la police routière, puisqu'il fait état d'une gendarmerie avec le maintien de ces éléments-là. En lisant le document de la commission du personnel, on pourrait avoir l'impression que cette dernière veut remettre en place le principe des silos.

M. Capa indique que si les députés souhaite qu'une proposition soit faite, elle le sera.

Le président suggère, pour n'incommoder personne au sein de la Commission judiciaire, que la commission du personnel fasse les changements souhaités dans l'organigramme.

Le président note, en comparant la loi sur la police genevoise avec d'autres lois sur la police de cantons romands, que la LPol s'avère extrêmement complexe. Il se demande en particulier s'il est nécessaire de mentionner dans la loi l'existence des services d'appui, car cela ne figure nulle part dans aucune loi cantonale romande.

M. Capa constate que cet élément, en figurant dans une loi et non dans un règlement, contraint le département dans ce sens-là, ce dernier ne pouvant pas faire comme il l'entend. De l'avis de la commission du personnel, cela n'a pas forcément lieu d'être.

### *Article 7*

M. Capa indique soutenir cette disposition, avec un commentaire par rapport à la position du DSPS. La commission du personnel s'est toujours opposée au changement d'appellation à « agent de sécurité publique » pour les assistants de sécurité publique. Ceci pour deux raisons. Premièrement en raison des travers que cette appellation pourrait engendrer, et deuxièmement parce que c'est une appellation différente de celle que l'on trouve au sein des autres polices cantonales, qui utilisent l'appellation "assistant de sécurité publique". Les assistants de sécurité publique assistent la police dans l'exercice de ses missions, ils n'ont pas ce pouvoir d'initiative que les policiers ont, et les membres de la commission du personnel ne trouvent pas que c'est une appellation péjorative. M. CAPA donne un exemple comparable, au sein de

l'hôpital cantonal. Il y a les infirmiers et les aides-soignants et personne ne s'offusque du fait qu'ils y aient des « aides-soignants ».

M. Capa signale que la commission du personnel défend certains droits qu'elle trouve légitimes, notamment en termes de passerelle pour la fonction de policier. Elle trouve en particulier inopportun que ce dernier doive démissionner de la police pour ensuite entrer à l'académie avec le risque d'échouer au terme de la formation et de se retrouver sans emploi. Il y a la nécessité de pouvoir faire valoir les acquis obtenus lors de la formation initiale. Il s'agirait, pour la commission du personnel, de rendre les choses institutionnellement parlant beaucoup plus cohérentes sur le plan global.

#### *Article 8*

M. Capa indique que la commission du personnel n'a pas vraiment d'opinion à ce sujet entre l'actuelle LPol et le projet de loi. Juste une remarque sur la proposition du DSPS qui va dans le sens de ce qu'ils disaient avant. Il note qu'il est indiqué que « la direction des opérations planifie et dirige les opérations de la police, notamment celles qui ont plusieurs services ». Il conviendrait plutôt de dire que « la gendarmerie et la police judiciaire avec l'appui de la direction des opérations planifie et dirige les opérations de police », afin de mettre le texte en accord avec les propositions de la commission du personnel.

#### *Articles 9, 10, 11 et 12*

M. Capa indique que ces articles vont dans le sens de la proposition de la commission du personnel, qui soutient donc le projet de loi. Toutefois, la Commission du personnel a une remarque concernant l'amendement Desfayes. Celui-ci précise que « la police judiciaire comprend les commissaires de la police ». Pour la commission du personnel, cela devrait être un service indépendant, tel qu'il figure sur le tableau distribué aux membres de la Commission judiciaire.

#### *Articles 13, 14 et 15*

M. Capa n'a pas de remarques à formuler.

#### *Article 19*

M. Semperboni indique que la proposition rejoint partiellement le projet de loi, à savoir que la police comprend trois catégories de personnel :

- a) les policiers (gendarmes et inspecteurs de la police judiciaire),
- b) les assistants de la sécurité publique, armés ou non armés, selon la nouvelle dénomination actuellement en vigueur. Il n'y a plus d'ASP 1,2,3, 4.
- c) le personnel administratif, qui est malheureusement souvent oublié. Il est donc important de le mentionner.



*Article 20*

M. Capa indique que la commission du personnel soutient le projet de loi, avec une correction toutefois, celle de la dénomination, à savoir « dialogue social ». Il pense que la dénomination « représentation du personnel » serait beaucoup plus adéquate. La commission du personnel souhaite également modifier la lettre 3 : *« Le Conseil d'Etat, la commission du personnel, et les organisations qui représentent les membres du personnel de la police, se rencontrent au milieu de chaque trimestre lors de la séance paritaire »*

*Article 21*

M. Capa n'a pas de remarques à formuler.

*Article 22*

La commission du personnel souhaiterait savoir quelles sont les raisons qui ont amené à l'abrogation de cet article concernant le port d'uniforme.

Un député (S) note que le policier est obligé de porter l'uniforme à tout moment alors qu'il y a parfois des missions à accomplir en civil et qu'il ne faudrait pas obliger la police à porter l'uniforme lors de chaque mission

M. Semperboni trouverait pertinent de mentionner dans la loi que le port abusif de l'uniforme ou d'accessoires de l'équipement est interdit.

M. Capa signale que la commission du personnel a une remarque concernant la proposition du DSPS. Elle n'est pas d'accord avec les termes « sauf dispositions exceptionnelles ». Elle trouve cette notion trop aléatoire. La commission du personnel propose d'introduire les termes « sur ordre de la hiérarchie » puisque les assistants de sécurité publique répondent à une hiérarchie police. C'est donc sous l'ordre de celle-ci et pas sous leur propre impulsion.

Le député (S) demande si la commission du personnel serait d'accord pour le port de l'uniforme sauf indication des instances supérieures.

M. Capa répond par l'affirmative, pour être en accord avec les missions propres de chaque service.

*Article 24*

M. Capa n'a pas de remarques à formuler.

*Article 29*

M. Semperboni précise que la commission du personnel est opposée à la suppression des obsèques. Le département a expliqué vouloir inscrire cela dans un règlement, ce que la commission du personnel ne souhaite pas. La voix réglementaire signifie que le prochain conseiller d'Etat pourrait supprimer par

exemple la prise en charge des frais d'obsèques des policiers morts en service. Il ne trouve pas cela correct.

Le président indique que la réponse donnée par le département signifie que cette prise en charge va tellement de soi qu'il pourrait être perçu comme indécent de la fixer dans la loi.

M. Semperboni entend cet argumentaire, mais invite tout de même la commission à conserver cela dans la loi. Le président en prend note.

### *Article 31*

M. Semperboni indique que la position de la commission du personnel est intermédiaire. Elle a constaté que la qualité de la formation a baissé avec le temps mais n'est pas opposée à l'idée du multi-sites. Par contre, pour ce qui concerne la formation de la police judiciaire, elle estime que cela doit relever de la compétence de Genève. Un retour de la formation exclusivement à Genève implique des questions de site, d'attractivité pour les autres cantons ; avoir une police mixte avec deux cantons permet aussi d'attirer des collaborateurs de l'autre canton. La commission du personnel n'a pas encore totalement tranché ces questions-là. Mais elle est d'accord avec l'idée qu'une formation de police judiciaire doit en tout cas être de la compétence exclusive de du canton de Genève.

Un député (MCG) fait remarquer que la formation à Savatan coûtait extrêmement cher. Il lui aurait été fait part de 2 millions de francs par année ne serait-ce que pour l'électricité. Il a été relevé par un grand nombre de personnes que le fait de séjourner sur place n'est pas compatible avec une vie familiale. Il souhaite les entendre sur ces questions de coûts et de distance du lieu de formation.

M. Capa note que la question du lieu de formation se pose d'autant plus qu'elle arrive à échéance à Savatan. Les aspirants n'ont pas d'autres choix que de dormir sur place au vu des distances et horaires de formation. Dans certains cas d'aspirants mariés, avec enfants et animaux de compagnie, leurs femmes ont choisi d'habiter dans la région de Savatan pendant l'année de formation avant de revenir à Genève. Faudrait-il la rapatrier à Genève ou envisager une solution mixte ? Ces questions ne sont pas répondues pour l'heure. M. Peclat poursuit et indique que, s'agissant des coûts de la formation à Savatan et des coûts d'exploitation, l'armée garantit une prise en charge. D'importants travaux ont été réalisés pour fermer des tunnels extrêmement coûteux en énergie. Il ajoute qu'en addition à cela, des bâtiments ont été rénovés et construits dans l'intervalle. Les montants sont effectivement extrêmement onéreux, mais il n'a pas de détail quant aux chiffres.

Le président souligne qu'il a été expliqué que la distance de l'école pouvait rebuter un certain nombre de candidats. Il souhaiterait savoir s'il a par ailleurs constaté une baisse de la qualité des nouveaux aspirants sortant de Savatan, s'agissant du personnel de la police au sens large, donc y compris la police judiciaire.

M. Capa signale que la délégation de la commission du personnel présente ce soir comprend trois membres de la police judiciaire, lui-même, M. Karim Azaiez et M. Gautam Thiebaud. Ils côtoient au quotidien des stagiaires et des jeunes policiers affectés à la police judiciaire. Ils constatent effectivement une baisse de qualité, mais surtout un impact sur le bon fonctionnement des services car au terme de la formation initiale, les stagiaires n'ont pas acquis des compétences judiciaires suffisantes, pas celles acquises à l'époque par les inspecteurs pendant leur école de formation. Les stagiaires doivent aujourd'hui suivre une remise à niveau de 6 semaines et ceci au détriment des services qui ne pourront pas employer ces personnes-là alors qu'elles ont déjà suivi la formation à Savatan et sont censées être opérationnelles. D'où leur plaidoyer pour un retour de la formation de la police judiciaire à Genève.

Une députée (Ve) indique que, selon M. Capa, il y a une spécificité nécessaire à Genève pour la police judiciaire. Elle aimerait savoir s'il ne pense pas que le maintien du multi-sites ne va pas créer un déséquilibre par rapport à la police judiciaire, qui resterait à Genève.

M. Capa estime que les deux positions se défendent. D'où la division sur la question au sein de la commission du personnel. Il y a des spécificités propres à Genève et il serait préférable de former les personnes concernées spécifiquement à Genève. Néanmoins, en matière de maintien de l'ordre, il y a une doctrine de formation globale. M. Peclat poursuit et mentionne un autre argument en termes de spécificité de la police judiciaire. Les agents en formation développent des compétences en matière de maintien de l'ordre. A l'inverse, en matière de filature par exemple, une école plus spécialisée en matière de police judiciaire permettrait d'acquérir une formation spécifique, susceptible de permettre ensuite aux personnes formées de devenir rapidement opérationnelles. Quitte à imaginer un tronc commun de formation le premier mois pour ensuite séparer les deux formations.

M. Capa constate par ailleurs qu'il n'y a pas vraiment de logique en matière d'attribution au terme de la formation des aspirants. C'est un élément dont la commission du personnel a discuté à maintes reprises avec le département et l'état-major de police. C'est une situation problématique. Raison pour laquelle la commission du personnel a émis des recommandations afin qu'il y ait un profilage avant l'école de formation, de manière à pouvoir regrouper toutes les personnes bénéficiant de compétences spécifiques et à prendre en

considération les choix d'affectation. Il faudrait par ailleurs mettre en place un suivi pendant la formation, et cela est la charge de chaque service, en nommant un chargé de formation pour vraiment accompagner les personnes en formation tout au long de leur cursus, en examinant au préalable leurs profils, leurs résultats dans les branches spécifiques. S'agissant par exemple de la police judiciaire, seront plus particulièrement examinés les aspects relatifs à la rédaction et aux connaissances en matière de procédure pénale. Pour les personnes qui seraient plutôt destinées à police-secours, seront examinées les compétences en matière technique et en tactique d'intervention. Au terme de la formation, les services examinent les résultats obtenus, ainsi que les choix souhaités pour arriver à un ratio gagnant-gagnant autant pour les collaborateurs que pour les services. La commission du personnel a effectivement constaté qu'à plusieurs reprises des erreurs de casting en matière d'attribution de service étaient commises. Dans le service de M. Capa, sergent-chef à la brigade financière de la police judiciaire, de très bons inspecteurs y ont été attribués, mais il y a parfois aussi des erreurs de casting. Des personnes ont été attribuées respectivement à la police internationale et à la police de proximité alors qu'elles avaient émis initialement le souhait de venir à la police judiciaire, ayant des connaissances très pointues dans le domaine financier et auraient pu être employées, pour le bien de l'institution, dans un tel service. Cela n'a pourtant pas été fait.

Un député (EAG) s'étonne que la commission du personnel veuille mettre explicitement à l'article 19, dans la même catégorie de personnel, les gendarmes et les inspecteurs alors qu'ils sont distingués dans le projet de loi. Dans le même temps, la commission du personnel insiste pour que la formation soit séparée. Ce qui signifie bien, pour lui, qu'un aspirant effectue le choix de l'un ou l'autre des formations.

M. Capa précise que ce n'est pas blanc ou noir ; il ne s'agit pas de dire que la police judiciaire fera toute sa formation à Genève, alors que les autres iront ailleurs. Dans tous les cas, le programme de formation tel que défini notamment avec l'ISP, prévoit des formations communes à la gendarmerie et à la police judiciaire. La commission du personnel ne dit pas qu'il y aura un déplacement avec un séjour en caserne. L'idée consiste plutôt à dire que tel jour ou tel mois, les personnes seront à tel endroit. Il devrait y avoir une liberté de pouvoir bouger les personnes et de leur attribuer une formation spécifique.

Un député (MCG) constate que les représentants de la commission du personnel ne se sont pas mis d'accord et que leur discours s'avère en conséquence confus. Il comprend qu'ils en aient marre que certaines personnes ne disposent pas du niveau pour endosser le costume d'inspecteur, et ce non pas parce qu'ils sont mauvais, mais parce qu'elles n'ont pas bénéficié de la

formation adéquate. Il a l'impression que les représentants de la commission du personnel mélangent les choses avec la problématique du maintien d'ordre.

Une députée (S) précise que l'on peut apprendre les mêmes choses sans être obligé de les apprendre ensemble, car il s'agit de toute manière d'un brevet fédéral et donc d'exigences fédérales qui sont les mêmes pour tous les cantons. Dans ce contexte-là, que les cours soient organisés à Genève, à Savatan ou à Moudon n'est selon elle pas un argument prépondérant. L'argument-phare a toujours été celui des économies d'échelle mais on ne les constate pas. Ceci est d'autant plus dommageable pour une fonction telle que la police de ne pas être en adéquation avec les réalités du terrain et de perdre des spécificités.

#### *Article 34*

M. Capa indique que la commission du personnel a des modifications à suggérer, notamment par rapport au projet de loi, à savoir que l'affectation de l'alinéa 2 d'un autre corps au sens de l'article 6, alinéa 1 ne doit se faire que sur demande avec l'accord des personnes concernées. Elle soutient le fait que les chefs de service ont une latence décisionnelle à condition qu'il y ait un droit d'être entendu de la personne déplacée et que la décision soit dûment motivée. Car jusqu'à maintenant ils ont vu les dérives de ce système consistant à déplacer une personne en argumentant juste par les besoins du service sans aller plus loin. La commission du personnel a parfois l'impression que certaines décisions sont motivées par du copinage. Cela devrait donc être motivé par écrit, décision que la personne concernée doit pouvoir contester. Cet aspect-là devrait être à motiver dans une directive.

Le président trouve que la position de la commission du personnel est étonnante.

#### *Article 62*

M. Capa explique que la commission du personnel ne comprend pas pourquoi c'est l'organe de médiation qui s'en charge, rejoignant ainsi les commentaires du DSPS. La commission du personnel estime que les questions de dénonciations devraient être confiées aux commissaires ou au service juridique, ce qui aurait du sens.

Le président constate que l'heure dévolue à la présente audition arrive à son terme. Il les remercie de leur venue et prend congé d'eux.

***Audition du Syndicat des polices municipales genevoises (SPMG)  
(séance du 15 septembre 2022)***

*Audition de M. Micaël Chanez, co-président*

*En présence de M. Sébastien Grosdemange, secrétaire général adjoint  
(DSPS)*

Le président souhaite la bienvenue à l'auditionné et rappelle que c'est le SPMG qui a demandé à être auditionné sur le PL 12521.

M. Chanez explique être appointé à la police municipale de Thônex depuis 10 ans et membre du comité du SPMG depuis environ 6 ans. Même si cet objet ne les concerne pas directement, certaines subtilités ou points précis leur semblaient pertinents à relever et commenter.<sup>17</sup>

*Art. 9 Policières et policiers (nouvelle teneur)*

M. Chanez souligne le fait que cet article réduit l'appellation de policier au seul « détenteur d'un brevet fédéral de policier ». Selon lui, si cette information concerne bien la plupart des membres du corps de police cantonal, certains policiers sont exclus de cette définition car détenteur d'une équivalence à ce brevet fédéral, notamment car il a été mis en place seulement depuis une quinzaine d'années. Il suggère, dès lors, d'introduire cette équivalence dans cet article, ou du moins de ne pas réduire cette appellation au seul détenteur d'un brevet fédéral.

*Art. 10 Gendarmerie (nouvelle teneur)*

M. Chanez note une petite incohérence : il ne lui semble pas que la police de proximité soit compatible avec la notion d'urgence, à l'instar de la police secours ou la police routière, à savoir des corps qui interviennent sur réquisition avec une certaine notion d'urgence. Il lui semble que le fondement de la police de proximité requiert une certaine distance. Cet élément a été repris dans le PL 12218 modifiant la loi sur la police (LPol) (F 1 05), à savoir que la notion de police de proximité devrait être englobée dans la gendarmerie ou dans le même bloc que la police secours, alors qu'il pense que la police de proximité doit être tenue à part.

*Art. 20 Dialogue social (nouvelle teneur de la note) et al. 3 (nouveau)*

M. Chanez tient à saluer la proposition de l'article 20 qui vise à instaurer un lien social entre l'Etat et la police cantonale sur une base régulière.

*Art. 31, al. 1 (nouvelle teneur)*

M. Chanez déclare être en accord avec la proposition de faire revenir l'école de formation à Genève qui, selon lui, a perdu en qualité depuis quelques

---

<sup>17</sup> Voir Annexe 11 : SPMG, projets de révision de la LPol, 15.09.2022

années, notamment en ayant voulu harmoniser la formation en enlevant les spécificités des différents corps et donc leur savoir-faire, tant au niveau de la police judiciaire que la police routière ou de proximité. Il explique que c'est un sujet qui a été débattu lors de leur dernière discussion avec l'ISP (Institut Suisse de Police) qui indique que leur formation ne seraient pas agréées car le CFPS ne serait pas reconnu au niveau fédéral. Dans l'idée de ramener la formation à Genève, il faudrait tenir compte de cette information et s'assurer que le CFPS délègue une formation agréée au niveau fédéral. La mise en place d'un tronc commun entre les corps de police présente l'avantage de faire une formation générale, puis une formation spécifique pour affiner les compétences en fonction des différents domaines. Il pense que la police municipale pourrait bénéficier de ce même tronc commun, qui lui donnerait une vue d'ensemble du concept de sécurité du canton et, ensuite, finir cette formation par des modules spécifiques à la police de proximité (il mentionne les méthodes de médiation, de résolution de problème, de gestion de groupe, etc.).

### *Questions des député-e-s*

Un député (UDC) rebondit sur la police de proximité mentionnée à l'article 10 et souhaiterait savoir quelle est sa définition exacte (proximité psychologique, proximité du lieu d'intervention, ou autre). Selon lui, tout corps de police doit être de proximité, il aimerait donc des précisions quant à son rôle.

M. Chanez explique qu'il existe un grand flou autour de la notion de police de proximité entre les idées et valeurs qu'on prête à un corps de police et le concept ou la stratégie au niveau d'un pour résoudre les problèmes. L'ISP définit la police de proximité comme étant l'ensemble des moyens mis en œuvre pour renforcer le sentiment de sécurité auprès de la population dans leur environnement immédiat (ancrage territorial très proche), c'est-à-dire des policiers visibles, identifiables et connus par la population du quartier dans lequel ils évoluent. Selon lui, ce corps est sous-doté, notamment à cause de la projection d'effectifs à travers la LPol et son règlement de mise en œuvre, et donc submergé. M. Chanez pense que, si la police de proximité est englobée dans la police secours ou dans la gendarmerie, l'urgence va toujours prendre le pas sur elle et, en ce sens, il estime important de donner une place individuelle à la police de proximité. Dans les postes, il pense que la police de proximité devrait être à l'image des îlotiers, à savoir des points d'entrée et des coordinateurs pour la police municipale, ce qui permettrait de fluidifier le transfert d'informations du canton vers les communes et de faire remonter au

bon service les éléments récoltés par la police municipale ainsi que mener les actions dans des délais raisonnables.

Un député (UDC) demande si M. Chanez souhaiterait une disposition dans la loi qui viserait à favoriser, voire garantir, cette collaboration.

M. Chanez pense que, dans la loi, la police de proximité doit être, au même titre que la police judiciaire, formée et gérée en aparté pour ne pas la détourner de sa mission. Il suggère de créer, dans la loi, un chapitre qui traite individuellement de la police de proximité et, dans le règlement, il devrait y avoir une définition très claire de leur rôle, afin de la protéger de ces tâches annexes qui viennent interférer dans leur mission.

### ***Audition de l'UPCP et du SPJ (séance du 15 septembre 2022)***

*Audition de M. Marc Baudat, président de l'UPCP, et de M. Philippe Comte, secrétaire général, de M. Frédéric Mulmann, président du SPJ, et de M. Mike Berker, vice-président*

*En présence de M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat (DSPS), et de M. Sébastien Grosdemange, secrétaire général adjoint (DSPS)*

Le président souhaite la bienvenue aux auditionnées et les remercie de leur venue. Il rappelle que les auditionnés ont déjà été entendus par la commission au sujet de ce PL 12521. Les membres de la commission ont cependant estimé important de les entendre à nouveau, en particulier au regard de l'amendement général déposé par le DSPS. En d'autres termes, l'intervention devra, dans une mesure substantielle, se concentrer sur l'opinion des syndicats sur cet amendement général. Il n'est donc pas utile d'entrer en détail sur leur opinion de l'état de la police, opinion qu'ils ont déjà eu l'occasion de partager.

Le président précise que la commission a reçu deux courriers de la part des auditionnés,<sup>18</sup> l'un daté du 19 août 2022 qui présente leur position sur l'amendement général du DSPS, l'autre daté du 11 septembre 2022 sur l'état de la police. Ces deux courriers figurent, avec leurs annexes, dans les documents de la commission. Il invite les auditionnés à faire une brève introduction avant de concentrer leur intervention sur cet amendement général (article par article), puis de répondre aux éventuelles questions des commissaires.

M. Berker remercie les membres de la commission de leur donner l'opportunité de s'exprimer sur un sujet aussi important et qui leur tient particulièrement à cœur. Ils ne vont pas faire l'affront d'énumérer à nouveau tous les défauts de la loi sur la police (LPol) qui a, selon eux, gravement abîmé l'institution et la police, qui n'est plus en mesure de fournir une prestation de

---

<sup>18</sup> Voir Annexe 12 : Courriers de l'UPCP et du SPJ, 19.08.2022 et 11.09.2022



qualité dont ils la savent capable. M. Berker introduit la structure de leur présentation à l'aide d'un support PowerPoint: tout d'abord, M. Baudat va proposer une brève introduction pour en venir aux différents points et problèmes posés par l'amendement général déposé par le DSPS. Ils aborderont ensuite la question du retour de la formation des aspirants à Genève, dans l'optique de dissiper quelques inquiétudes que pourrait avoir la députation à ce sujet. Puis, M. Mulmann parlera d'un aspect peu abordé mais très important, à savoir l'impact de la LPol sur le moral des membres de la police. Ils proposeront une brève conclusion avant de répondre aux éventuelles questions.

M. Baudat souhaite présenter l'exemple d'un événement récent qui cristallise, à ses yeux, tous les dysfonctionnements en cours au sein de la police en lien avec son organisation. Il affiche, à l'aide du support PPT, une fiche du MIOPE (Mémento des Instructions de l'Office du Personnel de l'Etat) qui présente l'article 33 sur les congés spéciaux issu du Règlement d'application de la loi générale relative au personnel de l'administration cantonale, du pouvoir judiciaire et des établissements publics médicaux. Cet article stipule, à la lettre l), que les membres du personnel ont droit à une ½ journée de congé dans le cas du décès d'une ou d'un collègue de service (pour assister à ses obsèques). M. Baudat relate le fait que, le jeudi 1<sup>er</sup> septembre 2022, une jeune policière est décédée, événement qui a marqué et impacté l'ensemble des policiers. Les policiers étaient autorisés à se rendre à la cérémonie sur leurs heures de travail ou, selon le service d'affectation, devaient prendre congé. Il pense que c'est un exemple éloquent de cette compartimentation en service.

M. Berker ajoute deux anecdotes récentes mais révélatrices, à son sens, de certains dysfonctionnements. D'abord, il indique être de permanence du vendredi au vendredi, il travaillait donc le weekend précédent. Il a pris son véhicule de fonction à trois reprises (vendredi, samedi et dimanche) et les trois fois où il a pris son véhicule de service, il a entendu la centrale de police dire sur les ondes qu'il n'y avait pas de patrouille disponible sur le canton. Ensuite, il rappelle que la Commission a dû recevoir, durant la semaine, un document de 15 pages. Il précise que ce document est également partagé avec les membres des syndicats, parmi lesquels des instructeurs et de jeunes policiers sortis de l'Académie de police de Savatan. Il indique que ces derniers les ont contactés pour leur dire qu'ils partageaient totalement leur point de vue, à savoir que l'Académie de police de Savatan est totalement inadaptée et qu'ils revendiquent un retour de la formation de la police à Genève.

M. Berker souhaite maintenant aborder l'amendement général déposé par le DSPS à la fin du mois de juin 2022. D'abord, il relève le fait que le DSPS n'a jamais pris la peine de consulter les syndicats de police au sujet de cet amendement général. Ensuite, il dit être surpris de voir le DSPS déposer un

amendement général d'une loi que ce dernier a toujours soutenu et prétendu qu'elle ne méritait pas d'être changée. Il affirme également avoir été interpellé par le *timing* du dépôt de cet amendement général, qui semblait sorti au dernier moment du chapeau du DSPS alors que les membres de la Commission se penchaient attentivement sur le PL 12521 et ses modifications. Il se demande comment ne pas imaginer que ce dépôt n'est autre qu'une stratégie prévue par le Département pour freiner les députés dans l'avancée de leurs travaux. Il conclue en se disant consterné par le vide de cet amendement général qui fait fi de toutes les problématiques soulevées jusqu'ici et qui sont les causes du délabrement actuel de la police, déni qu'il trouve extrêmement problématique.

M. Baudat précise qu'un courrier a été envoyé aux membres de la Commission trois ou quatre semaines avant la présente séance afin de pouvoir faciliter le travail de la Commission et leur présentation, en évitant de les surcharger d'informations. Selon lui, les principaux commentaires sur l'amendement général déposé par le DSPS concernent la négation de l'utilité du conseil consultatif de sécurité, que le DSPS a pourtant défendu encore récemment, qui disparaît du jour au lendemain, ainsi que l'ajout, aux articles 3 et 6, d'une nouvelle strate hiérarchique.

#### *Article 3 Conseil consultatif de sécurité et article 6 Composition de la police*

M. Baudat rappelle que le DSPS propose d'abroger ce troisième article et de le remplacer comme suit : « <sup>1</sup>*La police est dirigée par un commandant (ci-après commandant) nommé par le Conseil d'Etat.* <sup>2</sup>*Le commandant est secondé : a) par un chef d'état-major dont dépend l'ensemble des services d'appui de la police, et b) par un chef des opérations dont dépend l'ensemble des services opérationnels* », hiérarchie qui est détaillée à l'article 6. Il déclare s'étonner de cette nouvelle strate hiérarchique qui tend à faire disparaître le système de grades, qui établissait pourtant une hiérarchisation au sein de la police. Il s'étonne également que le service des opérations devienne plénipotentiaire alors qu'il est dépourvu d'état-major. Il fait remarquer que cette nouvelle organisation hiérarchique ne change pas le problème, qui est le principal point d'achoppement de la police, à savoir une organisation en services avec des états-majors dédiés et des chefs de services dédiés.

#### *Article 19 Personnel*

M. Baudat fait l'observation que le DSPS modifie la lettre b) en remplaçant « les assistants de sécurité publique » par « les agents de sécurité publique ». Selon lui, le DSPS invente la notion d'agent de sécurité publique, qui n'existe que dans son esprit, dont ils n'ont pu trouver aucune trace de cette dénomination, si ce n'est une seule dans la formation certifiante d'assistant

de sécurité publique » (ASP). Il rappelle que, depuis 2016, le règlement doit être adopté par le Conseil d'Etat sur ces ASP, mais qu'ils sont toujours en attente.

### *Art. 29 Obsèques*

M. Baudat a enfin constaté avec surprise que le DSPS propose d'abroger, sans les avoir consultés, l'article 29 qui prévoit que « l'Etat pren en charge les frais d'obsèques des membres du personnel de la police lorsqu'ils décèdent dans l'accomplissement de leurs fonctions. L'organisation de la cérémonie est arrêtée d'un commun accord entre les proches du défunt et la police », ce qu'il trouve très choquant. Politiquement, il trouve le fait de supprimer une loi sans justification peu sérieux, d'autant qu'il n'est précisé nulle part ce qui sera pris en charge à la place. Il pense que le DSPS est dans une démarche peu sérieuse avec le dépôt de cet amendement général.

M. Baudat termine son propos en constatant que le reste des articles reste inchangé, ce qui pose tout de même un problème, par exemple sur la question de la formation. En conclusion, l'amendement général déposé par le DSPS ne résout pas, selon eux, les problèmes organisationnels des services de la police, de formation de la police ou encore de recrutement de la police. Accessoirement, ils ne font pas le lien entre le bilan de la mise en œuvre de la LPol du 4 février 2021 et le dépôt de cet amendement général. Contrairement au DSPS, M. Baudat souligne que les auditionnés ont un discours invariable depuis 6 ans et cède la parole à M. Mulmann pour traiter de la question de la formation, qui est le second point d'achoppement de la police.

M. Mulmann partage son plaisir d'être accueilli au sein de cette commission et estime être à un carrefour important pour l'avenir de la police. Avant d'entreprendre sa présentation, il tient à ce que les membres de la Commission puissent dépersonnaliser la police et penser en termes d'institution au service de la population et de l'intérêt général et non pas en termes de personnes qui souhaiteraient défendre des intérêts particuliers. Il affirme que la police, actuellement, n'est plus aussi efficace, efficace et présente que par le passé. Après 6 ans avec la mise en place de la LPol, il observe que cette loi a aggravé la situation de manière constante, provoquant une incidence sur le personnel, avec un sentiment de mal-être grandissant. Selon lui, l'institution doit s'améliorer rapidement car, si le personnel commence à démissionner, il craint pour l'avenir de la police et sur la qualité des enquêtes judiciaires qui risquent de rapidement rendre compte de la gravité de la situation. Il considère qu'il faut revoir la formation de la filière de la police.

M. Mulmann rappelle que, depuis 2015, la formation a été déplacée l'Académie de Police de Savatan, projet qui partait d'un bon sentiment. Il considère, aujourd'hui, qu'il s'agit d'un échec affligeant à tous points de vue, quantitativement comme qualitativement, échec reconnu par tous ses collègues, quels que soient leurs grades. Concernant le recrutement, il informe avoir été instructeur pendant 6 ans, de 2004 à 2010, ce qui lui a permis de former 3 écoles de police judiciaire à Genève. En moyenne, ils recevaient entre 200 et 300 candidatures pour le service de la police judiciaire et entre 250 et 300 candidatures pour la gendarmerie. Il indique, qu'actuellement, ils peinent à trouver 200 candidats pour l'ensemble de la police. Il soulève également le problème de la qualité des profils. Selon lui, la délocalisation de la formation a eu une incidence énorme sur la motivation des candidats. Les recruteurs sont souvent confrontés à des dossiers insuffisants sur certains critères (le français par exemple) mais qu'ils sont obligés de recruter pour augmenter le bassin de candidats. Selon lui, la distance jusqu'à Savatan, une heure et demi de trajet en moyenne, dissuade plusieurs candidats de postuler (la formation étant jusqu'à 35 ans, il imagine qu'un parent de famille n'ont pas envie d'effectuer un an dans une école à distance).

M. Mulmann relève aussi le problème des instructeurs qui sont sur le site et qui ne sont pas toujours aux faits des pratiques, des procédures et de la réalité cosmopolite de Genève. Tandis que les instructeurs genevois doivent faire les allers-retours quotidiens ce qui pèse sur leur moral. En conséquence, beaucoup d'aspirants qui reviennent à Genève au bout d'un an doivent être reformatés au sein de leur service car il existe des détails et des procédures qu'ils ignorent, car ils n'ont pas été formés à Genève. Il mentionne certains aspirants qui ne connaissent pas Genève, et doivent poursuivre une formation continue pour espérer avoir un minimum de connaissances pour occuper leur fonction au sein d'un canton qui compte plus de 100 km de frontières, un aéroport international, des organisations internationales, une population très diversifiée, etc. Il indique qu'ils travaillent en collaboration avec les militaires, avec lesquels ils sont complémentaires, mais qu'il ne s'agit pas du même métier ; les policiers s'adressent à des enfants, des victimes, des témoins. Il profite de la présence de M. Poggia pour soulever le problème du coût de la formation et souhaiterait savoir combien coûte un aspirant pour une année passée à l'Académie de Police de Savatan, avec le détail des montants (à quoi ils sont destinés). M. Mulmann informe pouvoir communiquer les montants qui seraient nécessaires pour rétablir la formation à Genève, il aimerait donc pouvoir faire une comparaison. Il pense que la formation à Genève n'est pas nécessairement plus chère qu'à Savatan. Ils ont estimé le coût moyen pour un aspirant à 120 000 francs sur une année de formation à l'école de police de Genève,

incluant son salaire (avec le 13<sup>e</sup> et le versement du 2<sup>e</sup> pilier), l'équipement et le coût des interventions. Il répète vouloir connaître le montant et à quoi il correspond de manière détaillée. Il insiste sur le fait que la police a perdu en quantité – ils sont en sous-effectifs, chiffres qu'il peut transmettre aux commissaires – ainsi qu'en qualité car ils doivent être moins sélectifs lors du recrutement et que les aspirants sont en décalage entre leur enseignement à Savatan et la réalité de terrain à Genève.

M. Baudat considère que la formation, depuis 2006, n'a pas changé. Si elle s'est reconnectée à la Suisse via l'ISP et que certaines choses ont été renommées au sein de l'Etat, il souligne que, depuis 2006, la formation consiste à faire une école d'une année, puis des stages pratiques dans des unités opérationnelles encadrés par du personnel opérationnel, ce qui ne change pas de la structure opérationnelle existante. En 2006, la formation et les stages étaient à Genève alors qu'aujourd'hui la formation est à Savatan et les stages sont Genève (ou ailleurs). Il indique que le DSPS prétend que l'Académie de Police de Savatan coûte moins cher. Or, M. BAUDAT constate qu'il y a quasiment la moitié d'instructeurs en plus dédiés à la formation qu'avant Savatan. Il ajoute que les locaux précédemment utilisés pour la formation à Genève sont intégralement à la charge de l'Etat et s'additionne donc aux coûts dédiés à l'Académie de Police de Savatan. Les aspirants pouvaient être nourris et logés à Genève, alors qu'ils sont aujourd'hui contraints de vivre en caserne. En outre, de nombreux intervenants proviennent de la police cantonale genevoise et doivent prendre leur voiture de service pour aller donner une journée de cours et revenir, ce qui implique des coûts et des difficultés administratives qui n'existaient par lorsque la formation était à Genève. Il anticipe l'argument du DSPS qui dira que le CFPS n'est pas en mesure d'accueillir des aspirants, pourtant il s'agit aussi de faire un an d'école et des stages, ce qui est invariable depuis l'existence du brevet fédéral. Il rappelle, qu'en 2015, deux écoles de police ont été formées au CFPS, à savoir une école d'une trentaine d'aspirants et une école de cinquante d'aspirants composée d'inspecteurs et de gendarmes. Ils avaient la capacité de former des écoles à Genève et ils souhaitent pouvoir le faire à nouveau (le CFPS existe, les instructeurs existent, il n'y a aucune raison organisationnelle pour que ce ne soit pas possible). Selon lui, le DSPS dira que la police a l'obligation de recentrer sa formation avec d'autres cantons. Si M. Baudat veut bien reconnaître qu'il y a un souhait mais, jusqu'à preuve du contraire, le fédéralisme permet à Genève d'organiser sa police comme il l'entend, car aucune disposition légale ou réglementaire ne contraint Genève à imposer un style de formation unique. Il précise que le canton de Berne a résilié sa

convention à l'école de formation de Suisse centrale pour former leurs policiers à Bienne, aux mains de la police cantonale bernoise.

M. Berker propose une démonstration par l'absurde. Selon lui, mathématiquement et intellectuellement, il paraît impossible que la formation, telle qu'elle existe déjà et qu'ils souhaiteraient ramener à Genève, coûte plus chère que Savatan, mais laisse volontairement imaginer que le DSPS soit en mesure de démontrer que l'Académie de police de Savatan coûte moins cher qu'une formation à Genève. Il considère néanmoins que la formation des policiers à Genève est plus pointue et pourrait devenir une vraie formation citoyenne, avec une police réactive, adaptée aux réalités du canton et aux spécificités de métier. Il pense, dès lors, que la qualité de cette formation mériterait un léger sacrifice économique. Il croit que le citoyen a le droit à un service de qualité, ce que la population réclame de plus en plus, sans en avoir la satisfaction. Il ajoute que le DSPS avancera comme argument que la formation à Genève n'est pas compatible avec une formation harmonisée entre cantons et de brevet. Cet argument n'est pas recevable à ses yeux car il pense que rien ne s'oppose au fait que les futurs aspirants soient formés à Genève en respect des canons exigés pour l'obtention du dit brevet, tout en tenant compte des spécificités du métier et du canton de Genève (il donne l'exemple des enfants scolarisés à Genève qui étudient un programme harmonisé avec les autres cantons, sans qu'ils doivent pour autant faire leurs études à distance dans une école unique, à l'instar de l'Académie de police de Savatan). Il ajoute que le DSPS dira également que Genève accueille déjà la formation des policiers municipaux, argument qui ne tient pas non plus la route d'après lui. Il précise que les polices municipales existaient déjà quand la police se formait à Genève, mais n'empêchait pas cette formation. Cet argument a, au contraire, le mérite de démontrer que le CFPS est toujours fonctionnel et en mesure d'accueillir des aspirants en nombre. Il cède la parole à M. Mulmann pour apporter quelques éléments sur l'impact de la LPol sur le personnel de la police.

M. Mulmann déclare rester convaincu que la formation à Genève est de meilleure qualité qu'à Savatan et que le recrutement serait plus intéressant pour les aspirants. En outre, il pense qu'il serait possible de faire des économies dans certains services avec la suppression des silos. Il s'appuie, concernant l'impact de la LPol sur le corps de police, sur un document qu'il a étudié tout récemment et qui est très éloquent sur le mal-être des policiers sur le canton de Genève. Il reprend une étude effectuée en 1995 par des universitaires sur la police de manière générale, dont il lit un extrait : « les collègues de M. A. (qui est un grand spécialiste dans ce domaine) ont mis en exergue le fait que les contraintes organisationnelles liées à l'institution seraient plus néfastes pour le bien-être psychique des policiers et policières en comparaison aux contraintes

opérationnelles. Parmi les contraintes liées à l'institution policière, elles sont principalement : un style d'organisation rigide, avec un *management* autocratique, une augmentation et une inflexibilité de procédures et de règles impliquant un manque de marge de manœuvre sur le terrain, des incohérences et des inégalités concernant le système de sanctions et de récompenses, à tout cela s'ajoutent des difficultés administratives, que ce soient des contraintes juridiques internes, ou des difficultés d'accession à un grade supérieur ou par manque d'effectifs. Les policiers et les policières doivent adopter des attitudes et des comportements exemplaires et ceci même en dehors de leur temps de travail ». Cet extrait fait état d'un lien très clair entre les problématiques organisationnelles d'un corps de police et le dysfonctionnement de collègues. Il communique, à présent, des chiffres récents : parmi les policiers qui viennent consulter le service psychosocial de la police, qui a connu une augmentation de fréquentation multipliée par 22 depuis 2019, 30% d'entre eux font part d'idées à tendance suicidaire. M. Mulmann ne peut pas concevoir un instant qu'il n'existe pas une corrélation entre le système mis en place, qui suscite une perte de motivation énorme, et l'impact sur la qualité des enquêtes qui se dégrade de plus en plus. Il distingue deux types de profils : les "*quiet quitting*" avec des personnes qui font le minimum requis dans leur travail et les "*ground out*", personnes qui ne trouvent plus de sens à leur mission. Il compare la composition de la police à un mille-feuille, avec des services qui s'entrechoquent avec des personnes qui ne s'y retrouvent plus. Il ajoute les ASP avec différentes strates qui ne savent plus qui fait quoi, qui veulent revendiquer un certain statut. Selon lui, la transversalité a toujours existé avant, alors qu'il n'existe plus aucune fluidité aujourd'hui. Selon lui, cette situation pèse sur le moral des troupes, ce que les syndicats répètent depuis déjà 5 ans, mais pas seulement (il évoque par exemple les études universitaires menées sur le sujet, le service psychosocial). En tant que porte-paroles de ces syndicats, ils attendent de cette séance que les membres de la Commission comprennent que la police est en souffrance et qu'elle doit récupérer en vigueur et en efficacité, et que si la Commission ne réagit pas rapidement en conséquence, elle sera presque rendue responsable de non-assistance à personnes en danger. Il répète que les policiers doivent retrouver de l'intérêt, avant d'en arriver à une vague de départs qui mettra en péril cette profession et les citoyens qui en seront les victimes collatérales.

M. Berker annonce que la présentation touche à sa fin. Il conclue en indiquant que les syndicats de police soutiennent le PL 12521, ainsi que les amendements apportés par M. Desfayes, car il est urgent de rendre à la police son attractivité avec une formation pointue, adéquate et adaptée aux réalités du canton de Genève et aux spécificités du métier. Ils espèrent parvenir à un

nombre d'effectifs suffisants et dignes pour mener à bien les missions du service citoyen. Il remercie, au nom des auditionnés, les membres de la commission pour leur attention et déclare que les auditionnés sont ouverts à d'éventuelles questions.

### *Questions des député-e-s*

Un député (PLR) indique que suite à sa lecture de l'article 31 LPol, il pense qu'il existe une incompréhension mutuelle entre les syndicats et le Conseil d'Etat. Il précise, qu'en tant que députés, lorsqu'ils parlent de la LPol, ils parlent du texte de loi, alors qu'eux parlent non seulement de la loi mais aussi ce qu'elle a engendré en tant que mesures organisationnelles. Il souhaiterait donc savoir s'il y a un élément dans cet article qui leur pose réellement problème concernant la formation, car il ne constate rien qui évoque directement que la formation doit se faire à Savatan. Il aimerait savoir si la loi doit être revue.

M. Berker pense que cela doit être inscrit dans la loi car il estime que c'est un élément essentiel de la formation. Il répète trouver extrêmement problématique la délocalisation de la formation et trouverait pertinent d'ancrer dans le texte de loi que la formation des policiers genevois doit se passer à Genève.

Le député (PLR) estime que n'appartient pas au parlement mais doit être prise par le Conseil d'Etat. Il revient sur la question de la militarisation de la police et partage le fait que les policiers et les militaires sont complémentaires. Il rebondit sur le fait que la police serait organisée militairement, mais précise que cela n'a rien à voir avec la LPol, car il ne voit pas en quoi ce texte de loi militarise la police.

M. Mulmann répond que le terme « militairement » est utilisé pour un système hiérarchique de grade, mais quand ils rajoutent des grades et une structure comme un château de cartes, ils ne font qu'augmenter la pression interne. Ils ne veulent pas une déformation d'interprétation de ce terme. Selon lui, la hiérarchie existe par elle-même au sein de la police, et il craint que ce terme puisse être interprété d'une manière qui peut devenir étouffante ; ils se méfient donc d'une éventuelle dérive en proposant une structure militaire.

Le député (PLR) comprend que, dans leur rapport, ils évoquent une baisse d'effectifs de 70 personnes au sein de la police judiciaire. Il demande aux auditionnés comment ils expliquent cette diminution.

M. Baudat a l'impression que cela est dû à la « guerre entre services », car les services ont besoin d'effectifs pour exister et, lorsque les effectifs sont attribués au service, il faut découper l'activité opérationnelle en fonction des



services. S'il existait un vrai corps à disposition de la gendarmerie qui peut moduler ses effectifs, décider de ses forces principales, coordonner ses effectifs, cela pourrait régler en partie le problème, alors qu'aujourd'hui chaque effectif est dans un service. Autrement dit, c'est du 1 pour 1 entre les services : lorsqu'une personne veut changer de service, il en faut un ETP en échange. Lorsqu'il y avait des effectifs suffisants, la police judiciaire n'était plus dans la réaction mais dans l'anticipation, ce qui permettait aux patrouilles d'être tous les jours dans les rues, prêtes à intervenir en civil. Dans les rues aujourd'hui, il précise que les patrouilles de la police judiciaire sont de plus en plus rares au quotidien.

Un député (EAG) revient sur les chiffres évoqués concernant une multiplication par 22 des demandes d'appui auprès du service psychosocial depuis 2019, dont un tiers des consultants font part d'idées à tendance suicidaire. Il trouve ces informations très inquiétantes et voulait être sûr d'avoir bien compris les chiffres. Il a également compris que les problèmes opérationnels sont relativisés, voire secondaires, par rapport aux problèmes organisationnels. Autrement dit, ce n'est pas le travail à proprement parlé qui pose vraiment problème pour la plupart des policiers, qui souffriraient davantage de la structure dans laquelle ils doivent travailler.

M. Mulmann confirme les chiffres. Il précise qu'il s'agit d'une combinaison d'éléments qui crée de la souffrance, mais que la structure est un facteur accélérant. La réalité du terrain d'un policier constitue déjà une charge émotionnelle très importante, mais lorsque d'autres facteurs s'ajoutent à cette difficulté, ils amplifient le phénomène et accélèrent le processus d'idées noires. Il souligne que la partie organisationnelle occupe une place prépondérante dans ces facteurs accélérant. Il termine en annonçant que le métier de policier fait partie des métiers à risque.

Le député (EAG) en déduit que la formation à l'Académie de police de Savatan et la structure en silos se combinent pour affaiblir l'attractivité du milieu, la motivation, le sens que donnent les policiers à leur activité et, enfin, l'efficacité du point de vue du citoyen avec des résultats inférieurs en termes de service public. Autrement dit, cette combinaison entre une formation délocalisée qui démotive des aspirants de qualité et un fonctionnement en silos qui prive les policiers des activités polyvalentes propres à leur métier se traduit par des crises personnelles au sein des corps de la police. Il comprend que les auditionnés sont en faveur du retour d'une gendarmerie unique qui remplirait toutes les missions actuellement divisées entre les différents silos et d'un corps de police judiciaire séparé remplissant également ces différentes missions, ce qu'ils confirment.

M. Berker tient à ajouter un élément concernant le recrutement car la police est devenue moins attractive. Il pense que le DSPS dira que le recrutement fonctionne avec un certain nombre d'aspirants qui font la formation. Or, il souligne la baisse de qualité des aspirants avec certains candidats qui postulent alors qu'ils ont été virés d'autres polices cantonales ou des aspirants qui ont des dossiers de police, c'est-à-dire qui sont connus des services de police. Il explique que certains aspirants se font radier leur dossier pour pouvoir intégrer l'Académie de police de Savatan. Cette pratique était inimaginable auparavant en raison des nombreux candidats qui postulaient, ce qui écartait automatiquement – par principe de précaution – ceux qui possédaient des antécédents. Aujourd'hui, le CFPS informe les aspirants qu'ils ont la possibilité de radier leur dossier pour pouvoir intégrer la police.

M. Mulmann tient tout de même à préciser que la police ne radie pas un dossier pour une personne qui aurait commis un délit grave. Il rebondit sur les propos de M. Berker en indiquant qu'ils évitaient de prendre ce type de dossiers afin de minimiser les risques de bavures policières, car moins le profil est solide à la base plus ce risque est augmenté. Les aspirants avec ce type de profil vont soit se reprendre en main, soit se complaire dans le travail minimum, sans jamais aspirer à mieux faire.

Une députée (S) souhaiterait savoir combien de membres syndiqués sont représentés par les auditionnés.

M. Baudat précise que l'UPCP représente plus de 2 000 membres, parmi lesquels environ 600 retraités, 350 agents de détention et 1 050 policiers uniformés. Il avoir partagé le texte, qui a été envoyé cette semaine à la Commission, avec leurs membres syndiqués, ce qui a suscité de nombreuses réactions de leur part qui se disaient reconnaissants mais aussi affligés car ils se reconnaissent dans ce triste constat. M. Mulmann ajoute que le SPJ compte entre 350 et 400 syndiqués. Autrement dit, plus de 98% du personnel de la police judiciaire est membre du SPJ. Il tient à rassurer les membres de la Commission en garantissant qu'ils se présentent comme porte-paroles de ces syndiqués qui paient une cotisation et qui n'hésiteraient pas à quitter les syndicats s'ils ne partageaient pas leurs préoccupations.

Un député (PLR) souhaiterait savoir si ce sentiment de mal-être est aussi lié à un changement radical de la société, avec un brassage énorme de la population et à une remise en question généralisée de l'autorité qui devient suspecte aux yeux de plus en plus de citoyens. Il demande s'il serait possible d'établir une comparaison cantonale – il mentionne le canton de Neuchâtel à titre d'exemple – concernant la santé mentale des membres de la police pour savoir si le canton de Genève est un cas isolé ou si cette souffrance se retrouve un peu partout au sein de la police.

M. Mulmann tient à préciser qu'il n'est pas en train de dépeindre que tous les policiers ont des idées à tendance suicidaire. Il ne souhaite pas stigmatiser les policiers mais il est assez certain, lorsque ces policiers évoluent au sein de la structure actuelle, en plus d'autres facteurs aggravants, qu'ils ne donnent plus le même sens à leur mission. Il ajoute que certains collègues ne se rendent pas au service psychosocial et préfère consulter en dehors de la police pour ne pas être stigmatiser et souligne que les chiffres à Genève sont inquiétants. Il ne sait pas si le service psychosocial existe dans d'autres cantons mais indique pouvoir se renseigner auprès de ses homologues. Il termine en insistant sur l'importance du service psychosocial au sein de la police.

M. Berker trouve qu'il est compliqué d'estimer et de comparer le degré de bonheur des policiers entre les cantons. En tant que présidents de syndicats, ils sont en contact régulier avec la Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police (FSFP), qui fait état de nombreux problèmes au sein de la police genevoise. Il pense qu'il serait difficile de trouver, aujourd'hui, en Suisse, une police qui se sente plus mal que la police genevoise et que le nier serait faire insulte à ces policiers. Il considère qu'il s'agit d'une profonde injustice, raison pour laquelle un fossé sans commune mesure s'est creusé entre les policiers et leurs directions, et peut-être le DSPS, à qui il est reproché de ne pas avoir su réagir aux signaux d'alarme au bon moment et avec la vigueur nécessaire. Il faut comprendre cette souffrance au sein du corps de police, qui a besoin de se sentir utile pour la société. Il déplore le fait qu'au travers de cette structure, les policiers ne se sentent plus suffisamment utiles et souffrent de devoir aller tous les jours au travail en ayant l'impression que ce qu'ils font n'a pas de sens. Il affirme avoir appartenu à l'une des meilleures polices judiciaires d'Europe par le passé et, s'il a décidé de rejoindre le syndicat, ce n'est pas pour défendre des intérêts personnels ou obtenir des indemnités mais parce qu'il ne parvenait plus à être satisfait du spectacle auquel il assistait. Au contraire, il observe une dégradation du service publique qui peut être un bijou, et qu'il a été, et souhaiterait pouvoir aller de l'avant en reconnaissant les errances ainsi que les mauvais choix qui ont été faits afin de revenir à un système qui fonctionne.

Un député (UDC) déclare avoir travaillé au sein de la police durant les années 1980 et partage les propos tenus par les auditionnés. Il affirme avoir passé les meilleures années de sa vie au sein de la police avec une liberté au sein de la gendarmerie durant ces années qu'il considère extraordinaire. Il connaît la qualité des policiers présents et se rappelle leur sens de l'initiative. Il estime que la hiérarchie ne devrait pas être là pour mettre des bâtons dans les roues de ces policiers, leur rôle est au contraire de les aider et les soutenir. Il souhaiterait savoir comment les auditionnés voient le rôle de l'état-major. Il demande si les policiers se sentent soutenus par leur hiérarchie lorsqu'ils ont

un problème, ce qui ne lui semble pas être le cas. Il demande à quoi sert la hiérarchie et si les auditionnés parviennent à cibler le problème prépondérant.

M. Berker tient à apporter une petite rectification : quand il s'agit de modification de texte au niveau légal, il estime que c'est au pouvoir politique et non pas à la hiérarchie d'opérer des changements. Concernant la hiérarchie, il fait une distinction entre une direction de la police et les différents états-majors. Il souligne, d'une part, que les états-majors sont membres des syndicats, d'autre part, qu'ils partagent totalement le constat présenté aujourd'hui sur la dégradation du service. Concernant la direction de la police, les auditionnés ne souhaitent pas stigmatiser des personnes, mais il tient tout de même à souligner le fossé qui s'est inexorablement creusé ces dernières années entre l'ensemble de la police et la direction de la police. Il ignore pourquoi la direction affirme que tout se passe bien depuis plusieurs années, qu'ils n'ont pas de problèmes d'effectifs ou encore que la criminalité a baissé depuis la mise en œuvre de la LPol, ce qui crée une réelle indignation dans les rangs des policiers, surtout ceux de terrain, qui ont le sentiment de ne pas être entendus, ni soutenus.

*Article 24, alinéa. 8 (nouveau)*

Le président mentionne l'article 24, alinéa 8 du PL 12521 indiquant que « sous réserve de l'alinéa 7, le Conseil d'Etat et son administration n'ont aucun accès aux données et au contenu des dossiers en lien avec l'activité de police judiciaire ». Il comprend que cet article a été rédigé dans le contexte d'une affaire qui impliquait un Conseiller d'Etat avec des doutes sur l'étanchéité au sein de la police judiciaire. Il rappelle qu'ils ont eu des observations du DSPS qui « ne saurait comprendre l'intérêt de ce nouvel alinéa 8 qui entre en contradiction avec le principe de la subordination » et souhaiterait avoir la détermination des auditionnés par rapport à cette opinion du Département.

M. Berker répond que cet alinéa respecte tout simplement le principe de la séparation des pouvoirs : lorsqu'une enquête de police judiciaire est menée, le policier n'est plus subordonné au DSPS mais au ministère public, auprès du procureur général. Il souhaite donner une illustration pour prouver que cet alinéa n'est pas une lubie et qu'il est, au contraire, tout à fait adéquat dans cette loi. Il relate avoir traité une affaire criminelle d'envergure lors de laquelle un magistrat de tutelle a prié M<sup>me</sup> Monica Bonfanti, commandante en cheffe en charge de l'enquête, de lui transmettre le dossier de l'affaire par le biais de son premier lieutenant. Il a demandé pourquoi elle avait besoin de ce dossier, ce à quoi il lui a été répondu que M<sup>me</sup> Bonfanti devait transmettre le dossier au magistrat qui le voulait dans l'après-midi. M. Berker déclare s'être retrouvé dans une situation en porte-à-faux avec conflit de loyauté. Il a pris contact avec

le ministère public qui a strictement interdit de fournir ce dossier à la hiérarchie et au magistrat de tutelle, car il s'agit d'une violation du secret de fonction.

*Article 62, alinéa 2, lettre e (nouvelle)*

Le président évoque l'article 62, alinéa 2 auquel il est ajouté une lettre e) qui demande « d'examiner les dénonciations, rapports et constats en matière d'usage de la force par la police et le personnel pénitentiaire ; il donne, s'il le juge utile, son avis à l'autorité compétente. Il en va de même en cas d'allégations de mauvais traitements ». Il a l'impression que c'est la pratique actuelle qui est simplement codifiée dans une loi mais tel n'est pas l'avis du DSPS qui indique qu'il « ne peut souscrire à cet amendement qui constitue *de facto* un retour au Commissariat à la déontologie, qui avait été supprimé [...] ». Il aimerait la détermination des auditionnés par rapport aux observations du département.

M. Baudat précise que c'était une pratique qui avait lieu et donc pas illégale. Il rappelle que leur travail concernant ce projet de loi est de voir ce qui a, ou non, fonctionné. En l'occurrence, le projet de loi introduit un regard externe sur les pratiques policières et ils n'ont aucun secret sur l'usage de la contrainte. Ils prennent la transparence sur l'usage de la contrainte et, si des partenaires externes souhaitent se pencher sur cette question, ils n'en ont aucune peur.

*Art. 11, al. 4 (nouveau)*

Le président annonce avoir déposé un amendement concernant les commissaires de police à l'article 11, alinéa 4 : « La police judiciaire comprend des commissaires de police notamment chargés de la réponse d'urgence et de la prise de décisions en matière de procédure pénale et administrative ». Il lui semble évident que les commissaires de police ne forment pas, à eux seuls, un corps de police à l'instar de la gendarmerie ou de la police judiciaire. Il propose donc de rattacher les commissaires à la police judiciaire, en s'inspirant un peu du rapport du Conseil d'Etat suite au rapport Vautravers. Ce qui est apparu, suite à plusieurs auditions, est que l'amendement n'est pas adéquat, car les commissaires de police forment un service transversal, tout aussi utile à la police judiciaire qu'à la gendarmerie. Il demande aux auditionnés s'ils partagent cette opinion.

M. Berker répond que le service des commissaires de police est composé d'officiers qui viennent de la police judiciaire et du corps uniformé, il ne serait, en cela, pas tout à fait opportun de le confiner à une seule entité qui serait la police judiciaire. Il comprend le raisonnement de M. Desfayes car les commissaires de police jouent un rôle important dans les procédures judiciaires en faisant le trait d'union entre la police et les procureurs. Il pense néanmoins

qu'il serait plus sage que les commissaires restent une entité à part entière avec un rôle bien défini tout en venant autant du service de ses collègues uniformés que de la police judiciaire.

*Article 6 Composition de la police (nouvelle teneur) et article 12 Commissaires de police (nouvelle teneur)*

Le président partage l'idée d'ajouter un amendement à l'article 6, avec un nouvel alinéa 3, qui indiquerait « le service transversal des commissaires de police » et de maintenir l'article 12 en l'état, à savoir que « les commissaires de police sont notamment chargés de la réponse d'urgence et de la prise de décisions en matière d'événements concernant la police, ainsi qu'en matière de procédure pénale et administrative. Ils exécutent des tâches de police judiciaire ». L'ajout à l'article 6 permettrait de mentionner les spécificités du service des commissaires de police. Cette proposition paraît tout à fait cohérente à M. Berker.

Le président souhaiterait savoir si certains cantons romands disposent de leur propre formation.

M. Berker indique que les cantons du Jura et de Neuchâtel sont rassemblés dans une école de formation. Il est précisé par M. Baudat que l'école fribourgeoise se situe à côté avec certains cours en commun avec l'école réunissant les aspirants des cantons Fribourg et Neuchâtel. Les policiers romands bernois sont formés à l'interne du canton à Bienne, et le reste de la police à l'Académie de police de Savatan. M. Mulmann informe que le canton du Valais souhaiterait, à terme, reprendre la formation dans leur canton.

M. Berker poursuit et indique que les réflexions menées dans le cadre de la présente commission ne sont pas propres au canton de Genève et se font dans plusieurs régions en Suisse. Par exemple, le canton de Neuchâtel a évoqué la possibilité de mettre un terme à la structure en silos et de réunir de nouveau la police uniformée en une gendarmerie.

Un député (S) soutient que la distance pour les aspirants est le facteur qui semble le plus poser de problème concernant la formation à l'Académie de Police de Savatan et qui constitue leur argument principal pour ramener la formation à Genève.

M. Berker tient à souligner que la distance est l'un des paramètres qui leur pose problème concernant la formation à l'Académie de Police de Savatan. Il répète que cette formation se déploie dans un espace clos en décalage avec la réalité de ce qui se passe réellement dans le canton de Genève. Les aspirants sont tous formés de manière uniforme alors qu'ils vont exercer leur fonction dans des cantons qui seront différents du point de vue de la réalité topographique, de la population, du type de criminalité, de l'application du

code pénal, des systèmes informatiques, etc. Les auditionnés prônent des policiers qui sont formés à Genève pour mener des missions à Genève, avec une police citoyenne qui sait s'adapter aux spécificités et à la population du canton.

M. Berker ajoute que cette distance est également subie par la plupart des instructeurs. Selon lui, la distance est un effet collatéral négatif et que les vraies raisons qui les poussent à vouloir ramener la formation à Genève viennent d'être évoquées. Il ajoute la question de l'attractivité avec une formation à distance qui peut dissuader certains candidats. Il pense qu'en ramenant une police judiciaire et une gendarmerie formées à Genève par des genevois donnera aussi la possibilité aux aspirants de dire, dès le début, quel corps de police les intéresse, avec une formation pointue et adaptée à leurs envies.

***Audition de M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat, DSPS, M<sup>me</sup> Monica Bonfanti, commandante de la police, M. Luc Broch, chef des opérations, M. Alexandre Vautravers, chargé de missions au DSPS***

***Deuxième et troisième débat (séance du 29 septembre 2022)***

Le président rappelle que M. Mauro Poggia a adressé un courrier à la commission en début de semaine.<sup>19</sup> Cette correspondance figure sur Accord.

M. Poggia indique en préambule, dans le cadre de l'examen de ce projet de loi, et des amendements qui ont été présentés par M. Desfayes, être inquiet du fonctionnement de la démocratie et, tout particulièrement, de cette commission. Il s'inquiète de voir qu'une séance *open end* a été fixée dans l'optique de passer en revue les amendements et le projet de loi, éventuellement suivi d'un vote, après l'audition exclusivement des syndicats, sans avoir entendu les usagers des services de la police, à savoir le Ministère public. Il souligne que le Procureur général est particulièrement étonné de ne pas être entendu, en tant que premier dirigeant des enquêtes judiciaires menées par la police (et pas seulement pas la police judiciaire). Il rappelle qu'un grand nombre du « petit judiciaire » – il relève cette mauvaise dénomination – est fait par la police uniformée. S'il reconnaît que le système mis en place avec la LPol n'est pas parfait et qu'un travail pour améliorer le fonctionnement, notamment transversal de la police, doit être mené, il déplore le fait de vouloir effectuer des modifications sans avoir procédé à des examens objectifs de la situation. La Commission judiciaire et de la police a entendu les syndicats qui proposent, selon lui, une vision apocalyptique de la situation, avec un service psychosocial de la police qui semble submergé par les demandes. Il a le sentiment que la

---

<sup>19</sup> Annexe 13 : DSPS, courrier de M. Mauro Poggia, 26.09.2022

Commission judiciaire et de la police a considéré, sur cette base, devoir remettre en cause l'ensemble des travaux qui ont été effectués. Il répète être inquiet de la manière dont les choses ont été prises en main depuis l'actuelle présidence, puisque – à juste titre – les commissaires se sont posés la question de savoir si le DSPS ne procrastinait pas sur des modifications qu'il entendait mettre en œuvre et il a été indiqué au département que la Commission judiciaire, à défaut d'obtenir des éléments concrets avant les fêtes judiciaires (qui correspondent à la pause d'été pour le Grand Conseil), irait de l'avant sur le traitement de ce projet de loi.

M. Poggia rappelle que M<sup>me</sup> Bonfanti et M. Broch sont venus présenter le 30 juin 2022 le résultat de leurs travaux et le sens dans lequel ils souhaitaient aller, avec un engagement auprès de la commission du personnel, ainsi que des syndicats, afin de discuter des propositions soumises. Il a été particulièrement choqué d'entendre les syndicats estimer que le DSPS essayait de faire passer leurs amendements en force, sans procéder à la consultation paritaire. Il précise que le DSPS était pressé de transmettre ses amendements à la Commission judiciaire, amendements qui ont ensuite été transmis par la commission judiciaire aux syndicats, avec la demande de se déterminer sur ces amendements comme s'il s'agissait d'un dépôt du Conseil d'Etat. M. Poggia maintient ces amendements tels quels mais constate que le DSPS se retrouve dans une situation inconfortable dans laquelle la commission judiciaire sous-entend que le département essaie de court-circuiter les processus normaux de dialogue syndical. Il précise que, lorsque l'on essaye de le manipuler, cela provoque l'effet inverse.

M. Poggia cite un article paru dans la Tribune de Genève du 20 septembre 2022, intitulé « La colère enfle autour de la formation des policiers », dont il donne lecture des lignes suivantes : « Ce jeudi, les élus se prononceront ainsi sur plusieurs amendements à la loi sur la police, dont l'un prévoit le retour de la formation à Genève ». A la lecture de cet article, il se dit qu'une certaine confidentialité n'est plus de mise et que les syndicats essaient d'obtenir à tout prix ce qu'ils souhaitent. Il observe que ce constat a été posé par une poignée de personnes seulement (les précédents auditionnés), avec le rêve, selon lui, d'un retour à la « grande gendarmerie » qui n'était prétendument pas organisée en silos et que tout le personnel était interchangeable. En réalité, la situation était pire avant la mise en place de la LPol, ce que la commission du personnel a reconnu. Il n'y avait pas de transversalité dans les fonctions et les responsables de brigade étaient tout aussi regardant sur l'absence de collaboration. Aujourd'hui, il pense que les chefs de service encourageront une meilleure collaboration, car la nomination d'un nouveau chef des opérations, M. Broch, avec des prérogatives autres que celles du précédent, a pour objectif



d'éviter le blocage de cette transversalité et de la mobilité à l'intérieur de corps de police. Il estime que l'organisation doit être changée, ce qui a commencé dans le cadre de la LPol, en remplaçant l'ancien chef des opérations qui attirait les forces dont il avait besoin pour des opérations particulières créant des tiraillements entre les chefs de services. Le DSPS souhaite au contraire donner au chef des opérations un pouvoir hiérarchique sur les majors chefs de services pour effectuer des opérations particulières sous les ordres du major responsable.

M. Poggia considère que la « grande gendarmerie » est un fantasme récurrent depuis l'entrée en vigueur de la LPol, même s'il veut bien reconnaître que son prédécesseur n'a pas été d'un tact formidable en supprimant la gendarmerie, mais il ne pense pas qu'il y ait eu de changement majeur sur le fond, même si la méthode a peut-être été discutable. Il ne s'oppose pas à ajouter la mention « gendarmerie » sur la patelette frontale si cela peut satisfaire la majorité. Concernant la police judiciaire, il a le sentiment d'une démarche plus subtile, avec l'orchestration d'une campagne médiatique pour arriver à ses fins. Il tient à rappeler que la police judiciaire a toujours eu un grade supérieur par rapport à la gendarmerie et que les membres de la police judiciaire se sont considérés comme les intellectuels de la police, ce qui pouvait être problématique du point de vue de la gendarmerie qui ne considérait pas cette autoévaluation justifiée. Alors que les membres de la police judiciaire étaient en grade 15, tandis que le reste des policiers était en grade 14, la question s'est posée de mettre tout le monde au même grade lors de la discussion sur la formation de police unique. Ils en sont arrivés au fait de mettre tous les policiers en grade 14, quelle que soit leur affectation, ce qui a donné lieu à une levée de boucliers de la part des policiers lorsque M. Maudet a été en charge du Département de la sécurité. M. Poggia est intervenu pour effectuer une tentative de médiation et la conclusion a été de mettre tous les policiers en grade 15. Cela a sans doute créé, selon lui, une certaine amertume au sein de la police judiciaire, qui a poussé cette dernière à vouloir une police judiciaire séparée. En d'autres termes, il considère que la police judiciaire souhaiterait travailler en vase clos et former des nouvelles recrues qu'ils sélectionneraient eux-mêmes à Genève.

M. Poggia répète que l'audition du Ministère public s'avère importante afin de savoir ce que ce dernier, qui reçoit des rapports de l'ensemble de la police, pense de ce projet de loi. Concernant la gendarmerie, il fait référence aux articles 6 et 31 en indiquant que ce n'est pas le fait qu'elle s'appelle « gendarmerie » dans cette nouvelle loi qui lui pose un problème, mais le fait de créer une gendarmerie séparée du reste de la police, alors que c'est contraire

au droit fédéral avec l'Institut Suisse de Police (ISP) qui fixe les conditions pour l'obtention du brevet fédéral de policier.

M. Poggia revient sur l'article mentionné de la Tribune de Genève, qu'il considère truffé de contre-vérités, par exemple le fait d'effacer le casier de certains policiers aspirants pour qu'ils puissent intégrer la formation car il n'y a pas assez de candidats. Il précise que des recherches ont été effectuées à ce sujet et assure qu'aucun dossier de policier aspirant n'a été effacé. Il est également dit, dans cet article, que les aspirants sont mal formés à Savatan, alors qu'une enquête de satisfaction a été menée à la sortie de l'école indiquant que l'ensemble des aspirants ont été satisfaits ou très satisfaits de leur formation. Il ajoute que les aspirants reviennent une année après pour effectuer encore un an de stage au sein des différents services, en tenant compte des affinités de chacun pour faire en sorte que les aspirants puissent, brevet en poche, intégrer les services qu'ils visent. Il précise également que les résultats au niveau des examens de la capacité opérationnelle (ECO) atteignent 97% de réussite.

M<sup>me</sup> Bonfanti précise que ces résultats atteignent presque les 100% car il existe désormais une seconde tentative en cas d'échec.

M. Poggia invite les membres de la commission judiciaire à faire preuve d'ouverture d'esprit pour éviter de faire passer ces réformes sous prétexte d'un dysfonctionnement de la LPol. Il rappelle avoir la charge de cette politique publique depuis février 2019 et qu'ils ont d'abord travaillé pour objectiver les problématiques, puis identifier les pistes pour améliorer le système. Il évoque une période durant laquelle des changements devaient intervenir à deux postes élevés. Il rappelle la procédure menée contre M. Cudré-Mauroux qui a été réintégré par la justice et placé chef d'état-major en lieu et place de chef des opérations. Selon M. Poggia, celui-ci n'avait pas réellement investi ce poste, il fallait donc repourvoir deux postes. Il pense que M. Broch est la bonne personne pour apporter les réformes nécessaires dans le poste de chef des opérations et précise que le poste de chef d'état-major a été rouvert. Quand les syndicats soutiennent qu'ils essaient de rajouter des strates supplémentaires qui sont inutiles, il croit au contraire qu'avoir ces deux postes, selon l'organigramme qui a été présenté aux commissaires, est indispensable afin de pouvoir exiger des actes spécifiques de la part des services supports ou opérationnels. Il demande aux membres de la Commission judiciaire de ne pas se précipiter car il est question de changements qui semblent anodins en apparences (par exemple créer une gendarmerie) mais qui vont se répercuter sur l'ensemble des policiers.

M. Poggia en vient à l'article 4 de la LPol « Organisation militaire » qui stipule à l'alinéa 1 que « la police est organisée militairement » et déclare

accepter de le modifier comme suit : « Art. 4 Organisation et hiérarchie. Les services opérationnels sont organisés par grade ». En revanche, créer une gendarmerie séparée serait, selon lui, un changement qu'ils devront supporter pendant des années car les changements sont compliqués à intégrer et il faut du temps pour que la situation puisse s'améliorer. En effet, revenir en arrière est l'une des pires décisions à prendre dans le corps hiérarchique, qui a un réel besoin de stabilité. Il revient sur l'argument avancé concernant le canton de Berne qui ne veut plus poursuivre la formation à Savatan et précise que cet objectif ne sera pas concrétisé avant 2030. Il informe avoir eu une discussion, la veille, avec ses collègues des cantons de Neuchâtel, de Fribourg, du Valais et de Vaud pour parler du projet d'école de police romande unique multi-sites, projet qui va probablement prendre du temps, mais sur lequel ils sont tous d'accord. Ils ont eu la démonstration que le fait d'unir les forces des cantons et d'avoir des professeurs en commun dans certaines matières qui se déplacent dans les différents sites est parfaitement efficace et moins cher. Il précise que la formation à Genève coûterait plus chère – 75 000 francs par aspirant à Genève contre 55 000 francs par aspirant à Savatan – pour une différence de qualité moindre, voire inexistante. S'il admet l'argument de la distance, il indique qu'un lieu de remplacement est peut-être envisagé à Moudon prévoyant une mutualisation avec le site de l'armée, lieu qui doit recueillir l'aval des différents cantons romands pour y établir une formation centralisée.

M. Bonfanti pense que M. Poggia a bien esquissé les problématiques soulevées par ces amendements. Elle souhaite insister sur ce besoin de stabilité. Elle souligne la lenteur du processus dans le cadre de la LPol et rappelle que le premier rapport sur sa mise en œuvre date de juin 2011, alors que leurs premiers travaux ont commencé en 2008. Elle explique que la mise en place progressive de la LPol sans avoir d'ancrage légal était un processus long et incertain, la police genevoise a donc aujourd'hui besoin de stabilité. Elle ne prétend pas que tout va bien au sein de la police, mais qu'ils essaient d'améliorer la situation, notamment avec le Chef des opérations, M. Broch.

### *Questions des député-e-s*

Un député (PLR) intervient sur la terminologie de la patelette et tente de se mettre à la place des policiers syndiqués. Il pense que toucher aux symboles peut constituer une offense et trouve que, sur cette question, il y a matière à tendre la main aux syndicats. Sur la question de l'organisation militaire, il peut comprendre que cela en offusque certains mais considère qu'une organisation hiérarchique par grade ne veut rien dire. Il se demande s'il ne serait pas plus simple de supprimer la disposition de la loi qui évoque le terme « militairement » à l'article 4. Il se réfère à la loi sur la prévention des sinistres,

l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers (LPSSP) (12620), sapeurs-pompiers qui sont aussi organisés hiérarchiquement et qui ont des grades, mais rien ne dit, dans la loi, qu'ils sont organisés « militairement ». Il dit être un peu agacé en tant que député car, lorsque les représentants du DSPS sont entendus, une partie de la Commission a envie de leur donner raison, et en entendant les syndicats, l'autre partie partage leur point de vue ; il ne sait donc plus où se situe la vérité, avec deux visions divergentes des problèmes. Il revient sur les propos tenus par les syndicats concernant le manque d'attractivité de la formation à Savatan pour les genevois qui doivent dormir sur place, tandis que les vaudois et les valaisans peuvent rentrer. Il souhaite savoir s'il existe une analyse des répercussions de cette distance sur l'attractivité de la formation car il dit pouvoir comprendre que cette distance puisse en dissuader certains. Enfin, il a le sentiment que la police judiciaire est un métier différent au sein de la police avec des tâches très spécifiques. Il demande aux auditionnés si cette aspiration de la police judiciaire à vouloir retrouver une certaine indépendance n'est pas compréhensible.

M. Poggia signale que le projet de loi propose un titre plus neutre à l'article 4 (« Organisation et hiérarchie »), indiquant, à l'alinéa 1, que « la hiérarchie policière est pyramidale ». L'amendement du DSPS propose le même titre à l'article 4, avec un alinéa 1 stipulant que « les services opérationnels sont organisés hiérarchiquement par grade », comme l'organisation militaire. Il déclare être ouvert à l'idée de le retirer si nécessaire, mais estime quand même important d'inscrire ce système de grade dans la loi.

M. Broch ne pense pas que l'ensemble du personnel de la police pratique un métier fondamentalement différent et ne voit pas en quoi la police judiciaire se distinguerait davantage des autres. Selon lui, la complexité du monde et des procédures pénales nécessite des compétences différentes au sein de chaque service. Il pense que ce qui fait la différence c'est une question de moyens. La police judiciaire bénéficie de tous les moyens, ce qui n'est pas le cas des services de la gendarmerie qui doivent parfois faire appel à la police judiciaire pour en bénéficier. Il considère que ce qui posait problème dans l'ancienne organisation c'était le manque de coordination des moyens. Il donne un exemple concret de la délinquance sérieuse dont se charge la police judiciaire, mais lorsque ces délits en série se font dans un environnement restreint, la police de proximité est également sollicitée. Ce qui manque, selon lui, c'est de savoir comment sont réparties les tâches entre la police judiciaire et la gendarmerie, avec une partie de zone grise dans l'opérationnel qui nécessite que la commandante vienne trancher.

M. Bonfanti signale, dans le cadre de leur rapport sur l'organisation de la police, qu'il était d'abord question de faire une école unique à Genève et non

à Savatan. Cela a créé des remous au sein des syndicats car la formation de base de la filière de la police judiciaire était déjà problématique à Genève. Dans ce rapport, toute une partie traitait du positionnement du canton de Genève à l'intérieur de la Suisse et aussi à l'intérieur du concordat. Si le canton de Genève est un centre de compétences pour beaucoup de domaines (recherches subaquatiques, déminage ou encore cybercriminalité), il fallait aussi regarder ce que les autres cantons proposaient. Ils ont donc suivi une décision prise par les chefs du département fédéral de justice et de police (DFJP) en 2003, consistant à dire que la formation de base des policiers doit être faite dans un centre concordataire. Le canton de Genève s'est rallié aux cantons du Valais et de Vaud, ce qui a permis, au plus fort de cette école en 2017-2018, de former de 100 à 150 aspirants par année, ce qui n'aurait pas été possible à Genève. Ils avaient évalué les risques de cette décision, notamment sur la perte d'attractivité liée à la distance, ce qui a été monitoré. Elle précise que les répercussions concernent une minorité de dossiers car ils ont environ le même nombre de dossiers de candidature soumis (à savoir 350 dossiers l'année précédente). Elle relève l'esprit malveillant de l'article de la Tribune de Genève qui signale que « les candidats ne seraient toutefois pas moins nombreux, contrairement à ce que soutiennent les syndicats, qui indiquent qu'environ 600 dossiers étaient déposés avant Savatan, contre 350 aujourd'hui ». M<sup>me</sup> Bonfanti précise que ces 600 concernaient tous les dossiers déposés sans sélection alors qu'aujourd'hui les candidats sont obligés de réussir des examens de français à l'école de langues pour pouvoir déposer leur dossier. Le pourcentage de résidents genevois qui postule n'a pas évolué puisque cela concerne toujours 85% des dossiers de candidature. Elle conclue en expliquant que certaines personnes se sont inscrites car il s'agit d'une formation concordataire, et non pas cantonale, et elle rappelle qu'il s'agit d'un concept général de formation avec une première année de 1 200 périodes de leçons, qui sont les mêmes quel que soit le canton.

Le député (PLR) souligne que le dialogue est possible, même avec des personnes qui ont un avis totalement contraire. Il suggère aux représentants du DSPS d'engager ce dialogue, que ce soit avec les syndicats ou la Commission du personnel, afin de trouver un éventuel terrain d'entente (par exemple autour d'un amendement général) car il constate une envie d'avancer rapidement sur cet objet mais rappelle le risque des répercussions sur le terrain en effectuant un travail bâclé sur une loi organisationnelle.

M. Poggia rappelle également qu'un délai était fixé à la fin du moins de juin par la commission et qu'ils ont été pris de vitesse, sinon ils auraient convoqué les syndicats pour discuter des amendements et essayer de trouver une solution. Il informe qu'ils ont vu la Commission du personnel après les

auditions afin de créer un groupe de travail pour étudier les amendements. Il reconnaît que des changements sont à opérer concernant la fluidité de l'information, ce qui suscite aujourd'hui le mécontentement de la police qui a l'impression que le dialogue ne passe pas entre les troupes et les Etats-majors. Il explique que les relations sont courtoises, que ce soit avec la Commission du personnel concernant la LPol, la Commission du personnel pénitentiaire, ou encore avec les syndicats, mais estime que ces derniers proposent une vision apocalyptique de la situation et, s'il favorise l'instauration du dialogue, il pense que cela ne sert à rien de discuter face à des personnes qui ne souhaitent pas participer à l'échange.

Un député (PLR) revient sur ces unités qui sont structurées en services dans la LPol actuelle, ce qui a rapidement suscité des critiques à l'égard de ces silos considérés comme imperméables, dont chacun avec sa propre logique, sa propre culture et ses propres ressources. Il mentionne, au niveau du commandement de ces services spécialisés, le développement de « sous-services » administratifs. Il évoque l'article 6, lettre a), à savoir la direction des services d'état-major, la direction de la stratégie, la direction des ressources humaines, la direction du support et de la logistique et la direction des finances. Il prend l'exemple de la direction des ressources humaines où il existe aussi des responsables de ressources humaines dans les différents services. Il rappelle que les critiques concernaient en particulier la rigidification actuelle et demande si la critique de ce modèle, avec des services beaucoup plus formels au niveau administratif, se confirme.

M. Broch rappelle qu'aucun d'eux ne soutient que tout va bien et qu'il ne faut rien faire pour changer le modèle en place, au contraire. La constitution de ces services répondait à la volonté d'avoir une meilleure réponse à la population par thématique, plutôt que de le faire dans le modèle par corps, en suivant un modèle matriciel, ce qui est aujourd'hui un peu difficile à appréhender et à comprendre dans le système. Il estime que des efforts sont à fournir sur cet aspect. L'un des points d'améliorations est le déplacement à un niveau beaucoup plus traverse (uniformisation des règles de gestion) de la Direction des opérations qui est constituée notamment du centre des opérations de planification. Dans l'ancienne organisation, les règles de gestion différentes en fonction des corps (police de sécurité internationale, gendarmerie et police judiciaire) étaient problématiques. En 2012, il rappelle la volonté, en lien avec les statistiques policières très problématiques, de renforcer la capacité de transversalité sur des grandes problématiques sécuritaires (la gendarmerie ne savait par exemple pas ce que faisait la police judiciaire). Il signale l'entrée en fonction du Chef des opérations le 1<sup>er</sup> septembre 2012 et, ce qui n'a pas été optimum de son point de vue dans le modèle de 2016, est que la Direction des

opérations n'a pas pris la mesure du changement lié à l'organisation de la police, en restant sur le modèle de 2012, centralisé sur les méthodes managériales d'avant. Il considère que l'un des changements favorables de la LPol est l'uniformisation de ces règles de gestion, avec des directives communes. M. Broch effectue un exercice d'autocritique en reconnaissant que le rôle du Chef des opérations n'est pas suffisamment incarné dans le rôle de transversalité et de coordination des moyens. Concernant la question du député liée aux structures administratives dans chaque service, il explique que le service RH est subordonné au Chef d'Etat-major qui gère l'entièreté des dispositions et de la gestion du personnel de la police. Il précise qu'il existe un répondant RH au sein de chaque service rattaché à la direction des RH, comme c'était déjà le cas à la gendarmerie. Il en va de même, par exemple, à la Direction des finances qui gère l'entièreté de la thématique financière au sein de la police.

M<sup>me</sup> Bonfanti précise, dans le cadre des travaux de la LPol, qu'il est possible de parler de services supports qui sont devenus des directions pour créer une centralisation de la façon de faire qui soit uniforme, car il existait des règles de gestion totalement différentes en matière de RH, de logistique, etc. Ils ont donc décidé de tout uniformiser pour qu'il existe une égalité de traitement au sein des différents services.

M. Broch ajoute que la gendarmerie comptait précédemment 850 personnes, alors qu'il y a 1200 salariés actuellement, ce qui pose des questions au niveau du budget. Selon lui, il existait un modèle plus corporatiste à l'époque car il était géré par la logistique de la gendarmerie, alors qu'aujourd'hui ils visent un horizon plus transversal, avec une gouvernance qui a changé.

Un député (PLR) demande quels sont les risques de revenir à l'ancien modèle organisationnel.

M<sup>me</sup> Bonfanti commence par préciser qu'il n'y a pas de gendarmerie dans les polices suisses alémaniques. Quand ils ont effectué ces travaux, l'une des conclusions dans le rapport final était que la nouvelle organisation s'articule autour de responsabilités clairement définies par les Chefs des prestations. Elle rappelle les trois prestations : police sécurité internationale, police judiciaire et gendarmerie. Le travail a consisté à obtenir des informations en demandant aux collaborateurs ce qu'ils pensaient de l'organisation. Elle signale que tout un travail a également été mené auprès de la société civile, vers des travailleurs sociaux, des médecins, des vétérinaires, des associations, etc., dont il est ressorti une attente très forte de la société civile d'avoir un plus grand ancrage territorial et une structure clairement identifiée pour la police de proximité, qui était noyée à l'intérieur de la gendarmerie. Selon elle, un retour en arrière ne

correspond en rien aux constats qui les a amenés à proposer cette nouvelle organisation. Pour que cette nouvelle organisation marche de façon optimale, elle pense qu'il faut donner ce nouveau rôle au Chef des opérations, qui ne doit pas seulement être un chef d'orchestre sur les grands événements, mais aussi prendre en considération la stratégie générale par rapport à la Politique criminelle commune (PPC) qui figure dans le rapport. Elle ajoute aussi la nécessité d'harmoniser les horaires pour la mission générale de la police.

Un député (EAG) regrette de ne pas avoir assisté à une discussion politique. Il estime que des questions déjà posées lors des précédentes auditions ont été posées à nouveau, ce qui a empêché une discussion politique sur leurs différents points de vue. Il croit que les divergences sont normales en démocratie et que c'est leur rôle à l'égard du peuple, en tant que législateurs, d'avoir une discussion malgré les avis divergents (en effet, l'audition de l'Etat-major ne sera pas la même que celle du personnel de police, ce qu'il trouve normal car cela dépend de la position occupée). Il rappelle que, depuis 2017, la Commission du personnel avait révélé un malaise au sein de la police et tient également à rappeler que les syndicats de la police ont la particularité de représenter la quasi-totalité du personnel, taux de participation particulièrement élevé à la police judiciaire avec 97% du personnel syndiqué. A ce titre, il pense que les précédents auditionnés représentent en quelque sorte des associations du personnel, qu'il importe d'écouter puisqu'ils défendent réellement le sens de leur métier (et non pas seulement des revendications matérielles). Il aurait voulu pouvoir discuter de ces aspects avec M. Poggia et déclare être frustré par la longue série de questions posées par ses collègues du PLR. Concernant le courrier transmis par M. Poggia, il affirme être satisfait d'avoir pu le lire attentivement, car cela faisait 3 ans et demi qu'il attendait qu'il se prononce à ce sujet, mais déclare rester perplexe sur son point de vue politique, en particulier sur deux questions fondamentales et sensibles. Il évoque premièrement le reproche d'avoir transformé les missions en services, avec une certaine étanchéité entre ces services, ce qui suscite de la souffrance et une perte d'efficacité au sein du personnel de police. Il relève, deuxièmement, les spécificités fortes du terrain genevois et la nécessité d'avoir une spécificité forte de la formation des policiers à Genève. Selon lui, il est nécessaire, en tant que députés, qu'ils se prononcent en leur âme et conscience sur leurs positions. Il signale avoir été satisfait d'entendre les syndicats, la direction de la police, la Commission du personnel et le magistrat pour travailler sur ce PL qui a été établi, non pas par les syndicats, mais par trois juristes (dont un ancien député, un avocat spécialisé en droit administratif et un ancien procureur). Selon lui, ce projet de loi a donc été travaillé avec des experts mais également en prenant en compte le point de vue du personnel,



puisque'il a pu écouter de nombreux policiers. Il a l'impression qu'il est difficile, pour le DSPS, d'écouter les problèmes du personnel et que le DSPS a tendance à considérer ces propos comme une campagne orchestrée par les syndicats et non pas la réalité du terrain. Il conclue en disant qu'il appartient aux députés de se faire une opinion pour se prononcer sur ce projet de loi.

M. Poggia conçoit qu'il s'agit en partie d'une question politique mais pas seulement. Selon lui, organiser la police n'est pas une question politique, mais une question d'efficacité, notamment en tentant d'identifier ce qui freine la fluidité d'action de la police pour répondre aux défis de délinquance et de criminalité de la société genevoise et de la rétablir. Autrement dit, ils s'interrogent sur les dispositifs les plus efficaces pour que la police puisse remplir ses missions, l'aspect politique se situe dans la détermination de ces missions. Il rebondit sur la question des spécificités genevoises et souligne qu'elles sont prises en considération durant la deuxième année de formation et les années suivantes (il répète que ce n'est pas parce qu'un aspirant obtient son brevet que cela fait de lui un policier achevé). S'il reconnaît qu'il existe un très haut pourcentage de syndiqués dans la police, cela ne veut pas dire, à son sens, que les représentants sont à ce point porteurs de toutes les problématiques de l'ensemble du personnel. Concernant les problèmes d'organisation, il partage en partie ce constat mais pense qu'ils sont en recherche d'efficacité et qu'ils sont sur la bonne voie. Il affirme pouvoir entrer en matière sur l'idée de recréer un esprit de corps de gendarmerie et travailler dans ce sens. En revanche, selon lui, beaucoup de propos erronés ont été tenus durant l'audition des syndicats, à en devenir problématique. Il remercie les membres de la Commission.

### *Discussion interne*

Le président propose de voter sur la demande d'audition du Ministère public.<sup>20</sup>

Un député (PLR) indique qu'il a eu l'occasion de transmettre par courrier électronique à la commission une demande d'audition du Ministère public, sachant que le terme "policiers" apparaît à 109 reprises dans le Code de procédure pénale (CPP). Il rappelle que le Ministère public a demandé son audition par lettre – la veille ou ce jour – demande qui lui semble justifiée, ce qui devrait normalement conduire à laisser la possibilité au procureur général de s'exprimer dans un délai convenable. Il précise que le Ministère public a uniquement accès au texte du projet de loi, et non pas aux amendements déposés par le DSPS ainsi que par M. Desfayes ; il suggère, dès lors, de laisser

---

<sup>20</sup> Annexe 14 : Lettre de M. Olivier Jornot, 26.09.2022

le temps nécessaire au Ministère public d'effectuer sa propre analyse de ces amendements. Le député imagine qu'il sera accusé de tenter une manœuvre dilatoire, mais il ne voit pas pour quelle raison ce projet de loi devrait être traité dans l'urgence. Il considère qu'il serait constructif et dans l'intérêt des policiers et des habitants d'entendre le Ministère public, afin qu'il puisse proposer un éventuel amendement si la LPol ne fonctionne pas sur certains aspects à son niveau et, sur cette base, avancer dans les travaux avec un tableau synoptique mis à jour pour procéder, ensuite, article par article.

M. Grosdemange confirme que les amendements du DSPS n'ont pas été soumis au Ministère public. Selon le processus habituel, la loi doit être soumise pour consultation à la police judiciaire, puis au Procureur général.

Un député (S) souligne que cela fait presque 4 ans que ce texte a été déposé et qu'ils ont auditionné à de multiples reprises le Procureur général et les syndicats sur ce projet de loi. Il rappelle avoir proposé d'entrer en matière sur ce projet de loi, car les travaux avaient déjà commencé depuis 2 ans et que, s'ils n'entraient pas en matière, cet objet risquait de durer encore une législature entière. Il rappelle aussi qu'au moment de voter l'entrée en matière, la commission judiciaire a laissé du temps au DSPS pour se déterminer et lancer une étude, mais force est de constater que ce dernier n'a pas saisi le message envoyé par la commission et qu'il a plutôt freiné les travaux. Lorsque la commission veut entrer sur le 2<sup>e</sup> débat pour traiter les amendements, certains lui reproche de vouloir bâcler les travaux. Il indique que certains membres de la police sont outrés de voir que les problèmes qu'ils vivent au quotidien mettent autant de temps à se régler. La police est en train de subir cette lenteur, il pense donc qu'il faut leur envoyer un message clair. Pour répondre aux propos de son préopinant, il estime que le Parlement est là pour voter mais que ce n'est pas à eux de faire des modifications pour la mise en conformité d'une loi. Il conclue être dubitatif car ils avaient largement le temps d'auditionner le procureur et affirme ne pas voir l'utilité de cette audition.

Un député (Ve) se demande si le dépôt de ces amendements, qui n'ont pas été transmis au Pouvoir judiciaire, ne sont pas un prétexte pour une demande d'audition tardive. Il se demande si cette pratique arrive souvent au sein du Conseil d'Etat. Le DSPS a soumis les amendements à la Commission avant le pouvoir judiciaire, ce qui n'est pas usuel. Il s'interroge sur la raison.

M. Grosdemange précise que les amendements émanent du DSPS et non pas du Conseil d'Etat. Il ajoute que les amendements sont habituellement soumis au Pouvoir judiciaire, puis remontent au Conseil d'Etat, afin de voir s'ils conviennent à tout le monde. La Commission ne leur a pas donné le choix au niveau du délai, ils ont donc dû se précipiter pour déposer les amendements et qu'il n'a pas d'autres explications que celles données par M. Poggia. Il pense

que leur projet n'était peut-être pas compatible avec les délais que la commission envisageait.

Un député (EAG) déclare être opposé à l'audition du Ministère public pour deux raisons. La première concerne la séparation des pouvoirs. Dans l'objectif de cette loi, la question de l'organisation et de la formation de la police ne concerne pas directement le Ministère public. Il aurait bien entendu accepté cette audition, mais cette demande lui paraît être une manœuvre dilatoire car, depuis bientôt 4 ans que ce projet de loi a été déposé, si le procureur avait voulu être entendu, il aurait largement eu le temps de demander à être auditionné. Il a le sentiment que cette demande en deuxième débat au tout dernier moment est une manœuvre dilatoire. La seconde, il déclare avoir consulté une personne proche du procureur général qui est spécialisé en droit administratif, il a donc obtenu une solide garantie que ce projet de loi n'entre pas en contradiction avec les exigences du Ministère public.

Le président met aux voix la demande d'audition du Ministère Public

Oui : 3 (3 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 0

*La demande d'audition est refusée.*

Le député (PLR) estime que la Commission judiciaire n'effectue pas un travail sérieux et qu'elle commet, au contraire, une grave erreur en bâclant ce travail. Il annonce qu'il ne participera pas à la suite des travaux sur cet objet et quitte la séance.

Le président rappelle que l'entrée en matière a déjà été votée et passe donc au deuxième débat.

**2<sup>e</sup> débat**

Le président procède au vote du 2<sup>e</sup> débat

Titre et préambule : pas d'opposition, adopté

Art. 1, al. 3

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 1, al. 3 :

Le DSPS suggère de biffer l'art. 1, al. 3.

Le président met aux voix l'amendement du DSPS :

Oui : 0

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstentions : 2 (2 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix **l'art. 1, al. 3 (nouveau, l'al. 3 ancien devenant l'al. 4)** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 1, al. 3 (nouveau, l'al. 3 ancien devenant l'al. 4) est accepté.**

Art. 3

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à **l'art. 3** :

Nouveau titre « Gouvernance »

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à **l'art. 3** :

<sup>1</sup> *La police est dirigée par un commandant (ci-après commandant) nommé par le Conseil d'Etat.*

<sup>2</sup> *Le Commandant est secondé :*

*par un Chef d'Etat-major dont dépend l'ensemble des services d'appui de la police, et*  
*par un Chef des opérations dont dépend l'ensemble des services opérationnels.*

Oui : 1 (1 PLR)  
Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)  
Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement du DSPS est refusé.**

Le président met aux voix le **titre de l'art. 3** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)  
Non : 1 (1 PLR)  
Abstention : 1 (1 PLR)

**Le titre de l'art. 3 est accepté.**

Le président met aux voix **l'art. 3 (nouvelle teneur)** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)  
Non : 1 (1 PLR)  
Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 3 (nouvelle teneur) est accepté.**

Le président met aux voix **l'art. 3 dans son ensemble** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)  
Non : 1 (1 PLR)  
Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 3 dans son ensemble est accepté.**

#### **Art. 4**

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à **l'art. 4** :

Les services opérationnels sont organisés hiérarchiquement par grade.

Oui : 1 (1 PLR)  
Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)  
Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement du DSPS est refusé.**

Le président met aux voix le **titre de l'art. 4** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**Le titre de l'article 4 est accepté.**

Le président met aux voix **l'art. 4, al. 1** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 4, al. 1 est accepté.**

Le président met aux voix **l'art. 4, al. 2** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 4, al. 2 est accepté.**

Le président met aux voix **l'art. 4 dans son ensemble** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 4 dans son ensemble est accepté.**

## **Art. 5**

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à **l'art. 5** :

Le DSPS suggère d'abroger l'art. 5.

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix **l'art. 5 (nouvelle teneur)** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 5 (nouvelle teneur) est accepté.**

**Art. 6**

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'**art. 6** :

*La police comprend :*

*les services opérationnels, sous l'autorité du Chef des opérations, soit :*

*1° police-secours,*

*2° la police judiciaire,*

*3° la police internationale,*

*4° la police de proximité,*

*5° la police routière ;*

*ainsi que la direction des opérations ;*

*les services d'appui, sous l'autorité du Chef d'Etat-major :*

*6° la direction de la stratégie,*

*7° la direction des ressources humaines et de la formation,*

*8° la direction du support et de la logistique,*

*9° la direction des finances,*

*ainsi que la direction des services d'état-major.*

abrogé

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement du DSPS est refusé.**

Le président retire son amendement déposé le 2 février 2022 à l'article 6, alinéas 1 et 2.

Le président met aux voix l'amendement de M. Desfayes<sup>21</sup> du 27 septembre 2022 à l'**art. 6, al. 1** :

**<sup>1</sup> La police, dirigée par un commandant ou une commandante, est formée des deux corps suivants :**

**a) la gendarmerie ; et**

**b) la police judiciaire.**

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est accepté.**

---

<sup>21</sup> Annexe 15 : amendement de M. Sébastien Desfayes, 27.09.2022

Le président met aux voix l'amendement de M. Desfayes du 27 septembre 2022 à l'**art. 6, al. 2** :

**<sup>2</sup> Les services d'appuis facilitent l'action de la police et sont composés de :**

- a) la direction de la stratégie ;**
- b) la direction des ressources humaines ;**
- c) la direction du support et de la logistique ;**
- d) la direction des finances.**

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est accepté.**

Le président met aux voix l'amendement de M. Desfayes du 27 septembre 2022 à l'**art. 6, al. 3** :

**<sup>3</sup> Les commissaires de police forment un service transversal.**

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est accepté.**

Le président met aux voix l'**art. 6, al. 4** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 6, al. 4 est accepté.**

Le président met aux voix l'**art. 6 dans son ensemble** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 6 dans son ensemble est accepté.**



**Art. 7**

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'**art. 7** :

Le DSPS suggère d'abroger l'art. 7.

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement du DSPS est refusé.**

Le président met aux voix l'amendement de M. Desfayes du 27 septembre 2022 à l'**art. 7** :

**Nouveau titre « Commandement » et il supprime « et état-major »**

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est accepté.**

Le président met aux voix l'amendement de M. Desfayes du 27 septembre 2022 à l'art. 7, al. 1 :

**<sup>1</sup> La commandante ou le commandant dispose d'un état-major composé des chefs ou des cheffes de la gendarmerie et de la police judiciaire, ainsi que d'un représentant ou d'une représentante des services d'appui.**

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est accepté.**

Le président souhaite retirer l'alinéa 2, ce qui n'est pas possible. Il fait voter l'alinéa 2.

Le président met aux voix l'amendement de M. Desfayes du 27 septembre 2022 à l'art. 7, al. 2 :

**<sup>2</sup> L'état-major appuie la commandante ou le commandant dans la conduite de l'action de la police.**

Oui : 0

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstentions : 2 (2 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'art. 7 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 7 dans son ensemble est accepté.**

Art. 8

Le président met aux voix l'amendement de M. Desfayes du 27 septembre 2022 à l'art. 8 :

**Nouveau titre « Tâches communes »**

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est accepté.**

Le président met aux voix l'amendement de M. Desfayes du 27 septembre 2022 à l'art. 8 (nouvelle teneur) :

**<sup>1</sup> Toutes les policières et tous les policiers :**

**a) agissent de leur propre initiative ou sur réquisition du Ministère public (art. 2, al. 3) ;**

**b) interviennent en cas de flagrant délit ;**

**c) assurent le traitement judiciaire des infractions.**

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 8 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 8 dans son ensemble est accepté.**

## Art. 9

Un député (MCG) se demande si certains policiers détenteurs du certificat du brevet fédéral sont encore en activité et suggère d'intégrer cette précision à l'article 9 pour les protéger en évitant que leur activité soit mise en péril à cause de la nouvelle teneur de cet article.

Un député (S) propose de prévoir une disposition transitoire.

Le président propose de voter cet article et d'en discuter lors du troisième débat.

Le président met aux voix le titre de l'art. 9 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**Le titre de l'art. 9 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 9 (nouvelle teneur) :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 9 (nouvelle teneur) est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 9 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 9 dans son ensemble est accepté.**

## Art. 10

Le président met aux voix le titre de l'art. 10 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**Le titre de l'art. 10 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 10, al. 1 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 10, al. 1 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 10, al. 2 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 10, al. 2 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 10, al. 3 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 10, al. 3 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 10, al. 4 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 10, al. 4 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 10 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 10 dans son ensemble est accepté.**

Art. 11

Le président retire son amendement du 2 juin 2022 (art. 11, al. 4 (nouveau)).

Le président met aux voix le titre de l'art. 11 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**Le titre de l'article 11 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 11, al. 1 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 11, al. 1 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 11, al. 2 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 11, al. 2 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 11, al. 3 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 11, al. 3 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 11 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 11 dans son ensemble est accepté.**

Art. 12

Le président retire son amendement du 2 juin 2022 (art. 12 (biffé)).

Le président met aux voix le titre de l'art. 12 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**Le titre de l'art. 12 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 12 (nouvelle teneur) :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 12 (nouvelle teneur) est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 12 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 12 dans son ensemble est accepté.**

Art. 13

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 13 :

Le DSPS suggère de biffer l'art. 13 du projet de loi.

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'art. 13 (abrogé) :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 13 (abrogé) est accepté.**

Art. 14

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 14 :

**Les commissaires de police sont chargés de la réponse d'urgence et de la prise de décisions en matière d'événements concernant la police, ainsi qu'en matière de procédure pénale et administrative. Ils exécutent des tâches de police judiciaire.**

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'art. 14 (abrogé) :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 14 (abrogé) est accepté.**

Art. 15

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 15 :

**Nouveau titre « Tâches communes »**

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 15 :

**Tous les policiers et agents de sécurité publique dans le cadre de leurs prérogatives :**

**agissent de leur propre initiative ou sur réquisition du Ministère public (art. 2, al. 3) ;**

**interviennent en cas de flagrant délit ;**

**assurent le traitement judiciaire des infractions.**

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'art. 15 (abrogé) :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 15 (abrogé) est accepté.**

Art. 19

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 19, al. 1, lettre b) :

**La police comprend 3 catégories de personnel :**

**les policiers ;**

**les agents de sécurité publique ;**

**le personnel administratif.**

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

M. Grosdemange rend attentif les commissaires que le vote de l'art. 19, al. 1 entre en contradiction avec l'art. 5 au niveau de la terminologie. Il faudra choisir, par souci de cohérence, entre la formulation « les assistantes et assistants de sécurité publique » prévue à l'art. 19, al. 1, let. c) et « les agentes et agents de sécurité publique » prévue à l'art. 5.

Le président propose de voter l'article et d'aborder cette question lors du 3<sup>e</sup> débat.

Le président met aux voix l'art. 19, al. 1 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 19, al. 1 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 19, al. 2 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 19, al. 2 est accepté.**

Le président précise que les alinéas 3 et 4 de l'article 19 de la LPol subsistent.

Le président met aux voix l'art. 19 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 19 dans son ensemble est accepté.**



**Art. 19A**

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 19A :

**Nouveau titre « Equipement »**

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'**art. 19A** :

*Les membres du personnel de la police sont armés et équipés aux frais de l'Etat.*

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

**Art. 20**

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'**art. 20** :

Le DSPS suggère de biffer l'art. 20.

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix le **titre de l'art. 20** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**Le titre de l'art. 20 est accepté.**

Le président met aux voix l'**art. 20, al. 3 (nouveau)** :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 20, al. 3 (nouveau) est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 20 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 20 dans son ensemble est accepté.**

Art. 22

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 22, al. 1 (nouveau, les al. 1 et 2 anciens devenant les al. 2 et 3) :

**<sup>1</sup> Les policiers et les agents de sécurité publique des services opérationnels de la police portent l'uniforme, sauf dispositions exceptionnelles, et à l'exception des membres de la police judiciaire.**

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'art. 22 (abrogé) :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 22 (abrogé) est accepté.**

Art. 24

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 24, al. 8 :

Le DSPS suggère de biffer l'art. 24, al. 8.

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'art. 24, al. 1 (nouvelle teneur) :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 24, al. 1 (nouvelle teneur) est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 24, al. 8 (nouveau) :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 24, al. 8 (nouveau) est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 24 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 24 dans son ensemble est accepté.**

Art. 29

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 29 :

Le DSPS suggère d'abroger l'art. 29.

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Art. 31

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 31, al. 1 :

Le DSPS suggère de biffer l'art. 31, al. 1.

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'art. 31, al. 1 (nouvelle teneur) :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 31, al. 1 (nouvelle teneur) est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 31 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 31 dans son ensemble est accepté.**

#### Art. 34

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 34, al. 1 et 2 :

Le DSPS suggère de biffer l'art. 34, alinéas 1 et 2.

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'art. 34, al. 1 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 34, al. 1 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 34, al. 2 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 34, al. 2 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 34 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 34 dans son ensemble est accepté.**

#### Art. 37

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 37, al. 1 :

Le DSPS suggère de biffer l'art. 37, al. 1.

Oui : 1 (1 PLR)  
Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)  
Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'art. 37, al. 1 :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)  
Non : 1 (1 PLR)  
Abstentions : 1 (1 PLR)

**L'art. 37, al. 1 est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 37 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)  
Non : 1 (1 PLR)  
Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 37 dans son ensemble est accepté.**

Art. 38

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 38, al. 2 :

Le DSPS suggère de biffer l'art. 38, al. 2.

Oui : 1 (1 PLR)  
Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)  
Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

Le président met aux voix l'art. 38, al. 2 (nouvelle teneur) :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)  
Non : 1 (1 PLR)  
Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 38, al. 2 (nouvelle teneur) est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 38 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)  
Non : 1 (1 PLR)  
Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 38 dans son ensemble est accepté.**

## Art. 40

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 40, al. 1 (nouvelle teneur) :

**<sup>1</sup> En cas de sanctions envisagées, le commandant et le département peuvent renoncer à l'ouverture d'une enquête administrative et se limiter à entendre ou faire entendre le collaborateur sur les faits qui lui sont reprochés.**

Oui : 2 (2 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 0

**L'amendement est refusé.**

## Art. 62

Le président met aux voix l'amendement du DSPS à l'art. 62, al. 2, let. e) :

Le DSPS suggère de biffer l'art. 62, al. 2, let. e).

Oui : 1 (1 PLR)

Non : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est refusé.**

M. Grosdemange soulève un problème de compatibilité entre l'art. 62, al. 2, let. e) et l'art. 24, al. 8 qui a été voté plus haut stipulant que « Sous réserve de l'alinéa 7, le Conseil d'Etat et son administration n'ont aucun accès aux données et au contenu des dossiers en lien avec l'activité de police judiciaire » alors que l'art. 62, al. 2, let. e) autorise « d'examiner les dénonciations, rapports et constats [...] ».

Une députée (Ve) propose, pour corriger cette incohérence, la formulation suivante à l'art. 24, al. 8 : « *Sous réserve de l'alinéa 7 et de l'article 62, alinéa 2, lettre e), le Conseil d'Etat et son administration n'ont aucun accès aux données et au contenu des dossiers en lien avec l'activité de police judiciaire* ».

Le président propose d'examiner cette question lors du 3<sup>e</sup> débat.

Le président met aux voix l'art. 62, al. 2, let. e) (nouvelle) :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 62, al. 2, let. e) (nouvelle) est accepté.**

Le président met aux voix l'art. 62 dans son ensemble :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'art. 62 dans son ensemble est accepté.**

## **Art. 2 Entrée en vigueur**

Pas d'opposition, adopté

### **3<sup>e</sup> débat**

Un député (S) suggère à nouveau de prévoir une disposition transitoire à l'article 9 pour protéger les policiers qui ne sont pas détenteurs d'un brevet fédéral de policier.

Un député (MCG) propose l'amendement suivant à l'article 9 : « *Est policière ou policier au sens de la présente loi le détenteur d'un brevet fédéral de policier ou d'un certificat fédéral de policier, habilité à assumer l'entier des prérogatives définies à l'art. 1, al. 3 de la présente loi* », disposition qui pourra protéger ces personnes.

M. Grosdemange précise que les policiers détenteurs d'un certificat fédéral de policier possèdent une équivalence au brevet fédéral de policier, le problème concerne les policiers qui ne possèdent pas du tout de titre. Il a connaissance de deux membres du personnel de police qui se trouvent dans cette deuxième situation (sans papier certificatif), à savoir un capitane et un commandant de police qui pourraient subir des conséquences à la suite du vote de cet article (par exemple obligation d'obtenir le brevet ou déplacement dans une autre fonction).

Le président demande à M. Grosdemange s'il considère la suggestion d'amendement du député (MCG) comme superfétatoire.

M. Grosdemange estime qu'elle n'est pas nécessaire dans le sens que ces personnes ont obtenu un certificat équivalent au brevet fédéral de policier.

Le président déclare ne pas être à l'aise avec l'idée de voter un amendement supplémentaire qu'ils n'ont pas eu le temps d'examiner sérieusement. Il suggère de garder la teneur de l'art. 9 tel qu'il est proposé dans le projet de loi et, à la suite d'un examen plus approfondi de la situation, rien n'empêche un député de soumettre un amendement supplémentaire présenté avec un peu d'avance pour qu'il puisse être étudié.

Un député (Ve) suggère un amendement à l'art. 3 qui permettrait de régler la situation : « *A titre transitoire, sont considérés comme policières ou policiers, les personnes en activité à Genève justifiant une expérience équivalente au brevet fédéral de policier [...]* ».

Un député (S) précise qu'ils sont en train de voter une disposition actuelle alors que des cas vont disparaître. Il pense que les cas qui sont dans une situation particulière sont à maintenir avec une disposition transitoire.

Le président affirme qu'il est exclu de voter une disposition transitoire sur le siège.

Une députée (S) pense qu'il n'est pas nécessaire de rajouter un alinéa pour les personnes qui ont un titre équivalent, comme le mentionne M. Grosdemange. La situation est plus délicate pour les membres du personnel qui ne détiennent pas de titre mais cela est marginal.

Un député (EAG) a une motion d'ordre : il pense que ce sont des questions qui méritent d'être discutées et amendées en séance plénière, si nécessaire.

Le président partage l'avis de son préopinant. Il n'est pas favorable à voter sur le siège un amendement qui n'a pas été discuté préalablement sur des cas qui n'ont pas été abordés, que ce soit par les syndicats ou la commission du personnel. Il suggère aux députés, notamment au député (MCG) qui a soulevé cette question, de s'enquérir de la situation, y compris des cas évoqués par M. Grosdemange, un capitaine et un commissaire).

M. Grosdemange explique, qu'à l'époque, il y avait la possibilité d'engager des personnes qui avaient eu, notamment, des expériences de commandement, même si ce n'était pas dans le cadre de la police. Il n'a connaissance que de deux cas. Il ajoute que, dans le cadre du service des commissaires, une réflexion a été menée pour savoir si un avocat pouvait accéder à ce type de poste.

Le président estime qu'il ne s'agit pas d'une question qui concerne l'ensemble du personnel la police et qui justifierait un amendement. Il est question de deux cas particuliers, mais rien n'empêche un député de déposer un amendement en séance plénière s'il estime qu'il faut faire des cas particuliers dans un projet de loi.

Le président fait remarquer une incohérence au niveau de la terminologie : l'art. 5 indique « les agentes et agents de sécurité publique » tandis que l'art. 19, al. 1, let. c) mentionne « les assistantes et assistants de sécurité publique ». Par souci de cohérence, il propose la même terminologie aux deux articles.



M. Grosdemange précise que la notion d'assistantes et assistants de sécurité publique (ASP) était usuellement appliquée, mais que la société a évolué. Il s'agit d'assistants qui effectuent des patrouilles à deux, avec des policiers retirés du dispositif. Il rappelle que les syndicats ont affirmé que ces ASP assistaient des policiers, ils ont donc posé la question aux ASP qui ont assuré n'assister personne pour remplir leur mission, ils ont donc préféré modifier la terminologie en « agentes et agents de sécurité publique ».

Une députée (S) demande si la même terminologie est employée dans le règlement général sur le personnel de la police (RGPPol) qui a été revu, ce que M. Grosdemange confirme.

Le président suggère d'appliquer la terminologie employée à l'art. 5, à savoir « les agentes et agents de sécurité publique » afin de satisfaire cette partie des membres du personnel ainsi que le DSPS.

### **Art. 19**

Le président met aux voix l'amendement de M. Desfayes du 27 septembre 2022 à l'**art. 19, al. 1, let. c)** :

***Le personnel non policier, y compris les agentes et agents de sécurité publique.***

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est accepté.**

Une députée (Ve) propose, par souci de cohérence, de préciser « Sous réserve de l'alinéa 7 et de l'article 62, alinéa 2, lettre e » à l'art. 24, al. 8.

Le président met aux voix l'amendement de M<sup>me</sup> BAYRAK à l'**art. 24, al. 8** :

***Sous réserve de l'alinéa 7 et de l'article 62, alinéa 2, lettre e), le Conseil d'Etat et son administration n'ont aucun accès aux données et au contenu des dossiers en lien avec l'activité de police judiciaire.***

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 1 (1 PLR)

Abstention : 1 (1 PLR)

**L'amendement est accepté.**

## Vote d'ensemble

### Vote d'ensemble

Le président met aux voix l'ensemble du PL 12521 ainsi amendé :

Oui : 11 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 2 PDC, 1 UDC, 2 MCG)

Non : 2 (2 PLR)

Abstention : 0

**Le PL 12521, tel qu'amendé, est accepté.**

*Catégorie du débat II (60')*

## Chapitre VIII Conclusion

Au terme de ses travaux qui ont duré plus de trois ans, la Commission judiciaire et de la police a décidé à une large majorité représentant 6 partis (PS, EAG, Verts, MCG, PDC et UDC) de soutenir le PL 12521 qui a été de loin le plus abouti des projets de loi mis à l'étude durant ladite période.

L'étude de ce projet de loi s'est notamment inscrite dans une période charnière puisqu'elle a été ponctuée par divers rapports tel que celui de la Cour des comptes sur la police de proximité ajoutant à cela le Bilan de mise en œuvre de la LPol. Bien que les avis des uns et des autres ayant divergé sur une réorganisation profonde de la Police, le constat imposant un bilan de loi sur la police fut unanime.

Au gré des différentes auditions ayant sollicité les institutions et les syndicats, la Commission a confirmé par le vote de ce projet de loi la volonté de changements majeurs suite aux divers constats et critiques émis depuis l'entrée en vigueur de la LPol en 2016.

Sous l'angle des ressources et de l'efficacité de l'action de la police, les auditions ont mis en évidence une dégradation des conditions de travail des uniformés sur le terrain causée par une organisation en silos. Sous l'angle humain, l'organisation de la LPol ainsi que la formation à Savatan ont engendré une perte d'attractivité et de motivation des policiers voire une perte du sens des missions.

Pour répondre au PL 12 521, le DSPS a proposé des modifications sur un plan opérationnel et réglementaire et en dernier lieu déposé des amendements au projet de loi. Cette approche n'a pas recueilli l'adhésion de la majorité. Par ailleurs, cette dernière a estimé que les écueils les plus problématiques de la

loi actuelle ont été évacués par le département et par les amendements déposés par celui-ci.

Fort de ces considérations et constatant que le département n'a à aucun moment envisagé d'entrer en matière sur le retour de la gendarmerie au sein de la police genevoise et notamment de légiférer sur la formation des aspirants, la majorité de la Commission judiciaire et de la police vous recommande d'accepter le projet de loi tel que sorti des travaux de la commission.

# Bilan LPol / Police 2016-2020

17.12.2020



Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé  
Secrétariat général

20.10.2022 - Page 1

## Introduction

---

Présentation du bilan ne se veut pas exhaustive et propose le plan suivant:

- Mise en perspective de la LPol dans le temps
- L'étude et son échantillonnage
- L'organisation de la police
- Les ressources humaines
- La sécurité de proximité
- Les conclusions

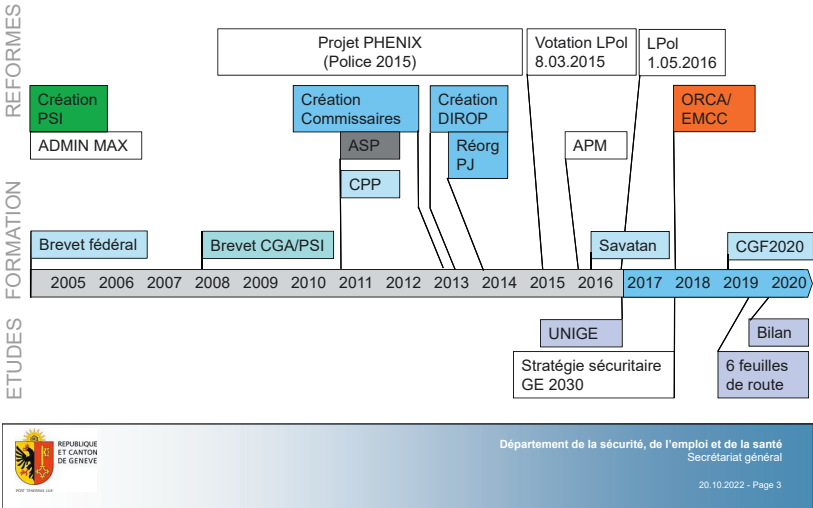


Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé  
Secrétariat général

20.10.2022 - Page 2

GS(1)  
GS(2)

Contexte des réformes



Diapositive 3

- GS(1)      **Rappeler que le processus ayant mené à l'adoption de la LPol s'inscrit sur plus d'une décennie.**  
Grosdemange Sébastien (DSES); 16.12.2020
- GS(2)      **Illustration par la lecture de l'aspect réformes, puis par l'aspect formation.**  
Grosdemange Sébastien (DSES); 16.12.2020

GS(3)

Etude LPol / Police

Tableau 1 : Répartition des entretiens (septembre 2019 - septembre 2020)

Domaines	Cadres supérieurs	Cadres intermédiaires	Collaborateurs	Total
Etat de Genève, Pouvoir judiciaire, administration	2	6	0	8
Réseau national de sécurité (RNS) et concordat romand (RBT)	5	11	0	16
Experts en matière de formation policière	2	5	2	9
Etat-major de la police cantonale (EMP)	12	2	0	14
Services opérationnels (sans la PJ)	6	9	30	45
Police judiciaire (+ commissaires)	2	8 (+4)	10	24
Syndicats	4	5	5	14
Entreprises de sécurité privées	1	1	3	5
Chercheurs, universitaires, experts en psychologie et sociologie	0	8	0	8
Communes et polices municipales, APM	10	3	20	33
Totaux (%)	44 (25,00%)	62 (35,23%)	70 (39,77%)	176 (100%)

Diapositive 4

GS(3)

Adresser une allusion à la qualité de l'échantillonnage qui a touché l'ensemble du personnel de la police.  
Grosdemange Sébastien (DSES); 16.12.2020

## 1. Organisation de la police

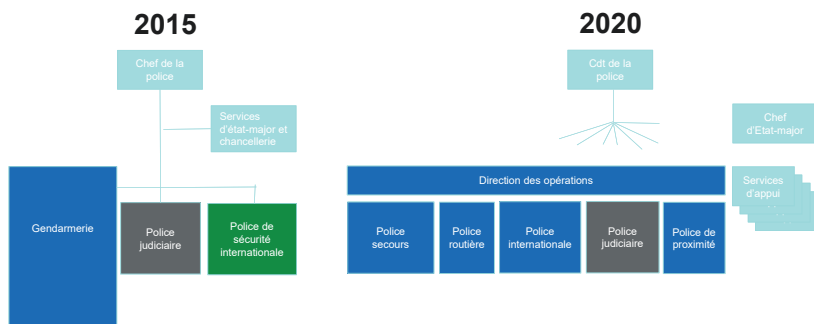
- La structure de la police n'est pas une création nouvelle
- Un système clair et transparent
- La visibilité au service de la conduite
- Les carences pour cibler et résoudre les problèmes
- La disparition de la gendarmerie
- Transversalité et spécialisation
- Une gouvernance et une conduite à la hauteur.



Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé  
Secrétariat général

20.10.2022 - Page 5

## 1. Organisation de la police



Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé  
Secrétariat général

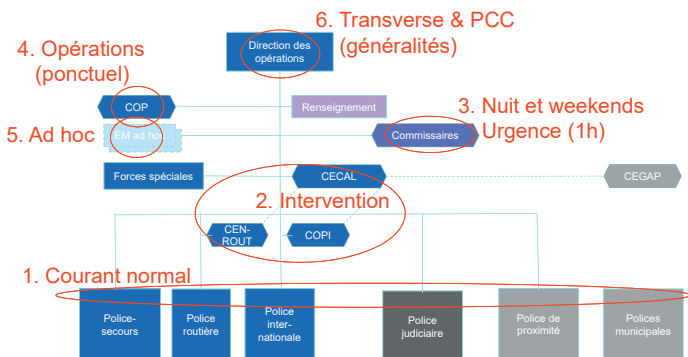
20.10.2022 - Page 6

## 2. Conduite et gouvernance de la police

- Qui conduit la police ?
- Le nombre d'intervenants et l'absence de critères clairs
- La nuit et le week-end, le système fonctionne mieux
- La DIROP et son périmètre d'action
- Une véritable conduite permanente
- La modification de la LPol

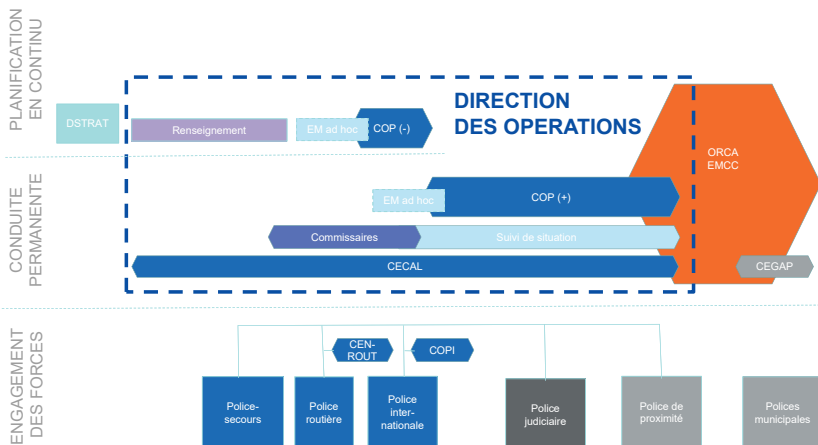


## 2. Conduite et gouvernance de la police





## 2. Conduite et gouvernance de la police



Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé  
Secrétariat général

20.10.2022 - Page 9

## 3. Ressources humaines

### Le plan de carrière

- Le grade, le rang et la fonction
- La signature selon sa fonction
- Absence de véritable plan de carrière

### La formation














- Institut suisse de police depuis 2004
- La réponse n'est pas dans la loi
- Le stage de deuxième année



Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé  
Secrétariat général

20.10.2022 - Page 10

3. Ressources humaines

Grade		Grade (PJ)	Fonction (exemples)
Colonel			Commandant de la police
Lieutenant-colonel			Chef d'état-major ; chef des opérations
Major		Major	Chef de service ; chef PJ (PJ)
Capitaine		Capitaine	Commissaire ; chef de section (PJ)
Premier-lieutenant		Premier-lieutenant	Officier d'état-major
Lieutenant		Lieutenant	Chef de poste / brigade
Adjudant			Chef de poste / brigade
Sergent-major			SMO/SMG ou rempl chef de poste / brigade
Sergent-chef			Chef de groupe
Sergent			Chef de groupe
Caporal		Inspecteur principal	Chef de groupe remplaçant
Appointé		Inspecteur principal adjoint	
Gendarme		Inspecteur	

3. Ressources humaines

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Officiers supérieurs	4.7%	5.3%	5.2%	4.8%	4.7%	4.6%	4.7%	4.7%	4.7%	4.5%
Officiers	5.8%	5.7%	5.5%	5.5%	5.2%	5.9%	5.6%	5.5%	5.6%	5.6%
Sous-officiers	26.3%	26.5%	26.1%	27.7%	27.3%	26.8%	26.1%	25.3%	25.6%	24.3%
Collaborateurs	63.2%	62.5%	63.2%	62.0%	62.8%	62.7%	63.7%	64.5%	64.1%	65.6%
Total général	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

## 4. La sécurité de proximité

- Définir une politique de sécurité de proximité commune
- Créer un organe stratégique / politique
- Créer un organe de coordination opérationnel permanent
- Déterminer les missions respectives
- Harmoniser les statuts entre ASP et APM



## Bilan LPol / Police

### Pour conclure:

### Bilan LPol et Bilan police

**COPIL** 3-4 membres police ; conduite DSES  
Feuille de route et délais: 6 mois / 12 mois

**4 axes:**

1. La conduite et la gouvernance
2. Les questions relevant du personnel, de la carrière et de la formation
3. La sécurité de proximité
4. Les statuts des ASP et des APM

## ANNEXE 2

**Constant Jean-Luc (SEC-GC)**

**De:** Grosdemange Sébastien (DSES)  
**Envoyé:** jeudi 21 janvier 2021 17:45  
**À:** Constant Jean-Luc (SEC-GC)  
**Objet:** Effectifs policiers

Monsieur le Secrétaire scientifique,

Voici le tableau de répartition terrain-bureau.

Année	Fonction Admin	Fonction Terrain	Total généra
2011	348.9	988.5	1'337.4
2012	367.5	993.4	1'360.9
2013	363.4	1'008.4	1'371.8
2014	335.4	1'034.2	1'369.6
2015	330.7	1'053.4	1'384.1
2016	186.8	1'219.3	1'406.1
2017	224.0	1'209.5	1'433.5
2018	228.6	1'202.1	1'430.6
2019	239.3	1'191.9	1'431.1
2020	255.1	1'236.9	1'491.9

Bien à vous,

**Sébastien Grosdemange**  
 Secrétaire général adjoint

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE  
 Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé (DSES)  
**Secrétariat général**  
 Rue de l'Hôtel-de-Ville 14  
 Case postale 3952 – 1211 Genève 3  
 Tél. +41 (0)22 546 74 71  
 Code d'acheminement interne : A102E2/DSES

## ANNEXE 3

Grades (art. 6 a) Pol et 6 a) RPSI) / Année	2011	2012	2013	2014	Grades (art. 5 ROPol) / Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020
a) Chef de la police	1	1	1	1	Commandant de la police	1	1	1	1	1	1
b) CP adjoint	1	1	-	-	Fonction supprimée dès 2013	-	-	-	-	-	-
c) Chef d'état-major	0	0	1	1	Chef d'état-major	1	1	1	1	1	1
d) Officiers de police (12 max)	7	-	-	-	Fin du commissariat et fusion dès 2012	-	-	-	-	-	-
	1	1	1	1	Chef des commissaires de police	1	1	1	1	1	1
e) Officiers de police de service dès 2012	-	17	17	17	Commissaires de police	15	17	16	17	16	16
f) Officiers de police spécialisés (10 max)	6	7	7	6	Fonction supprimée dès 2017	6	6	-	-	-	-
					Captaines	3	4	6	5	4	4
	0	1	1	1	Chef de la police judiciaire	1	1	1	1	1	1
CPJ remplaçant	1	1	1	1	Fonction supprimée dès 2015	-	-	-	-	-	-
Chiefs de section (12 à 16 max)	15	14	14	12	Captaines	9	9	8	7	5	6
					Premiers-lieutenants				1	3	2
g) Commandant de la gendarmerie	1	1	1	-	Fonction supprimée dès 2014	-	-	-	-	-	-
CDT remplaçant	1	-	-	-	Fonction supprimée dès 2012	-	-	-	-	-	-
Fonction instituée dès 2012	-	1	1	1	Chef des opérations	1	1	1	1	1	1
					Captaine	1	1	3	1	1	1
	1	1	1	1	Chef du COP	1	1	1	1	1	1
					Captaines	2	2	4	3	3	6
					Premiers-lieutenants	3	3	1	2	3	0
					Chef de police-secours	1	1	1	1	1	1
					Captaines	4	2	1	3	3	3
					Premiers-lieutenants	1	1	3	2	3	3
					Chef de la police de proximité	-	1	1	1	1	1
					Captaines	-	0	1	3	2	2
					Premiers-lieutenants	4	1	2	1	1	2
					Chef de la police routière	-	1	1	1	1	1
					Captaines	2	2	2	4	4	3,8
					Premiers-lieutenants	2	0	2	0	0	0
Captaines (6 à 8 max)	8	8	8	8							
Premiers-lieutenants	10	8	10	10							
h) Chef de la PSI	0	1	1	1	Chef de la police internationale	1	1	1	1	1	1
CPJ remplaçant	1	-	-	-	Fonction supprimée dès 2012	-	-	-	-	-	-
Officiers (captaines)	4	5	4	4	Captaines	3	3	5	4	3	5
Officiers (premiers-lieutenants)	3	2	3	4	Premiers-lieutenants	1	3	2	3	3	0
i) Chef des services généraux	1	1	-	-	Personnel administratif dès 2013	-	-	-	-	-	-
CSG remplaçant	1	1	-	-	Personnel administratif dès 2013	-	-	-	-	-	-
Détachés (Savatan, OCPPAM, services généraux)					(2 majors et 1 premier-lieutenant)	1	1	1	1	3	3
Officiers supérieurs	63	72	72	69		65	64	67	67	67	66,8

Grades (art. 6 aLPol et 6 arPSI) / Année	2011	2012	2013	2014	Grades (art. 5 ROPol) / Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Chefs de brigade (18 à 24 max)	21	22	22	21	Lieutenant dès 2016	20	21	15	12	12	12
	--	--	--	--	Adjudant dès 2016	--	--	2	5	2	5
Lieutenants	5	7	5	3		1	36	36	36	40.8	43.8
Adjoints	7	4	2	2	Grade retenus dès 2016	4	9	14	14	10	8.8
Maréchaux (25 à 30 max)	29	29	30	30	Grade de lieutenant dès 2016	31	--	--	--	--	--
Lieutenants	--	--	--	--		3	17	13	12	15	14
Adjoints	2	1	1	1		0	0	0	0	0	0
Sergents-majors	13	15	15	15	Grade de lieutenant dès 2016	13	--	--	--	--	--
Officiers	77	78	75	72		72	83	80	79	79.8	83.6

Grades (art. 6 aLPol et 6 RAPSI) / Année	2011	2012	2013	2014	Grades (art. 5 ROPol) / Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Chef de brigade remplaçant	0	1	2	2	Sergents-majors	13	13	15	13	11	9
Chef de groupe	64	70	65	72	Sergents-chefs	46	46	37	33	34	38
	--	--	--	--	Sergents	--	--	4	5	8	5.6
Brigadier remplaçant chef de poste	21	55	58	64	Sergents-majors	89	87	89	83.8	84.6	89.4
Brigadier chef de groupe	246	210	209	207	Sergents-chefs	192	188.8	169.6	163.6	171.5	163.3
	--	--	--	--	Sergents	5	6	21.8	32.8	26.7	29.5
	--	--	--	--	Sergents-majors	--	--	5	4	4	5
	--	--	--	--	Sergents-chefs	--	--	31.4	25.5	25.5	21.5
Sergents	21	24	24	34.5	Sergents	33.4	36.4	1	1	1	1
Sous-officiers	352	360	358	379.5		378.4	377.2	373.8	361.7	366.3	362.3

Grades (art. 6 aLPol et 6 arPSI) / Année	2011	2012	2013	2014	Grades (art. 5 ROPol) / Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Inspecteurs principaux	54.4	55	61.2	49.9	Inspecteurs principaux	59.6	71.7	85.4	89.8	86.8	99.1
Inspecteurs principaux adjoints	76	78.3	79.1	87	Inspecteurs principaux adjoints	76	62.6	65.3	66	68.7	70
Inspecteurs	61.1	49.6	56.8	58.4	Inspecteurs	68.6	77.6	79	72	55.8	49.8
Sous-brigadiers	128.6	128.4	122.4	109.5	Caporaux	118.6	113.9	116.3	121	129.3	140.6
Appointés	161.8	176.2	189.8	196.1	Appointés	222.2	234.3	225.1	228.5	242.7	240.2
Gendarmes	215.5	217.4	215.6	220.3	Gendarmes	207.4	204	218	223.8	222.8	261.4
Sergents	0	1	1	1	Fonction reprise dans les sous-officiers	--	--	--	--	--	--
Caporaux	67.4	65.4	83.4	83.1	Caporaux	93.5	91.2	85.8	83.75	78.9	79.1
Appointés	61.6	66.6	44.5	38.8	Appointés	18.8	20.6	22.8	21	19	18
Agents	18	13	13	5	Gendarmes	4	6	15	17	14	21
Contrôleur police aéroport	1	--	--	--	Fonction supprimée dès 2012	--	--	--	--	--	--
Collaborateurs	845.4	850.9	866.8	849.1		868.7	881.9	912.7	922.9	918	979.2

## FONCTIONS ET GRADES

Afin de pouvoir effectuer une lecture des tableaux des fonctions et grades, il convient de garder à l'esprit que l'article 6 aLPol fixait la structure hiérarchique de la police, complété par l'article 6 aRPSI. Les fonctions qui apparaissent coïncident parfois avec un grade, mais pas toujours. Pour mémoire, la rémunération de la police faisait l'objet du règlement concernant le traitement des fonctionnaires de police (aRTFP; F 1 05.03) jusqu'au 31.12.2009 et du règlement d'application de la loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers (aRTrait; B 5 12.01). Tous ces textes sont désormais abrogés, mais ils permettent de mieux comprendre l'échelle qui avait été conçue. L'exemple du chef de la police judiciaire, qui était à la fois une fonction et un grade, vous donne un aperçu. La collocation de ce poste correspondait à une classe 29. Or, aujourd'hui, le grade de major lui est attribué, soit une classe 27.

## EVOLUTION DES EFFECTIFS

*Les chiffres qui apparaissent dans tous les tableaux doivent être compris comme le personnel effectivement présent.*

	2011	2020	Différence (abs)	Différence	Proportion (effectif total)
Colonel	0	1	+1	+100%	
Lieutenants-colonels	1	2	+1	+100%	
Majors	4	9	+5	+125%	
Capitaines	45	46.8	+1.8	+4%	
Premiers-lieutenants	13	8	-5	-38.5%	
<b>Officiers supérieurs</b>	<b>63</b>	<b>66.8</b>	<b>+3.8</b>	<b>+6.0%</b>	<b>4.5%</b>
Lieutenants	68	69.8	+1.8	+2.6%	
Adjudants	9	13.8	+4.8	+53.3%	
<b>Officiers</b>	<b>77</b>	<b>83.6</b>	<b>+6.6</b>	<b>+8.6%</b>	<b>5.6%</b>
Sergents-majors	-.-				
Sergents-chefs	-.-				
Sergents	-.-				
<b>Sous-officiers</b>	<b>352</b>	<b>362.3</b>	<b>+10.3</b>	<b>+29.3%</b>	<b>24.3%</b>
Caporaux et IP	250.4	318.8	+68.4	+27.3%	
Appointés et IPA	299.4	328.2	+28.8	+9.6%	
Gendarmes et inspecteurs	295.6	332.2	+36.6	+12.4%	
<b>Collaborateurs</b>	<b>845.4</b>	<b>979.2</b>	<b>+133.8</b>	<b>+15.8%</b>	<b>65.6%</b>
<b>Effectif total</b>	<b>1337.4</b>	<b>1491.9</b>	<b>+154.5</b>	<b>+10.4%</b>	<b>100%</b>

PL 12521

**Constant Jean-Luc (SEC-GC)**

---

**De:** Grosdemange Sébastien (DSPS)  
**Envoyé:** mardi 23 novembre 2021 08:29  
**À:** Falquet Marc (GC)  
**Cc:** Constant Jean-Luc (SEC-GC); Luyet Diane (DSPS)  
**Objet:** RE: Conseil consultatif de sécurité

Monsieur le Président,  
Cher Monsieur,

La composition du Conseil consultatif de sécurité se décline comme suit :

1. Monsieur Mauro Poggia, Président
2. Madame Vida Ahmari
3. Monsieur Pierre Antille
4. Monsieur Jean-Pierre Boesch
5. Monsieur André Duvillard
6. Monsieur Frédéric Esposito
7. Madame Samia Hamdan-el-Ghadban
8. Monsieur Yvon Langel
9. Monsieur Alain Mermoud
10. Monsieur Mahmoud Ould Mohamedou
11. Monsieur Laurent Ruchat
12. Madame Rebekka Strässle
13. Monsieur Jean-Pierre Therre
14. Madame Caroline Varin

Le secrétariat est assuré par Monsieur Alexandre Vautravers.

A l'instar des autres commissions officielles, ces personnes ont été nommées pour la période du 1.12.2018 au 30.11.2023.

Avec mes cordiaux messages.

**Sébastien Grosdemange**  
Secrétaire général adjoint

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE  
Département de la sécurité, de la population et de la santé (DSPS)  
**Secrétariat général**  
Rue de l'Hôtel-de-Ville 14  
Case postale 3952 – 1211 Genève 3  
Tél. +41 (0)22 546 74 71  
Code d'acheminement interne : A102E2/DSPS



## ANNEXE 5

De : Info SPJ <[info@spi-geneve.ch](mailto:info@spi-geneve.ch)>

Envoyé : vendredi, 10 décembre 2021 18:36

À : Falquet Marc (GC); Desfayes Sébastien (GC); Alder Murat Julian (GC); Bachmann Delphine (GC); Baertschi François (GC); Conne Pierre (GC); Desbiolles Sophie (GC); Haller Jocelyne (GC); Morel Philippe (GC); Mussa Youniss (GC); Osmani Xhevrie (GC); Pistis Sandro (GC); Velasco Alberto (GC); Bayrak Dilara (GC)

Cc : Marc BAUDAT; [info@spi-geneve.ch](mailto:info@spi-geneve.ch) SPJ mail Info

Objet : Lpol

Mesdames et Messieurs les élu(e)s de la Commission judiciaire et de la police du Grand Conseil,  
Cher(e)s Député(e)s,

Vous avez été appelé(e)s à vous pencher sur un projet de loi proposant des amendements de la Loi sur la Police ou LPol. Pas un projet de loi visant à accorder plus de droits ou d'avantage aux policiers, non. Un projet de loi qui a pour ambition de rendre à un service public indispensable son attractivité et son efficacité.

Militarisation de la police et de sa formation.

Perte d'attractivité du métier, les candidats n'ayant plus la possibilité de postuler pour un service en particulier.

Formation unique, lacunaire, inadaptée et plus chère.

Nécessité de prodiguer des formations complémentaires aux jeunes policiers à leur arrivée à Genève.

Déficit d'encadrement.

Manques d'effectifs.

Manque de patrouilles sur le terrain.

Baisse de la qualité des enquêtes de police, déplorée par plusieurs magistrats.

Exposition aux risques de ces jeunes policiers qui sont « parachutés » en police secours en étant peu ou mal formés et ce, en raison des manques d'effectifs susmentionnés.

Multiplicité de silos et d'états-majors coûteux.

Guerre des silos conduits par des chefs aux pouvoirs plénipotentiaires.

Confusion et perte du sens des missions.

Démotivation et démissions.

Détérioration du service à la population.

Mis en place d'un conseil consultatif de sécurité opaque quant à sa composition, à son fonctionnement, à ses travaux, et à ses résultats - un organe qui constitue une dangereuse porte ouverte à des attributions douteuses de marchés publics.

Le voilà, le bilan affligeant de LPol.

Ce ne sont pas que les policiers - de toutes strates confondues - qui le dressent, mais également des élus, des avocats, des magistrats et des journalistes.

Même au sein de la députation, nombreux sont celles et ceux qui regrettent d'avoir soutenu la LPol à l'époque et qui disent avoir été mal informés.

Mais le Conseil d'Etat, en la personne de Mauro Poggia, ne souhaite pas que la Commission judiciaire et de la police décide des modifications de la LPol. Il a donc désigné un homme, un seul, pour dresser un bilan de la LPol. Alexandre Vautravers. Un pur produit militaire. Qui fut proche de Pierre Maudet et qui a joué/joue un rôle actif dans dans le conseil consultatif de sécurité créé par la LPol.

Malgré les protestations et les inquiétudes des syndicats, des députés et des journalistes, Mauro Poggia a maintenu son choix. Un choix incompréhensible qui condamnait d'emblée toute conclusion aux doutes et remises en cause légitimes.

Alexandre Vautravers a donc rédigé un rapport dressant un bilan de LPol et proposant des recommandations. Quelle fut sa méthode de travail ? Quelles sont les personnes qui furent auditionnées ? Comment furent-elles choisies ? Par qui ? Sont-elles citées ? Les propos qui leur ont été prêtés ont-ils pu être vérifiés ? Mystère. Pour la simple et bonne raison que ce rapport, qui a été commandé par le Conseil d'Etat, qui concerne un service public, qui a sans aucun doute été financé par les contribuables, quasiment personne n'y a eu accès. Pourquoi ? Cela aussi, nous l'ignorons.

Sur la base de ce rapport d'intérêt public mais de toute évidence trop sensible pour que les élus ou encore les syndicats puissent y avoir accès, le DSPS a rédigé son propre rapport de synthèse, puis une feuille de route qui a servi de base à un Copil qui - dirigé par ce même Alexandre Vautravers - s'emploie désormais à proposer des « aménagements » de la LPol.

Ponctuellement, Alexandre Vautravers invite les syndicats à prendre connaissance de « l'avancée de ses travaux ». Une démarche qui s'inscrit assurément dans une volonté de pouvoir dire que les syndicats ont participé aux travaux, et d'octroyer ainsi une légitimité aux décisions qui seront finalement prises par le Conseil d'Etat.

Or, les propositions faites par le Copil d'Alexandre Vautravers ne sont en rien satisfaisantes. Face aux réels problèmes induits par la LPol, elles ne font l'effet que d'emplâtre sur une jambe de bois. Pire encore, depuis le début de ses « travaux », Alexandre Vautravers n'a jamais tenu compte des solutions proposées par les

syndicats de police, qu'il a systématiquement balayées à coups d'arguments dont la démonstration ne fut jamais faite.

Vous trouverez ci-dessous un courriel que les syndicats de police ont adressé le 10 décembre 2021 à Alexandre Vautravers, suite à l'une de ces « présentations ».

Aujourd'hui et plus que jamais, il appartient à la Commission judiciaire et de la police, dans sa sagesse, son indépendance et son impartialité, de se pencher attentivement et librement sur cette question d'intérêt public qu'est le bon fonctionnement de la police, sans se contenter des travaux « cosmétiques » d'Alexandre Vautravers, qui posent hélas bien des problèmes tant sur le fond que sur la forme.

En se tenant à votre entière disposition et en espérant avoir l'opportunité de vous éclairer davantage sur ces questions, les syndicats de police vous prient d'agréer, Mesdames et Messieurs les élu(e)s de la Commission judiciaire et de la police, leurs salutations respectueuses.

Le SPJ et l'UPCP

# POLICE

28.04.2022  
17:00 COJUP



Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29.04.2022 - Page 1

## Ordre du jour

### Présentations :

1. Introduction
2. Grades
3. Formation policière
4. Ecole romande de police
5. Suite des travaux



Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29.04.2022 - Page 2

## 1. Introduction

- Bilan Lpol
- COPIL Police
- Trois axes principaux :  
gouvernance,  
formation/RH,  
sécurité de proximité
- Séance d'information aux députés



REPUBLIQUE  
ET CANTON  
DE GENÈVE

REP GENÈVE.CH

Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29.04.2022 - Page 3

## 1. Introduction

- Pétition : P 1981 (maintien des grades)
- Projet de loi : PL 11986 (grades)
- Projet de loi : PL 12521  
(sur les aspects de la formation)
















REPUBLIQUE  
ET CANTON  
DE GENÈVE

REP GENÈVE.CH

Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29.04.2022 - Page 4

## 2. Grades PJ

Grade		Grade (PJ)	Fonction (exemples)
Colonel			Commandant de la police
Lieutenant-colonel			Chef d'état-major ; chef des opérations
Major		Major	Chef de service ; chef PJ (PJ)
Capitaine		Capitaine	Commissaire ; chef de section (PJ)
Premier-lieutenant		Premier-lieutenant	Officier d'état-major
Lieutenant		Lieutenant	Chef de poste / brigade
Adjudant			Chef de poste / brigade
Sergent-major			SMO/SMG ou rempli chef de poste / brigade
Sergent-chef			Chef de groupe
Sergent			Chef de groupe
Caporal		Inspecteur principal	Chef de groupe remplaçant
Appointé		Inspecteur principal adjoint	
Gendarme		Inspecteur	



Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29.04.2022 - Page 5

## 2. Grades














- Pétition : P 1981 (maintien des grades)  
→ Grade et fonction (PJ)
- Projet de loi : PL 11986 (grades)  
→ Commissaires (17) promus  
au grade de major?  
→ Compatibilité : concordat, CH, RNS...
- Avancement automatique



Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29.04.2022 - Page 6

## 2. Grades et avancement automatique







Grade		Grade (PJ)	Fonction (exemples)
Colonel			Commandant de la police
Lieutenant-colonel			Chef d'état-major ; chef des opérations
Major		Major	Chef de service ; chef PJ (PJ)
Capitaine		Capitaine	Commissaire ; chef de section (PJ)
Premier-lieutenant		Premier-lieutenant	Officier d'état-major
Lieutenant		Lieutenant	Chef de poste / brigade
Adjudant			Chef de poste / brigade
Sergent-major			SMO/SMG ou rempli chef de poste / brigade
Sergent-chef			Chef de groupe
Sergent			Chef de groupe
Caporal		Inspecteur principal	Chef de groupe remplaçant
Appointé		Inspecteur principal adjoint	
Gendarme		Inspecteur	



Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29 04 2022 - Page 7

## 2. Grades GE et ailleurs

	GE	VS	PA	VS	NE	JU
19.03.2017						
Chiefs des services de police	Colonel Lieutenant-colonel Major	Commandant de la Gendarmerie + Lieutenant-colonel ou colonel Remplaçant du Commandant de la Gendarmerie + major	Commandant Lieutenant-colonel	Commandant	Décoré	Décoré Lieutenant-colonel
Officiers supérieurs	Capitaine Premier-lieutenant	Capitaine	Major Capitaine Premier-lieutenant Lieutenant	Capitaine Premier-lieutenant Major Premier-lieutenant Lieutenant	Lieutenant-colonel Major Premier-lieutenant Capitaine Lieutenant	Premier-lieutenant Lieutenant
Officiers	Lieutenant Adjudant	Premier-lieutenant Lieutenant				Adjudant
Sous-officiers	Sergent-major Sergent-chef Sergent	Adjudant Sergent-major Sergent	Adjudant-chef Adjudant Sergent-major Sergent-chef Sergent I	Adjudant Sergent-major-chef Sergent-major Sergent-chef Sergent I Sergent-major II Sergent I	Adjudant Sergent-major-chef Sergent-major Sergent-chef	Sergent-major Sergent-chef
Collaborateurs	Caporal... inspecteur principal Appointé... inspecteur principal adjoint Gendarme... inspecteur Gendarme	Sergent Caporal... Appointé Gendarme	Sergent Caporal... Appointé Gendarme	Sergent Caporal... Appointé Gendarme	Sergent Caporal... Appointé Gendarme	Sergent Appointé Gendarme PJPI I PJPI II PJPI



Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29 04 2022 - Page 8



### 3. Formation policière

Académie de police :

- Changements
- Objectifs
- Coût de la formation
- Eloignement



Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29.04.2022 - Page 9

### 3. Formation policière

Centre de formation de la police et des métiers de la sécurité (CFPS) :

- PL 12521 introduit la formation dans la Lpol
- CGF 2020 : 2<sup>e</sup> année dans le canton
- Formation des agents de détention : Fribourg
- Contrats : APM?
- Homologation par l'ISP ; examens?



Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29.04.2022 - Page 10



### 3. Formation policière

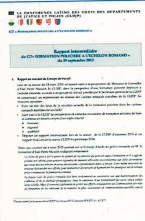
- Mutualisation et rationalisation indispensable
- Coûts

Année 2012

	FR	VD & VS	NE-Archistes	NE-Archistes	GR
	32	19	30	10	64
<b>Nombre d'agents</b>					
1. Staff permanent (directeurs, responsables, administratifs...)	Cadre total 5Fr. 46'974.00	5Fr. 4'998'703.00	5Fr. 336'470.00	5Fr. 307'50.00	5Fr. 3'339'303.00
	Nombre 185 EPF	113 EPF	113 EPF	410,25 EPF	271 (11,2 EPF)
2. Formateurs/enseignants/ appuis policiers non permanents	Cadre total 5Fr. 14'982.00	5Fr. -	5Fr. 178'000.00	5Fr. 147'000.00	5Fr. 101'536.00
	Nombre 25	0	15	15	15
3. Formateurs/enseignants/ appuis externes non permanents	Cadre total 5Fr. 23'933.00	5Fr. 640'314.00	5Fr. 457'900.00	5Fr. 37'000.00	5Fr. 242'562.00
	Nombre 13	13	13	13	13
4. Matériel, équipements de formation	Cadre total 5Fr. 31'780.00	5Fr. 487'297.50	5Fr. 487'000.00	5Fr. 60'000.00	5Fr. 149'300.00
5. Louage, infrastructures de formation (salles de cours, équipements, etc.)	Cadre total 5Fr. 42'500.00	5Fr. 141'908.00	5Fr. 150'000.00	5Fr. 20'000.00	5Fr. 124'000.00
6. Autres, matériel	Cadre total 5Fr. 101'428.00	5Fr. 64'031.00	5Fr. 10'000.00	5Fr. -	5Fr. 18'000.00
7. Vitamines, carburant	Cadre total 5Fr. 18'110.00	5Fr. 364'000.00	5Fr. 3'000.00	5Fr. 100.00	5Fr. 31'000.00
8. Camps, stages de formation, activités sportives externes	Cadre total 5Fr. 77'000.00	5Fr. 186'703.00	5Fr. 10'000.00	5Fr. 6'000.00	5Fr. 109'300.00
<b>Total 2012</b>	5Fr. 142'474.00	5Fr. 1'418'044.00	5Fr. 1'093'000.00	5Fr. 197'500.00	5Fr. 1'071'000.00
9. Coût moyen par agent	5Fr. 35'000.00	5Fr. 74'634.14	5Fr. 36'566.67	5Fr. 19'750.00	5Fr. 16'718.75

1) Ce chiffre pour la CFP GE est repris en fin de l'étude de 2008 dans la mesure où le montant indiqué pour 2012 n'est ni de CHF 214'000.-, ce qui ferait passer le coût de l'agent à CHF 107'000.-. Ce montant semble être une valeur purement comptable, mais qui n'est pas payée en réalité.

2) En comptant des montants directs à hauteur de CHF 100'000.- liés à certains cours donnés par TAP, le coût de l'agent passerait ainsi à CHF 49'500.00 pour des charges nettes de CHF 382'700.-.



Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29.04.2012 - Page 11

### 3. Formation policière

- Conférences, renforts concordataires/confédérés
- Bassin de recrutement régional
- Montée en puissance
- Ancrage dans la loi?

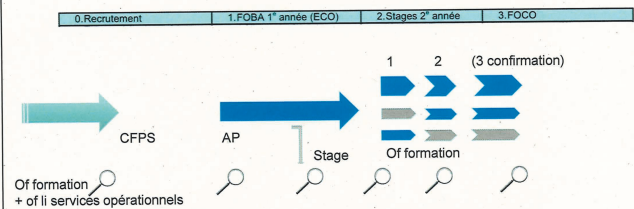
ANNEE	AGE MOYEN DEBUT ECOLE	DOMICILES
2013A	25	17 GE / 3 VD / 1 Fribourg / 4 France
2013B	26	19 GE / 4 VD / 2 France
2014A	27	18 GE / 6 VD / 1 VS / 1 Fribourg / 6 France
2014B	24	11 GE / 1 France
2015A	29	2 VD / 14 GE /
2015B	23	28 GE / 4 VD / 1 VS / 3 France
2016A	27	26 GE / 5 VD / 2 VS / 5 France
2016B	27	22 GE / 3 VD / 4 VS / 1 NE / 1 Fribourg / 4 France
2017A	26	22 GE / 4 VD / 1 JU / 1 Fribourg / 5 France / 1 Martinique / 1 Italie
2017B	30	22 GE / 4 VD / 1 JU / 1 VS
2018	27	27 GE / 2 VS / 7 VD / 1 NE / 1 Fribourg / 3 France
2019A	27	33 GE / 5 VD / 2 VS / 2 JU / 1 Thurgovie / 2 Fribourg / 4 France
2020	26	33 GE / 1 VS / 4 VD / 2 France / 1 Argentine
2021A	24	39 GE / 4 VD / 1 VS / 7 France
2021B	28	13 GE / 8 VD / 3 France
		25 GE / 1 VS / 2 VD / 2 France



Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29.04.2012 - Page 12

3. Formation policière



Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29.04.2022 - Page: 13

5. Suite des travaux

- Etat des travaux du COPIL Police
- Mise en œuvre
- Dialogue : COMPERS, COJUP
- Prochaines séances COJUP :
  - Direction des opérations (mai/juin)
  - Sécurité de proximité (septembre/octobre)

No	Titre	Etat
1.1	EMP	
1.2	DIROP	
1.3	CEM et DIROP	
1.4	Gendarmerie	
1.14	Tri des affaires	
2.1	Effectifs	
2.3	Grades et fonctions	
2.4	Recrutement, stages, incorporation	
2.6	Réorientation ASP	
2.16	Formation policière	
3.1	Lignes directrice sécurité de proximité	



Département de la sécurité, de la population et de la santé  
Secrétariat général

29.04.2022 - Page: 14

# **CONCEPT GENERAL DE FORMATION POLICIERE CGF 2020**

**ECOLE ROMANDE**

**PRESENTATION COJUP  
LE 28 AVRIL 2022**



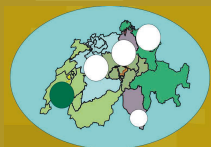
## **PRÉSENTATION**

- **CGF 2003 – HISTORIQUE**
- **CGF 2020**
- **ECOLE ROMANDE**

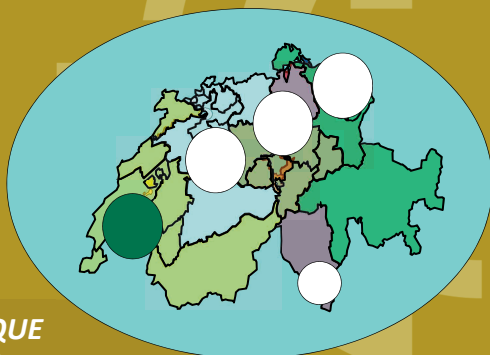
**PRESENTATION COJUP  
LE 28 AVRIL 2022**



# CONCEPT GENERAL DE FORMATION POLICIERE CGF 2003



PRESENTATION COJUP  
LE 28 AVRIL 2022



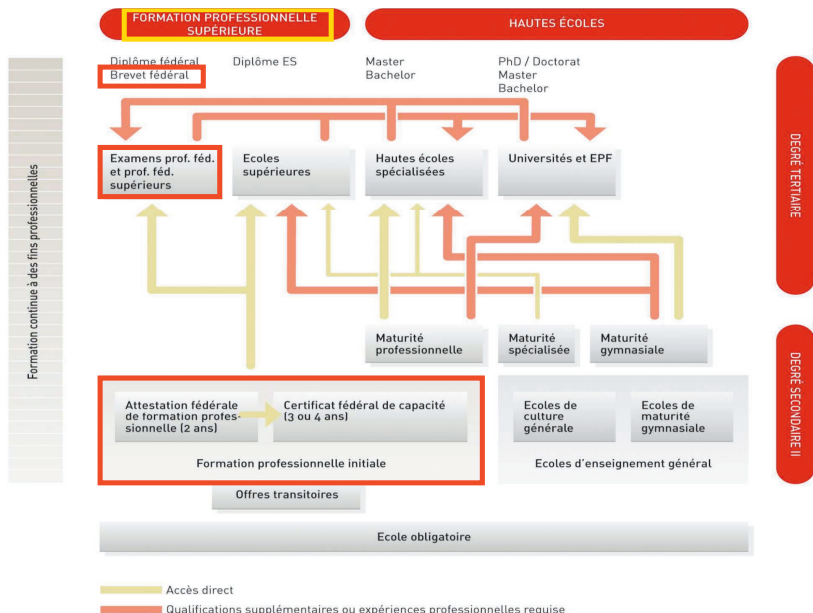
HISTORIQUE  
CGF 2003

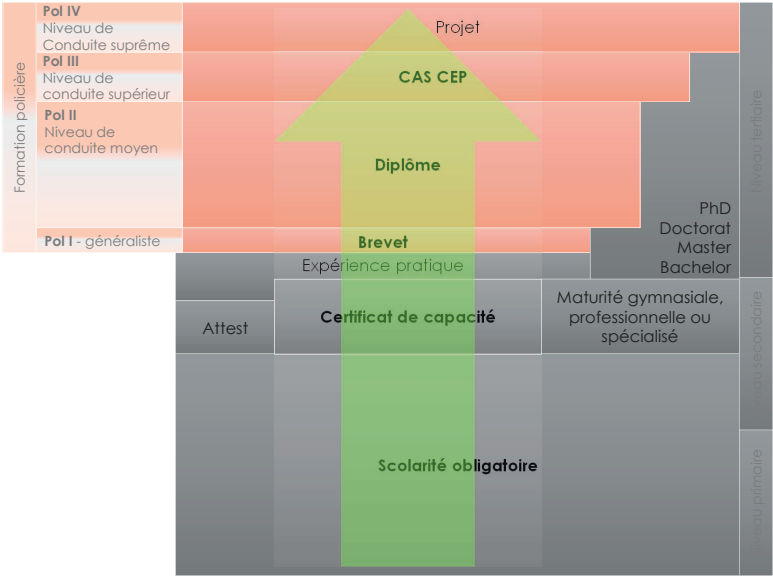
# Brevet fédéral



**Est la reconnaissance d'une formation suivie et terminée avec succès selon les critères fédéraux**

**Protège le titre professionnel de policier / policière**





Conférence des Commandants des Polices Cantonales de Suisse (CCPCS)  
Société des Chefs de Police des Villes de Suisse (SCPV)  
Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police (FSFP)  
Institut Suisse de Police (ISP)

RÈGLEMENT  
concernant  
L'examen professionnel de Policier / Policière  
Du 18 juin 2012

En vertu de l'art. 28, alinéa 2, de la Loi fédérale sur la formation professionnelle du 13 décembre 2002, le présent règlement définit les responsabilités découlant de son chapitre 1.3 ci-après.

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Profil professionnel

1.1.1 Secteur d'activité

Le service à la communauté et l'aide ponctuelle à chacun de ses membres constituent la base du travail policier.

La mission principale de la police s'articule autour des trois centres de gravité suivants :

- Suppression et lutte contre les dangers menaçant l'ordre et la sécurité publics
- Poursuite et dénonciation des infractions aux dispositions légales
- Appui et entraide à la justice et aux autorités administratives

Le policier / la policière développe une action tant préventive que répressive. Il / elle exerce sa mission en collaboration étroite avec la population, la justice et les autorités politiques exécutives.

- 3.3 Admission
- 3.31 Sont admis à l'examen les candidats et les candidates qui :
- a) sont titulaires d'un certificat fédéral de capacité ou d'un titre équivalent;

b) bénéficient d'une expérience professionnelle dans le métier de 2 ans, y compris l'école de police;

c) peuvent présenter une attestation faisant mention de leur aptitude à exercer la profession de policier;

d) ont suivi avec succès une école de police reconnue par l'Organe responsable ou qui ont acquis les compétences opérationnelles d'une autre manière selon le chiffre 1.12;

e) peuvent présenter un contrat de travail auprès de la Confédération, d'un canton ou encore d'une ville ou d'une commune disposant de compétences de police.
- L'admission est effective après que la taxe d'examen calculée au sens du chiffre 3.41 du présent règlement a été versée dans le délai imparti.
- 3.32 L'OFFT décide de l'équivalence des diplômes étrangers.
- 3.33 Les décisions concernant l'admission à l'examen sont communiquées par écrit aux candidats et aux candidates au moins deux mois avant le début de la session. Les décisions négatives indiquent les motifs ainsi que les voies de recours.

REGLEMENT  
EXAMEN



DIRECTIVES

Domaines de formation	Nbre leçons Indicatif
3.1 Nombre global de leçons	1200
1. Formation générale	100
2. Formation policière	250
3. Droit	120
4. Sécurité	120
5. Circulation routière	120
6. Criminalistique	170
7. Sport et santé	110
8. Entraînement à l'intervention	210

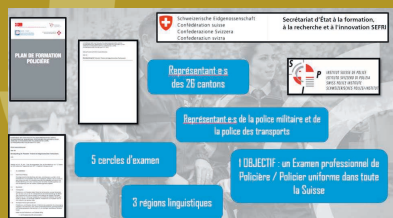
PROGRAMME

Coordination	leçons
Formation selon PEC dans les écoles de police	1200
Formation dans les corps	200
Stage et intégration dans le service *)	320
Vacances, jours fériés	200
Examen professionnel	40
Divers	40
Total *)	2000

\*) Les écoles et les corps de police ont la faculté de prolonger la durée du stage pratique et de l'intégration dans le service. Ainsi la durée totale de la formation se prolonge également.

## PROGRAMME

### CONCEPT GENERAL DE FORMATION POLICIERE CGF 2020



PRESENTATION COJUP  
LE 28 AVRIL 2022



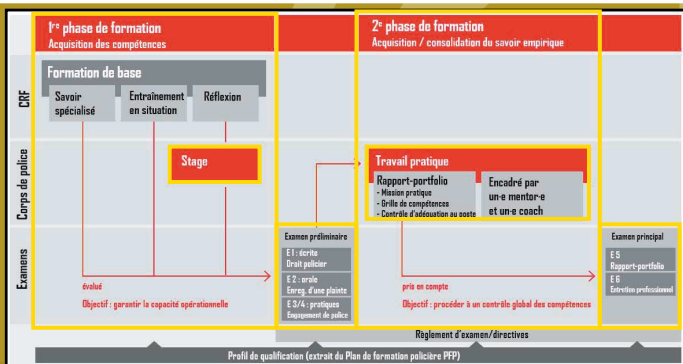
Domaines de compétences opérationnelles	Compétences opérationnelles				
	1-6	2-7	3-8	4-9	5-10
A Appliquer les capacités à résoudre des problèmes	A1. Adopter une approche méthodique	A2. Appliquer l'agencé de police de proximité	A3. Respecter l'éthique professionnelle et les droits de l'homme	A4. Gérer les ressources	
B Employer des aptitudes	B1. Garantir la disponibilité opérationnelle	B2. Veiller à la sécurité personnelle	B3. Employer des compétences sociales et communicationnelles	B4. Appliquer le droit	B5. Mener des investigations et premiers secours
C Mener des interventions de gendarmes / sécurité publique	C1. Effectuer des tâches de patrouille	C2. Intervenir suite à des alarmes	C3. Assurer le maintien de l'ordre	C4. Intervenir dans des cas de violence domestique	C5. Mener des tâches de protection et de surveillance
D Mener des interventions de police judiciaire	D1. Enquêter des plaintes	D2. Prendre à des interrogatoires	D3. Mener des enquêtes	D4. Participer aux perquisitions	D5. Sauvegarder des traces et preuves matérielles
E Effectuer des missions de police de la circulation	E1. Sanctionner les infractions au régime de stationnement	E2. Contrôler le trafic	E3. Intervenir sur des accidents de la circulation	E4. Réguler le trafic	
F Remplir d'autres missions	F1. Assurer l'ordre administratif, et l'assistance des citoyens (objets, etc.)	F2. Travailler les documents administratifs (procès-verbaux, etc.)	F3. Animer des ateliers		

Tableau synthétique des compétences opérationnelles de Policiers/Policière avec brevet fédéral

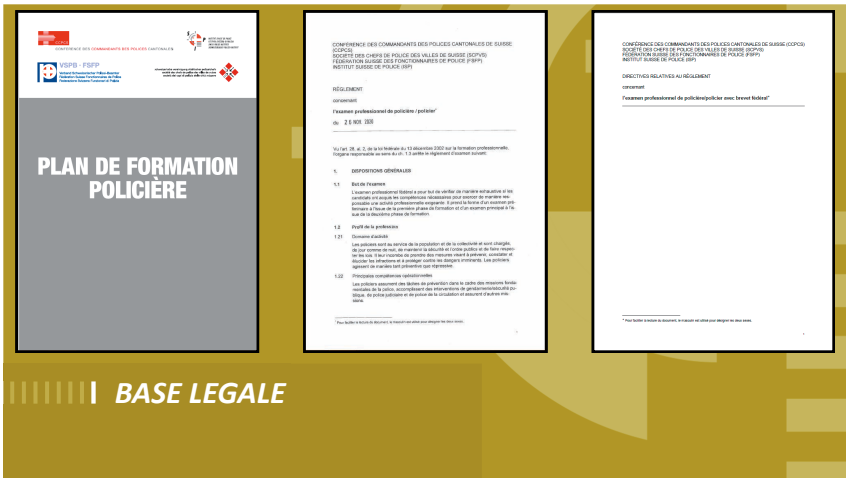
Situation de travail	Critères de performance
<b>A1. Adopter une approche méthodique</b> Les policiers et policières se font une idée d'ensemble des interventions et des missions qui leur sont confiées en clarifiant le problème, puis en l'isolant et l'isolant. Il y a une phase de travail en place des solutions adaptées. Ils notent, ils et elles notent les missions d'urgence qui l'imposent. Après avoir procédé à une application de la situation, ils et elles notent les missions d'urgence qui l'imposent. Ils et elles notent les missions d'urgence qui l'imposent. Ils et elles notent les missions d'urgence qui l'imposent.	<b>Les policiers et policières sont capables...</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>de gérer des événements et des missions à leur niveau de compétence selon une procédure standardisée.</li> </ul> <b>Les policiers et policières ont...</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>des connaissances relatives au régime de compétence correspondant à leur niveau de compétence.</li> </ul> <b>Les policiers et policières...</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>prennent des décisions de manière autonome.</li> <li>se concentrent sur les missions et s'adaptent aux tâches, les autres formes d'intervention sur les lieux et le contexte d'urgence.</li> </ul> <b>Les policiers et policières...</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>sont en mesure d'évaluer les connaissances de leurs actes dans un contexte plus large.</li> <li>ont conscience de l'importance de leur compétence et de leurs limites.</li> <li>sont en mesure de demander, au besoin, le soutien de collègues expérimentés, de spécialistes ou de services compétents.</li> <li>sont en mesure d'attribuer leurs actions par rapport aux missions et interventions et d'en tirer des enseignements.</li> <li>sont en mesure d'identifier les forces et faiblesses de la procédure adoptée et de l'adapter adéquatement.</li> </ul>

Situation de travail	Critères de performance
<b>B3. Employer des compétences sociales et communicationnelles</b> Dans leur quotidien professionnel, les policiers et policières entrent constamment en contact avec des personnes. Ils et elles ont conscience de l'importance de leur compétence et de leurs limites. Ils et elles ont conscience de l'importance de leur compétence et de leurs limites. Ils et elles ont conscience de l'importance de leur compétence et de leurs limites.	<b>Les policiers et policières sont capables...</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>de communiquer de manière appropriée avec les personnes avec lesquelles ils et elles interagissent.</li> <li>de mener des discussions efficaces de façon factuelle et ciblée.</li> <li>de préparer, d'effectuer et de documenter des auditions.</li> </ul> <b>Les policiers et policières ont...</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>des connaissances opérationnelles des techniques de conduite d'entretien, d'audition, de résolution de conflits, de médiation, de médiation et de négociation.</li> <li>des connaissances opérationnelles descriptives par rapport à leur interaction avec des personnes qui ont des données physiques et émotionnelles extraordinaires.</li> <li>des connaissances de base des divers modèles mentaux.</li> <li>une bonne expression orale et écrite.</li> </ul> <b>Les policiers et policières...</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>sont conscients des effets positifs de la communication non verbale et de la subjectivité de la perception et peuvent compter sur ces aspects dans leur comportement afin d'être sûrs que possible les conflits ne s'aggravent pas.</li> <li>s'engagent avec des personnes dans des situations et contextes culturels très divers en basant leurs interactions sur l'écoute.</li> <li>sont en mesure de planifier et d'effectuer les interrogatoires et auditions dans une logique factuelle.</li> </ul>

## PROFIL DE COMPÉTENCES, SITUATIONS DE TRAVAIL, CRITÈRES DE PERFORMANCE



## APERÇU DE LA FORMATION DE BASE



## BASE LEGALE



### Plan de formation policière

## 5.2 CADRES

Programme de la  
première phase  
de formation

La première phase de formation comprend env. 1200 périodes d'apprentissage (+ / - 10%) et peut prendre aussi bien la forme du présentiel que de l'apprentissage autonome ou d'autres méthodes. Cette phase comprend, en outre, des formations et stages spécifiques à chaque corps d'appartenance pour un total de 9 à 15 semaines, l'Examen de capacité opérationnelle (ECO), ainsi qu'un droit à des vacances (de 4 à 5 semaines).

La formation est basée sur le profil de qualification de policier (cf. ill. 3). Les tableaux suivants décrivent brièvement les aptitudes, la capacité à résoudre des problèmes et les compétences opérationnelles. La fourchette de périodes indiquée constitue une référence. Toute dérogation à cette règle doit être justifiée par les différents CRF ou leurs entités responsables au niveau régional.

# PROGRAMME

## Première phase = Ecole 1<sup>ère</sup> année

EC	S1		JU NE	EC	JU NE	EC
EGP	S2		FR	EPG	FR	EPG
AP	S3		GE VD VS	AP	GE VD VS	AP

Spécificités Sites

Particularismes Corps

Stages Corps

Refresher ECO

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

### Examen préliminaire (ECO)

Est-ce que les candidat-e-s disposent des connaissances opérationnelles requises pour l'engagement dans le CORPS DE POLICE ?

#### Epreuve 1

Droit policier

appliqué et interdisciplinaire

1.1 Questions à choix unique et à choix multiple (total)

1.2 Questions brèves ouvertes (total)

1.3 Mini études de cas (total)



#### Epreuve 2

Engagement d'un plante

2.1 Jeu de rôle (situation au gachet) (total)

2.2 Présentation orale

2.3 Entretien professionnel (total)



#### Epreuve 3

Pratique policière 1

Scénario issu de l'un des domaines suivants :

• Police de la circulation

• Gendarmerie / sécurité publique

• Police judiciaire (pratique)



#### Epreuve 4

Pratique policière 2

Scénario issu de l'un des domaines suivants :

• Police de la circulation

• Gendarmerie / sécurité publique

• Police judiciaire (pratique)



E 1 (examen écrit) – 120 minutes

- Trois types de questions : mini études de cas, questions brèves ouvertes, questions à choix multiple

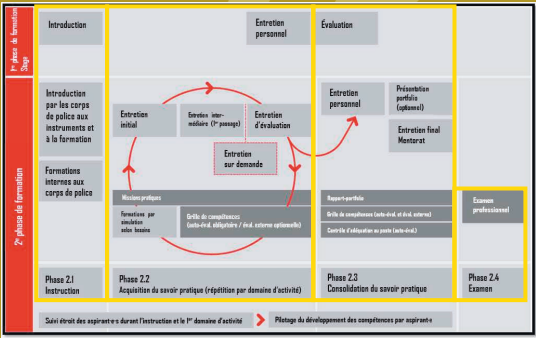
E 2 (examen oral) – 45 minutes

- Jeu de rôles, présentation et entretien professionnel

E 3/4 (examens pratiques) – 90 minutes chacun

- Constat des faits sur un accident de la circulation (police de la circulation), un cas de violence domestique (gendarmerie/sécurité publique) et un cas de vol par effraction (police judiciaire)

**FIN DE LA 1<sup>RE</sup> PHASE DE FORMATION : L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE (ECO)**



# DEROULEMENT DE LA 2E PHASE DE FORMATION (ANNÉE PRATIQUE)

## Emploi d'instruments uniformisés



Mission pratique



Grille de compétences



Contrôle d'adéquation poste



# DEROULEMENT DE LA 2E PHASE DE FORMATION (ANNÉE PRATIQUE)

## Examen principal (EP)

Est-ce que les candidat-e-s disposent des compétences opérationnelles de police requises ?

### Missions pratiques

Comment est-ce que j'agis ?



### Grille de compétences

Que puis-je faire ?



### Contrôle d'adéquation au poste

Quelles attitudes démontrent mon adéquation ?



### Epreuve 5

#### Rapport portfolio (écrit)

- Mon année pratique
- Mes expériences
- Mon développement au sein du service pratique
- Mes points forts
- Commentaires sur les 2 contrôles d'adéquation au poste effectués
- Contrôle d'adéquation au poste n°1 : que j'ai réalisé en tant que policier / police / agent de voir
- Contrôle d'adéquation au poste n°2 : compétences au sein du service et de l'engagement au sein du service
- Mon rôle
- Mon corps de police et ses



### Epreuve 6

#### Entretien professionnel (oral)

##### Présentation du rapport

##### Application active

##### Réflexion



E 5 (examen écrit) – remise d'un rapport-portfolio au moins quatre semaines avant l'examen

- Rapport-portfolio structuré, synthèse des trois instruments de suivi et de développement (mission pratique, grille de compétences et contrôle d'adéquation au poste)

E 6 (examen oral) – 45 minutes

- Présentation, application active (exemple de cas) et entretien de réflexion

## FIN DE LA 2<sup>E</sup> PHASE DE FORMATION : L'EXAMEN PRINCIPAL (EP)

## ECOLE ROMANDE MULTI-SITES

PRESENTATION COJUP  
LE 28 AVRIL 2022



### Le mandat de la CLDJP (29 novembre 2019)

Proposer :

- 1) **Un dispositif d'Ecole romande unique multi-sites**, avec **direction d'école commune**, en intégrant, en première priorité, une **commission de formation commune** et des **pôles de formation spécifiques**.
- 2) **Un programme de formation harmonisé au niveau des pôles de formation** pour la formation de base, en adéquation avec le CGF 2020, contenant des **modules/exercices communs** (thématiques/périodes/objectifs, ...).
- 3) Chaque fois que cela est possible et rationnel, un partage des **infrastructures**, des **formateurs** et des **moyens/ressources** à mettre à disposition entre les différents **pôles de formation**.
- 4) **Plusieurs variantes de dispositif**, avec une **analyse SWOT**, y compris au niveau des **conséquences financières** et les **contraintes liées**.

### Rapport intermédiaire du GT ERM du 27 janvier 2021

### Décision CLDJP séance plénière 25 mars 2021

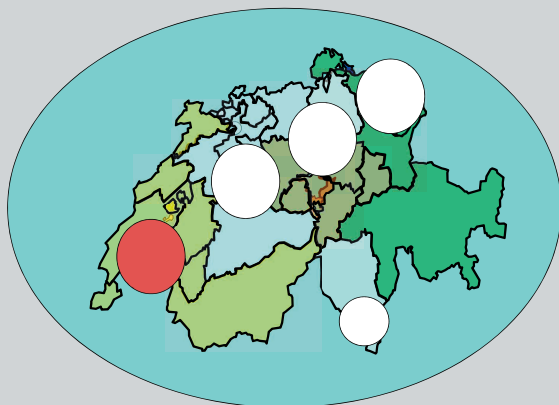
- Créer une **Commission de la formation** et d'un **Conseil scientifique** dans les meilleurs délais, constituant la première phase de la concrétisation de l'Ecole romande multi-sites.
- Approfondir, avec l'aide d'un **consultant externe**, les tenants et aboutissants de la mise en place d'une **direction commune** en tant qu'objectif stratégique.

Rapport intermédiaire du GT ERM du 27 janvier 2021Décision CLDJP séance plénière 25 mars 2021

- Créer une **Commission de la formation** et d'un **Conseil scientifique** dans les meilleurs délais, constituant la première phase de la concrétisation de l'Ecole romande multi-sites.
- Approfondir, avec l'aide d'un **consultant externe**, les tenants et aboutissants de la mise en place d'une **direction commune** en tant qu'objectif stratégique.

Décision CLDJP séance plénière 31 mars 2022

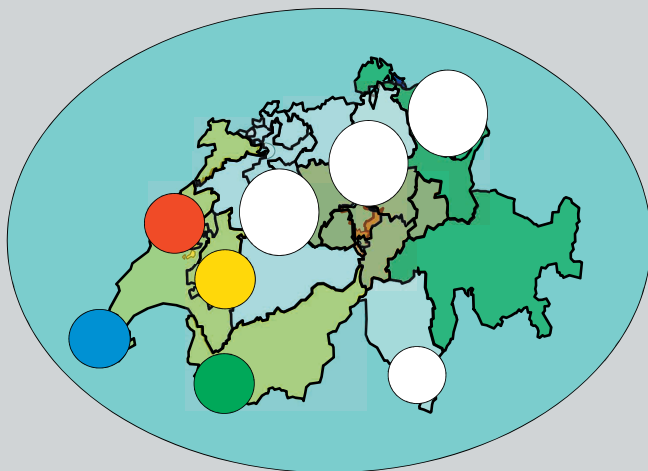
- Mise sur pied d'un **Comité de pilotage (COPIL)**
- Présentation à la séance d'automne de la CLDJP d'une **feuille de route** précisant les aspects
  - **formation**
  - **organisation**
  - **statut juridique**
  - **processus**
  - **calendrier**

**CGF 2003****RAPPEL**

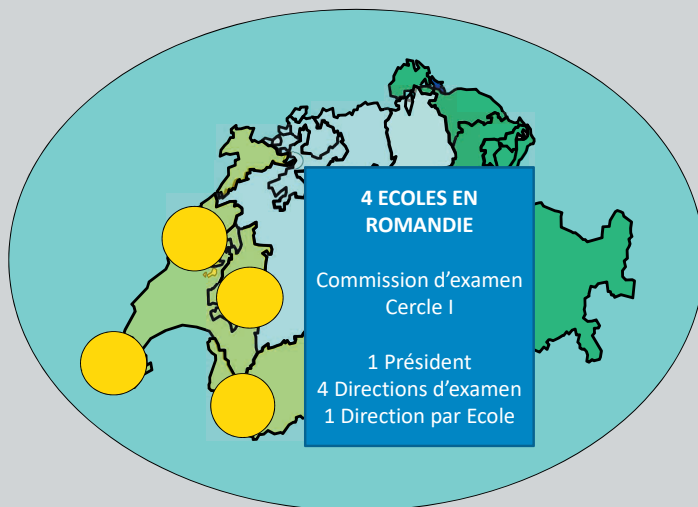
***EVOLUTION DE  
L'ORGANISATION DES CENTRES  
REGIONAUX DE FORMATION EN  
ROMANDIE***



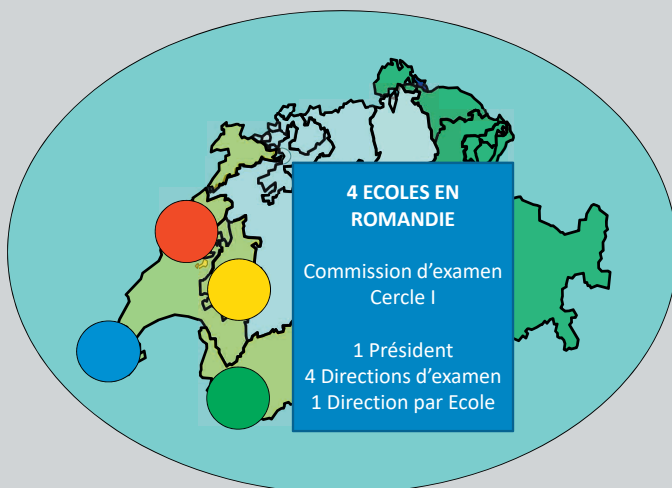
## Situation 2006



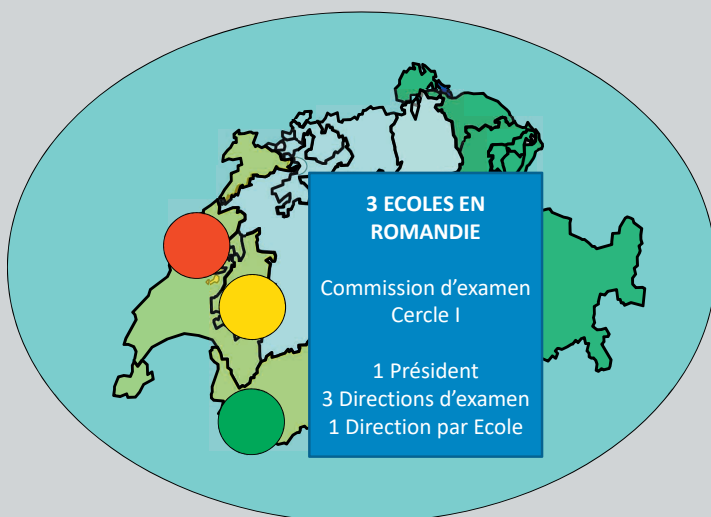
## COORDINATEUR ROMAND



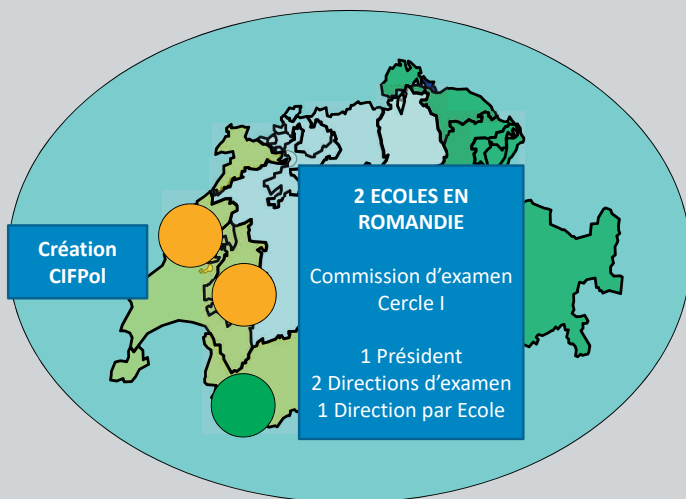
## Situation 2016



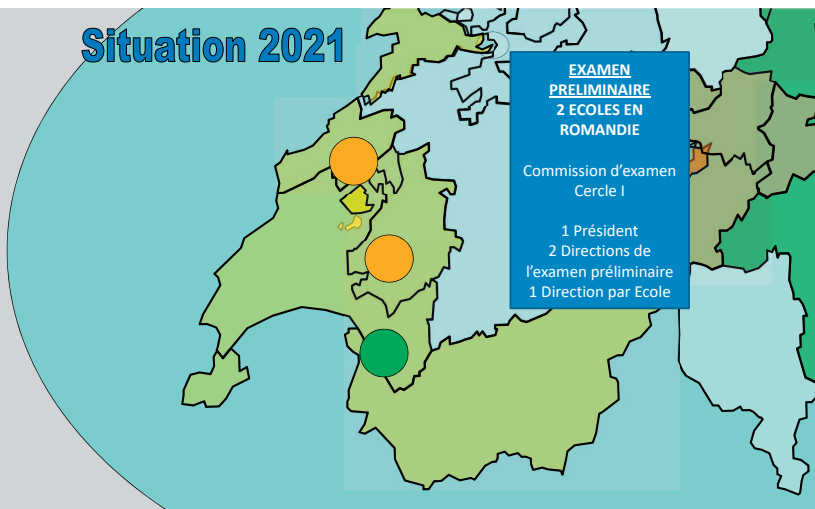
## Situation 2016



# Situation 2017



# Situation 2021

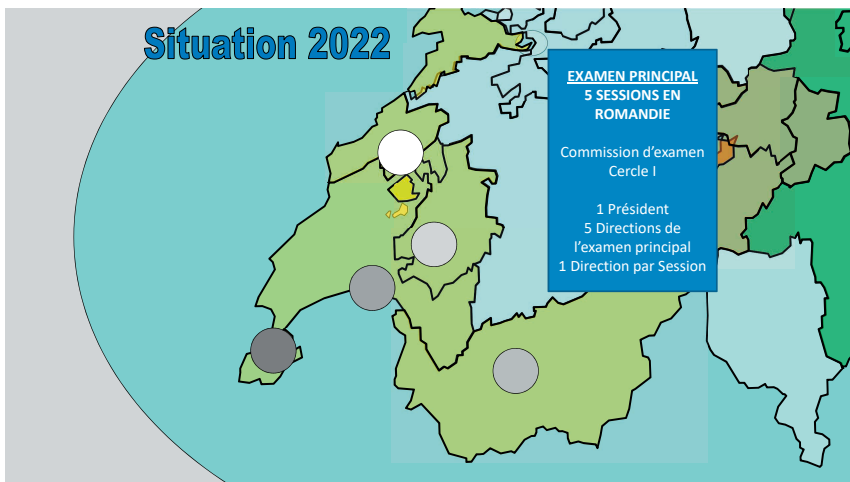


## Situation 2022

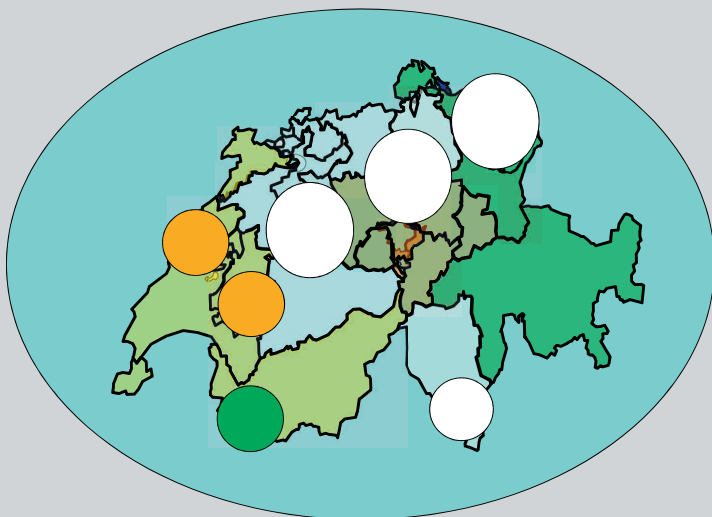
### EXAMEN PRINCIPAL 5 SESSIONS EN ROMANDIE

Commission d'examen  
Cercle I

1 Président  
5 Directions de  
l'examen principal  
1 Direction par Session



## Situation 2022

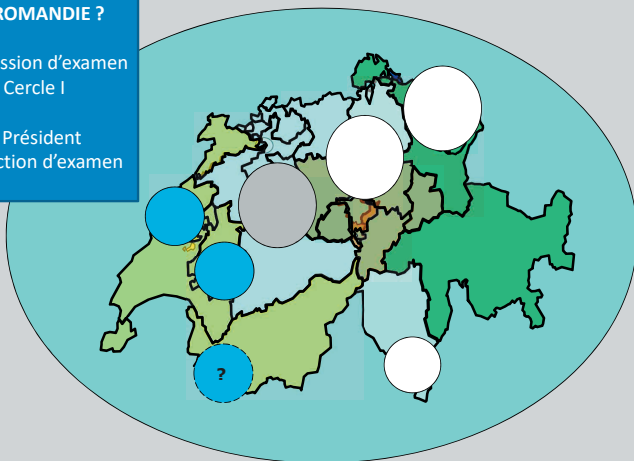


## Situation future ?

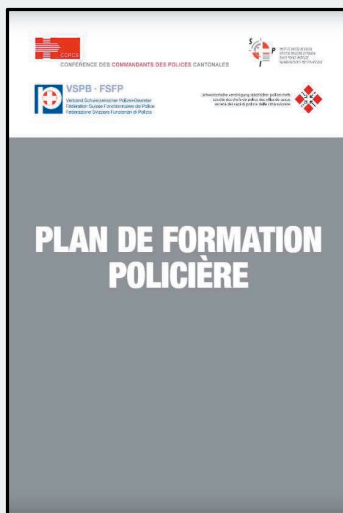
### 1 ECOLE MULTISITES EN ROMANDIE ?

Commission d'examen  
Cercle I

1 Président  
1 Direction d'examen



## ***PROGRAMME DE FORMATION ECOLE ROMANDE MUTI-SITES***



## Plan de formation policière



### 5.2 CADRES

*Programme de la première phase de formation*

La première phase de formation comprend env. 1200 périodes d'apprentissage (+ / - 10%) et peut prendre aussi bien la forme du présentiel que de l'apprentissage autonome ou d'autres méthodes. Cette phase comprend, en outre, des formations et stages spécifiques à chaque corps d'appartenance pour un total de 9 à 15 semaines, l'Examen de capacité opérationnelle (ECO), ainsi qu'un droit à des vacances (de 4 à 5 semaines).

La formation est basée sur le profil de qualification de policier (cf. ill. 3). Les tableaux suivants décrivent brièvement les aptitudes, la capacité à résoudre des problèmes et les compétences opérationnelles. La fourchette de périodes indiquée constitue une référence. Toute dérogation à cette règle doit être justifiée par les différents CRF ou leurs entités responsables au niveau régional.

## PROGRAMME ACTUEL

Première phase = Ecole 1<sup>ère</sup> année

EC	S1		JU NE	EC	JU NE	EC
EGP	S2		FR	EPG	FR	EPG
AP	S3		GE VD VS	AP	GE VD VS	AP

Spécificités Sites

Particularismes Corps


Stages Corps

Refresher ECO

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

## PROGRAMME ERMS

Première phase = Ecole 1<sup>ère</sup> année

S1		S1	JU NE	S1	JU NE	S1
S2	PLAN DE FORMATION POLICIÈRE	S2	FR	S2	FR	S2
S3		S3	GE VD VS	S3	GE VD VS	S3

2 phases

Phase 1  
60-80%

Phase 2  
100%

Spécificités Sites

Particularismes Corps

Stages Corps

Refresher ECO

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

# Présentation Grand Conseil

9 juin 2022



## Présentation UPAR Union Personnel des Agents de Renvois

- UPAR - Union Personnel des Agents de Renvois
  - Généralités
  - Activités de l'UPAR
- Assistant de sécurité publique 4
  - Historique
  - Accession à la fonction
  - Tâches et missions
- Problématiques
- Solutions
- Questions?





# Union Personnel des Agents de Renvois

## ➤ Généralités

- Association créée le 24 janvier 2018
- Association professionnelle sans but lucratif régie par des statuts et par les articles 60 et suivants du code civil
- Section de la F.S.F.P depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019
- Comité de 3 membres élus par l'Assemblée Générale
  - CARUANA David – Président
  - JORDAN Michaël – Vice-président et trésorier
  - MARTINEZ Yvan – Secrétaire Général
- 21 membres actifs



# Union Personnel des Agents de Renvois

## ➤ Activités de l'UPAR

- Représenter la fonction d'agent de renvois
- Défense des intérêts communs et individuels de nos membres
- Recherche de solutions à toutes les problématiques liées à la fonction
- Assurer un rôle de communication entre les différents corps de police et le département
- Valorisation du métier d'agent de renvois
- Protection des acquis sociaux



# L'assistant de sécurité publique 4

## ➤ Historique

- **BEAD** (Brigade des enquêtes administratives) Police Judiciaire  
De 1986 à 2012 – Préposés au refoulement sous l'entité de la police judiciaire, travail conjoint avec des inspecteurs
- **BLMI** (Brigade de lutte contre la migration illicite) Police Judiciaire  
2012 – Les préposés au refoulement deviennent ASP3
- **BRE** (Brigade Renvois) Police Internationale  
2015-2015 – Création de la fonction ASP4 2015 puis 2016 - rattachement à la Police Internationale et reprise complète de toutes les tâches effectuées par les inspecteurs de la PJ (domaine de la migration)
- **BMR** (Brigade Migration et Retour) Police Internationale  
2019 – Changement de dénomination

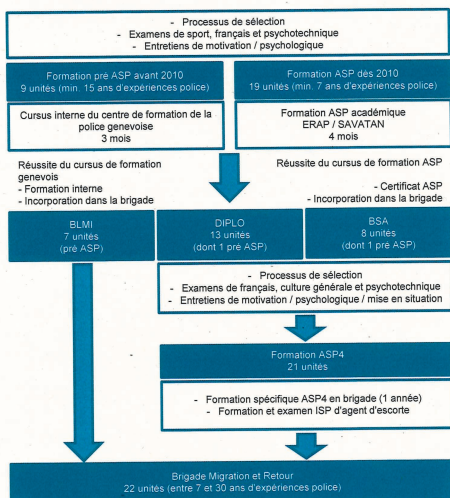


Union du Personnel des Agents de Renvois

5

# L'assistant de sécurité publique 4

## ➤ Accession à la fonction



6

# L'assistant de sécurité publique 4

## ➤ Tâches et missions

- Effectue toutes les tâches relatives aux rapatriements, extraditions et réadmissions dans les domaines de la LEI et LAsi
  - Contrôles d'usage et recherches d'informations avant rapatriement, identification des personnes (RIPOL, EUROPOL, SIS, Symic, Eurodac, Macs, etc..)
  - Effectue toutes les démarches administratives (auditions, commande de billets d'avion, de laissez-passer, etc...)
  - Enquêtes de terrain (observations, filatures)
  - Interpellations d'individus sur le domaine privé et sur la voie publique, interventions dans les centres de détention administrative et pénale (Frambois, Favra, Champ-Dollon, Brenaz, Curabilis)
  - Escortes terrestres, aériennes et maritimes (DEPA, VS)



Union du Personnel des Agents de Renvois

7

## Problématiques

- Le projet RASP ainsi que la modification LPol en cours d'élaboration sont une uniformisation des assistants de sécurité publique (ASP non armé et ASP armés), ce qui entrainera une rétrogradation de la fonction d'ASP4
- Le statut d'assistant de sécurité public 4 (ASP4), est unique en Suisse de part le fait que les missions de renvoi sont effectuées par des policiers dans les autres cantons. Ces derniers ne peuvent pas exercer leur métier ailleurs que sur le canton de Genève.
- Les conditions d'admission à la formation de base d'agent d'escorte de l'ISP, sont ; *être policières et policiers expérimentés*
- Lors de perquisitions, les ASP4 sont régulièrement confrontés à des personnes en situation irrégulière, des patrons d'entreprises et des logeurs qui violent les articles 115, 116, 117 de la LEI. Les ASP4 n'ont pas les prérogatives pour pouvoir traiter les faits constatés
- Les ASP4 travaillent conjointement avec des policiers, le plus souvent comme responsables de mission
- Le rattachement à la Police Internationale en 2016, a créé des incompréhensions de la part de notre hiérarchie du fait que les ASP4 travaillent civil, procèdent à des enquêtes et interviennent sur la voie publique. Des tensions sont omniprésentes du au manque de soutien de notre hiérarchie.
- Il n'existe actuellement aucun plan de carrière et aucune perspective d'évolution professionnelle



Union du Personnel des Agents de Renvois

8

## Solutions

- **Création d'une police des étrangers avec un statut propre**
  - Enquêteur de l'immigration
  - Module judiciaire en matière de LEI
  - Désengorger les autres services de police lors d'interpellations d'individu en situation irrégulière
  - Quitter la police internationale et rejoint la Cellule requérant d'asile (CRA) qui est rattachée à la Police de proximité ou la Police judiciaire
  
- **Passerelle vers le statut de policier à travers l'Institut Suisse de Police (ISP)**
  - Evolution professionnelle
  - Désengorger les autres services de police lors d'interpellations d'individu en situation irrégulière
  - Equité et uniformisation avec les autres cantons Suisse
  - Quitter la police internationale et rejoint la Cellule requérant d'asile (CRA) qui est rattachée à la Police de proximité ou la Police judiciaire



## Questions?





## DEMANDE D'AMENDEMENTS

Présentée par M. le Député Sébastien Desfayes

**Concerne: PL 12521**

### TEXTE

#### **Article 6 Composition de la police (nouvelle teneur)**

1. La police, dirigée par un commandant ou une commandante, est formée des deux corps suivants :
  - a) la gendarmerie ; et
  - b) la police judiciaire.
2. Les services d'appui facilitent l'action de la police et sont composés de :
  - a) la direction de la stratégie ;
  - b) la direction des ressources humaines ;
  - c) la direction du support et de la logistique ;
  - d) la direction des finances.

#### **Article 7 Commandement et état-major (nouvelle teneur)**

1. La commandante ou le commandant dispose d'un état-major composé des chefs ou des cheffes de la gendarmerie et de la police judiciaire, ainsi que d'un représentant ou d'une représentante des services d'appui.
2. L'état-major appuie la commandante ou le commandant dans la conduite de l'action de la police.

Signature

**Article 8 Tâches communes (Art. 7 du projet de loi modifié)**

1. Toutes les policières et tous les policiers :
  - a) agissent de leur propre initiative ou sur réquisition du Ministère public (art. 2, al. 3) ;
  - b) interviennent en cas de flagrant délit ;
  - c) assurent le traitement judiciaire des infractions.

**Article 11 al 4 (nouveau)**

La police judiciaire comprend des commissaires de police notamment chargés de la réponse d'urgence et de la prise de décisions en matière de procédure pénale et administrative.

**Article 12 (abrogé)**

Signature



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE  
Département de la sécurité, de la population et de la santé  
**Le Conseiller d'Etat**

DSPS  
Case postale 3952  
1211 Genève 3

**Par courriel**

Commission judiciaire et de la police  
Monsieur Sébastien Desfayes  
Président  
sebastien.desfayes@gc.ge.ch

402215-2022

Genève, le 28 juin 2022

**Concerne : Loi sur la police**

Monsieur le Président,

Je me réfère aux travaux de votre commission, relatifs à la loi sur la police (PL 12521).

N'étant malheureusement pas en mesure de participer à la séance du 30 juin 2022, eu égard à mes obligations protocolaires en ma qualité de président du Conseil d'Etat, je me permets de vous transmettre les réflexions et propositions du département.

Vous trouverez à cet égard, en annexe, une demande d'amendements, un tableau synoptique de la loi actuelle sur la police, comprenant les modifications du PL 12521, vos amendements, les commentaires du département, ainsi que ses propositions d'amendements. Je vous joins également le nouvel organigramme de la police, consécutif aux modifications proposées.

Aussi, je vous informe que j'ai demandé à Madame Monica Bonfanti, commandante, ainsi que Monsieur Luc Broch, chef des opérations et Monsieur Sébastien Grosdemange, secrétaire général adjoint de présenter les éléments techniques relatifs à ces amendements lors de la séance du 30 juin 2022.

De plus, je vous saurais gré de bien vouloir m'auditionner afin de pouvoir commenter plus avant chacune des propositions qui vous sont soumises, à l'occasion d'une prochaine séance de la commission.

Je vous souhaite bonne réception de la présente et vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Mauro Poggia

Annexes: ment.



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

**GRAND CONSEIL**

## DEMANDE D'AMENDEMENTS

Présentée par le département de la sécurité, de la population et de la santé

Concerne : PL 12521 – Projet de loi modifiant la loi sur la police (LPol) (F 1 05) (Améliorons le fonctionnement de la police genevoise ; pour une police au service de la population)

### TEXTE

#### **Art. 1 Missions** (inchangé)

<sup>1</sup> La Police cantonale de la République et canton de Genève (ci-après : la police) est au service de la population, dont elle reflète la diversité. Sa devise est : protéger et servir.

<sup>2</sup> En tout temps, le personnel de la police donne l'exemple de l'honneur, de l'impartialité, de la dignité et du respect des personnes et des biens. Il manifeste envers ses interlocuteurs le respect et l'écoute qu'il est également en droit d'attendre de leur part.

<sup>3</sup> Sauf dispositions légales contraires, la police est chargée des missions suivantes :

- a) assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics;
- b) prévenir la commission d'infractions et veiller au respect des lois, en particulier selon les priorités émises conjointement par le Conseil d'Etat et le Ministère public;
- c) exercer la police judiciaire;
- d) exécuter les décisions des autorités judiciaires et administratives;
- e) coordonner les préparatifs et la conduite opérationnelle en cas de situation exceptionnelle en vue de protéger la population, les infrastructures et les conditions d'existence;
- f) exercer les actes de police administrative qui ne sont pas dévolus à d'autres autorités.

#### **Art. 3 Gouvernance** (nouvelle teneur)

<sup>1</sup> La police est dirigée par un commandant (ci-après commandant) nommé par le Conseil d'Etat.

<sup>2</sup> Le Commandant est secondé:

- a) par un Chef d'Etat-major dont dépend l'ensemble des services d'appui de la police, et
- b) par un Chef des opérations dont dépend l'ensemble des services opérationnels.

#### **Art. 4 Organisation et hiérarchie** (nouvelle teneur)

Les services opérationnels sont organisés hiérarchiquement par grade.

#### **Art. 5 Equipement** (déplacé 19A)

Les membres du personnel de la police sont armés et équipés aux frais de l'Etat.



**Art. 6 Composition de la police (nouvelle teneur)**

La police comprend :

a) les services opérationnels, sous l'autorité du Chef des opérations, soit :

- 1° police-secours,
- 2° la police judiciaire,
- 3° la police internationale,
- 4° la police de proximité,
- 5° la police routière;

ainsi que la direction des opérations;

b) les services d'appui, sous l'autorité du Chef d'Etat-major :

- 6° la direction de la stratégie,
- 7° la direction des ressources humaines et de la formation,
- 8° la direction du support et de la logistique,
- 9° la direction des finances,

ainsi que la direction des services d'état-major.

c) abrogé

**Art. 7 Tâches communes, (déplacé et nouvelle teneur 15)**

Tous les policiers et agents de sécurité publique dans le cadre de leurs prérogatives :

- a) agissent de leur propre initiative ou sur réquisition du Ministère public (art. 2, al. 3) ;
- b) interviennent en cas de flagrant délit ;
- c) assurent le traitement judiciaire des infractions.

**Art. 8 Direction des opérations (nouvelle teneur)**

La direction des opérations :

- a) collecte, exploite et diffuse le renseignement;
- b) planifie et dirige les opérations de police, notamment celles impliquant plusieurs services ou concernant les événements majeurs; elle dispose de l'ensemble des services de police;
- c) assure des missions et interventions ponctuelles de prévention des infractions et de maintien de l'ordre et de la sécurité publics.

**Art. 9 Police-secours (inchangé)**

<sup>1</sup> Police-secours assure en tout temps et en tout lieu les interventions d'urgence nécessaires pour garantir la sécurité publique et pourvoir à la protection des personnes et des biens.

<sup>2</sup> Par sa présence visible, police-secours assure en outre une action permanente de prévention des infractions.

**Art. 10 Police judiciaire (inchangé)**

<sup>1</sup> La police judiciaire élucide les crimes et délits qui, en raison de leur gravité ou de leur complexité, nécessitent un travail d'enquête approfondi.

<sup>2</sup> A cet effet, la police judiciaire recourt notamment à la recherche et à l'analyse du renseignement opérationnel.

<sup>3</sup> La police judiciaire contribue en outre au maintien de l'ordre public dans des domaines spécifiques et traite les affaires transmises par les autres services de la police.

**Art. 11 Police de proximité (inchangé)**

<sup>1</sup> Par sa visibilité et ses partenariats durables avec la population et l'ensemble des institutions publiques et privées, notamment les communes, la police de proximité assure la prévention de la criminalité, selon les spécificités sociétales de chacun des secteurs dans lesquels elle est déployée.

<sup>2</sup> La police de proximité contribue à la cohésion sociale et procède par une approche de résolution de problèmes. Elle assure en outre la récolte du renseignement.

<sup>3</sup> Les postes de police concrétisent l'ancrage territorial de la police de proximité.

**Art. 12 Police internationale** (inchangé)

<sup>1</sup> La police internationale assure la sécurité des personnes, des biens et des lieux en lien avec les activités diplomatiques, consulaires et plus généralement internationales de Genève, ainsi que celle du site aéroportuaire.

<sup>2</sup> La police internationale accomplit les missions qui lui sont déléguées par la Confédération dans certains domaines de spécialisation, notamment en matière de migration

**Art. 13 Police routière** (inchangé)

<sup>1</sup> La police routière assure la sécurité des usagers des voies de circulation, surveille le trafic, et contribue à la fluidité de celui-ci.

<sup>2</sup> La police routière mène des actions de prévention et de dissuasion.

**Art. 14 Commissaires de police** (nouvelle teneur)

Les commissaires de police sont chargés de la réponse d'urgence et de la prise de décisions en matière d'événements concernant la police, ainsi qu'en matière de procédure pénale et administrative. Ils exécutent des tâches de police judiciaire.

**Art. 19 al. 1 let b** (nouvelle teneur)

<sup>1</sup> La police comprend 3 catégories de personnel :

- a) les policiers;
- b) les agents de sécurité publique;
- c) le personnel administratif

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat fixe, en fonction des bassins de populations concernés, les effectifs nécessaires aux services opérationnels pour accomplir leurs missions respectives, telles qu'elles résultent de la présente loi.

<sup>3</sup> Le statut des assistants de sécurité publique ainsi que du personnel administratif doté de pouvoirs d'autorité fait l'objet d'un règlement du Conseil d'Etat.

<sup>4</sup> A titre exceptionnel et pour une durée limitée, la police peut conclure des contrats de mandat auprès d'entreprises spécialisées pour effectuer des tâches spécifiques ou techniques.

**Art. 20 Commission du personnel** (inchangé)

<sup>1</sup> Il est institué une commission du personnel dont les membres représentent équitablement les intérêts de l'ensemble de celui-ci.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat fixe le nombre des membres de la commission, les modalités de l'élection à celle-ci et son mode de fonctionnement.

**Art. 22 Port de l'uniforme** (nouvel alinéa 1, décalage des anciens alinéas 1 et 2)

<sup>1</sup> Les policiers et les agents de sécurité publique des services opérationnels de la police portent l'uniforme, sauf dispositions exceptionnelles, et à l'exception des membres de la police judiciaire.

<sup>2</sup> Sauf dispositions contraires, le port intégral de l'uniforme par le personnel de la police qui en est équipé (art. 15) est obligatoire dès la prise de service.

<sup>3</sup> Le port abusif de l'uniforme ou d'un accessoire de l'équipement est interdit.

**Art. 24 Devoir de réserve et obligation de secret** (nouvel alinéa 1, inchangé pour les alinéas ss)

<sup>1</sup> Le personnel de la police est tenu au devoir de réserve.

<sup>2</sup> Il est tenu au secret pour toutes les informations dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions dans la mesure où la loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001, ou les instructions reçues ne lui permettent pas de les communiquer à autrui.

<sup>3</sup> L'article 73 du code de procédure pénale, qui fait obligation aux membres des autorités de poursuite pénale de garder le silence sur les faits qui parviennent à leur connaissance dans l'exercice de leur activité officielle, est réservé.

<sup>4</sup> L'obligation de garder le secret subsiste après la cessation des rapports de service.

<sup>5</sup> La violation du secret de fonction est sanctionnée par l'article 320 du code pénal suisse, sans préjudice du prononcé de sanctions disciplinaires.

<sup>6</sup> Le chef du département est l'autorité compétente pour lever le secret de fonction.

<sup>7</sup> Dans ses rapports avec les autres autorités de poursuite pénale et avec les tribunaux, au sens des articles 12 et 13 du code de procédure pénale, le personnel de la police n'est pas tenu au secret de fonction.

## **Art. 29 Obsèques, abrogé**

### **Art. 31 Formation et développement personnel (inchangé)**

<sup>1</sup> Une école de formation est organisée pour les candidats aux fonctions de policier et d'assistant de sécurité publique.

<sup>2</sup> A ses débuts, le candidat prend l'engagement écrit de servir dans la police durant 3 ans au moins dès sa nomination. S'il démissionne ou si, par sa faute, les rapports de service prennent fin avant l'expiration de ce délai, il est tenu de rembourser, sauf circonstances particulières, une partie des frais que sa formation a occasionnés à l'Etat, proportionnée à la durée du temps de service.

<sup>3</sup> La formation continue constitue une obligation pour le personnel de la police. Elle est conçue de manière à favoriser la mobilité interne, notamment l'accès aux fonctions de cadre pour les personnes qui ont ou sont en mesure d'acquérir les compétences requises.

<sup>4</sup> Des formations spécialisées sont dispensées en fonction des besoins du service et des souhaits de développement personnel des personnes concernées.

<sup>5</sup> Les formations sont adaptées à l'accomplissement des diverses missions de police et tiennent compte de leur évolution et du contexte sécuritaire et social genevois.

### **Art. 34 Affectation du personnel (inchangé)**

Le commandant, après consultation de la direction des ressources humaines, décide de l'affectation des membres du personnel selon les aptitudes de ceux-ci et les besoins de la police. Il tient également compte, dans la mesure du possible, des souhaits des personnes concernées.

### **Art. 37 Compétence (inchangé)**

<sup>1</sup> Le chef du service concerné, au sens de l'article 6, prononce le blâme; le commandant inflige les services hors tour.

<sup>2</sup> Le chef du département est compétent pour prononcer la réduction de traitement pour une durée déterminée et la dégradation pour une durée déterminée; la révocation est prononcée par le Conseil d'Etat.

### **Art. 38 Procédure (inchangé)**

<sup>1</sup> Le chef du département et le commandant peuvent en tout temps ordonner l'ouverture d'une enquête administrative. La personne intéressée en est immédiatement informée.

<sup>2</sup> Lors de l'enquête, la personne concernée doit être entendue par le commandant ou par un chef de service, au sens de l'article 6, désigné par lui. Elle est invitée à se déterminer sur les faits qui lui sont reprochés et peut se faire assister d'une personne de son choix.

<sup>3</sup> A la fin de l'enquête, les résultats de celle-ci et la sanction envisagée sont communiqués à l'intéressé afin qu'il puisse faire valoir ses observations éventuelles.

<sup>4</sup> Dans l'attente d'une enquête administrative ou pour répondre aux besoins du service, la personne mise en cause peut immédiatement être libérée de son obligation de travailler.

**Art. 40 Procédures simplifiées (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> En cas de sanction envisagée, le commandant et le département peuvent renoncer à l'ouverture d'une enquête administrative et se limiter à entendre ou faire entendre le collaborateur sur les faits qui lui sont reprochés.

<sup>2</sup> Pour toutes les sanctions, jusqu'à la prise de décision, notamment si le membre du personnel concerné reconnaît les faits reprochés, l'autorité compétente peut convenir avec celui-ci d'une sanction disciplinaire, de modalités de départ ou de toute autre mesure.

**Art. 62 Organe de médiation (inchangé)**

<sup>1</sup> L'organe de médiation de la police se compose du médiateur principal et de ses adjoints.

<sup>2</sup> Il est chargé :

- a) d'entendre les justiciables qui s'estiment lésés par l'action de la police;
- b) d'entendre les membres de la police qui s'estiment lésés dans l'exercice de leur fonction;
- c) de procéder à des tentatives de médiation;
- d) d'assurer une bonne compréhension par le public du travail de la police.

<sup>3</sup> La confidentialité préside aux activités de l'organe de médiation, qui peut faire part de recommandations adressées au commandant et rend compte de son activité au chef du département.

Audition Grand-Conseil  
Commission judiciaire et de la police  
15 septembre 2022



### PROJETS DE RÉVISION DE LA LPOL

A l'étude des projets de loi ou des motions visant à améliorer la LPol, nous avons relevé les points suivants :

PL 12218 Nous partageons le constat de base de ce projet de loi, à savoir que la formation n'a pas gagné en qualité et que cela ressemble à un nivellement par le bas. En effet ce sont les connaissances et savoir-faire spécifiques qui disparaissent lors d'une standardisation. Par ailleurs si nous coïncidons sur le fait que la police judiciaire avec ses spécificités doit être traitée à part ; nous pensons qu'il en va de même avec la police de proximité.

PL 12521 Concernant la proposition à l'**art. 9** ; celle-ci réduit l'appellation de « policier » aux détenteurs d'un brevet fédéral. Au-delà du sens étymologique du substantif « policier », nous attirons votre attention sur le fait que bon nombre des policiers cantonaux ne sont pas en mains d'un brevet fédéral de policier mais d'un apprentissage dont la validation des acquis a débouché sur une équivalence.

Concernant l'**art. 10**, comme évoqué en réaction au PL 12218, nous pensons que la police de proximité est par définition incompatible avec la notion d'urgence que police secours ou la police routière rencontrent lors de la plupart de leurs engagements.

Nous saluons la proposition faite à l'**art. 20, al. 3** instaurant un dialogue social régulier.

A l'**art. 31** il est proposé de rapatrier la formation à Genève ce qui nous paraît fort convenant en termes de recrutement et de qualité de vie des aspirants ainsi que de qualité et de coûts de la formation.

Nous attirons cependant votre attention sur le fait qu'en l'état, d'après nos derniers échanges avec l'ISP, le CFPS ne serait pas un centre d'instruction reconnu au niveau helvétique.

Concernant le tronc commun nous pensons qu'il permettra d'harmoniser la compréhension et le fonctionnement entre les services et que, suivi d'une spécialisation il permettra à chacun d'atteindre l'excellence dans son domaine de compétence.

PL 12648 Nous pensons également que le terme historique « gendarmerie » bénéficie d'un prestige et d'une reconnaissance. Par ailleurs cet usage permettrait de réduire la confusion auprès de la population qui ne sais plus toujours à qui elle a affaire.  
Comme évoqué plus haut nous pensons effectivement qu'une distinction est à faire entre la police judiciaire et police secours ; il nous semble que les mêmes écarts existent entre ce dernier service et la police de proximité.

Audition Grand-Conseil  
Commission judiciaire et de la police  
15 septembre 2022



**POLICE DE PROXIMITÉ**

L'ISP décrit la police de proximité comme étant le regroupement de l'ensemble des moyens de police affectés au renforcement de la sécurité du citoyen dans son environnement immédiat. Elle doit créer les conditions favorables à une amélioration de la qualité de vie et à son développement.

Il s'agit donc d'une stratégie de résolution préventive et durable des problèmes. Elle doit être mise en place par des personnes travaillant dans cet état d'esprit et dotées d'une formation optimale.

Police-secours ne participe pas au processus de restauration du sentiment de sécurité. Faisant face à une pénurie de personnel elle n'en a pas le temps : elle circule en voiture d'une réquisition à une autre, répondant aux appels de la CECAL et poursuivant les auteurs d'infractions. Ils n'ont que rarement le loisir de travailler à l'initiative ou de trouver une solution pérenne à une problématique.

La PolProx cantonale devait remplir ce rôle, partiellement en doublon de certaines missions déjà attribuées aux communes. Hors à ce jour, dans son bilan de mise en œuvre de la LPol, le département partage notre constat d'un service maintenu à mal au sein d'une police courant après le temps et les réquisitions :

*« La police de proximité cantonale traite un grand nombre d'affaires qui décharge les autres services. Elle assume également ce rôle de traitement des affaires au profit des polices municipales. Le Pouvoir judiciaire souligne également l'efficacité de son travail. Or, depuis sa création, Pol Prox a toujours été sous dotée et a toujours dû collaborer étroitement avec police secours, afin de maintenir l'exploitation et l'ouverture des postes. »*

A la lecture de ces éléments il n'est pas surprenant que « la coordination entre la police de proximité et les dix-sept polices municipales du canton, qui en 2016 ont reçu de nouvelles prérogatives judiciaires, suscite toujours quelques tensions. » En effet dans l'état actuel, malgré la qualité des effectifs la constituant, la PolProx cantonale n'est pas en mesure de répondre aux demandes des communes. Si la PolProx reste sous l'égide de la même direction qui gère le volet « urgences » de la police, celles-ci paraissant toujours plus importantes que la prévention, les policiers initialement dévolus à la PolProx se retrouveront systématiquement affectés à une autre tâche. Soit pour répondre directement aux réquisitions, soit pour suppléer PolSec dans des « basses besognes » administratives ou d'avant-poste afin que ceux-ci répondent aux urgences.

A notre sens la PolProx cantonale, doit être le point d'entrée des polices municipales. Un coordinateur qui partage les informations « canton ↔ communes » et diffuse, les éléments collectés par le travail de proximité et de terrain des policiers municipaux aux services concernés, afin que ceux-ci puissent mettre en œuvre les actions nécessaires.

En effet, selon la description de l'ISP, la police municipale est à ce jour le corps qui incarne réellement le concept de police de proximité. Ce sont bien les APM qui occupent le terrain, clairement identifiables par leurs uniformes et accessibles à la population qu'ils connaissent. Familier du quartier et de ses différents acteurs, le policier municipal est le premier interlocuteur qui récolte les informations et doit donner une première réponse aux attentes.

Nous pensons que pour que le dispositif soit efficient PolProx doit être protégée du phénomène d'aspiration des effectifs par PolSec. Quitte à ce qu'une partie de l'effectif soit basculé en PolSec mais que les éléments dévolus à la PolProx ne soient plus intermittents mais un point d'entrée fixe pour la police municipale.

Audition Grand-Conseil  
Commission judiciaire et de la police  
15 septembre 2022



Les éléments de la police de proximité sont ancrés aussi bien à l'interne, qu'à l'externe. Il est important que la police municipale connaisse les processus de la police cantonale et sachent y faire appel pour la résolution de problèmes ainsi que pour une bonne identification et récolte des informations. C'est pour cette raison que les APM devraient bénéficier d'une formation plus large offrant une meilleure vue d'ensemble. Le tronc commun de formation de la police cantonale pourrait répondre à ce besoin.

Il faudra définir les missions de la police municipale, définir les outils nécessaires à son accomplissement, puis en déduire quelles formations sont indispensables et enfin quelles formations offrent une meilleure compréhension du système. Cela permettra de donner une réponse satisfaisante à la population qui doit rester au centre de la réflexion.

Lors de cette distribution des missions, la police municipale peut reprendre d'autres tâches de la police cantonale pour autant que celles-ci ne les éloignent pas du concept de police de proximité. Des exemples de missions qui ne détonnent pas avec celui-ci seraient l'accueil à la population, des prises de PlaX, ou des renseignements au TPAE sur des personnes identifiées comme étant en détresse... etc. En revanche des commandements de payer, des mandats d'amener, des escortes d'ambulances ou des convois de détenus, seraient des tâches qui éloigneraient les policiers municipaux de leur sujet, mettant à bas le travail de police de proximité.

En conclusion, il nous paraît essentiel de concevoir la police de proximité comme un ensemble en soi. Il sied définir le futur de la police municipale et son articulation avec PolProx qui serait le coordinateur de cet ensemble cohérent et le canal de liaison avec la police cantonale.

Audition Grand-Conseil  
Commission judiciaire et de la police  
15 septembre 2022



**COMPARAISON Police Secours / Police de Proximité**

	<b>Police Secours</b>	<b>Police de Proximité</b>
<b>Que fait la police ?</b>	Les policiers sont principalement déployés pour intervenir suite à un délit ou une réquisition. L'occupation du terrain dépend de l'action adverse.	Les APM sont actifs dans la résolution de problèmes sur le long terme et identifient les phénomènes afin de pouvoir donner une réponse ciblée avec une évaluation de l'action. Leur déploiement correspond à un ancrage territorial.
<b>Quelles sont les priorités ?</b>	La réponse aux réquisitions venant de la CECAL.	Les problèmes qui troublent le plus les communiers.
<b>Quel est le rôle de la police ?</b>	Centrer ses efforts sur la cessation de l'infraction.	Une approche plus large centrée sur la résolution à long terme des problèmes.
<b>Quelle est la mesure d'efficacité de la police ?</b>	L'identification des auteurs et leur sanction.	La diminution durable des infractions et la prévention des délits.
<b>Qu'est-ce qui détermine l'efficacité ?</b>	La rapidité de l'intervention.	La diminution des infractions.
<b>Quelles sont les relations avec les autres services publics ?</b>	Les policiers ont des relations circonstanciées avec les autres services publics.	Les APM sont un service parmi plusieurs autres, responsable d'améliorer la qualité de vie.



Audition Grand-Conseil  
Commission judiciaire et de la police  
15 septembre 2022



### **EVOLUTION DES COMPÉTENCES DE LA POLICE MUNICIPALE SUR 20 ANS**

#### **Compétences de 2001 à 2009 : Agent de sécurité municipale – école de formation de 3 mois**

- LCR - Etablissement des amendes d'ordre (stationnement et roulant)
- LASM/RASM - Assurer une présence visible auprès des écoles, commerces et parcs des communes
- LChiens/RChiens (rapport de dénonciation)

#### **Compétences de 2010 à 2013 - école de formation de 6 mois**

- Changement de titre d'ASM à APM.
- LCR - Etablissement des amendes d'ordre (stationnement et roulant) – Etablissement de rapports de dénonciation, renseignement.
- LGD/RGD, LPR/RPR - Amendes administratives pour des infractions constatées.
- \*LAPM/RAPM - Contrôle de personne majeure et mineure (palpation de sécurité + identité) - Assurer une présence visible auprès des écoles, commerces et parcs des communes.
- LRDBH/RRDBH, LVEBA/RVEBA, LChiens/RChiens, LIF/RIF, LDPu/RUDP, LPG, RPSS, RTP, RBains, LRoute
- Formation continue (FOCO)
- LCR, LArm, LEI, LStup – Etablissement des rapports d'interpellation en vue d'une remise de personne à la Police cantonale.

#### **Compétences de 2013 à 2016 - école de formation de 7 mois**

- LCR - Etablissement des amendes d'ordre (stationnement et roulant) – Etablissement de rapports de dénonciation, \*contravention, renseignement ;
- LGD/RGD, LPR/RPR - Amendes administratives pour des infractions constatées
- LAPM/RAPM - Contrôle de personne majeure et mineure (palpation de sécurité + identité) - Assurer une présence visible auprès des écoles, commerces et parcs des communes
- \*LRDBH/RRDBH, LVEBA/RVEBA, LChiens/RChiens, LIF/RIF, LDPu/RUDP, \*LaLCR/RaLCR, LPG, RPSS, RTP, RBains, LRoute
- \***Mise en application de la directive D6 le 1<sup>er</sup> mars 2016 du Procureur Général Olivier JORNOT - traitement des affaires judiciaires suivantes :**

*Loi fédérale sur les armes (LArm) détention (arme à feu, couteau prohibé, gaz lacrymogène, etc.)*

*Loi fédérale sur la circulation routière (LCR) : conduite d'un véhicule automobile en état d'ébriété simple / qualifiée ; conduite d'un véhicule automobile sous l'emprise de stupéfiants ; sous retrait du permis de conduire ; sous défaut de permis de conduire ; sous défaut d'assurance RC, etc.)*

*Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) : séjour illégal, incitation à l'entrée, à la sortie ou au séjour illégal, exercice d'une activité lucrative sans autorisation, emploi d'étranger sans autorisation et l'hébergement*

- Loi fédérale sur les stupéfiants (LStup) : détention et consommation (drogue douce -marijuana, haschich / drogue dure - cocaïne, héroïne, etc.)

Audition Grand-Conseil  
Commission judiciaire et de la police  
15 septembre 2022



**Compétences de 2017 à ce jour - école de formation de 8 mois**

- LCR - Etablissement des amendes d'ordre (stationnement et roulant) – Etablissement de rapports de dénonciation, contravention, renseignement
- LGD/RGD, LPR/RPR - Amendes administratives pour des infractions constatées
- LAPM/RAPM - Contrôle de personne majeure et mineure (palpation de sécurité + identité) - Assurer une présence visible auprès des écoles, commerces et parcs des communes
- LRDBHD/RRDBHD, « LVEBA/RVEBA », LTGVEAT/RTGVEAT, LChiens/RChiens, LIF/RIF, LDPu/RUDP, LaLCR/RaLCR, LPG, \*RSTP, RBains, LRoute
- Formation continue (FOCO)
- **Mise en application de la directive D6 le 1<sup>er</sup> mars 2016 du Procureur Général Olivier JORNOT - traitement des affaires judiciaires suivantes :**
  - Loi fédérale sur les armes (LArm)** détention (arme à feu, couteau prohibé, gaz lacrymogène, etc.)*
  - Loi fédérale sur la circulation routière (LCR)** : conduite d'un véhicule automobile en état d'ébriété simple / qualifiée ; conduite d'un véhicule automobile sous l'emprise de stupéfiants ; sous retrait du permis de conduire ; sous défaut de permis de conduire ; sous défaut d'assurance RC, etc.)*
  - Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI)** : séjour illégal, incitation à l'entrée, à la sortie ou au séjour illégal, exercice d'une activité lucrative sans autorisation, emploi d'étranger sans autorisation et l'hébergement*
- Loi fédérale sur les stupéfiants (LStup) : détention et consommation (drogue douce -marijuana, haschich / drogue dure - cocaïne, héroïne, etc.)

En sus de la formation de base dispensée par le CFPS chaque commune met en place son propre protocole de formation pratique des agents fraîchement promus. Ils sont considérés comme des stagiaires pendant les premiers mois ou années au cours desquelles des cadres les évaluent régulièrement. Pendant ce temps-là la plupart des communes complètent la formation des agents avec des cours de résolution de problèmes et de médiation, notamment.

## ANNEXE 12



Route des Jeunes 12  
CH-1212 Grand-Lancy

☎ 022 920 18 08

✉ [upcpgeneve@upcp.ch](mailto:upcpgeneve@upcp.ch)

Monsieur Sébastien DESFAYES  
Président de la Commission  
Judiciaire et de la Police  
Grand Conseil  
Rue de l'Hôtel-de-Ville 2  
Case postale 3970  
1211 Genève 3

Envoi par courriel

Lancy, le 19 août 2022

**Concerne : amendement général du DSPS à la loi sur la police**

Monsieur le Président de la Commission Judiciaire et de la Police,

Mesdames et Messieurs les Commissaires,

Chères et Chers Député(e)s,

Par le présent, les syndicats de police SPJ et UPCP vous livrent leur analyse de l'amendement général de la LPol déposé en juin 2022 par le DSPS. D'avance, nous vous remercions pour l'intérêt que vous voudrez bien y porter et nous nous tenons bien évidemment à votre entière disposition pour toute précision.

Ce document, qui sera un support à notre audition courant septembre 2022, se compose premièrement d'un rappel historique avec des remarques préjudicielles, suivi de commentaires sur l'amendement général, article par article, puis de prises de position sur les observations formulées par le DSPS sur le PL 12521

**Préambule : historique et remarques**

La LPol est entrée en vigueur en 2016. Dès le début, les syndicats de police ont annoncé quels en étaient les risques. Malheureusement, ils ont eu raison : perte d'attractivité de la profession; nivellement vers les bas des candidats; formation unique militaire, inadaptée et surtout lacunaire; multiplication et gonflement des directions; diminution dangereuse des effectifs dans le terrain; silos multiples et hermétiques mis en concurrence; perte du sens

des missions; policiers démoralisés; perte d'efficacité de la police au détriment du justiciable.

En mai 2019, le PL12521 - visant à amender la LPol - a été déposé auprès de la Commission Judiciaire et de la police du Grand Conseil (Com Jud). Ce projet a été élaboré par des femmes et des hommes de diverses couleurs politiques, élus, avocats ou policiers, animés par la volonté unique de rendre à la police son attractivité, une formation adéquate et pointue, une organisation claire, des missions claires, des effectifs suffisants sur le terrain et une qualité de service à la hauteur de ce que les Genevois sont en droit d'attendre.

Ce projet de loi a semble-t-il reçu un accueil enthousiaste des députés, mais malheureusement, ces derniers ont dû mettre en veille son étude. En effet, le DSPS de Monsieur Poggia - qui estimait alors déjà qu'il n'appartient pas au législatif de décider du sort de la LPol - a ordonné un audit sur la loi et ses résultats ; "travail" qui fut mené durant au moins deux ans par Monsieur Vautravers.

Les syndicats de police se sont alors inquiétés du sérieux coup de frein ainsi imposé aux élus et ont exprimé leurs doutes s'agissant du choix de Monsieur Vautravers ainsi que de l'objectivité de ses "travaux". Ils ont même pu prédire que les conclusions de ces derniers glorifieraient la LPol et conduiraient au mieux à des aménagements cosmétiques de la loi.

Le 3 février 2022, les syndicats de police ont été entendus par les députés de la Com Jud, manifestement et fort heureusement résolus à relancer leurs travaux sur le PL12521.

Cependant à la fin juin 2022, le DSPS a déposé - à la hâte - un amendement général de la LPol, fruit de plus de deux ans de "labeur".

Cela nous amène à formuler les remarques suivantes :

- Les syndicats de police s'indignent tout d'abord de ne jamais avoir été consultés par le DSPS s'agissant de cet amendement général à la LPol ; il doit s'agir d'une première historique.
- Nous sommes pour le moins surpris par cette volonté soudaine du DSPS (et de la direction de la police) de modifier la LPol que ces derniers ont jusqu'ici toujours défendue, prétendant qu'elle ne posait aucun problème, bien au contraire.
- Les syndicats de police sont également interpellés par le "timing" de cette proposition déposée fin juin 2022, soit juste avant la pause estivale et ce, alors que la Com Jud se penchait avec intérêt sur le projet de loi (PL12521) visant à amender la LPol.
- Les syndicats de police sont bien évidemment indignés par la maigreur cosmétique de cet amendement général et déposé à la va-vite. Un amendement de toute évidence bâclé et qui, sans surprise, fait fi de tous les défauts de la LPol constatés jusque-là, lesquels ont gravement abîmé un service public devenu aujourd'hui incapable de livrer aux citoyennes et citoyens la prestation de qualité à laquelle ces derniers ont droit.

- Les syndicats de police dénoncent le but unique et mal dissimulé du dépôt de cet amendement général par le DSPS, à savoir : faire barrage coûte que coûte au PL12521 en empêchant les élus de se prononcer à son sujet. Un amendement général qui - s'il devait être voté - ne résoudrait en rien les dysfonctionnements de la police, voire même aggraverait ces derniers.
- Les stratégies déployées par le DSPS depuis 2019 dans le contexte de la LPol sont autant choquantes qu'elles sont incompréhensibles et elles nous laissent aussi indignés que perplexes. Comment ne pas y voir du mépris à l'égard des policiers, des citoyens, et du pouvoir législatif ? Comment ne pas être exaspérés, sinon révoltés, par l'inertie voulue par le DSPS ? Une inertie qui a jusqu'ici été trop longtemps maintenue au préjudice des citoyens qui méritent un service de qualité.

### **Observations sur l'amendement général du DSPS**

#### **Art. 3 Gouvernance (nouvelle teneur)**

C'est avec surprise et satisfaction que nous constatons la suppression du conseil consultatif de sécurité, organe que nous décrions depuis 2014, dont le DSPS nous assurait pourtant l'utilité et la nécessité.

Alors que nous critiquons le nombre d'échelons hiérarchiques induits par la LPol, le DSPS propose d'en rajouter un. Cela interpelle et amène les questions suivantes :

- Quid du rôle et de l'utilité du Commandant ?
- Quid du cahier des charges du chef d'Etat-major et de sa classe de traitement ?
- Quid du cahier des charges du chef des Opérations et de sa classe de traitement ?

Nous ne percevons pas qui commande, et surtout, cela n'a aucun sens si les services et leurs états-majors respectifs sont préservés. Les propositions du DSPS démontrent l'échec de l'organisation de la police en services.

#### **Art. 4 Organisation et hiérarchie (nouvelle teneur)**

Cette reformulation ne veut rien dire, car un système organisé par grade ne peut être que hiérarchique. Elle fait abstraction de l'organisation des services d'appui où de nombreux policiers sont pourtant en fonction.

#### **Art. 5 Equipement (déplacé 19A)**

Pas de commentaire.

#### **Art. 6 Composition de la police (nouvelle teneur)**

Le DSPS ne fait que confirmer ce que nous affirmons depuis 2014 : il est inutile de préciser dans une loi les différents services d'un office. Dans la suite du raisonnement du DSPS, la Police doit être composée de la gendarmerie, de la police judiciaire et de services d'appui. Pour le surplus, nos commentaires de l'article 3 s'appliquent également à cet article.

#### Art. 7 Tâches communes, (déplacé et nouvelle teneur 15)

A notre connaissance, à l'instar des agents de police municipale, les assistants de sécurité publique ne peuvent pas agir de leur propre initiative.

Le personnel ASP est au bénéfice d'un certificat d'assistant de sécurité publique, selon le portail de l'Institut suisse de police. Selon le site internet de l'académie de Savatan, qui dispense cette formation, un ASP peut être engagé en qualité d'aide de police en appui aux unités d'intervention et de circulation routière, de convoyeur de détenus, de garde d'objets, de garde de parc, de collaborateur des centrales d'engagement et centres d'intervention.

Dans les portails que nous avons pu consulter, la terminologie pour les ASP est : « assistant de sécurité publique » et non « agent de sécurité publique ».

#### Art. 8 Direction des opérations (nouvelle teneur)

Nous déplorons une redondance entre l'article 3 et l'article 8. A l'heure de la rédaction de ces lignes, le chef des opérations planifie et dirige les opérations de police, notamment celles impliquant plusieurs services ou lors d'événements majeurs et dispose de l'ensemble des services de police à cet effet.

Cela démontre l'inefficacité d'une organisation de la police par missions et plaide en faveur d'une organisation composée de deux corps, gendarmerie et police judiciaire.

Le libellé de cet article nous intrigue au regard de la proposition du DSPS pour l'article 3, renforçant la désagréable impression de cosmétique de cet amendement général. On peut s'interroger sur les ressources dont dispose le chef des opérations pour diriger tous ces services opérationnels.

#### Art. 9 à 13 (teneur inchangée)

Le DSPS s'entête à vouloir diviser la police en services définis par missions. Un policier, s'il est bien formé, à la compétence de mener chacune de ces missions. Compartimenter l'activité du policier en services hermétiques contribue lourdement à la perte d'attractivité du métier de policier.

#### Art. 14 Commissaires de police (nouvelle teneur)

Pas de commentaire.

#### Art. 19 (nouvelle teneur)

Sur le portail de l'ISP, nous n'avons trouvé aucune trace de l'appellation agent de sécurité publique. L'alinéa 4 démontre le manque de moyens à disposition de la police induits par la LPol. Avant cette dernière, ce recours n'était pas nécessaire.

#### Art. 22 Port de l'uniforme

Nous n'adhérons pas aux arguments du DSPS qui accepte une abrogation et qui reformule cet article.



#### Art. 24 Devoir de réserve et obligation de secret

Le DSPS n'a manifestement pas saisi le principe de la séparation des pouvoirs. Si le principe de la subordination s'applique dans les activités de police administratives, cela n'est pas le cas dans les activités de police judiciaire.

Il sied de relever les ordres du Procureur général aux polices municipales, directive D6 du ministère public : « Lorsque des agents de la police municipale (APM) exécutent des tâches de police judiciaire, ils ne peuvent recevoir des instructions que du Ministère public ou de la police. Les autorités communales ne sont pas autorisées à donner aux APM des instructions sur l'exécution des tâches de police judiciaire ».

Dans certaines procédures pénales, des magistrats donnent précisément comme consigne de ne pas tenir informé la hiérarchie du déroulé d'une enquête et l'IGS fonctionne notamment sur ce principe.

#### Art. 29 Obsèques, abrogé

Nous sommes choqués d'apprendre la suppression de cet article par le biais d'un amendement général. Cela illustre tout le respect qu'à le DSPS pour le dialogue social, les organisations représentatives du personnel et ce dernier.

Il sied de préciser qu'il s'agit d'un article qui avait été accepté à l'unanimité de la Com Jud. Le DSPS n'indique pas où cette obligation, qui devient morale, devrait figurer.

#### Art. 31 Formation et développement personnel (inchangé)

Nous citons le député Murat Alder, dans la Motion M2540-A "[...] chaque canton connaît des réalités différentes dans ce domaine-là [l'organisation], car chaque canton a des réalités démographiques différentes et des besoins sécuritaires différents. [...]".

C'est précisément pour répondre à ces besoins que la formation des policiers doit se faire à Genève. Relevons qu'actuellement la police genevoise n'a pas connaissance des détails de la formation dispensée à ses aspirants à Savatan.

Rappelons qu'avant la formation de Savatan, la formation unique des policiers genevois se déroulait à Carouge, au centre de formation de la police (CFP). Cette formation tenait compte des spécificités cantonales et métiers, de la Police judiciaire comme de la Gendarmerie.

En 2015, près de 50 gendarmes et inspecteurs ont été formés ensemble (école unique) pendant une année, puis ont effectué 18 mois de stage. En parallèle, décalée de 6 mois, une école de 30 policiers ainsi que la formation des APM étaient assurées.

Ainsi, en 2015, une vingtaine de policiers étaient affectés à la formation de base et continue du personnel. Aujourd'hui nous en dénombrons 33, dont 16 cadres, (11 à Savatan et 22 au CFP).

Pour conclure, un retour de la formation des policiers genevois au CFP rendrait au métier son attractivité, serait plus adaptée, coûterait moins cher et permettrait à la police de retrouver son efficacité.

## Observations du DSPS sur le PL 12521

### Art. 1 Missions

La proposition du PL 12521 ne prétend pas être exhaustive s'agissant des missions de la police, au risque d'en oublier. C'est le défaut de l'art. 1 actuel. La formulation du PL 12521 est bien plus pertinente juridiquement et plus moderne.

### Art. 9 Policières et policiers

Le DSPS introduit une confusion en évoquant la fonction des policiers. Premièrement, le statut des policiers genevois dépend de leur engagement au service de l'État. Deuxièmement, les contours de leur formation et la validation de cette dernière dépendent eux de l'ISP (brevet fédéral ou la certification de son équivalence). Ces deux conditions doivent être réunies (être titulaire du brevet fédéral et être nommé par le Conseil d'État) pour qu'un policier puisse exercer ses prérogatives au service de la République et canton de Genève.


### Art. 20 Commission du personnel (inchangé)

Le DSPS se trompe lorsqu'il prétend que la proposition du PL 12521 interfère avec le fonctionnement des commissions officielles ; il ne s'agit pas d'une disposition nouvelle mais de la reprise du règlement instituant une commission paritaire des membres du corps de police F 1 05.04, lequel a été abrogé à l'entrée en vigueur de la LPol.

L'argument du DSPS est vide de sens, car quand il s'agit de créer une commission du personnel, l'Etat met systématique en avant le fait que les syndicats et les commissions du personnel ne sont pas en concurrence mais complémentaires.

Nous ne savons pas à quel lieu le DSPS fait référence lorsqu'il parle de la concertation entre le département en charge de la sécurité et les associations représentatives du personnel. S'agissant du dialogue social, celui-ci, d'un point de vue institutionnel, est inexistant. L'amendement général commenté dans ces quelques lignes en est la démonstration.

Nous vous adressons, Monsieur le Président de la Commission Judiciaire et de la Police, nos distinguées salutations et nous réjouissons de répondre à vos questions lors de notre audition.



Marc BAUDAT  
Président UCP



Michaël BERKER  
Vice-président SP





## EXAMENS ET CERTIFICATIONS

La gestion administrative des examens fédéraux (Examen professionnel Policier/Poliçière avec brevet fédéral, Examen professionnel supérieur Policier/Poliçière avec diplôme fédéral) et de la certification des Assistants-e-s de sécurité publique (ASP) est confiée par l'organe responsable au Centre de coordination de l'ISP.



NATIONALE BILDUNGSPLATTFORM POLIZEI **NBPP**  
 PLATEFORME NATIONALE DE FORMATION POLICIERE **PNFP**  
 PIATTAFORMA NAZIONALE DELLA FORMAZIONE DI POLIZIA **PNFP**  
 NATIONAL POLICE EDUCATION PLATFORM **NPEP**



## OFFRE DES COURS

L'offre des cours donne un aperçu complet des formations policières en Suisse. Les données sont constamment mises à jour pour que l'utilisateur puisse toujours y trouver les informations les plus actuelles.

Par l'intermédiaire de la plateforme d'inscription, les responsables de formation peuvent inscrire des participants de leurs corps, ainsi que mettre en ligne leurs propres cours et formations.

## ASP – Expert·e·s aux examens / cours de base (phases 1 et 2)

### Public cible

Les nouvelles expertes et les nouveaux experts qui œuvrent déjà ou qui œuvreront dans le cadre des examens modulaires de certification des « Assistant·e·s de sécurité publique » avec certificat ISP.

### Objectifs

#### Phase 1 (e-learning)

Les expert·e·s ASP devront :

- savoir donner des informations sur la structure et l'organisation du système modulaire de certification « ASP » ;
- connaître la structure et le contenu du processus de certification ;
- être au fait de la définition et de la compréhension du rôle d'expert·e ;
- connaître les principaux instruments de travail et d'évaluation utilisés dans le cadre des différents examens de modules.

#### Phase 2 (cours en présentiel)

Les expert·e·s devront :

appliquer l'approche méthodologique pour évaluer un examen écrit, oral ou pratique ;  
apprendre le « métier » afin d'évaluer un examen écrit, pratique ou oral en utilisant les instruments d'évaluation m  
à disposition ;  
pouvoir mettre en pratique les contenus théoriques (cf. e-learning, phase 1) ;  
avoir conscience des défis et difficultés en lien avec la subjectivité, des erreurs de perception et des distorsions de  
la perception ;  
reproduire la situation d'examen au moyen de simulations pratiques / de jeux de rôles / d'entraînements à des  
scénarios et l'interpréter dans les différents rôles ;  
apprendre à effectuer une évaluation axée sur les compétences à l'aide des documents de référence mis à  
disposition.

### **Contenus**

Avant de participer à la journée présentielle (phase 2), les futur-e-s expert-e-s doivent avoir étudié les unités  
d'apprentissage en ligne (phase 1, e-learning). Le contenu abordé individuellement en ligne sera ensuite approfondi  
lors de la phase 2.

Phase 1 (e-learning) :

Bases formelles (règlement d'examen, directives)  
Présentation du concept de formation des expert-e-s ASP  
Présentation du système modulaire de certification ASP  
Rôle d'expert-e : attentes, besoins, droits et obligations, principes  
Définition des prochaines étapes

Phase 2 (cours en présentiel) :

Principes de base d'une évaluation axée sur les compétences (approche méthodologique)  
Sensibilisation aux défis posés par la subjectivité, aux erreurs de perception et aux distorsions de la perception  
Exercice / simulation des processus d'examen à partir de situations pratiques d'examen  
Utilisation des instruments d'évaluation  
Réalisation d'une évaluation axée sur les compétences

### **Certificat**

Valable cinq ans

### **Tenue**

Casual

### **Coûts**

Gratuit

### **Informations complémentaires**

<https://www.edupolice.ch/fr/extranet/examens/EXPERT-E-S>  
(<https://www.edupolice.ch/fr/extranet/examens/EXPERT-E-S>)

Aperçu

### **No de cours**

2.06.100.01.f

**Domaine**

Commun - Formateurs/Formatrices

**État événement**

Publié

**Langue d'enseignement**

Français

**Début du cours**

20.01.2023

**Heure de début**

08:30

**Heure de fin**

17:00

**Fin du cours**

31.01.2023

**Durée (j)**

1

**Inscriptions**

1

**Délai d'inscription**

02.12.2022

**Direction du cours**

Anojen Kanagasigam

**Prestataire**

ISP

**Contact**

Deborah Bardet (mailto:deborah.guignard@ne.ch)

Lieu de cours et contacts

**Localité**

1805 Jongny s/ Vevey, Chemin de la Fontaine 2, Hôtel du Léman

**Lien lieu de cours**<https://hotel-leman.ch/> (<https://hotel-leman.ch/>)

Module

No de cours	Titre	Début du ...	Fin du co...	Éta
2.06.101.01.f	ASP – Expert·e·s aux examens / cours de base, phase 2	20.01.23	20.01.23	Pu
2.06.102.01.f	ASP – Expert·e·s aux examens / cours de base, phase 2	31.01.23	31.01.23	Pu

Madame la Commandante  
Monica BONFANTI  
Etat-Major de la Police  
Chemin de la Gravière 5  
1227 Les Acacias

Anticipé par courriel

Grand-Lancy, le 30 juin 2022

**Concerne :** contenu de la formation à Savatan

Madame la Commandante,

Ce courrier fait suite à nos échanges du vendredi 17 juin 2022 par devant le Magistrat.

Pour faire suite à vos propos, nous vous prions de nous communiquer l'ensemble des contenus pédagogiques des cours dispensés à l'académie de Savatan durant la première année de formation du brevet fédéral. Notre question ne porte pas que le nombre d'heures enseignées par matière, mais sur le contenu précis de ces matières.

Pour rappel, vous nous avez affirmé que ces informations étaient disponibles et qu'elle était à notre disposition sur demande.

De ma modeste fonction de moniteur tir et TTI, je sais que la certification eduQua du CFPS impose des plans de leçon détaillés à la minute près, pour chaque formation dispensée. L'académie de Savatan ayant la même certification, depuis le 12 janvier 2016, notre demande supra porte également sur les plans de cours et les plans de leçon.

Nous vous remercions par avance de nous répondre avant notre prochaine entrevue avec le Magistrat. Veuillez recevoir, Madame la Commandante, nos meilleurs messages.

Marc Baudat  
Président



Copie :

- M. POGGIA, Conseiller d'Etat DSPS
- Syndicat de la police judiciaire
- Commission du personnel de la police

Madame la Commandante  
Monica BONFANTI  
Etat-Major de la Police  
Chemin de la Gravière 5  
1227 Les Acacias

Anticipé par courriel

Grand-Lancy, le 30 juin 2022

**Concerne :** cursus de formation d'un policier

Madame la Commandante,

Ce courrier fait suite à nos échanges du vendredi 17 juin 2022 par devant le Magistrat au sujet du cursus de formation des nouveaux policiers.

Nous avons alors fait le triste constat qu'en 2022 les policiers étaient formés durant 8 mois de moins qu'auparavant, suite à l'entrée en vigueur du brevet fédéral 2020 (BF2020).

En effet, avant le BF2020, le policier en devenir devait faire une année de formation avant d'obtenir le brevet fédéral, puis 18 mois de stage alors qu'avec le BF2020 il fait 1 an de formation, suivi de 10 mois de stage, avant l'obtention du brevet fédéral de policier. D'une période de formation de 30 mois, nous passons ainsi à une période de 22 mois.

A notre surprise et notre satisfaction, vous nous avez informé que le système n'avait pas changé et que la période suivant l'obtention du brevet fédéral était considérée comme une période de formation.

Nous vous prions de nous confirmer que la période où le policier a le statut d'employé, postérieure à l'obtention du brevet fédéral, est considérée comme une période de formation, évaluée comme telle, encadrée comme telle et qu'en aucun cas de figure ce policier ne sera amené à encadrer un policier en formation dans le cadre d'un binôme.

Nous vous remercions par avance de nous répondre avant notre prochaine entrevue avec le Magistrat.

Dans l'attente de votre retour, recevez, Madame la Commandante, nos meilleurs messages.

  
Marc Baudat  
Président

Copie :

- M. POGGIA, Conseiller d'Etat DSPS
- Syndicat de la police judiciaire
- Commission du personnel de la police



**upcpgeneve**

---

**De:** upcpgeneve  
**Envoyé:** mercredi, 30 mars 2022 15:29  
**À:** CHANCELLERIE DE LA POLICE (DSPS); 'syndicat.upar@gmail.com'; Commission du personnel de la police (DSPS); info@spj-geneve.ch; 'info@ufpg.ch'  
**Cc:** Cudre-Mauroux Christian (DSPS); BARBEZAT Stephane (stephane.barbezat@police.ge.ch)  
**Objet:** Liste des groupes de travail de la Police

**Indicateur de suivi:** Assurer un suivi  
**État de l'indicateur:** Avec indicateur

Bonjour,

A la suite de votre envoi pour, lequel nous vous remercions et qui a retenu notre meilleure attention, le codir souhaite intégrer les groupes de travail 57, 58, 59, 60.

Ceux-ci ayant pour trait l'évolution du plan de carrière et donc, par incidence, du statut du policier et, pour le dernier, une atteinte potentiel à la protection de la personnalité et des données de nos membres.

En vous remerciant  
Nous restons disponibles pour une séance dédiée pour plus de détails de nos positions.  
Bien cordialement  
Tina Hornung  
Coord. Admin.

---

**UPCP**

Union du Personnel du Corps de Police du Canton de Genève //  
Route des Jeunes 12  
1212 Grand-Lancy  
Tél: +41 22 920 18 08  
[upcpgeneve@upcp.ch](mailto:upcpgeneve@upcp.ch)  
[www.upcp.ch](http://www.upcp.ch)

*!!! Pensez à vous enregistrer!!!*  
<https://www.upcp.ch/espace-membres/register/>

---

**De :** CHANCELLERIE DE LA POLICE (DSPS) <police.chancellerie@police.ge.ch>  
**Envoyé :** vendredi, 4 février 2022 17:27  
**À :** upcpgeneve <upcpgeneve@upcp.ch>; 'syndicat.upar@gmail.com' <syndicat.upar@gmail.com>; Commission du personnel de la police (DSPS) <compers@police.ge.ch>; info@spj-geneve.ch; 'info@ufpg.ch' <info@ufpg.ch>  
**Cc :** Cudre-Mauroux Christian (DSPS) <christian.cudre-mauroux@police.ge.ch>  
**Objet :** Liste des groupes de travail de la Police

Mesdames, Messieurs, les représentants de la Commission du personnel et des associations du personnel,  
En vos grades et fonctions,

Sur demande de Monsieur le Chef d'Etat-major, je vous transmets ci-joint la liste mise à jour des groupes de travail de la Police.

En vous en souhaitant bonne réception, je vous adresse mes meilleures salutations.

Eric SUDRE - P08051

Sergent-chef

Coordinateur métier à la Chancellerie de la Police

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

Département de la sécurité, de la population et de la santé (DSPS)

Police

**Direction des Services d'Etat-major**

Nouvel Hôtel de Police

Chemin de la Gravière 5

Case postale 236 - 1211 GENEVE 8

Tél. +41 (0) 22 427 50 11 - Fax +41 (0) 22 427 77 75

Tél. +41 (0) 22 427 50 14 (direct)

Mobile +41 (0) 79 941 48 51

[www.ge.ch/police](http://www.ge.ch/police)

[eric.sudre@police.ge.ch](mailto:eric.sudre@police.ge.ch)

Code d'acheminement interne : P-DUSS

**upcpgeneve**

---

**De:** upcpgeneve  
**Envoyé:** jeudi, 12 mai 2022 15:56  
**À:** CHANCELLERIE DE LA POLICE (DSPS)  
**Cc:** BARBEZAT Stephane (stephane.barbezat@police.ge.ch); 'info@ufpg.ch'; 'syndicat.upar@gmail.com'; Commission du personnel de la police (DSPS); info@spj-geneve.ch  
**Objet:** 220512 Liste des groupes de travail de la Police

Bonjour,

Nous nous permettons de revenir sur notre courriel du 30 mars dernier resté sans réponse à ce jour.

En vous remerciant par avance de votre retour,  
Bien cordialement  
Tina Hornung  
Coord. Admin.

---

**UPCP**

Union du **P**ersonnel du **C**orps de **P**olice du Canton de Genève //  
Route des Jeunes 12  
1212 Grand-Lancy  
Tél: +41 22 920 18 08  
[upcpgeneve@upcp.ch](mailto:upcpgeneve@upcp.ch)  
[www.upcp.ch](http://www.upcp.ch)

**De :** upcpgeneve

**Envoyé :** mercredi, 30 mars 2022 15:29

**À :** CHANCELLERIE DE LA POLICE (DSPS) <police.chancellerie@police.ge.ch>; 'syndicat.upar@gmail.com' <syndicat.upar@gmail.com>; Commission du personnel de la police (DSPS) <compers@police.ge.ch>; info@spj-geneve.ch; 'info@ufpg.ch' <info@ufpg.ch>

**Cc :** Cudre-Mauroux Christian (DSPS) <christian.cudre-mauroux@police.ge.ch>; BARBEZAT Stephane (stephane.barbezat@police.ge.ch) <stephane.barbezat@police.ge.ch>

**Objet :** Liste des groupes de travail de la Police

Bonjour,

A la suite de votre envoi pour, lequel nous vous remercions et qui a retenu notre meilleure attention, le codir souhaite intégrer les groupes de travail 57, 58, 59, 60.

Ceux-ci ayant pour trait l'évolution du plan de carrière et donc, par incidence, du statut du policier et, pour le dernier, une atteinte potentiel à la protection de la personnalité et des données de nos membres.

En vous remerciant  
Nous restons disponibles pour une séance dédiée pour plus de détails de nos positions.  
Bien cordialement  
Tina Hornung  
Coord. Admin.

---

**UPCP**

Union du **P**ersonnel du **C**orps de **P**olice du Canton de Genève //  
Route des Jeunes 12  
1212 Grand-Lancy  
Tél: +41 22 920 18 08

[upcpgeneve@upcp.ch](mailto:upcpgeneve@upcp.ch)  
[www.upcp.ch](http://www.upcp.ch)

*!!! Pensez à vous enregistrer!!!*  
<https://www.upcp.ch/espace-membres/register/>

**De :** CHANCELLERIE DE LA POLICE (DSPS) <[police.chancellerie@police.ge.ch](mailto:police.chancellerie@police.ge.ch)>

**Envoyé :** vendredi, 4 février 2022 17:27

**À :** upcpgeneve <[upcpgeneve@upcp.ch](mailto:upcpgeneve@upcp.ch)>; 'syndicat.upar@gmail.com' <[syndicat.upar@gmail.com](mailto:syndicat.upar@gmail.com)>; Commission du personnel de la police (DSPS) <[compers@police.ge.ch](mailto:compers@police.ge.ch)>; [info@spi-geneve.ch](mailto:info@spi-geneve.ch); 'info@ufpg.ch' <[info@ufpg.ch](mailto:info@ufpg.ch)>

**Cc :** Cudre-Mauroux Christian (DSPS) <[christian.cudre-mauroux@police.ge.ch](mailto:christian.cudre-mauroux@police.ge.ch)>

**Objet :** Liste des groupes de travail de la Police

Mesdames, Messieurs, les représentants de la Commission du personnel et des associations du personnel,  
En vos grades et fonctions,

Sur demande de Monsieur le Chef d'Etat-major, je vous transmets ci-joint la liste mise à jour des groupes de travail de la Police.

En vous en souhaitant bonne réception, je vous adresse mes meilleures salutations.

**Eric SUDRE - P08051**

Sergent-chef

Coordinateur métier à la Chancellerie de la Police

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

Département de la sécurité, de la population et de la santé (DSPS)

Police

**Direction des Services d'Etat-major**

Nouvel Hôtel de Police

Chemin de la Gravière 5

Case postale 236 - 1211 GENEVE 8

Tél. +41 (0) 22 427 50 11 - Fax +41 (0) 22 427 77 75

Tél. +41 (0) 22 427 50 14 (direct)

Mobile +41 (0) 79 941 48 51

[www.ge.ch/police](http://www.ge.ch/police)

[eric.sudre@police.ge.ch](mailto:eric.sudre@police.ge.ch)

Code d'acheminement interne : P-DUSS



Route des Jeunes 12  
CH-1212 Grand-Lancy

☎ 022 920 18 08

✉ [upcpgeneve@upcp.ch](mailto:upcpgeneve@upcp.ch)

A l'intention des groupes  
parlementaires

À l'attention de la Commission  
judiciaire et de la police du  
Grand Conseil

Genève, le 11 septembre 2022

### Préambule

Au vu de son volume et dans un souci de simplification, le présent document n'a pas été rédigé en mode inclusif. Le syndicat de la Police judiciaire (SPJ) ainsi que l'Union du personnel de corps de Police (UPCP) prient donc les lecteurs et surtout les lectrices de les en excuser, et les remercient pour leur compréhension.

### Introduction

D'emblée, il nous semble important de relever que ce document des syndicats de police, adressé à la Commission judiciaire et de la police du Grand Conseil, de même qu'aux formations politiques genevoises, s'inscrit dans une volonté de sensibiliser nos élus aux enjeux de la loi sur la police (LPol), tels que les policier·ères les appréhendent.

Sans prétention d'être ici exhaustifs quant aux problématiques que soulève la LPol, il nous paraît utile de revenir sur les points essentiels, à savoir les difficultés liées au recrutement et à la formation actuelle des nouveaux aspirants, ainsi que les profonds dysfonctionnements structurels induits par cette loi, qui organise les services de police en silos hermétiques, mettant en concurrence les services de gendarmerie et laissant la portion congrue à la PJ, devenue parent pauvre de la profession.

Une aberration devenue aujourd'hui gravement préjudiciable à la sécurité publique des citoyens et des citoyennes, ainsi qu'à la résolution d'enquêtes judiciaires d'importance.

### **ADN de la PJ et paradoxe du spécialiste**

La criminalité évolue. Les enquêtes et les procédures judiciaires, se complexifient. De nouveaux phénomènes sociétaux, et donc criminels, font irruption dans le paysage de la sécurité. Comment prétendre pouvoir y faire face en prônant le dogme du policier-ère unique, rigide et interchangeable. C'est pourtant ce que fait la LPol.

Vous n'êtes pourtant pas sans connaître l'importance de votre Police judiciaire :

La PJ mène des enquêtes liées aux crimes les plus graves du code pénal, des investigations complexes et souvent de longue haleine, sans oublier les cas sériels, en partenariat étroit avec la Magistrature.

Elle est composée de professionnels et d'experts, dont le savoir-faire est reconnu par ses partenaires, Magistrats, avocats, autres services de l'administration genevoise, polices cantonales et fédérale, ainsi que par les autorités judiciaires et forces de police à l'étranger.

Aussi à l'aise dans les opérations sur le terrain que dans l'investigation, cette PJ est en constante quête du renseignement. Élément précieux sans lequel aucune prévention n'est possible. Elle excelle dans la gestion ainsi que l'exploitation du renseignement humain, arme redoutable face à des criminels de plus en plus aux faits des méthodes d'enquêtes policières. Elle maîtrise des techniques d'investigations particulières. Ses connaissances lui permettent entre autres de démanteler des réseaux criminels en les infiltrant et en enquêtant sur leurs flux financiers.

Elle est spécialisée dans les auditions de mineurs ou de personnes vulnérables, victimes de violences ou d'abus. Elle démontre ses compétences en matière de cyber enquêtes et notamment dans la traque des pédophiles actifs sur les réseaux sociaux. Elle négocie en situations de crise et évite ainsi que ne soit commis l'irréparable. Elle met son savoir-faire à contribution dans la prévention du terrorisme et la surveillance des individus radicalisés. La PJ mène également des opérations à l'étranger afin de traduire en justice des individus qui ont commis des crimes impactant nos concitoyens.

Ces missions nombreuses et variées, souvent méconnues et parfois exposées, les femmes et les hommes de la PJ les mènent à bien en étant soumis à des horaires irréguliers et contraignants.

La PJ genevoise rayonne (ou rayonnait avant la LPol, devrions-nous dire) par son expertise et ses succès.

C'est précisément pour cela que les polices judiciaires de Suisse et d'Europe sont sérieuses, fiables et compétentes, qu'elles jouissent d'une filière de recrutement et d'une formation tenant compte de leurs spécificités.



### **La PJ : un métier à part entière mais pas une caste supérieure**

Contrairement à ce que certains laissent entendre pour mieux diviser les policiers-ères, la PJ ne s'estime aucunement supérieure à ses collègues uniformés dont les tâches sont aussi essentielles que difficiles. Bien au contraire : elle éprouve pour eux le plus grand respect ainsi qu'un attachement fraternel.

Mais ce serait une hérésie de prétendre que tous font le même métier. Il y a de multiples métiers dans la police. La police judiciaire en est un, et cela ne doit pas être ignoré.

L'argument de la transversalité pour justifier la formation unique n'est qu'un faux prétexte. Avant la LPol, cette transversalité existait déjà. Elle reposait sur les principes de volontariat, de compétences et des besoins des services.

Pour preuve, beaucoup de cadres qui ont dirigé la Police judiciaire étaient/sont issus de la gendarmerie.

### **ADN de la Gendarmerie**

A l'instar de toutes les polices romandes, la police genevoise disposait d'une Gendarmerie, corps vieux de plus de deux-cents ans et dont le seul vestige (sexiste en plus) est la prestation de serment en grande tenue.

Fut une époque où chaque policier uniformé s'identifiait à la même figure, celle de la Gendarmerie. Cette figure était retranscrite par un fort esprit de corps, une organisation territoriale et des valeurs communes.

Les missions de la Gendarmerie ont toujours été de garantir la sécurité publique, la protection des biens et des personnes, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Chaque gendarme pouvait être amené, au cours de son tour de rôle, à effectuer des missions de police secours, de police de proximité ou encore de police routière. Cette diversité faisait la richesse de ce métier et contribuait à son attractivité.

Disposant d'un état-major unique, la Gendarmerie était capable de s'adapter en des temps records à toutes les situations et événements majeurs.

Faut-il le rappeler, de par son organisation territoriale, chaque secteur disposait d'un poste, où le maréchal chef de poste était responsable de la sécurité publique, et à cet effet disposait d'un effectif dédié de police de proximité (ilotier, ESP, enquêteurs) en sus de son personnel de front.

Pour mener à bien ses missions, chaque gendarme disposait de solides connaissances de bases, notamment en matière d'OETV ou de législation genevoise, permettant de faire face à toutes les situations.

Aujourd'hui, le dogme du spécialiste poussé à outrance a fait perdre à la police tout bon sens : il faut un policier de la police routière lorsqu'il s'agit d'une question d'OETV ou un policier de la police de proximité quand il est question de législation. Cela amène de nombreux policiers à renoncer dans des situations face auxquelles ils auraient été proactifs *ante* LPol. Aujourd'hui, on veut nous faire croire que le progrès, ce sont des policiers de Versoix qui enquêtent au sujet des déchets sur l'espace publique à l'Allondon.

## **I. Recrutement au rabais et formation inadaptée**

Depuis 2016, les futurs policier-ères genevois suivent tous une formation commune à l'Académie de police de Savatan, mêlés aux aspirants d'autres cantons romands.

Cette uniformisation, assimilée à la LPol, aussi pratique et vertueuse qu'elle puisse paraître sur le papier, a vite démontré ses limites, tant sur le plan du recrutement que sur celui de la formation elle-même.

### **Manque d'attractivité et recrutement peu qualitatif**

La délocalisation de l'école de formation décourage chaque année bon nombre de candidats potentiels aux profils riches et variés, ceux-ci ne pouvant pas se permettre de s'exiler sur "le rocher" (Savatan), pour des raisons souvent familiales et logistiques.

L'impossibilité de postuler exclusivement pour un service spécifique est elle aussi une raison majeure de la perte d'attractivité de notre police.

En comparaison de la situation *ante*, nous assistons donc, d'une part à une baisse flagrante de dossiers déposés, leur volume ayant été divisé en quelques années par trois, et d'autre part, nous déplorons une cruelle uniformisation des profils, qui se trouvent nivelés vers le bas. Outre le manque d'attractivité et afin de pallier aux problèmes d'effectif insuffisant dans tous les services induits par la LPol, les critères de sélection sont sans cesse revus à la baisse.

Le nombre de postulants-es à la police est sans commune mesure avec les dépôts de candidatures connus dans les années 2000 à 2016 ou 2017, soit juste avant la délocalisation de la formation initiale (FOI) à Savatan/VD.

Rappelons que durant toutes ces années *ante* Savatan, et rien que pour les dépôts de candidatures **visant la seule PJ**, on connaissait une moyenne annuelle d'environ 300 postulants-es (entre 250 et 300, parfois même 400), souvent avec des profils de mairants, d'universitaires, d'artisans qualifiés, et autres métiers apparentés. Or, la PJ engageait entre 10 et 25 ETP maximum. Autrement dit, au terme de la formation de Carouge, une douzaine de personnes en moyenne et par année, parmi ces 300 autres candidats-es. **Cela représentait un ratio de chance d'intégrer la PJ genevoise de 4 à 5 % par candidat.**



Une formation qui était littéralement qualifiée de "sur-mesure", puisqu'elle connaissait d'innombrables interactions entre la réalité du terrain et les cours dispensés par les instructeurs, tous issus des rangs de la PJ (formateurs) ou de la gendarmerie, pour leurs corps respectifs.

Précisons aussi qu'à l'époque *ante* Savatan la gendarmerie procédait également à son propre recrutement. Elle avait en moyenne plus de 300 dossiers annuels (sur 2 sessions).

Et, à l'instar du recrutement à la Police Judiciaire, les profils des candidats sont devenus moins "riches" qu'auparavant et régulièrement inadaptés aux besoins.

Qu'en est-il de ce ratio aujourd'hui ? Dès 2017, soit dès le début de la formation pour Genève à Savatan, et jusqu'à l'année dernière, **le nombre de candidats pour l'ensemble des services de police, et non plus pour la seule PJ, se situe autour de 300**. En d'autres termes, il y a donc plus ou moins le même nombre de dossiers déposés aujourd'hui pour l'ensemble de la police cantonale que le nombre de dossiers déposés à l'époque pour la seule PJ ou pour la seule gendarmerie. Sur ces 300 candidats policiers, 60 aspirants sont retenus et envoyés à Savatan. Le **ratio** relatif aux chances d'engagement s'élève aujourd'hui à la police genevoise aux **alentours de 20 % en moyenne, contre 5 % en moyenne pour la seule PJ, avant 2016 !**

**Chaque candidat d'aujourd'hui a donc 4 x plus de chance d'être retenu qu'auparavant. Le choix des candidats-es est par voie de conséquence nettement plus restreint qu'auparavant.**

Entre 2017 et 2019, il est arrivé d'avoir bien moins de 300 dossiers déposés, et ce pour jusqu'à une centaine de places à pourvoir, donc le candidat avait quasiment une chance sur trois d'être engagé et de commencer la FOI à Savatan.

Il est ici utile de préciser que la facture adressée par l'Académie de Savatan ne prend en compte que les aspirants dont la formation a été menée à terme. On comprend dès lors aisément qu'alors que le souci des formateurs à Carouge était de présenter du personnel qualifié, celui de l'Académie est de certifier le plus grand nombre de personnes.

Dans cette dynamique malsaine, précisons d'ailleurs que des instructeurs de Savatan nous ont expliqué, dépités, que des aspirants qui - en cours de formation - présentaient de graves lacunes ou ne remplissaient pas les prérequis, voire pire encore, faisaient preuve de comportements qui devraient être sanctionnés par un licenciement - étaient au final quand même brevetés.

Le problème criant de manques d'effectifs en aval – sur lequel nous reviendrons par la suite - explique également le recours à cette certification quasi systématique.

### **Formation lacunaire, inadéquate et plus coûteuse**

Genève est un canton-ville qui doit relever les défis sécuritaires d'une grande capitale. Elle est cosmopolite, internationale, et multiconfessionnelle; elle possède un aéroport international, une frontière importante avec la France et donc l'espace Schengen; y siègent de multiples organisations et autres institutions internationales. Sans omettre que Genève s'est doté d'une application du code de procédure pénale différente de celle des autres cantons, etc. La médiatisation des nombreuses affaires criminelles et enquêtes judiciaires n'illustre qu'en partie la lourde tâche de sa police.

**Au vu de ces particularités, Genève doit pouvoir former ses policiers. Avant que ne débutent les formations, chaque corps doit être en mesure de recruter ses futurs inspecteurs ou gendarmes parmi les meilleurs profils.**

L'Ecole de police genevoise, qui avait - avant la LPol - la latitude de pouvoir choisir avec pertinence et justesse les meilleurs profils issus de sélections alors exigeantes, s'est donc vue privée de ce vivier riche, en échange d'un appauvrissement tant quantitatif que qualitatif, péjorant d'autant plus la Police judiciaire, qui exigeait justement l'excellence et ce, de par les compétences métier nécessaires et la complexité des enquêtes qu'elle est amenée à mener.

Les candidats suivaient une année de formation, durant laquelle ils avaient la possibilité de regagner leurs foyers après les cours, et évoluaient donc pour la plupart dans leur futur environnement.

Des cours toujours en harmonie avec les spécificités de notre canton étaient dispensés. Ils participaient en outre à de nombreux exercices et mises en situation à l'échelle 1:1 et suivaient, pour la PJ, cinq semaines de stages, dans cinq brigades, et pour la gendarmerie dans des postes de front. Puis, au terme de leur formation "en école", les nouveaux policiers suivaient une période de 3 stages d'une année chacun, dans leurs corps respectifs, afin de parfaire leurs connaissances judiciaires. Au total, la formation genevoise durait ainsi 4 ans, ou 48 mois. A leur terme, les inspecteurs-stagiaires devenaient définitivement inspecteurs "chevronnés", et les gendarmes-stagiaires des chefs de patrouille. Dès lors, leurs compétences étaient reconnues et leur permettaient, entre autres, l'encadrement des stagiaires.

Aujourd'hui, le brevet fédéral de policier-ère dure deux an (la première année se déroule à Savatan - hormis un stage d'un mois dans une seule brigade - puis la deuxième se déroule essentiellement sur Genève, avec un stage de 4 mois, suivi d'un autre de 5 mois). Une fois le brevet définitivement obtenu (après ces deux années), s'en suivent deux stages de 6 mois dans le service d'affectation.

**Ainsi, de nos jours, devient un policier confirmé tout aspirant ayant suivi une formation d'une durée totale de 36 mois, contre 48 mois auparavant !**

L'Académie ne formant pas d'inspecteurs, cette formation spécifique de 48 mois au sein de 5 à 8 brigades est actuellement remplacée par 18 mois (1 + 5 + 6 + 6) de stages au sein de 3 à 4 brigades.

Relevons que la formation judiciaire romande (FJR) - mise en place suite aux constats indéniables des lacunes de la FOI à Savatan - a lieu durant lesdits stages, qu'elle dure environ 164 heures et qu'elle est censée compenser les 11 premiers mois de formation des inspecteurs.

La militarisation de la police voulue par la LPol s'exprime pleinement dans l'Académie de Savatan, qui impose aux aspirants une formation inadaptée et infantilissante, au détriment des réelles compétences et connaissances requises par la réalité du métier et du terrain à laquelle ils ne seront que trop tôt confrontés.

Cette militarisation est en outre contraire au principe essentiel d'une police citoyenne.

En outre, les jeunes policiers genevois ne sont pas préparés aux réalités du terrain, puisqu'ils sont formés loin de Genève, par des instructeurs hors-sols ou issus d'autres polices cantonales romandes; des instructeurs qui ignorent ce qu'être policier à Genève signifie et implique; des instructeurs qui, de fait, n'ont jamais été confrontés ou si peu à la criminalité spécifique à notre canton, à ses procédures particulières, au fonctionnement de son système judiciaire, à sa diversité culturelle; ou qui ont l'habitude d'utiliser au quotidien des programmes informatiques différents.

Cette formation lacunaire se ressent cruellement une fois les aspirants intégrés dans les brigades PJ, de même que dans les autres services. Et ce malgré des modules de formation spécifique complémentaire PJ (FJR) mis en place au profit des futurs inspecteurs, afin de les former aux particularités genevoises, non enseignées à Savatan, sinon de manière anecdotique. Une formation complémentaire nécessaire, mais coûteuse en effectifs et en temps.

Ce besoin indispensable de formation complémentaire, subséquente aux lacunes de l'académie de police de Savatan, et ce indépendamment des exigences liées au CGF 2020, est en soi un réel aveu d'échec. Encore une fois, la Police judiciaire se voit prêteritée, n'ayant plus l'apport régulier et systématique d'une filière qui lui soit propre.

Toutes ces problématiques, auxquelles viennent s'ajouter celles dues au manque chronique d'effectifs, mènent souvent à des situations dangereuses, où une patrouille PolSec se voit souvent constituée uniquement de deux jeunes policiers fraîchement issus des bancs de Savatan, avec tous les risques que cela implique en termes de sécurité personnelle et des tiers, et de bienfacture du travail.

Ainsi, le Corps de police genevois intègre régulièrement dans ses rangs de jeunes policiers aux compétences trop souvent limitées malgré leur motivation, et toujours mal formés; des nouveaux policiers qui mettent davantage de temps à s'intégrer dans leur service, et à y apporter une réelle plus-value.

Soulignons par ailleurs que nombre de nos partenaires, notamment des Procureurs du Ministère public, s'inquiètent de la baisse notable des connaissances métiers des policiers (notamment en termes de rédaction, de rigueur et de maîtrise des procédures pénales), de la diminution qualitative des prestations qu'ils fournissent, et de leur perte de motivation.



**Savatan est donc indéniablement une formation au rabais et ce, à plusieurs titres. Pourtant - et paradoxalement - elle coûte davantage que la formation qui était proposée au centre de formation de la police de Carouge avant la LPol.**

À ce jour, nul n'est en mesure de connaître les coûts exacts de cette formation, la direction de la police restant très discrète à ce sujet.

A ce propos, il n'est pas admissible que la direction de la police ne soit pas en mesure de fournir les chiffres en lien avec les coûts de la formation de Savatan, afin de démontrer les prétendues économies. Ceux articulés jusqu'alors sont flous et n'englobent manifestement pas tous les aspects.

Il est cependant aisé de conclure à son surcoût, puisqu'aux frais d'écolage de base (tels qu'ils existaient déjà au CFP de Carouge), viennent s'ajouter les salaires des instructeurs genevois (dont le nombre a augmenté de 33%), les coûts liés à l'entretien et l'amortissement de la place d'arme, les frais de logements et de nourriture des aspirants et instructeurs, le cumul des salaires horaires des multiples intervenants - soit externes sous mandat - soit internes. Précisons au sujet des intervenants internes qu'ils sont autant de forces vives qui manquent à leurs unités respectives.

Auparavant, et à contrario, la formation était internalisée. Outre la maîtrise du contenu de la formation, le fait que les aspirants rentraient dans leurs foyers au terme de leur journée de formation, qu'un tiers des actuels intervenants étaient dans le terrain, elle avait lieu dans les locaux parfaitement adaptés, que la police genevoise entretient et exploite encore aujourd'hui. Contrairement à l'opacité qui règne actuellement au sujet des coûts réels générés par la formation de Savatan, le coût de cette formation de Carouge est connu : soit CHF 120'000.- par aspirant (salaire, équipement complet, salaire horaire des intervenants et montant du 2eme pilier versé durant l'école de police).

Ce chiffre ne tient pas compte des charges liées à l'infrastructure, car à l'époque celle-ci était utilisée pour les mêmes prestations qu'actuellement, FOI en plus.

Précisons encore qu'aujourd'hui, une cinquantaine de collaborateurs genevois sont affectés au centre de formation de la police (contre une dizaine avant Savatan) et ce, alors même que la formation est pourtant sortie de son giron.

## **II. Dysfonctionnements structurels**

La formation lacunaire des nouveaux policiers, due à l'Académie de Savatan, vient amplifier le manque cruel d'effectifs opérationnels, conséquence directe de la réorganisation de la police, telle que prévue dans la LPol.

### **Silos rigides et hermétiques - perte d'attractivité et du bon sens dans la répartition des missions**

La LPol, bien loin d'être structurante et claire comme elle prétend l'être, n'apporte en réalité que confusion et paralysie structurelle, rigidifiant son ossature dans des silos hermétiques, et multipliant mathématiquement les États-majors, qui peinent logiquement à s'harmoniser dans ces nouveaux carcans. Les coûts inhérents au fonctionnement actuel et contreproductif de la police sont inévitablement surdimensionnés pour la collectivité.

Mais surtout, cette division de la police par missions en silos a fait perdre à la police ce qui constituait sa richesse et sa force : la polyvalence et la complémentarité des femmes et des hommes qui la composent; et *de facto* son attractivité. En outre, en perdant une répartition claire de ses missions, ainsi que sa cohésion et ses effectifs de terrain, son efficacité a été sacrifiée.

Les policiers de PolSec - à bout de souffle - peinent à assurer les réquisitions citoyennes du 117. Le manque de moyens les contraint de bâcler ces sollicitations, au préjudice des requérants-es, des victimes et de la population dans son ensemble, en favorisant involontairement les auteurs présumés.

Pendant ce temps, PolProx, dont la mission fait doublon avec celle des policiers municipaux, se cherche encore une raison d'exister et s'essaie, de façon hélas souvent approximative à des affaires sérieuses ou complexes relevant du domaine de compétences de la Police judiciaire.

Et ce, alors que cette même Police judiciaire ne peut se concentrer sur les affaires graves et sérieuses, puisqu'elle est submergée par du "petit judiciaire" qui pourrait être traité par PolProx. La PJ est en outre trop souvent détournée de ses investigations par la DIOP pour être engagée sur des missions qui sortent de ses compétences régaliennes.

Une aberration absolue. Mais ce n'est pas tout.

Les silos imposés par la LPol ont pétrifié et déséquilibré la police, tant sur le plan horizontal que vertical. La structure dirigeante est devenue gourmande en effectifs et a perdu sa capacité décisionnelle. En découlent confusion, incohérences, absence d'anticipation, et conflits.

Une direction en outre phagocytée par les "services d'appui", entités administratives, dont le poids décisionnel dans les aspects opérationnels est devenu prépondérant, disproportionné et néfaste. Une situation qui facilite irrémédiablement de nombreux dysfonctionnements managériaux, quand il ne les provoque pas directement.

Tout cela est constaté et dénoncé depuis trop longtemps déjà, par les policiers de tous services confondus, et issus de toutes strates hiérarchiques, à l'exception peut-être de la direction de la police elle-même.

### Augmentation des cadres

La LPol a divisé la police par missions et en de multiples "silos". Chacun de ces silos a logiquement nécessité la formation d'états-majors. La LPol a donc induit une augmentation des cadres, et une diminution des effectifs de terrain - avec *de facto* des coûts supplémentaires pour la collectivité.

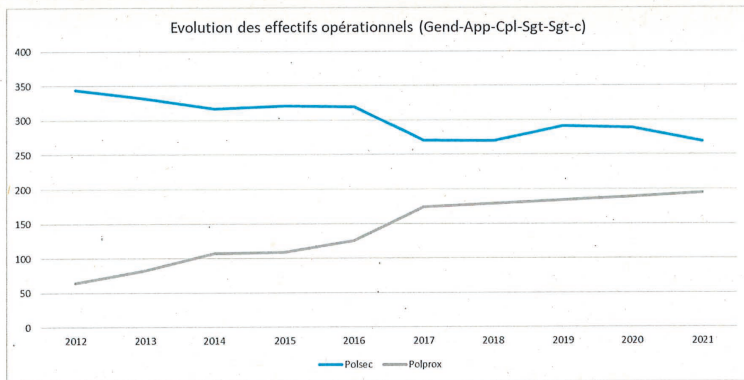
Pour preuve, **en 2014, la police genevoise comptait au total 207 cadres** (dont 49 en classe de fonction 23 et plus), **contre 249 en 2022** (dont 63 en classe de fonction 23 et plus).

### Manque d'effectifs induits

La création de la PolProx a eu pour effet de diminuer les effectifs des policiers de terrain dont la mission était de répondre aux appels de la centrale police (CECAL).

Ainsi, leur nombre - près de 350 en 2012 - est passé à moins de 250 courant 2016 (entrée en vigueur de la LPol), pour remonter légèrement dès 2018, tout en restant cependant en-dessous de la barre des 300, avant de reprendre sa chute.

**Depuis 2012 et les premières mesures LPol, les effectifs opérationnels au service des citoyens ont donc diminué de près de 22%, soit plus d'un cinquième.**



L'État-major de police secours a fixé comme minima absolu le nombre de 13 patrouilles planifiées. Or, la planification par la DIROP d'autres événements connexes ou la mobilisation du personnel pour des événements divers, voire récurrents, fait régulièrement descendre ce chiffre à 8.

Première conséquence de cette baisse d'effectifs dans le terrain : des réquisitions attribuées avec plusieurs dizaines de minutes de retard; des appels 117 non traités (jusqu'à 50 en une nuit); un service qui jadis fut de qualité, mais qui aujourd'hui n'est plus à la hauteur d'une police digne de ce nom.

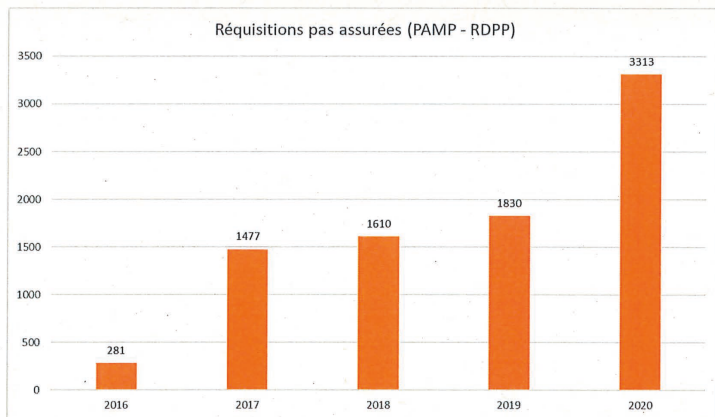


Les effets de cette baisse d'effectifs sont visibles et mesurables. Ils sont connus de la hiérarchie et du Département qui nient pourtant l'évidence. Les réquisitions non assurées, les appels au 117 non traités, la baisse de la qualité du travail en intervention en sont quelques exemples largement documentés (étude sur le stress et le burn-out à la police, motion "police secours au secours", étude sociologique UNIGE sur la transversalité dans la police, étude ergonomique UNINE sur les horaires, sondage de la Commission du personnel, articles de presses, séances syndicales et compers, etc...).

Nous assistons donc, impuissants, à l'augmentation systématique des réquisitions non assurées, celles-ci ayant atteint par exemple le nombre effarant de 540 pour le seul mois de juillet 2020 et ce, malgré les renforts des patrouilles FIP (Force d'intervention de police), spécialement mises en place pour pallier ces dysfonctionnements.

Aujourd'hui, il arrive que plus aucune patrouille ne soit disponible sur l'ensemble du canton. C'est aussi effrayant qu'inadmissible.

À ce constat s'ajoutent forcément les délais d'intervention toujours croissants pour les réquisitions dites assurées. Hormis la baisse de la qualité de la prestation qu'est en droit d'attendre le citoyen, il est à relever que cette incapacité à mobiliser rapidement des patrouilles en nombre est surtout inquiétante à une époque où les attentats terroristes fleurissent dans toute l'Europe.



### **Manœuvres destinée à minimiser la visibilité de ces carences en effectifs**

Malgré les évidences, la direction de la police n'a jamais cessé de prétendre que la police ne souffrait d'aucun problème d'effectif, n'hésitant pas se fourvoyer face à son personnel, aux médias, à la population et au législateur. Ce déni choquant - et le lien de confiance que ce dernier a rompu - n'a fait que se creuser davantage le fossé séparant la police de sa Direction.

Une direction qui n'a reculé devant rien pour "maquiller" les problèmes de fond, ou à tout le moins les éluder.

Sa gestion de la crise du COVID-19 est la parfaite illustration d'une crise utilisée pour prétexter l'augmentation des effectifs de terrain en appui de police secours. La police genevoise est la seule de Suisse qui a dû revoir sa structure pour gérer cette crise, ce qui démontre une fois de plus l'inadéquation des effectifs entre les services et les missions. Malgré le renfort, le nombre de réquisitions non assurées a explosé.

D'autres "mesures" similaires, visant à camoufler ce manque d'effectifs dans le terrain, ont été imaginées par la Direction de la police (DET, opération Auxilium, FOPS, FOP, FIP, FO, Force Covid, Juventas, etc), mais rien n'y fit.

Le sujet est devenu à ce point tabou, que les Commissaires ont reçu l'ordre de la DIROP de ne plus mentionner les manques d'effectifs dans leurs rapports journaliers.

Les opérateurs de la centrale police ont quant à eux - depuis la motion M2432 - reçu comme instruction de ne plus classer les réquisitions non assurées sous le libellé "par manque de patrouille" (code PAMP), mais de les "déprioriser" (code RDPP), quitte à envoyer les patrouilles parfois plusieurs heures après les appels, et pas seulement pour du bruit, contrairement à ce que la direction de la police prétend.

La réalité est pourtant là, et elle est effrayante : **actuellement, la police genevoise ne serait pas aujourd'hui en capacité de gérer un événement majeur (tuerie de masse, attentats similaires à ceux du 13 novembre, etc...).**

S'agissant de la PJ, le ROPol, qui est on ne peut plus clair, prévoit que l'effectif PJ devrait être de 3.5 ETP par 10'000 personnes et ce dans le Grand Genève qui, selon les derniers chiffres connus, compte plus d'un million de personnes. Ce qui signifie que **l'effectif PJ devrait être aujourd'hui de 350 ETP à un taux de 100% d'activité.**

Or, **le budget actuel n'est prévu que pour 283 ETP (soit 67 ETP en moins que ce que prévoit le ROPol), alors qu'en réalité la PJ compte seulement 276 inspecteurs** (août 2022), dont une quinzaine de stagiaires et passablement de temps partiels. Un déficit en personnel de 70 unités à minima, soit près de 20%.

À cela s'ajoute qu'en raison de l'organisation actuelle, moins de 200 inspecteurs sont réellement affectés à des missions d'enquêtes de Police judiciaire pure.

Précisons également, pour ne prendre que l'année 2022, qu'une demi-douzaine d'inspecteurs sont sur le point de partir à la retraite, d'autres sont suspendus, ou encore en congés sabbatiques pour une durée d'un an.

**Ce sont donc à tout le moins 74 policiers qui manquent cruellement à la Police judiciaire.**



Autre exemple : en septembre 2017, la police PJ comptait 338 Pjistes (hors stagiaires), tous grades confondus, y compris CPJ), dont des temps partiels.

**Ainsi, rien qu'entre 2017 et fin 2021, l'effectif PJ, tous grades confondus, est passé de 338 à 276, soit une perte inouïe de 62 postes d'inspecteurs ! Ces chiffres incluent les postes à temps partiels, ce qui diminue d'autant les ETP. On assiste à une érosion alarmante des effectifs PJ.**

De fait, la PJ subit. Elle n'anticipe plus. En privant la PJ de ses effectifs, la LPol l'a dangereusement affaiblie. Elle l'a privée de ce qui - outre l'investigation - constitue son ADN : la quête du précieux renseignement ainsi que le travail d'initiative, fondements de sa créativité et de sa capacité à réagir rapidement et avec excellence à un événement inattendu.

Ce sont donc autant la PJ que les services uniformés qui souffrent de la rigidité imposée par la LPol, de la perte de polyvalence, et des effectifs insuffisants. Ce, au moment où les défis sécuritaires sont de plus en plus complexes et nombreux.

Pourtant, le DSPS ainsi que la direction de la police, tentent de vous faire croire que la LPol a eu pour conséquence une baisse de la criminalité. Or, vous ne le savez que trop bien : les statistiques ne sont rien d'autre que des chiffres dont la sélection et l'interprétation sont manipulables à dessein.

La réalité, la voici tout simplement : la criminalité a baissé de manière générale dans la plupart des cantons, y compris dans ceux qui n'obéissent pas une loi telle que la LPol en vigueur à Genève. Cette dernière n'a aucune influence sur les phénomènes criminels ou les tendances en constante évolution.

Certaines émergent, à l'image de la cybercriminalité, des arrachages de montres, ou des violences commises par les jeunes ou encore faites aux femmes; d'autres ont connu une baisse provisoire, comme les cambriolages ou les brigandages; d'autres encore stagnent, comme le trafic de stupéfiants; et ce dans tous les cantons. La crise du COVID, avec son cortège de mesures telles que confinement, télétravail ou fermeture des frontières, a également mis un frein considérable à certaines formes de délinquance.

### **III. Amendements et projet de loi 12521**

Fort heureusement, ces dysfonctionnements systémiques ont été relevés très tôt, menant notamment le SPJ et l'UPCP à participer, avec d'autres acteurs, de différentes couleurs politiques et issus d'horizons divers et variés, à l'élaboration du projet de loi PL12521. Celui-ci propose des amendements à la LPol existante. Ce PL, fruit d'une réflexion constructive, n'a d'autre objectif que de mettre un terme aux dysfonctionnements exposés supra, et de rendre aux Genevois une police attractive, bien formée et compétente. Ce PL est d'intérêt public et fait fi des clivages partisans. Monsieur le Président Sébastien Desfayes a su - par ses propres amendements - le rendre le plus clair, le plus simple et le plus cohérent possible.

### **"Audit Vautravers"**

Manifestement inquiet de voir les élus de la Commission judiciaire et de la police aller de l'avant dans l'étude de ce PL, et estimant à tort qu'il n'appartient pas au législatif de décider du sort de la LPol, le DSPS a chargé un seul homme, Monsieur Alexandre Vautravers, de mener un audit en lieu et place d'un réel bilan de la LPol.

A maintes reprises, des doutes légitimes ont été exprimés par différentes voix quant à ce choix incompréhensible, et quant au risque élevé de partialité de cet auditeur.

Hélas, le temps a confirmé que toutes ces craintes étaient fondées.

En effet, au terme de deux années de prétendus "travaux" - dont on ignore toujours la manière et la rigueur avec lesquelles ils ont réellement été menés – M. Alexandre Vautravers a rendu au Magistrat un rapport dont la teneur n'a d'ailleurs jamais été rendue publique.

Sur la base de ce dernier, le DSPS a émis des conclusions en décalage total avec les réalités constatées de toutes parts et décrites précédemment, et au final, des recommandations d'ordre purement cosmétiques.

Il a ensuite mis en place un COPIL dirigé sans surprise par ce même Monsieur Alexandre Vautravers, dont les résultats clairement insatisfaisants ont par la suite été présentés devant la Commission judiciaire et de la police du Grand Conseil.

### **Amendement général du DSPS**

De ces résultats est né l'amendement général récemment déposé, à la hâte, par le DSPS devant cette même Commission.

Un amendement général étonnamment présenté à la députation par la Cheffe de la police et le Chef de la DIROP, qui élude très grossièrement l'ensemble des problématiques majeures qui abîment gravement le corps de police. Il est par ailleurs en parfaite contradiction avec les propos tenus par M. le CE Mauro Poggia lui-même.

En effet, cet amendement général maintient le dogme aberrant du policier unique et donc de la formation unique, alors que le Magistrat avait lui-même admis devant la Commission judiciaire et de la police que *"la Police judiciaire présente peu d'éléments en commun avec la police de terrain et que l'on peut par conséquent se dire que cela ne sert pas à grand-chose de rassembler ces personnes à Savatan pour leur formation"*.

Cet amendement général conserve les silos - sources de tant de maux - ce alors que le ministre de tutelle a reconnu devant cette même Commission que *"le fait d'avoir supprimé la gendarmerie n'a certainement pas été la décision la plus subtile, d'autant plus qu'il aurait été possible de restructurer le corps de la gendarmerie plutôt que de le supprimer"*.

Pire encore, cet amendement prétend améliorer le fonctionnement de la police en lui ajoutant encore un échelon hiérarchique, ce alors même que M. Mauro Poggia a admis auparavant devant les élus que la police comptait déjà trop de chefs.

Cet amendement général ne saurait résister face à la réalité des faits, pas plus qu'aux stages en immersion effectués dans la police par divers députés soucieux de se forger leur propre opinion, et qui peuvent témoigner du manque d'effectifs dans le terrain, ainsi que de la démotivation réelle et croissante au sein de la troupe.

Il ne saura pas plus résister à l'étude de l'UNIGE, dont l'ouvrage de fond intitulé le Sociograph n° 36 se penche justement sur la question de l'hypothétique transversalité au sein du corps de police.

Tout comme cet amendement général ne pourra jamais démentir le sondage effectué en son temps par la Commission du personnel ; sondage dont les résultats furent catastrophiques s'agissant du fonctionnement de la police, du sens des missions, du moral des policiers, et de leur confiance en l'avenir.

De toute évidence, le dépôt par le DSPS de cet amendement général n'a d'autre but que de freiner l'avancée du législatif sur les amendements de la LPol, et sauver coûte que coûte cette loi qui érode pourtant inexorablement un service public essentiel.

Tant d'énergie déployée en faveur de d'une intolérable inertie laisse d'ailleurs perplexe.

Faire des mauvais choix est pardonnable en politique. Refuser de les admettre, pire encore, persister dans l'erreur, ne l'est plus. Par sa posture, le DSPS a définitivement prouvé que le sort de la police ne peut plus et ne devrait plus être confié à ses seules mains.

### **Conclusion et suggestions**

Vous l'aurez compris, un pénible constat s'impose donc aujourd'hui avec une implacable évidence: depuis l'entrée en vigueur de la LPol, la police - cette indispensable et noble Institution - est abimée comme jamais. La perte d'attractivité, associée à une formation lacunaire et inadaptée, ainsi qu'à de graves dysfonctionnements liés à la structure même de la police, ont entraîné une importante érosion et une consternante perte d'efficacité de notre service public.

A cela vient s'ajouter une démotivation alarmante et généralisée des policiers, causée par la perte du sens des missions et par le sentiment de ne plus avoir les moyens de mener à bien ces dernières. Et ce, alors que les défis à relever en matière de sécurité sont de plus en plus nombreux et complexes.

Mais la LPol ne doit pas être une fatalité. Aujourd'hui, plus que jamais, il est impérieux de recouvrer le bon sens, de laisser de côté les querelles partisans et autres intérêts personnels qui n'ont pas leur place lorsqu'il est question de service public.



Il est essentiel de faire preuve d'honnêteté intellectuelle et du sens des responsabilités, en cessant de nier ou de cacher les problèmes et multiples dysfonctionnements devenus si flagrants avec le temps. Il est désormais urgent de prendre des mesures fortes et d'opérer des changements de fond, pour le bien de votre police, des Institutions, mais surtout en faveur de la population.

Vouloir ajouter un étage à un édifice qui repose sur des fondations vacillantes est illusoire et dangereux. C'est pourtant bien ce que propose l'amendement général du DSPS. Non, pour reconstruire, il faut trouver le courage de déconstruire. Le temps est venu pour notre police de s'ériger sur de nouvelles bases, des bases solides et saines, et ce, dans l'intérêt général.

Au vu de ce qui précède, le SPJ et l'UPCP vous invitent donc à rejeter l'amendement général déposé par le DSPS, et à soutenir le PL12521 ainsi que les amendements apportés à ce dernier par Monsieur le Président Sébastien Desfayes. Pour que la police genevoise redevienne attractive. Pour qu'elle puisse offrir à ses inspecteurs et ses gendarmes une formation d'excellence, adaptée aux spécificités métiers de deux entités, une formation en adéquation avec notre temps, ainsi qu'avec les réalités de Genève. Enfin et surtout, pour que cette police soit à nouveau en mesure de répondre de manière optimale aux besoins des citoyens. Et ce, à moindre coût pour les contribuables.

Mais ce n'est pas tout ce que vous demande les syndicats de police.

Si vous deviez voter les amendements de la LPol, il sera dès lors essentiel de veiller - avec la plus grande attention et fermeté - à ce que la nouvelle teneur de la loi soit rigoureusement appliquée par une direction de la police qui pourrait peut-être être tentée - même si nous ne l'espérons pas - par une certaine résistance passive à ces changements pourtant aussi évidents que nécessaires.

Nous nous tenons bien évidemment à votre disposition.

Pour le comité SPJ

Pour le comité de l'UPCP

Frédéric MULMANN, Président

Marc BAUDAT, Président

Michael BERKER, Vice-Président



## REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

Département de la sécurité, de la population et de la santé

Le Conseiller d'Etat

DSPS  
Case postale 3952  
1211 Genève 3

Mesdames et Messieurs les députés de la  
Commission judiciaire et de police  
(COJUP)

Genève, le 26 septembre 2022

**Concerne : Amendements à la Loi sur la police (LPol)**

Monsieur le Président,  
Mesdames les Députées,  
Messieurs les Députés,

En ma qualité de président du département de la sécurité, de la population et de la santé, il est de mon devoir d'attirer l'attention de votre commission sur les conséquences dommageables et durables, d'un point de vue institutionnel qui résulteraient d'un vote par votre commission et le Grand Conseil, en l'état du projet de loi 12521 avec les amendements de commission y relatifs.

En effet, il ressort qu'en l'état le PL 12521 et ses amendements visent *de facto* à abolir la LPol, et revenir à une structure datant de 1957, induisant le retour à une organisation par "corps", aux règles de gestions multiples, aux grades et aux classes de traitement propres à chaque entité historique.

Pire encore, il est question d'inscrire dans la loi la localisation de la formation dans notre canton, alors que le concept général de formation est désormais inter-cantonal, des groupes de travail réunissant les Conseillers d'Etat de VD-VS-JU-NE-FR et GE ayant débuté leurs travaux.

Dans la mesure où la LPol a fait précisément l'objet d'un référendum populaire et a donc été soumise au peuple qui s'est déterminé en faveur de celle-ci il y a à peine sept ans (la LPol étant approuvée par le peuple genevois le 8 mars 2015 et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2016), il me semble que de remettre maintenant en question cette loi est largement prématuré.

Pour mémoire, au printemps 2019, au moment où j'ai repris au sein de mon département la responsabilité de la sécurité, j'ai initié une évaluation de la mise en œuvre de cette LPol, au sujet de laquelle votre commission, ainsi que la commission du personnel (Compers) et les syndicats ont été régulièrement consultés. Dans ce cadre des séances spécifiques ont été organisées au sein de la COJUP, soit :

- aux questions de formation et de ressources humaines (soit le 28 avril 2022), au cours de laquelle le coordinateur romand de la formation policière, M. André Etter est venu présenter le concept général de la formation suisse (Institut suisse de police),

- aux aspects organisationnels et en particulier à la Direction des opérations (ci-après DIROP) (soit le 30 juin 2022).

Enfin il avait été convenu d'organiser prochainement une troisième séance relative aux questions spécifiques liées à la sécurité de proximité (date qui restait à fixer de concert avec votre commission avant même que celle-ci ne décide de voter les amendements en bloc du PL 12521).

A la forme, j'ai peine à comprendre l'empressement de votre commission à vouloir voter ce PL 12521 et ses nombreux amendements, sans mise en perspective, et ce à quelques mois avant la fin de la législature, sauf à considérer que l'objectif est de satisfaire des organisations syndicales, dont les objectifs n'ont pas pour priorité le bon fonctionnement du corps de police.

De plus, je m'étonne qu'alors que votre commission nous a pressés de déposer les amendements du département au 30 juin 2022, afin d'attester de la réalité de l'avancement des travaux (qui avaient pour objectif d'être présentés par mes soins et discutés au sein de votre commission), celle-ci ait décidé de transmettre ceux-ci à la commission du personnel et aux organisations syndicales, provoquant un émoi compréhensible auprès de ceux-ci.

Au fond, le courrier des syndicats UPCP et SPJ, adressé à votre commission en date du 11 septembre courant, appelle de ma part les commentaires ci-dessous, que je compléterai oralement le 29 ct.

Ce courrier reflète une vision corporatiste et nostalgique qui fait fi du développement du métier de policier de ces vingt dernières années, notamment en termes d'évolution de la criminalité et de la gestion de la menace. D'un côté, les auteurs insistent sur le retour de la dénomination "Gendarmerie", et de l'autre, sur la question du recrutement et de la formation de base. Les auteurs prennent position pour le PL 12521 dont ils se targuent d'être à l'origine – avec d'autres acteurs – lequel a été amendé plusieurs fois depuis sa présentation initiale.

Je constate que ce courrier se réfère encore à une étude du Département de sociologie de l'Université de Genève, mandatée par la direction de la Police, datant de 2016 et publiée en 2017 – soit au moment des changements d'affectation et de la transition vers une nouvelle organisation. Cette étude reflète les conditions et surtout les inquiétudes liées à la transition et la réorganisation, mettant en évidence les besoins en accompagnement du changement, en passant notamment d'une organisation par "corps" hiérarchisés à une organisation matricielle par pôles de compétences.

## 1. Dénomination "gendarmerie"

Si la gendarmerie en tant que corps constitué a disparu avec la LPol en 2014, elle n'a pas disparu dans les missions. Les services opérationnels uniformés sont actuellement définis dans la LPol (article 15) comme étant des services de gendarmerie ; le premier grade est effectivement toujours celui de gendarme (article 5 ROPol).

Les éléments suivants peuvent être considérés aujourd'hui, comme hier, comme étant les dénominateurs communs de la mission de gendarmerie :

- Le maintien de l'ordre et la sécurité publique.
- Du personnel "projetable" au-delà des frontières cantonales (GMO/GIRO).
- Du personnel engageable dans des missions de circonstances ou pour des prestations orientées sur les besoins (par exemple en situation de crise).
- Des engagements extraordinaires (par exemple, dans le cadre d'EUROFOOT sur plusieurs semaines, ou de COVID-19 sur plus d'un an).

Une série de mesures d'accompagnement a été recommandée par le comité de pilotage d'évaluation de la mise en œuvre de la LPol (ci-après COPIL) en 2021, notamment afin de créer une culture commune "Police" en se basant sur des traditions issues des "corps" antérieurs.

L'organisation de la DIROP en tant qu'entité transverse de coordination et de conduite, est structurée sur des enjeux et des prestations spécifiques, gages de la solution la plus efficace et la plus fonctionnelle. D'une part, le chef des opérations qui est responsable de la conduite stratégique et de l'engagement des moyens (service des commissaires et service du renseignement). D'autre part, le centre des opérations et de la planification, qui dispose des moyens de conduite (centrale d'engagement, de coordination et d'alarme - CECAL) et d'unités opérationnelles dont le rôle est de mener les efforts principaux et la première réponse de maintien de l'ordre et de sécurité publique. Cette organisation permet de diminuer la concurrence entre les services opérationnels et de privilégier la complémentarité des compétences pour la réalisation des objectifs stratégiques, comme par exemple, la mise en œuvre de la politique criminelle commune. Elle permet par ailleurs d'apporter la première réponse d'ordre public en limitant le recours aux ressources des services opérationnels.

Dans le cadre actuel de la LPol, la création d'une nouvelle entité baptisée "gendarmerie" comme le propose le PL 12521 ne serait pas opportune. En effet, celle-ci serait redondante avec la DIROP – que le PL 12521 propose de maintenir.

De surcroît, si votre commission devait voter le retour de la gendarmerie, il conviendrait de fait de rétrograder les fonctions des hauts cadres de la police, alors que dans la réalité, et selon les principes des droits acquis, ces mêmes personnes pourraient maintenir leurs conditions salariales jusqu'à leur départ à la retraite, ce qui, d'un point de vue de motivation de ces cadres, et d'un point de vue économique, serait particulièrement dommageable et incompréhensible.

Les amendements proposés par mon département visent au contraire à consolider les prestations, en donnant davantage de moyens aux services opérationnels dans l'accomplissement de leurs missions spécifiques. En sus, ces derniers sont appuyés et coordonnés par une conduite permanente du chef des opérations.

Une "gendarmerie" signifierait un retour à des "corps" plus hermétiques qu'ils ne l'ont jamais été, car derrière cet objectif syndical se cache aussi l'idée de recrutements, de rémunérations et d'écoles différenciées pour le personnel de la gendarmerie et de la police judiciaire. En effet, et à nouveau, si votre commission devait aller dans le sens des syndicats, il est hautement prévisible que ces mêmes syndicats auront des prétentions de rémunération plus élevée pour le personnel concerné par cette hypothétique restructuration.

Enfin, et s'agissant de cette volonté de retrouver une gendarmerie, il sied de rappeler que dans la création de la LPol celle-ci avait été décriée du fait de sa taille particulièrement importante et de sa mission beaucoup trop générale.

## **2. Recrutement et formation policière**

Le bilan de la LPol se fait l'écho de préoccupations dans le domaine du recrutement, de la formation initiale, de l'affectation du personnel policier, ainsi que du plan de carrière. Il convient d'évoquer les travaux aboutis dans ce domaine:

- Des mesures d'amélioration ont été prises, à l'instar du recrutement permanent en coopération étroite avec d'autres partenaires, comme les polices municipales.
- Le suivi des aspirants et l'instruction spécifique au canton ont également été améliorés auprès de l'Académie de police, où près de la moitié des formateurs sont issus de la

- Les critères pour l'affectation dans les services, ainsi que les stages lors de la 2<sup>e</sup> année, ont également fait l'objet d'une adaptation.
- La question des grades spécifiques de la police judiciaire a été traitée.

Par ailleurs, la suppression de certains grades ainsi que les mécanismes de l'avancement des grades automatiques font déjà l'objet de solutions concrètes, incluant une modification du ROPol.

Comme évoqué lors de nos interventions auprès de votre commission, les directives concernant la formation policière émanent de l'Institut suisse de police (ISP), respectivement du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).

Le Concept général de formation (CGF) établi en 2004 et révisé en 2020, a réformé le brevet fédéral de policier, unique pour l'ensemble de la filière professionnelle, quelles que soient les affectations opérationnelles. Le plan cadre de la formation initiale est aujourd'hui fixé de manière précise, de sorte que la réouverture d'une école de police à Genève se verrait imposer le même nombre d'heures et les mêmes matières qu'à l'Académie de police de Savatan.

Genève est le canton qui bénéficie le plus souvent et de manière la plus importante de la collaboration policière inter-cantonale, dans le cadre du Concordat romand ainsi que dans le cadre de la convention d'engagement IKAPOL. La coopération est essentielle pour la sécurité et le rayonnement de Genève et permet au centre de formation de la police et des métiers de la sécurité (CFPS) de se spécialiser dans certains domaines – à l'instar de la sécurité de proximité, la protection rapprochée ou encore certaines spécialités dans le domaine judiciaire.

Au moment du projet de création d'une Ecole romande de police multisites (ERPM), il convient de rappeler, comme nous l'avons fait auprès de votre commission le 28 avril dernier, que l'ouverture d'une école à Genève impliquerait des investissements financiers importants et pérennes. Les coûts de celle-ci seraient, selon les analyses de l'entreprise Tri-aspect pour le compte de la Conférence latine des chefs de départements de justice et police (CLDJP), 15 à 20% plus élevés qu'aujourd'hui dans le cadre de la mutualisation actuelle.

Enfin, il est faux de croire, comme le laisse entendre le courrier du 11 septembre, que la formation initiale permettait avant 2016 aux aspirants d'être entièrement opérationnels au terme de l'école.

Actuellement la formation initiale dure deux ans, dont la deuxième année a lieu à Genève, sous forme de deux stages – par contraste avec un système qui auparavant proposait quatre voire cinq stages plus courts et ne permettant que de se faire une idée sommaire du travail dans les différents postes et brigades. A l'issue des deux ans de la formation actuelle, s'ajoute une période probatoire de deux ans. On comprend dès lors que cette formation est bien plus complète. Elle est par ailleurs complétée par une formation continue, qui est aujourd'hui comme hier, de la responsabilité du canton.

Enfin, le retour de la formation dans notre canton serait incompréhensible pour nos partenaires des autres cantons romands, avec qui nous avons établi des conventions de collaboration, qui plus est, les conséquences politiques et économiques de cette dissolution de ces conventions devraient être calculées avant de procéder à une telle décision. Il en résulterait une marginalisation de Genève, dans un contexte politique de rapprochement et de mutualisation des moyens et des ressources, à l'instar de la formation romande des particularismes de la police judiciaire.

### 3. PL 12521

Le bilan LPol de février 2021 avertissait déjà des conséquences dommageables du PL 12521. En effet, une douzaine de points au moins posaient de graves problèmes dans leur mise en



œuvre et leur fonctionnement. Bien que le projet a été partiellement modifié, celui-ci contient, comme évoqué ci-dessus, des amendements auxquels le département ne peut en aucun cas souscrire.

La LPol, mise en œuvre au printemps 2016, est le fruit de constatations, d'expériences et de réflexions depuis 2008 et le développement des projets "PHENIX" ou "POLICE 2015". La démarche a notamment reposé sur un sondage interne à la police, de nombreux entretiens avec les partenaires institutionnels et une large consultation de la population, permettant d'intégrer les attentes et les besoins mutuels. Le développement d'une nouvelle loi hors de l'expérience et des structures spécialisées, sans le recours à des analyses chiffrées et vérifiées, présente un réel risque pour le fonctionnement de la police. Il est susceptible de plonger le corps de police dans une période d'instabilité, préjudiciable au service à la population et générant un risque majeur sur les enjeux de sécurité.

En outre, comme vous le savez, les questions spécifiques liées à la sécurité de proximité font également l'objet de discussions avec l'Association des Communes Genevoises (ACG). Il faut noter que, malgré son importance essentielle pour les prestations au profit de la population et la prise en compte de ses attentes, cet enjeu est cependant absent des préoccupations syndicales.

#### 4. Amendements proposés

Sur la base des propositions détaillées du COPIL, le Département a présenté lors de la séance de la COJUP du 30 juin 2022, un amendement général au projet de loi PL 12521. Ces amendements portent principalement sur les points suivants :

- La suppression du Conseil consultatif de sécurité (CCS, article 3) au profit d'une organisation similaire en voie de création dans le cadre de la CLDJP et de l'Ecole romande de police.
- La suppression de la notion "d'organisation militaire" (article 4).
- La composition et l'articulation des services opérationnels et d'appui de la police (article 6) et la revalorisation de la DIROP ainsi que des fonctions de chef des opérations et de chef d'état-major.
- L'attribution des tâches communes aux policiers mais aussi aux agents de sécurité publique (ASP, article 7).
- La précision des missions de la DIROP dans le sens de la coordination du renseignement, de la planification et de la conduite permanente (article 8).

Sachant que les questions concernant le recrutement et l'affectation des policiers ont déjà été traitées, que celles de la gouvernance et des grades sont en cours de traitement, vous comprendrez que ces amendements permettront d'améliorer rapidement, efficacement et sûrement le fonctionnement de la police cantonale et lui éviteront de prolonger la période d'incertitude et d'insécurité liée à la mise en œuvre de la LPol – alors que de nombreuses autres crises et situations exceptionnelles et surtout les attentes légitimes de la population, demandent au contraire de la confiance, de la sérénité et de l'efficacité.

\*\*\*

Comme vous le savez, cette LPol a fait, depuis son élaboration, l'objet de très nombreuses contestations par le personnel syndiqué de la police avec des recours devant les tribunaux. La population a pris position sur cette loi par la voie démocratique. Il convient de respecter celle-ci et non pas la remettre en question quelques années plus tard, via ce PL 12521 au demeurant ancien et dépassé, et ses amendements. A contrario, l'adoption du PL 12521 annihilerait tout le processus démocratique qui a prévalu à l'adoption de la LPol (élaboration, défense devant la commission du Grand Conseil *ad hoc*, vote par le Grand Conseil, référendum populaire, et votation populaire) et donnerait dès lors plus d'importance et de poids à la voix des organisations syndicales qu'à celle du peuple.

J'aurai l'occasion de revenir sur ce courrier et sur les différents arguments permettant de convaincre, de ne pas faire l'erreur de voter en l'état le PL 12521, dont j'ai pu vous exposer ci-dessus certaines conséquences négatives institutionnelles que celui-ci impliquerait. Si la majorité de votre commission devait maintenir sa décision présumée, je proposerai alors au Conseil d'Etat d'inviter celle-ci à suspendre ses travaux le temps que celui-ci revienne avec une refonte totale de la LPol, ce que celui-ci s'est précisément interdit du fait de la volonté populaire exprimée récemment.

Enfin et d'un point de vue plus politique, je ne veux pas croire que votre commission n'ait pas pris conscience des mobiles inavoués de cette subtile alliance de circonstance entre le syndicat de la police judiciaire (SPJ) et de la police uniformée (UPCP). Ainsi, le premier soutient l'objectif du second de recréer cette grande Gendarmerie à laquelle on attribue des mérites largement usurpés, en échange de quoi le second soutient le retour de la formation de la police judiciaire à Genève. Dès lors, deux corps de police étanches seront à nouveau constitués avec une gendarmerie au commandement unique sans droit de regard sur la police judiciaire, cette dernière pouvant à nouveau évoluer en vase clos, sans transversalité et sans comptes à rendre ailleurs qu'au Ministère public. En réalité, c'est le concept de droit fédéral de la formation unique du policier que les syndicats cherchent à contourner à des fins corporalistes.

En vous remerciant de l'attention que vous prêterez à ces lignes, et dans l'attente de vous rencontrer à cet effet, je vous prie de croire, Mesdames et Messieurs les Députés, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Mauro Poggia

## ANNEXE 14



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE  
POUVOIR JUDICIAIRE  
**Ministère public**

Ministère public  
Route de Chancy 6B  
Case postale 3565  
1211 Genève 3

N/réf : JOO / tuk

**Anticipé par courriel**

Grand Conseil  
Commission judiciaire et de la police  
Monsieur Sébastien DESFAYES  
Case postale 3970  
1211 Genève 3

Genève, le 28 septembre 2022

**PL 12521**

Monsieur le Président,

Je me réfère au projet de loi mentionné sous rubrique, déposé en 2019 et à l'étude depuis lors devant votre commission.

Comme pour tout objet parlementaire portant sur la police, je suis parti du principe que votre commission m'entendrait lorsqu'elle l'estimerait opportun. Je n'ai en effet pas besoin de souligner que la police est l'instrument principal d'action du Ministère public et qu'à ce titre, ce dernier est éminemment concerné par toutes les questions qui portent sur son organisation, la formation de ses personnels et leur disponibilité à remplir les missions de police judiciaire.

Pour mémoire, même si la police est hiérarchiquement rattachée au Conseil d'Etat par l'intermédiaire du département qui en a la charge, elle accomplit ses tâches de police judiciaire sous la surveillance et selon les instructions du Ministère public (art. 15 CPP). Relèvent de la police judiciaire toutes les activités soumises au code de procédure pénale, soit toutes celles qui sont relatives à la poursuite des auteurs d'infractions. En termes organisationnels, cela concerne non seulement la police judiciaire en tant que telle, mais tous les autres services opérationnels (police-secours, police de proximité, police internationale, police routière, brigades rattachées à la direction des opérations, etc.), qui sont les principaux pourvoyeurs, en termes quantitatifs, du Ministère public.

Pour toutes les activités de police judiciaire, le Ministère public est le seul destinataire (avec, dans son domaine, le service des contraventions) des prestations de la police. Il est ainsi à même de se prononcer sur la qualité de ces prestations et son évolution. Il tient avec les cadres de la police de très nombreux rapports au cours desquels il fait part de ses directives en la matière. Il participe en outre activement à la formation des policiers.

Le conseiller d'Etat en charge du DSPS m'indique que votre commission est saisie d'amendements au PL 12521, dont je n'ai pas eu connaissance. Il m'indique également vous avoir saisi d'un amendement général. Enfin, il me fait savoir qu'il a sollicité mon audition.

Lettre du Ministère public - page : 2/2

---

Il va de soi que le PL 12521 aurait une forte incidence sur le Ministère public. Je peux imaginer qu'il en irait de même des amendements dont votre commission a été saisie. Dans ce contexte, il me paraît indispensable que votre commission prenne le temps de consulter le Ministère public et viens dès lors par la présente solliciter son audition. Je souhaite bien évidemment disposer du texte des amendements et du temps nécessaire pour les examiner avec mes premiers procureurs.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Olivier JORNOT

Procureur général





RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

**GRAND CONSEIL***ANNEXE 15*

## DEMANDE D'AMENDEMENTS

Présentée par M. le Député Sébastien Desfayes

**Concerne: PL 12521**

### TEXTE

#### **Article 6 Composition de la police (nouvelle teneur)**

1. La police, dirigée par un commandant ou une commandante, est formée des deux corps suivants :
  - a) la gendarmerie ; et
  - b) la police judiciaire.
2. Les services d'appuis facilitent l'action de la police et sont composés de :
  - a) la direction de la stratégie ;
  - b) la direction des ressources humaines ;
  - c) la direction du support et de la logistique ;
  - d) la direction des finances.
3. Les commissaires de police forment un service transversal.

Signature

*Date de dépôt : 18 octobre 2022*

## RAPPORT DE LA MINORITÉ

### Rapport de Pierre Conne

#### 1. Introduction

La loi sur la police actuelle (LPol), adoptée par notre Grand Conseil le 9 septembre 2014 puis, suite au référendum, par le peuple genevois, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2016.

Contrairement à ce que les détracteurs de cette nouvelle loi prétendent, il ne s'agissait pas de créer ex nihilo de nouvelles structures et de nouvelles hiérarchies, mais de donner une base légale cohérente à des innovations qui s'étaient imposées progressivement en tant que besoins au commandement de la police depuis le début des années 2000 déjà.

Souvenons-nous du projet Phénix qui a façonné les contours de la police du futur et de la LPol. Présenté en juin 2011, il avait pour objet d'identifier toutes les missions que la police devait être en mesure d'accomplir pour remplir sa mission. Ces missions, au nombre de cinq, ont fondé la nouvelle organisation de l'institution, divisée en cinq unités (proximité, secours, circulation, judiciaire, sécurité de l'aéroport et du milieu diplomatique). Il s'agissait de rendre plus visible et plus efficace les activités de prévention et de police de proximité, au service de la population. C'est alors que le service des commissaires et la Direction des opérations ont été instaurés, de même que le projet de formation intercantonale qui s'inscrivait dans un nouveau concordat romand. L'accueil politique et même syndical a été largement positif.

Lors de l'adoption de la LPol en 2016, nous étions conscients que la mise en œuvre de la nouvelle organisation prévue par ce changement législatif allait prendre du temps afin d'assurer les ajustements de l'importante et complexe institution qu'est la police genevoise.

Nul doute que le passage des trois services d'antan de dimensions et de constitutions bien inégales (gendarmerie, police judiciaire, surveillance des ambassades) à un seul « corps » de police allait dans le sens de l'évolution du métier de policier, dont les exigences et responsabilités étendues sont définies par la création d'un brevet fédéral unique.

Cependant, force est de constater que la structuration du corps de police en services identifiés sur la base de ses missions et dotés de personnels formés en conséquence, coordonnés par une direction opérationnelle disposants des informations du terrain et des moyens de commandement, allait de pair avec des transformations identitaires touchant les policiers ; instaurer un organe de direction et de coordination de l'ensemble des services qui composent la gendarmerie avec la police judiciaire, remettait en question les anciens pouvoirs internes pour en créer d'autres, mieux adaptés aux besoins actuels de la population, telle que « Police-secours », « Police routière » facilement identifiables dans le cadre de leurs missions respectives.

**Nous avons toujours considéré que la mise en œuvre de cette nouvelle organisation méritait une attention constante et devait pouvoir être adaptée sur la base d'évaluations objectives afin de donner à la police les moyens de remplir efficacement toutes ses missions. Preuve en est les différents projet de loi pour l'augmentation du nombre de policiers et pour l'équipement de ceux-ci.**

***a) Motion 2540 « pour un bilan de la loi sur la police (LPol) »***

C'est pour cette raison que le 29 avril 2021, notre Grand Conseil a adopté la motion 2540 « pour un bilan de la loi sur la police (LPol) » initiée par le PLR qui

*invite le Conseil d'Etat*

- à tenir compte des problèmes nombreux engendrés par la mise en œuvre de la LPol ;*
- à proposer des modifications réglementaires et organisationnelles afin d'améliorer la situation actuelle.*

Pour bien nous rendre compte de la prise en considération des problématiques organisationnelles de la police et des solutions mises en place par le Conseil d'Etat, je vous invite à prendre connaissance de sa réponse à la motion 2540 dont notre Grand Conseil a pris acte le 28 janvier 2022 :

***Réponse du conseil d'Etat à la Motion 2540***

*L'ancien département de la sécurité, de l'emploi et de la santé a entrepris en septembre 2019 un bilan portant sur la mise en œuvre de la loi sur la police, du 9 septembre 2014.*

*Il ressort de ce travail et des nombreux entretiens réalisés que la réforme des structures de la police cantonale s'inscrit dans un processus de réflexion sur le long terme, induit notamment par plusieurs impulsions externes :*

- l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011 du code de procédure pénale suisse, du 5 octobre 2007 (CPP ; RS 312.0) ;
- la création, en 2012, d'une direction des opérations pour planifier et coordonner les grands événements et les partenaires de la sécurité ;
- la création, également en 2012, du service des commissaires pour gérer les situations d'urgence, en particulier la nuit et les fins de semaines ;
- la mise en œuvre d'une politique criminelle commune (PCC) depuis août 2012 ;
- la mise en place sur le plan fédéral, en 2000 et 2020, d'un concept général de formation policière (CGF) portant à 1 an puis à 2 ans la formation de base des policiers dans toute la Suisse, ainsi que l'introduction d'un programme commun très contraignant.

Il sied de rappeler que la LPol est le résultat de plus d'une décennie de réflexions et a remplacé une loi et une organisation datant de 1957.

L'ancienne organisation était limitée en termes d'effectifs et de spécialistes, ainsi que par une organisation en services distincts et autonomes, ne permettant que très difficilement la coopération autour de problématiques transverses ou la mobilisation de forces importantes pour faire face à de grands événements.

L'analyse du bilan se fonde sur l'étude de plus de 170 entretiens et 10 immersions qui ont été réalisés de septembre 2019 à septembre 2020, ce qui représente environ un dixième de l'effectif de la police. Ils ont touché l'ensemble des services concernés, mais également des spécialistes de la formation ou encore les syndicats. Ils ont également été menés avec d'anciens collaborateurs ainsi que des experts reconnus de toute la Suisse romande.

Si la nouvelle structure de la police a eu de nombreux effets positifs, en encourageant notamment la collaboration interne ou transverse, la mobilité du personnel entre les services, ainsi que la coopération de la police avec ses nombreux partenaires, l'étude a démontré que des améliorations sont possibles, selon 3 axes principaux : la conduite, les ressources humaines et la formation, ainsi que la sécurité de proximité.

1. Dans le domaine de la conduite et de la gouvernance : il s'agit d'améliorer la structure et le rythme de conduite de l'état-major de la police, d'unifier et de simplifier les processus de conduite au sein de la direction des opérations (DIROP), de préciser les missions et les cahiers des charges des cadres et des brigades.

2. Dans le domaine du personnel, de la carrière et de la formation : il s'agit d'améliorer le recrutement et d'élaborer, avec les aspirants et les



collaborateurs, un véritable plan de carrière comprenant des objectifs individualisés pluriannuels. La question des statuts du personnel a été intégrée à cet axe.

3. Dans le domaine de la sécurité de proximité : il s'agit de préparer un plan et des options politiques entre le canton et les communes afin de développer et de mieux organiser ce secteur important, fortement sollicité et attendu par la population genevoise.

Le bilan du département chargé de la sécurité détaille, pour chacun de ces 3 axes, une liste de 29 recommandations, dont la constitution d'un comité de pilotage (COPIL) chargé de mener les travaux dans ces domaines. Après une phase marquée par d'importants changements, le retour à une forme de stabilité et à un pilotage sectoriel des réformes est privilégié.

Les premiers résultats ont été présentés à la commandante de la police et au chef du département chargé de la sécurité en juin de cette année, et l'analyse se poursuit actuellement.

A ce jour, deux variantes pour la reconfiguration de l'état-major de la police ont été proposées. Le travail de mise en œuvre nécessite d'inclure le futur chef d'état-major et le futur chef des opérations, dont les fonctions sont essentielles et revalorisées. La dernière phase du recrutement de ces 2 personnes-clés est encore en cours.

Dans le domaine de la conduite, la DIROP devra se recentrer autour de ses missions de base au niveau opératif que sont la coordination du renseignement, la planification et la conduite permanente. Une telle réorganisation doit permettre d'augmenter le nombre de policiers disponibles sur le terrain.

Les rapports entre la DIROP et les services opérationnels devront à terme être revus, afin de garantir une simplification de la chaîne de la conduite, une meilleure coordination au jour le jour et une gestion plus efficace des personnels. Il faut noter à ce titre que plusieurs grands programmes informatiques ont connu des retards importants, notamment pour la gestion des centrales d'alarme, pour la gestion des horaires des personnels, mais également pour la gestion des dossiers et des pièces. L'introduction de nouveaux outils pourrait à terme sensiblement diminuer le nombre de personnels actuellement dédiés à ces tâches.

Dans le domaine du recrutement et de l'incorporation des aspirants, d'importants changements sont en cours, dans le cadre de la mise en œuvre du Concept général de formation 2020, de l'évolution de l'Académie de police et de la volonté concordataire des cantons de créer, à terme, une école romande de police. Sur le plan interne, plusieurs mesures doivent être mises en place

*afin d'améliorer l'information, le suivi et l'incorporation des candidats puis des aspirants, à l'issue de leur 2<sup>e</sup> année de formation.*

*Dans le domaine du personnel, des passerelles et de meilleures synergies sont à l'étude afin d'améliorer la mobilité des différents types de personnels, ainsi que de profiter des synergies que l'on trouve parmi les nombreuses formations offertes par le Centre de formation de la police et des métiers de la sécurité (CFPS).*

*La question de la prétendue « inflation des grades » a été examinée dans le détail et il en ressort que le nombre de cadres supérieurs, par rapport au nombre de policiers total, a au contraire diminué ces 10 dernières années.*

*Certaines perceptions d'une inflation des grades sont liées à l'uniformisation des grades des différents services opérationnels. Des solutions pragmatiques ont notamment été proposées, par exemple pour respecter certaines spécificités au sein de la police judiciaire ou pour simplifier la pyramide hiérarchique. Des études de détail ont actuellement lieu à cet effet.*

*Dans le domaine de la sécurité de proximité, un état des lieux est aujourd'hui nécessaire. La mise en œuvre de nouveaux outils communs et la revalorisation de la formation des agents de police municipale (APM), qui sont formés au sein du CFPS, permettent d'envisager à l'avenir une meilleure répartition des missions, des rôles et des moyens entre la police cantonale de proximité et les APM. La situation exceptionnelle que nous avons connue dans le cadre des premières vagues COVID, durant le printemps et l'été 2020, démontrent en outre qu'une meilleure coordination entre les APM est dans l'intérêt de tous.*

*Les travaux du COPIL doivent se poursuivre jusqu'au mois de mars 2022.*

*A cette date, une première moitié des recommandations de la feuille de route se trouvera au stade de la mise en œuvre ; la réalisation de la seconde moitié des mesures est prévue d'ici la fin de la législature.*

*En conséquence de ce qui précède, le Conseil d'Etat pourrait, le cas échéant, déposer d'ici la fin du premier semestre 2022 un projet de loi modifiant quelques éléments de la LPol actuelle sur la base des travaux entrepris par le COPIL.*

#### Il faut retenir :

- Le Conseil d'Etat non seulement admet que l'organisation de la police doit être améliorée, mais il se dote d'une stratégie et de moyens afin d'y répondre adéquatement.

- La minorité de la commission vous invite à suivre les recommandations du Conseil d'Etat.

**b) *Le travail bâclé de la commission judiciaire et de la police menace notre équilibre institutionnel***

Pourquoi notre Grand Conseil n'est-il pas capable d'admettre que le travail demandé par tous, policiers, pouvoir exécutif et législatif, est en train d'être accompli ? Pourquoi tant d'empressement à vouloir tout détruire sans tenir compte des réalités ?

Il y a donc dans ce débat des enjeux partisans sans lien avec la recherche de la meilleure organisation possible de la police et nous invitons les groupes qui soutiennent le PL 12521-A tel que voté par la commission judiciaire et de la police à interroger leur conscience.

Mais il y a surtout un enjeu institutionnel et une question grave : celle de la démocratie et du respect des choix et des décisions populaires.

Car oui, cette LPol que la commission a détricotée avait obtenu l'adhésion du peuple.

La législature touche à sa fin, est-ce là une raison pour voter sans débattre, pour réformer sans écouter, pour changer sans réfléchir ?

Que se passera-t-il dans quelques mois ? Une nouvelle majorité peut-être dans ce Grand Conseil. Que fera cette nouvelle majorité ? Changera-t-elle une troisième fois l'organisation de la police ? Détricotera-t-elle à son tour toutes les lois que nous avons tricotées ? Annulera-t-elle tous les votes que le peuple a faits ces dernières années ? Contre l'avis du peuple, on supprimera le salaire minimum. Contre l'avis du peuple, on étendra les horaires d'ouverture des magasins. Contre l'avis du peuple, la Goutte Saint-Mathieu restera agricole, mais, à l'inverse, Pré-du-Stand accueillera le pôle football. Contre l'avis du peuple, on introduira un Cycle d'orientation hétérogène. Contre l'avis du peuple, on réduira les subsides LAMal. Et pour éviter que le peuple ait le temps de réagir, on fera tout cela en deux séances de commission, on demandera le vote en urgence au Grand Conseil. Contre l'avis du peuple, on décapitalisera la caisse de retraite des fonctionnaires. Contre l'avis du peuple, on reconstruira une caserne aux Vernets, au lieu des logements qui doivent bientôt s'y installer. Demain, une majorité de circonstance supprimera l'Hospice général et confiera l'accueil des réfugiés à des entreprises privées.

Notre responsabilité institutionnelle de députés n'est pas de suivre servilement des groupes d'intérêts, aussi légitimes soient-ils. Notre

responsabilité est d'examiner les lois qui nous sont proposées, d'en débattre, de chercher à les améliorer, à renforcer leur assise démocratique.

Bien sûr, le Conseil d'Etat aurait pu se montrer plus déterminé et plus prompt à proposer ses propres améliorations. Mais souvenons-nous que la période de traitement de ce projet de loi a coïncidé avec la crise sanitaire et que l'Exécutif a alors défini ses priorités en tenant compte du fait que le PL 12521 n'a aucun caractère urgent.

Et n'est pas parce que nous arrivons en période électorale, que certains constatent la vacuité de leur bilan, que nous devons céder à l'ivresse du désordre et de la vitesse.

### Il faut retenir :

Notre Grand Conseil vote des lois. Celles-ci peuvent être modifiées, corrigées, complétées. Mais elles doivent durer. Respectons cette responsabilité que nous confie, provisoirement, le peuple et remettons-nous au travail en renvoyant le PL 12521 à la Commission judiciaire et de la police pour terminer le travail.

## **2. Chronologie et description synthétique des travaux de la commission judiciaire et de la police**

La commission judiciaire et de la police a tenu en tout et pour tout 22 séances où le PL 12521 se trouve à l'ordre du jour. Mais il faut tenir compte du fait que le PL 12521 a été un parmi huit autres objets dits « Police » (motions, pétitions et projets de lois) en travaux au sein de la commission judiciaire et de la police et examinés ensemble dans un grand nombre de ces 22 séances.

De plus, les travaux sur ces objets ont été gelés jusqu'au 25 novembre 2021 car jusqu'à cette date la commission judiciaire et de la police examinait avant tout la motion M 2540 qui demandait que soit réalisé un bilan de la LPol.

En revanche, seules douze séances ont véritablement été consacrées au PL 12521, dont quatre séances à l'époque de l'étude du bilan LPol (27.06.2019, 10.06.2021, 24.06.2021, 4.11.2021).

Ayant pris acte du bilan (M 2540), ce **sont donc seulement huit séances** qui ont été consacrées à l'étude et aux amendements du PL 12521 : 13.01.2022, 20.01.2022, 9.06.2022, 16.06.2022, 30.06.2022, 25.08.2022, 15.09.2022 et 29.09.2022.

Lors de ces huit séances consacrées au PL 12521 :

- Les divers syndicats et la commission du personnel de la police ou leurs courriers ont occupé cinq séances ;

- Le département de la sécurité a été entendu à quatre reprises ; parfois en présence de la commandante de la police et du directeur des opérations ;
- Deux séances ont été consacrées à des présentations et discussions sur la formation policière et la gouvernance, dont aucun élément n'a été retenu dans le cadre du PL 12521 ;

Mais le Ministère public n'a pas été auditionné ni les chefs des services opérationnels (police-secours, police judiciaire, la police de proximité, la police internationale, la police routière).

#### Il faut retenir :

En adoptant précipitamment le projet de loi 12521, la commission judiciaire et de la police (CoJuP) a délibérément bâclé son travail :

- Elle a défait en moins d'une année le fruit de plus de dix ans de réflexions et de vingt ans d'expérience opérationnelle ;
- Elle a refusé d'auditionner le Ministère public, l'une des deux autorités à laquelle la police est soumise – de peur, sans doute, d'être convaincue qu'elle était sur le point de commettre des erreurs ;
- Les chefs des services opérationnels de la police, ceux qui font fonctionner l'institution et qui connaissent la réalité du terrain n'ont pas été entendus.
- Elle a renoncé à un véritable débat article par article d'un projet de loi qui en contient vingt.

### **3. Ministère public**

Le Ministère public a été délibérément exclu des travaux de la commission judiciaire et de la police lors de ses travaux sur le PL 12521, ce qui est un grave manquement.

Il convient de rappeler le rôle primordial que jouent ensemble les policiers et les procureurs dans l'accomplissement de la justice.

Le Ministère public est directement concerné par l'action de la police, non seulement par le biais de la politique criminelle commune (PCC) qui fixe les axes et les priorités de celle-ci, mais surtout en raison de l'activité judiciaire de toute la police qui est placée sous l'autorité du Procureur général.

Ne confondons pas les activités judiciaires et celles de la police judiciaire : tous les services de police sont amenés à avoir des relations avec le Ministère public. La police judiciaire n'est en charge que de 25% des affaires judiciaires, les plus importantes. Le 75% des affaires judiciaires est majoritairement produit par la police de proximité, le groupe de suivi judiciaire de police secours et la police routière.

La police ne travaille ni en vase clos ni pour elle-même. Elle fait partie d'une « chaîne sécuritaire » (voir la stratégie sécuritaire du canton de Genève » (2017) qui va de l'anticipation au renseignement, la prévention, l'intervention et la répression.

Le Ministère public est un acteur-clé dans cette chaîne sécuritaire. Il peut juger mieux que quiconque de l'efficacité de la police, voire de ses différents services.

La LPol en vigueur est prévue pour simplifier et fluidifier les activités judiciaires en mettant directement en contact le Procureur général avec les différents responsables des services opérationnels (police-secours, police de proximité, police routière) et les commissaires, dont le service est quotidiennement en contact avec le Ministère public. Revenir à un seul commandement de la gendarmerie compliquerait la collaboration avec le Ministère public pour les questions de coordination, transmission des informations, élaboration et suivi de procédures, etc. Tout ce qui cloisonne rend beaucoup plus difficile la coopération. Sans une chaîne cohérente et bien tendue, l'action de la police est un coup d'épée dans l'eau.

Le taux de résolution des affaires est un indicateur très important pour les usagers et la population. La population attend que les délinquants et les criminels soient jugés et éventuellement condamnés. Il est de notre responsabilité de ne pas entraver le travail du Ministère public en supprimant ce qui existe aujourd'hui et fonctionne efficacement.

#### Il faut retenir :

- Tous les services de police sont amenés à avoir des relations avec le Ministère public ;
- La police judiciaire n'est en charge que de 25% des affaires judiciaires, les plus importantes ;
- La LPol en vigueur est prévue pour simplifier et fluidifier le travail de collaboration entre le Ministère public et les différents responsables des services opérationnels. Revenir à un seul commandement de la gendarmerie compliquerait la coordination entre le Ministère public et la police.

## **4. Gouvernance et Direction des opérations (DIROP)**

La Direction des opérations a été une solution trouvée bien avant le projet de réforme ayant conduit à la LPol en vigueur, entre 2008 et 2011, pour coordonner tous les moyens de la police en vue de grands événements ponctuels, à l'instar de grandes conférences internationales. A l'origine

intégrée à l'état-major de la gendarmerie, elle devient une entité propre et transverse en 2012. Au même moment est créé le service des commissaires, créés pour gérer les situations graves et décider dans l'urgence – la « première heure » sur le terrain - ainsi que pour gérer la transmission des cas au Ministère public.

La suppression de la DIROP telle que prévue par le PL 12521-A est un retour en arrière qui limite la capacité du commandement de la police à acquérir la vue d'ensemble de la situation et des engagements, met à néant les efforts de consolider et diffuser le renseignement, réduit la capacité de planification et diminue sensiblement la capacité à mobiliser les forces nécessaires en cas de besoin ponctuels ou dans la durée. Il faut rappeler que si les conférences internationales nécessitant des mobilisations importantes étaient marquantes car elles étaient rares au siècle dernier, depuis 2000 on compte en moyenne quatre grands événements de ce type chaque année à Genève. Les délais d'annonce parfois très courts de ces événements importants pour la Suisse et vitaux pour la Genève internationale plaident pour le maintien de structures permanentes, de compétences et de liens avec de nombreux partenaires intercantonaux et fédéraux.

La DIROP est une organisation de conduite, pas un service opérationnel comparable aux autres. Ses moyens propres sont des réserves de ressources qui peuvent être engagées au profit de l'un ou l'autre service – à l'instar de la brigade de sécurité publique (BSP) au profit d'un des services qui composent la gendarmerie actuellement ou de la brigade anti criminalité (BAC) au profit de la police judiciaire.

La DIROP permet le suivi du renseignement, de la planification (Centre des opérations et de la planification (COP), où l'on gère notamment la mobilisation des policiers), de l'engagement (centrale d'engagement, de coordination et d'alarme (CECAL), de l'urgence (commissaires) et de la conduite permanente des moyens policiers.

Le travail de la DIROP ne peut être accompli à l'échelon d'un commandement de la gendarmerie, dans la mesure où de plus en plus d'opérations nécessitent l'étroite collaboration entre des moyens de la police judiciaire (à l'exemple des filatures ou d'un appui forensique/cyber), de la DIROP (renseignement) et de la sécurité de proximité. Dans les cantons qui ne disposent pas d'une organisation similaire, à l'instar de Fribourg, chaque affaire nécessite la création d'équipes mixtes pilotées conjointement par un officier de police judiciaire et un officier de la gendarmerie. Genève n'a ni les moyens ni le temps de créer des structures aussi gourmandes en ressources et en personnel.

### Il faut retenir :

- La DIROP n'est pas une invention de la LPol et s'était avérée nécessaire comme organe de coordination à partir de 2008 ; elle a pris tous son sens avec l'organisation actuelle de la police genevoise.
- Il y a encore une année, dans les débats au sein de la commission judiciaire et de la police, elle figurait encore dans l'organigramme proposé par le PL 12521 ; et les témoignages s'entendaient sur son utilité et sa plus-value.
- La DIROP œuvre au profit de la population car c'est à ce niveau que les priorités sont établies, qui coïncident avec les axes de la politique criminelle commune (PCC) et avec l'évolution et les formes nouvelles de la criminalité.

## 5. Gendarmerie

Rappelons tout d'abord qu'historiquement, avant la LPol, sous « l'ancien régime », le corps de « Gendarmerie » existait, mais le libellé public de « Gendarmerie » n'existait pas: les véhicules étaient identifiés par « Police » et nous nous rendions si nécessaire au poste de « Police » et non au poste de « Gendarmerie ».

La loi actuellement en vigueur, n'a pas supprimé le concept de gendarmerie contrairement à l'idée que tout un chacun pourrait se faire en écoutant les partisans du PL 12521-A.

Rappelons l'article 15 de la LPol :

### **Art. 15            *Personnel en uniforme***

*Police-secours, la police de proximité, la police internationale et la police routière constituent des **services de gendarmerie** dont le personnel, sauf dispositions contraires, porte l'uniforme.*

La minorité de la commission judiciaire et de la police qui s'exprime dans ce rapport reconnaît l'importance que les gendarmes accordent à leur appartenance à un corps uniformé et propose en fin de rapport différentes variantes possibles sous forme d'amendements.

La marge de manœuvre est néanmoins très étroite, en raison des redondances entre un commandement de la gendarmerie avec la DIROP. Les députés à l'origine du PL 12521 s'en sont bien rendu compte, puisqu'après avoir proposé de maintenir côte à côte un commandement de la gendarmerie (incapable de planifier) et une DIROP (incapable de conduire), les amendements de dernière minute proposent désormais de supprimer purement et simplement la DIROP, suppression qui serait catastrophique comme cela a été décrit précédemment (Gouvernance et Direction des opérations).



Réintroduire sur les uniformes ou les badges l'appellation « gendarmerie » est possible, mais risque dans ce cas de multiplier les statuts et les marquages (exemples : protection diplomatique, police-secours, police routière etc), qui vont à l'encontre d'une image commune et d'une identité du corps de police. Cette unité est importante pour les collaborateurs, mais encore plus pour les usagers. C'est précisément contre cette unité que les syndicats se battent.

Le syndicat de la police judiciaire combat la DIROP parce qu'il ne veut pas que la police judiciaire lui soit subordonnée ; et le syndicat de la police judiciaire combat la police de proximité en raison de son activité dans le domaine du « petit judiciaire ». Nous avons vu plus haut que la police judiciaire ne dispose pas du monopole des affaires judiciaires, bien au contraire.

### Il faut retenir :

- Ce chapitre est la démonstration que si nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation à haut risque pour la République et canton de Genève, c'est bien en raison des enjeux de pouvoir interne à la police et non pas pour améliorer le bon fonctionnement de la police dans l'intérêt de la sécurité de la population et de la Justice.

## **6. Organisation en silos**

L'introduction du code de procédure pénale et du brevet fédéral de police ont changé le métier de policier. Les syndicats espèrent sans doute le retour de recrutements et de formations différenciées pour les gendarmes d'une part et pour les inspecteurs de la police judiciaire d'autre part. Depuis 2012, ils aspirent régulièrement au maintien de leurs anciens grades. Peut-être espèrent-ils aussi le retour des classes salariales d'antan, avant leur revalorisation en 2016 ?

La comparaison et la transversalité introduites par la LPol font peur aux syndicats. Voilà pourquoi ils nous peignent le diable sur la muraille en critiquant l'organisation actuelle, divisée en soi-disant « silos ».

En réalité, il ne fait aucun doute que l'ancienne gendarmerie et l'ancienne police judiciaire étaient des silos bien plus distincts, plus autonomes et plus opaques que les services opérationnels créés par la LPol. Auxquels il faut encore ajouter l'ancienne police de sécurité internationale (PSI), qui disposait elle-aussi de sa propre filière et de ses grades propres.

Rappelons que la question des grades spécifiques de la police judiciaire a été résolu de manière pragmatique en interne. Et qu'aujourd'hui personne ne

remet en question l'intégration de la police internationale en tant que service opérationnel.

Au sein de l'ancienne gendarmerie, une part importante des personnels effectuait des missions de police-secours durant 3-4 jours et des tâches de proximité généralement à hauteur d'un jour par semaine. Une telle organisation poserait aujourd'hui de nombreuses difficultés et serait insatisfaisante à plusieurs égards :

- Premièrement, le métier de policier est devenu si complexe et varié qu'il est difficile d'imaginer que les mêmes patrouilles ou les mêmes personnes assument pleinement des tâches et des métiers différents pendant la même semaine. La notion de « proximité » et le renseignement en feraient bien vite les frais ;
- Deuxièmement, des services (ou sections ou groupements) sont nécessaires afin de gérer un secteur ou une mission spécifique. Ces unités existaient déjà avant la LPol – à l'instar de la brigade routière – et la LPol n'a fait que rendre celles-ci plus visibles et davantage en mesure d'assumer des tâches ou priorités confiées par la politique criminelle commune.

#### Il faut retenir :

- Recréer la gendarmerie ne changera pas fondamentalement la structure ou l'organisation des brigades, contrairement à ce que l'on veut nous faire croire. Certaines unités conserveront des responsabilités territoriales et d'autres se verront confier des responsabilités missionnelles (circulation, protection diplomatique, etc). Par contre, un tel retour dans le passé alourdira le travail de coordination opérationnelle entre les différents services et compliquera la collaboration avec le Ministère public.

## **7. Effectifs et grades**

Contrairement à ce qui a été maintes fois affirmé par les syndicats et repris par un certain nombre de députés, la LPol n'a pas créé une inflation des grades. Au contraire.

Certaines perceptions d'une inflation des grades sont liées à l'uniformisation des grades des différents services opérationnels.

La question de cette prétendue inflation des grades a été examinée dans le détail dans le cadre des travaux sur la M 2450 "pour un bilan de la loi sur la police" : le document ci-annexé (voir annexe n°3 du rapport de majorité) étudie l'évolution des grades entre 2011 et 2020. S'il est vrai que le nombre absolu d'officiers supérieurs a augmenté de 6%, soit un accroissement de 3,8 ETP, dans le même temps le nombre d'officiers a augmenté de 8,6%, le

nombre de sous-officiers de 29,3% et le nombre de collaborateurs de 15,8%. Proportionnellement, le nombre de cadres supérieurs, par rapport au nombre de policiers total, a diminué ces 10 dernières années.

De plus, des solutions pragmatiques ont été proposées, par exemple pour respecter certaines spécificités au sein de la police judiciaire ou pour simplifier la pyramide hiérarchique.

Rappelons par ailleurs que le grade visible sur l'uniforme a été homogénéisé pour correspondre à Genève et dans toute la Suisse aux grades d'autres organisations « feux bleus » dans le cadre du Réseau national de sécurité (RNS) créé en 2011. Cette évolution des grades ne correspond pas nécessairement à une augmentation de la classe salariale.

#### Il faut retenir :

- Proportionnellement, le nombre de cadres supérieurs, par rapport au nombre de policiers total, a diminué ces 10 dernières années.

## **8. Formation des policiers**

Le concept général de la formation (CGF) policière a été initié sur le plan fédéral au début des années 2000, bien avant la LPol. Les cantons romands ont rapidement décidé de coopérer dans ce domaine. Dès le début, Genève a joué un rôle moteur dans l'établissement d'un concordat et de formations continues, de spécialisations et d'entraînements inter cantonales, à l'instar du Groupement romand pour le maintien de l'ordre (GMO), des formations de tireurs d'élite, du déminage (NEDEX), des maîtres-chiens et plus récemment du centre régional cyber (RC3).

La décision de former les aspirants genevois à l'Académie de police date de 2009 et, une fois encore, pré-date la LPol.

En 2011 est créé le brevet fédéral de policier (BFP), au même moment qu'est introduit le nouveau code de procédure pénale (CPP). Ceci modifie de manière importante le métier, qui fait de chaque policier un agent capable d'assurer une mission judiciaire. Ces réalités n'ont rien à voir avec la LPol. Le programme de la formation est précisé et encadré par l'Institut suisse de police (ISP).

Dès lors, il devenait indispensable de former tous les policiers sur une base commune, y compris pour les aspirants voulant s'orienter vers la police judiciaire (première année), à laquelle ajouter une année de spécialisation dans le domaine de prédilection de l'aspirant (police routière, police de proximité ou police judiciaire par exemple).

Il existe à l'heure actuelle deux écoles de police en Suisse romande : l'Académie de police installée actuellement à Savatan dans le canton de Vaud (VD, VS et GE) et le Centre interrégional de formation de police (CIFPOL) à Colombier et Granges-Paccot (NE, FR et JU). Afin de garantir la qualité et l'équité de la formation, les examens d'une école sont passés devant les instructeurs de l'autre et réciproquement.

Cette décision de mutualisation est susceptible de générer des frustrations et des kilomètres de déplacement, certes. Mais il est illusoire de penser qu'une formation basée à Genève serait meilleure qu'à Savatan. Pour preuve : le nombre de formateurs à Savatan est proportionnel au nombre d'aspirants envoyés par chaque canton ; en 2019, les aspirants genevois représentaient 46,5% des aspirants et 44,7% des instructeurs ; en 2020, 36,8% et 42,2% des instructeurs

<sup>1</sup>. Ainsi, près de la moitié des instructeurs sont des policiers genevois.

En pratique, la première année de formation de base est un tronc commun généraliste pour tous les aspirants à Savatan comme dans n'importe quelle autre école de police, alors que la deuxième année est une formation de stage pratique, dans le canton et au sein du corps de police, orientée si possible vers la spécialisation que le policier désire effectuer par la suite (police judiciaire ou police routière par exemple).

Le retour de la première année de la formation de base de Savatan à Genève se heurte à de grandes difficultés. Cela signifie la rupture de conventions inter cantonales avec Vaud et le Valais, qui aura des conséquences sur la réputation et la fiabilité de Genève en tant que partenaire dans le domaine de la sécurité. Rappelons que Genève bénéficie de façon importante d'engagements concordataires ou confédéraux, lors de grands événements par exemple.

Cet hypothétique retour de la première année de la formation de base à Genève implique en outre de trouver des locaux et des hébergements. Le Centre de formation de la police et des métiers de la sécurité (CFPS) n'a pas la place pour cela. Pire, le CFPS est aujourd'hui engagé par convention avec les communes genevoises, pour la formation des agents de police municipaux (APM). La rupture de ces accords et de cette collaboration fructueuse hypothèque grandement les travaux de rapprochement et d'intégration des polices municipales – un thème sur lequel le PL 12521 est étonnamment muet. Une telle transition nécessiterait plusieurs années et des investissements très importants.

---

<sup>1</sup> Source : Académie de police, Rapport annuel 2020, p. 50-51

La faible marge de manœuvre laissée par le Concept général de formation policière (CGF 2020) et l'homogénéisation déjà engagée au sein de l'école romande de police, signifie que de l'argent sera investi dans des doublons. Des formations actuellement mutualisées devront être réalisées, répliquées et payées par le canton.

Les études comparatives de l'entreprise Tri-aspect, pour le compte de la Conférence latine des directeurs de départements de justice et police (CLDJP) démontre les plus-values de la consolidation et de la mutualisation de la formation policière et chiffre les coûts relatifs et estimatifs des écoles séparées et d'une école romande. On comprend bien que le nombre d'aspirants – surtout en-dessous d'un seuil critique – pèse gravement les coûts. A titre d'exemple, les coûts de formation d'un canton seul sont 20% plus élevés que les coûts par aspirant à l'Académie de police, pour autant que l'on adopte bien entendu les mêmes règles et méthodes comptables. Pour des raisons d'économies et d'absence de masse critique, le canton de Neuchâtel s'est d'ailleurs résolu à faire former ses assistants de sécurité publique (ASP) à Savatan où des économies d'échelle sont possibles.

#### Il faut retenir :

- Faire partie d'une école romande appelée à s'étendre compte de nombreux avantages :
  - Exposition à diverses méthodes et expériences ;
  - Homogénéisation des processus et des formations ;
  - Moins d'impact sur les corps cantonaux pour fournir le personnel de formation nécessaire ;
  - Collaboration avec d'autres polices et d'autres partenaires ;
  - Accès aux savoirs de grandes institutions (Ecole des sciences criminelles de Lausanne, ISP) et aux savoir-faire d'un pool de spécialistes étendu dans toute la Suisse romande.
  - En cas de besoin, possibilité de faire appel ponctuellement aux aspirants pour renforcer les effectifs pour la recherche de personnes ou lors de grands événements, lors de la première vague Covid, etc.
  - Les coûts de formation d'un canton seul sont 20% plus élevés que les coûts par aspirant à l'Académie de police (VD, VS et GE).
- Revenir à la formation de base à Genève aurait de nombreux inconvénients :
  - Toutes les ressources et notamment les locaux du Centre genevois de formation de la police et des métiers de la sécurité sont aujourd'hui

engagées par convention avec les communes, pour la formation des agents de police municipaux (APM), ainsi que d'autres personnels – à l'instar des centralistes et des assistants de sécurité publique (ASP 1 et 2).

- Le rapatriement de la formation de base des policiers genevois de Savatan à Genève impliquerait la rupture de ces accords et de cette collaboration fructueuse, et hypothéquerait sérieusement les travaux de rapprochement et d'intégration des polices municipales – un thème sur lequel le PL 12521 est étonnamment muet.
- Une telle transition nécessiterait plusieurs années et des investissements très importants.

## **Commentaires concernant quelques articles du PL 12521-A**

### ***Art. 3            Priorité du service à la population (nouvelle teneur)***

*La police est en tout temps organisée et le personnel de police attribué de façon à assurer de façon prioritaire une présence effective et une action au service de la population.*

Il est difficile de voir ce qui est recherché par cet article, sachant que la devise de la police reprend déjà ces notions.

La « présence effective » tendrait à mettre l'accent sur le terrain et sur les patrouilles pédestres (Police de proximité), mais on sait qu'au-delà, la population demande également que les affaires soient traitées avec célérité, ce qui nécessite également de considérer les fonctions administratives, l'ouverture de guichets, les lignes vertes, etc.

### ***Art. 6            Composition de la police (nouvelle teneur)***

*<sup>1</sup> La police, dirigée par un commandant ou une commandante, est formée des deux corps suivants :*

*a) la gendarmerie ;*

*et*

*b) la police judiciaire.*

*<sup>2</sup> Les services d'appuis facilitent l'action de la police et sont composés de :*

*a) la direction de la stratégie ;*

*b) la direction des ressources humaines ;*

*c) la direction du support et de la logistique ;*

*d) la direction des finances.*

<sup>3</sup> *Les commissaires de police forment un service transversal.*

<sup>4</sup> *L'état-major appuie la commandante ou le commandant dans la conduite de l'action de la police.*

Attention, dans toute la Suisse les polices cantonales sont des « corps ». Si la police devient deux « corps » distincts, c'est bien une division et des silos qui sont recherchés.

Un « service transversal » dépend-il directement de la commandante ? Quel est son rôle et son autorité par rapport à la « ligne » (gendarmerie, services, brigades) ?

L'état-major est-il un organe distinct des personnes citées plus haut ? Actuellement, l'EMP est un « conseil de direction ». Veut-on voir dans cet « état-major » l'actuel COP, voire même la DIROP ? Ce point est peu clair, un état-major étant surtout responsable de la planification, plutôt que de la conduite (qui est l'affaire de la commandante et de la « ligne »).

Il est par ailleurs fâcheux que l'on n'ait pas saisi l'opportunité (comme dans les amendements proposés par le DSPS) de faire du chef d'état-major le supérieur des chefs de services d'appui.

Gouvernance : La commandante se retrouve donc désormais avec huit (8) subordonnés directs, dont seulement 2-3 opérationnels en incluant le chef des commissaires et cinq personnes issus des services d'appui.

Les services d'appui appuient, on comprend l'intention du verbe « faciliter », mais on voit aussi ses limites dans le cadre de cette loi. Sont-ils alors aux ordres des chefs de corps ? de brigade ?

## **Art. 7                    Commandement (nouvelle teneur)**

*La commandante ou le commandant dispose d'un état-major composé des chefs ou des cheffes de la gendarmerie et de la police judiciaire, ainsi que d'un représentant ou d'une représentante des services d'appui.*

Aujourd'hui, la commandante est en liens directes avec tous les chefs de services qui composent la police. Cela assure un commandement en contact avec celles et ceux qui garantissent le bon déroulement des activités au quotidien.

Ce nouvel Art. 7 consiste à réduire les interlocuteurs de la commandante à trois personnes des services opérationnels et à rajouter une couche au mille feuilles en éloignant la commandante un peu plus des réalités du terrain.

Un « comité directeur » similaire avait été proposé par le COPIL et le DSPS – avec la commandante, le chef des opérations et le chef d'état-major.

Un organe tel que celui-ci ne traitera pas ou peu de questions opérationnelles, mais surtout de questions RH et financières, ainsi que de calendrier.

#### **Art. 9            *Policières et policiers (nouvelle teneur)***

*Est policière ou policier au sens de la présente loi le détenteur d'un brevet fédéral de policier, habilité à assumer l'entier des prérogatives définies à l'article 1, alinéa 3 de la présente loi.*

Ceci pose un problème de reconnaissance des acquis ou empêche celle-ci à partir de son entrée en vigueur. Ainsi par exemple traditionnellement, un certain nombre de postes de cadres étaient ouverts à des recrutements externes (militaires, scientifiques, formateurs, etc.). Elle risque notamment de créer des frictions avec les polices municipales.

#### **Art. 10           *Gendarmerie (nouvelle teneur)***

<sup>1</sup> *La gendarmerie assure auprès de la population une présence effective et préventive, notamment dans les domaines de la circulation, du secours d'urgence et de la proximité.*

<sup>2</sup> *Elle assure en outre la sécurité des personnes, des biens et des lieux en lien avec les activités diplomatiques, consulaires et plus généralement internationales de Genève, ainsi que celle du site aéroportuaire.*

<sup>3</sup> *Les postes de police concrétisent l'ancrage territorial de la gendarmerie.*

<sup>4</sup> *Les gendarmes accomplissent en principe leurs missions en uniforme.*

Les missions sont définies de manière très générale. L'articulation de cet article semble encourager la fusion de police-secours et de la police de proximité.

Sur le plan légistique, on mélange dans un tel article l'organisation, les missions et les manières de remplir celles-ci. La question de l'uniforme, par exemple, pourrait relever du règlement plutôt que de la loi.

#### **Art. 11           *Police judiciaire (nouvelle teneur)***

<sup>1</sup> *La police judiciaire élucide notamment les crimes et délits qui, en raison de leur gravité, de leur récurrence ou de leur complexité, nécessitent un travail d'enquête approfondi.*

<sup>2</sup> *A cet effet, la police judiciaire recourt notamment à la recherche et à l'analyse du renseignement opérationnel.*



<sup>3</sup> *Les inspectrices et inspecteurs de la police judiciaire accomplissent leurs missions en tenue civile.*

L'insistance de la tenue civile est ici inutile ; quid des tenues ignifugées (anti-feu) qui peuvent être utiles dans certaines situations ?

#### **Art. 12            Commissaires de police (nouvelle teneur)**

*Les commissaires de police sont notamment chargés de la réponse d'urgence et de la prise de décisions en matière d'événements concernant la police, ainsi qu'en matière de procédure pénale et administrative. Ils exécutent des tâches de police judiciaire.*

La dernière phrase n'a pas de sens. Si tel était le cas, pourquoi ne pas les incorporer à la PJ ?

#### **Art. 19, al. 1 et 2 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> *La police comprend trois catégories de personnel :*

- a) *les gendarmes ;*
- b) *les inspectrices et inspecteurs de la police judiciaire ;*
- c) *le personnel non policier, y compris les agentes et agents de sécurité publique.*

<sup>2</sup> *Le Conseil d'Etat fixe, en fonction des bassins de population concernés, les effectifs policiers nécessaires pour que la police accomplisse ses missions telles qu'elles résultent de la présente loi.*

Ceci ne correspond pas aux critères de l'Institut suisse de police, pour lequel la seule appellation correcte est « policier avec brevet fédéral ».

Il est évidemment malvenu de reléguer les ASP au rang de « personnel non-policier ». Cela d'autant plus qu'une part importante de cet effectif est payé par la Confédération.

#### **Art. 20            Dialogue social (nouvelle teneur de la note) et al. 3 (nouveau)**

<sup>3</sup> *Le Conseil d'Etat et les organisations représentatives des membres du personnel de la police se rencontrent au minimum chaque trimestre lors de séances paritaires.*

Quels sont les critères de représentativité ? Quel est le mode d'organisation et d'élection ? Cet article est rétrograde

**Art. 24, al. 1 (nouvelle teneur) et al. 8 (nouveau)**

<sup>1</sup> *Le personnel de la police est tenu au devoir de réserve.*

<sup>8</sup> *Sous réserve de l'alinéa 7 et de l'article 62, alinéa 3, lettre e, le Conseil d'Etat et son administration n'ont aucun accès aux données et au contenu des dossiers en lien avec l'activité de police judiciaire.*

Si l'exécutif n'a aucun accès aux dossiers en lien avec l'activité de police judiciaire (cela inclut-il le domaine RH, le budget, la communication dans le domaine de la fraude cyber, etc ?), qui est alors aux commandes de la PJ ? Et si la hiérarchie de la PJ est nommée par la commandante et le chef du département, cet article devient vide de sens.

**Art. 31, al. 1 (nouvelle teneur)**

*1 Une école de formation cantonale est organisée dans le canton de Genève, par la police, pour les candidats, d'une part, aux fonctions de gendarme et, d'autre part, à la fonction d'inspectrice ou d'inspecteur de la police judiciaire. Un tronc commun de formation peut être prévu.*

Cela signifie que l'école formerait deux types de candidats... au même brevet. Elle devrait faire appel aux examinateurs d'autres écoles, par hypothèse de Savatan ?

Ceci interdit la collaboration ou la mutualisation.

L'obligation de signer pour 3 ans est un consensus romand, afin d'éviter le départ de policiers récemment brevetés vers les corps dont les rémunérations sont les plus élevées (en l'occurrence Genève). Ceci constituerait donc un appel à candidatures hors canton.

Il est très peu question de la formation continue, qui est en grave souffrance. Ne rien en dire est fort dommage. (al. 3 et 4)

L'alinéa 5 semble pourtant aller dans le sens d'une adaptation de la formation aux spécificités locales.

**Art. 34      Affectation du personnel (nouvelle teneur)**

*1 L'état-major décide de l'affectation initiale des membres du personnel selon les aptitudes de ceux-ci et les besoins de la police. Il tient également compte, dans la mesure du possible, des souhaits des personnes concernées.*

*2 L'affectation dans un autre corps au sens de l'article 6, alinéa 1 de la présente loi ne peut se faire que sur demande ou avec l'accord des personnes concernées.*

Ceci entérine deux points, tous deux contre-productifs :

- Le fait que le commandement de la police ne traite prioritairement que de questions administratives et pas opérationnelles.
- Que la PJ et la gendarmerie deviennent des silos où la mobilité est mal perçue, voire combattue.

**Art. 37, al. 1 (nouvelle teneur)**

*1 La cheffe ou le chef du corps concerné prononce le blâme ; la commandante ou le commandant inflige les services hors tour.*

Les chefs de services ou de secteurs, voire de brigades, n'ont donc plus guère d'autorité disciplinaire s'il faut remonter au commandement de la PJ/gendarmerie pour infliger un blâme.

**Art. 62, al. 2, let. e (nouvelle)**

*e) d'examiner les dénonciations, rapports et constats en matière d'usage de la force par la police et le personnel pénitentiaire ; il donne, s'il le juge utile, son avis à l'autorité compétente. Il en va de même en cas d'allégations de mauvais traitements.*

L'organe de médiation, incorporé dans la police, fait aujourd'hui un excellent travail, centré exclusivement sur la médiation.

Lui confier des tâches telles que prévue dans ce nouvel alinéa consiste à empiéter et affaiblir le rôle et la responsabilité de l'Inspection générale des services(IGS).

Les membres de l'IGS ne sont pas rattachés aux services de la police et ne sont pas subordonnés à sa hiérarchie, ce qui assure indépendance et impartialité, dans l'intérêt de la population.

## **Conclusion**

Mesdames les députées, Messieurs les députés,

La loi sur la police entrée en vigueur en 2016 peut être améliorée, notamment en ce qui concerne une meilleure identification formelle et symbolique du corps de la gendarmerie, sans pour autant supprimer les entités qui formalisent ses différentes missions.

Par contre, le PL 12521-A n'améliore pas la loi sur la police, il déstructure l'institution qui est un des piliers de notre état de droit, détenteur de la force

publique, garant de l'ordre public, de la traque des suspects et du fonctionnement de l'autorité de poursuite judiciaire : le Ministère public.

Le PL 12521 crée une couche hiérarchique supplémentaire entre la commandante et les chefs des services opérationnels, supprime la Direction des opérations, organes indispensable de planification, de coordination et de pilotage de l'ensemble des services qui composent la gendarmerie et la police judiciaire. De plus, ce projet de loi supprime la formation intercantonale mutualisée des policiers, faisant revenir Genève à une situation qui amoindrirait la qualité de la formation et obligerait le canton à rompre ses accords intercantonaux et celui passé avec les communes genevoises pour la formation des APM.

La déstructuration de la police opérée par le PL 12521 est la conséquence d'un travail bâclé de huit séances, au cours desquelles les représentants de la police ont été auditionnés 5 fois, le DSPS et la direction de la police 4 fois ; ni le Ministère public ni les chefs des services opérationnels de la police, n'ont été auditionnés.

Détricoter à la hache la loi sur la police, fruit de 20 ans d'expérience et de 10 ans de réflexions et de négociations, en raison d'un accord de circonstance sur des intérêts partisans en période électorale est une réelle menace sur la stabilité et la pérennité de nos institutions.

Oui, les lois doivent être changées, aussi souvent que nécessaire mais en prenant le temps de faire un travail approfondi. Il s'agit d'améliorer les choses à long terme et non de faire plaisir un à moment donné à des groupements d'intérêts.

Nous ne proposons pas d'amendement dans ce rapport. N'étant pas allé au bout de nos travaux, il est impossible de répondre à la question essentielle : les difficultés existantes sont-elles d'ordre organisationnel et managérial ou législatif ?

**Nous demandons donc le renvoi à la commission judiciaire et de la police, principalement afin d'auditionner les chefs des services opérationnels de la police, qui connaissent le terrain et font fonctionner l'institution, et le Ministère public, responsable des activités judiciaires de toute la police.**

Nous vous remercions, Mesdames les députées, Messieurs les députés, d'accepter cette demande.